



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

**Renseignements particuliers
du 3^e groupe d'opposition**

Document préparé par la Direction de la gestion budgétaire et financière
Août 2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.1	INDIQUER LA SOMME DÉPENSÉE EN 2019-2020 (PRÉVISIONS POUR 2020-2021) PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).	1
P.2	POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2019-2020, INDIQUER : A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT; INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV; D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.	3
P.3	POUR 2019-2020, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	7
P.4	POUR 2019-2020, BILAN DU PLAN D'OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT : A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES; B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES; C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT; D. LES RÉSULTATS OBTENUS.	10
P.5	COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDIQUER LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021. INDIQUER ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES.	11
P.6	POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER : A. LA DATE DES RÉNOVATIONS; B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS; C. LE COÛT DES RÉNOVATIONS; D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.	13
P.7	LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, ACTIFS EN 2019-2020, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, FOURNIR UNE COPIE DE TOUT DOCUMENT PRODUIT, ET PRÉCISER : A. LE MANDAT; B. LES MEMBRES; C. LE BUDGET; D. LE NOMBRE DE RENCONTRES EFFECTUÉES EN 2019-2020; E. LES RÉSULTATS OBTENUS EN 2019-2020 ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	15
P.8	NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2019-2020. INDIQUER, POUR CHACUNE : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR; E. LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUELÉE); F. LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2019-2020.	57
P.9	CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	58
P.10	CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D'AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	60

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.11	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	61
P.12	CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	62
P.13	CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	63
P.14	CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'ÉTRÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	64
P.15	CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.	65
P.16	NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2019, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDIQUER LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDIQUANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDIQUANT LA DATE DE LA LIBÉRATION DU POSTE.	66
P.17	DANS LA DERNIÈRE ANNÉE, POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET DE JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.	67
P.18	NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2019-2020 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.	68
P.19	VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU DES PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUE REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.	69
P.20	POUR 2019-2020, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR : A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION; C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.	70
P.21	POUR 2019-2020, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.	73
P.22	POUR 2019-2020, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF : A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES; B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS; C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.	76
P.23	POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER : A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT; B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.	77
P.24	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.	80
P.25	NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).	81

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.26	NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L'AIDE JURIDIQUE EN 2019-2020, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L'AIDE JURIDIQUE.	82
P.27	ÉTAT DE SITUATION DU RÉSEAU DE L'AIDE JURIDIQUE AU 31 MARS 2019.	85
P.28	POUR 2019-2020, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.	86
P.29	POUR 2019-2020, FOURNIR : A. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> ; B. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> ; C. LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> ; D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA <i>LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE</i> .	87
P.30	COÛT TOTAL DES FRAIS JUDICIAIRES PAYÉS PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR LES BÉNÉFICIAIRES DESSERVIS PAR DES AVOCATS SALARIÉS OU PAR DES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, ET CE, POUR 2019-2020.	88
P.31	COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.	89
P.32	PRÉVISIONS ET SCÉNARIOS DE FINANCEMENT DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE POUR L'ANNÉE 2020-2021.	90
P.33	VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2019, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.	91
P.34	BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	94
P.35	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L'IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D'ACTION.	95
P.36	LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2019-2020 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER : A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL; B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION; C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDIQUER LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE; D. LES PRÉVISIONS DES COÛTS POUR 2020-2021 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE; E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHÉANT.	96
P.37	BILAN DU PLAN D'AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2019-2020, EN PRÉCISANT : A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS; B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D'ACHÈVEMENT; C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD; D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L'ABANDON; E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.	121
P.38	SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2019-2020, ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDIQUER LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2019-2020 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.	123
P.39	POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D'EXPOSER LE DÉTAIL DE L'UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.	124
P.40	PRODUIRE LE PLAN D'IMMOBILISATION (AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION) POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT PQI 2018-2028.	125
P.41	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN : A. CHAMBRE CIVILE; B. CHAMBRE CIVILE - DIVISION DES PETITES CRÉANCES; C. CHAMBRE CRIMINELLE; D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	127
P.42	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.	128

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.43	NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.	130
P.44	NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.	131
P.45	CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2018-2019 ET 2019-2020, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS : A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS; B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION; C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.	133
P.46	COÛTS D'EXPLOITATION DES SERVICES DE GREFFES PÉRIPHÉRIQUES POUR 2019-2020, PAR RÉGION.	134
P.47	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS.	135
P.48	NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS <i>AD HOC</i>).	136
P.49	LE NOMBRE D'AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.	137
P.50	AU 31 MARS 2019, LE NOMBRE DE SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL RELEVANT DU DPCP POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE.	138
P.51	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDIQUER LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.	141
P.52	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LA LISTE DES PROCUREURS CADRES AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉAFFECTATION.	142
P.53	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.	143
P.54	POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D'INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).	144
P.55	LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2019.	147
P.56	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D'ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D'UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L'ARRÊT R. C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDIQUER LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.	148
P.57	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2019-2020. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDIQUER : A. LES COÛTS; B. LES DATES ET LIEUX; C. LES PERSONNES PRÉSENTES; D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.	149
P.58	BILAN DES PROGRAMMES ET DES INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE. INDIQUER LES PROJETS, LES COÛTS OU LES ÉCONOMIES RÉALISÉES.	150
P.59	INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$. POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.	153
P.60	INDIQUER LES MESURES DÉPLOYÉES ET LES SOMMES ENGAGÉES PAR VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME EN 2019-2020 POUR PRÉVENIR ET LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES DANS LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES.	154
P.61	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DU CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.	157
P.62	POUR 2019-2020, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDIQUER LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.	158
P.63	POUR 2019-2020, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D'INHABILITÉ OU DES REQUÊTES EN <i>QUO WARRANTO</i> INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D'ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D'ÉLU.	159

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.64	LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉES PAR LE MAMOT OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DE MUNICIPALITÉS, D'ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.	160
P.65	POUR 2019-2020, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2020-2021. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.	161
P.66	POUR 2019-2020, INDIQUER LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L'ANNÉE 2020-2021. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE SA MISE EN ŒUVRE.	165
P.67	NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE EN 2019-2020. INDIQUER LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDIQUER LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2020-2021.	166
P.68	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2019-2020; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	167
P.69	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2019-2020; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	168
P.70	POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2019-2020.	169
P.71	LA LISTE DES REPORTS DE PROJETS DE CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ POUR 2019-2020 ET 2020-2021.	170
P.72	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D'ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2019-2020; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2019-2020; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2019-2020; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2020-2021; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	171
P.73	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR : A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2019-2020; B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2019-2020; C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2019-2020; D. ACTIONS RÉÉVALUÉES/HORS DÉLAIS/IMPOSSIBLES À DÉTERMINER; E. ACTIONS À VENIR EN 2020-2021; F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.	172
P.74	EN 2019-2020, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D'AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.	174
P.75	NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA <i>LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> , INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2018-2019 ET EN 2019-2020, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATIONS SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.	176
P.76	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.	178
P.77	BILAN, AU 31 MARS 2019, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.	179
P.78	BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).	180
P.79	BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA <i>LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS</i> (1988, CHAP. 20).	181
P.80	NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2019-2020 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.	184

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.81	EN 2019-2020, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C. 11) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDiquer LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.	185
P.82	MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR INFRACTION.	186
P.83	CONCERNANT LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR : A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2019-2020; PRÉVISIONS POUR 2020-2021; B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2018-2023.	187
P.84	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	189
P.85	POUR 2019-2020, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDiquer : A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION; B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.	209
P.86	TABLeAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE : A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION; B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION; C. MESURES PRISES EN 2019-2020 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.); D. SOMMES INVESTIES EN 2019-2020 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	210
P.87	ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE. POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L'OBJECTIF RECHERCHÉ, INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.	211
P.88	ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDiquer : A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES; B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES; C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.	212
P.89	ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION. A. INDiquer LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE; B. INDiquer LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE; C. FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.	213
P.90	VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2019-2020 ET DE CELLES PRÉVUES EN 2020-2021 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.	214
P.91	POUR 2019-2020, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	215
P.92	EN DATE DU 31 MARS 2019, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.	216
P.93	POUR 2019-2020, NOMBRE DE SÉANCES D'EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.	217
P.94	BILAN DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS, SELON LES RÉGIONS ET LES PARCS NATIONAUX DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2018-2019 ET 2019-2020.	218
P.95	LISTE DES INFRACTIONS ET DES AMENDES LIÉES À CES INFRACTIONS POUR DES GESTES RÉPERTORIÉS DE BRACONNAGE, POUR LES ANNÉES 2018-2019 ET 2019-2020.	220
P.96	SUIVI DU PLAN D'INVESTISSEMENT DE 500 M\$ DANS L'INFORMATISATION DE LA JUSTICE, PRÉVU AU BUDGET 2019-2020 ET ANNONCÉ LE 24 AVRIL 2018.	223
P.97	SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDiquer LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.	225

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
P.98	INDIQUER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA <i>LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES</i> , ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.	231
P.99	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2020-2021.	232
P.100	ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2019, DU SUIVI ACCORDÉ AU RAPPORT DU COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE POUR UNE RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE.	233
P.101	STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2019-2020. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.	234
P.102	LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2019-2020, ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.	237
P.103	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES.	239
P.104	LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES, DES COMMISSIONS SCOLAIRES, DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX PARTICIPANT À UN PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI AU 31 MARS 2019, ET BILAN DE L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI</i> À CE JOUR.	240
P.105	ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.	252
P.106	PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D'ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.	253
P.107	DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.	255
P.108	NOMBRE ET NATURE DES CAS TRAITÉS ET DES PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION EN 2019-2020. NOMBRE DE CAS ET DE CIRCONSTANCES EN VERTU DESQUELS LA COMMISSION A AGI PAR ELLE-MÊME.	256
P.109	NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2018-2019 ET EN 2019-2020, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D'INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.	258
P.110	NOMBRE D'ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D'ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.	259
P.111	LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.	260
P.112	LISTE DES PLAINTES QUI ONT DÉJÀ FAIT L'OBJET DE RECOMMANDATIONS PAR LA COMMISSION AUPRÈS DES MINISTÈRES EN 2019-2020.	261
P.113	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT DES PLAINTES POUR 2019-2020.	267
P.114	EFFECTIF POUR 2019-2020 ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021, POSTES OCCUPÉS ET NATURE DU TRAVAIL.	268
P.147	ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	269
P.148	SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.	270
P.149	TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.	271

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 31 MARS 2020.

P.1 INDiquer la somme dépensée en 2019-2020 (prévisions pour 2020-2021) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

MINISTÈRE

	2019-2020 (en K\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	22 470,1
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	24 633,4
• EXTERNE	16 735,0
• CSPQ	7 830,0
TOTAL	71 668,5

SELON LES DÉPENSES EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES AU 31 MARS 2020 (INCLUANT LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ET LE FONDS ACCÈS JUSTICE).

FONDS DES REGISTRES

	2019-2020 (en K\$)
LOGICIELS ET MATÉRIEL	2 842,8
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	11 935,7
• EXTERNE	9 335,4
• CSPQ	1 215,1
TOTAL	25 329,0

SELON LES DÉPENSES DE LA DRC AU 31 MARS 2020 ET LES MONTANTS FACTURÉS PAR LE MJQ AU FDR POUR LE FINANCEMENT DU PROJET DE LA TRANSFORMATION AU 31 MARS 2020.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	2019-2020 (K\$)
LOGICIELS	108,1
MATÉRIEL	145,3
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	38,5
• CSPQ	35,1
TOTAL	327,0

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	2019-2020 (K\$)
LOGICIELS	44,5
MATÉRIEL	33,8
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	38,3
• CSPQ	0,0
TOTAL	116,6

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

	2019-2020 (K\$)
LOGICIELS	0,0
MATÉRIEL	0,5
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	5,0
• CSPQ	0,0
TOTAL	5,5

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	2019-2020 (κ\$)
LOGICIELS	53,3
MATÉRIEL	990,6
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	7 486,1
• EXTERNE	67,6
• CSPQ	0,0
TOTAL	8 597,6

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

	2019-2020 (κ\$)
LOGICIELS	0,0
MATÉRIEL	0,0
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	0,0
• CSPQ	3,7
TOTAL	3,7

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

	2019-2020 (EN Κ\$)
LOGICIELS	141,5
MATÉRIEL	168,8
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	0,0
• EXTERNE	168,1
• CSPQ	0,0
TOTAL	478,4

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

	2019-2020 (κ\$)
LOGICIELS	96,5
MATÉRIEL	420,0
SERVICES PROFESSIONNELS	
• INTERNE	2 343,9
• EXTERNE	1 717,6
• CSPQ	190,1
TOTAL	4 768,1

- P.2 POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES INSTANCES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2019-2020, INDIQUER :**
- A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION;
 - B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION;
 - C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLURE LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV;
 - D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

LA COMMISSION N'A PAS DE CONSEIL D'ADMINISTRATION. CEPENDANT, EN VERTU DE LA CHARTE (ARTICLE 58), LES MEMBRES SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET, EN VERTU DE L'ARTICLE 66 DE LA CHARTE, LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION.

- **ARTICLE 58** « LA COMMISSION EST COMPOSÉE DE 13 MEMBRES, DONT UN PRÉSIDENT ET DEUX VICE-PRÉSIDENTS. LES MEMBRES DE LA COMMISSION SONT NOMMÉS PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE. CES NOMINATIONS DOIVENT ÊTRE APPROUVÉES PAR LES DEUX TIERS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE. »
- **ARTICLE 66** « LE PRÉSIDENT EST CHARGÉ DE LA DIRECTION ET DE L'ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS PRIS POUR L'APPLICATION DE LA PRÉSENTE CHARTE. IL PEUT, PAR DÉLÉGATION, EXERCER LES POUVOIRS DE LA COMMISSION PRÉVUS À L'ARTICLE 61, AUX DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 62 ET AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 77. IL PRÉSIDE LES SÉANCES DE LA COMMISSION. »
- **PRÉSIDENT :** TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ, NOMMÉ LE 28 FÉVRIER 2019 (DÉCRET 196-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** ARPIN, SUZANNE, NOMMÉE LE 10 JUIN 2019 (DÉCRET 554-2019)
- **VICE-PRÉSIDENTE :** PIERRE, MYRLANDE. NOMMÉE LE 29 JUILLET 2019 (DÉCRET 684-2019)

MEMBRES

- GAUVREAU, LIZETTE
- IASENZA, ISA
- LEBOEUF, ROXANE JUSQU'AU 28 JUIN 2019
- LECLERCQ, MARIE-LAURE
- LEMAY, SYLVAIN
- ROY, MARTINE
- SANTORINEOS, ANNE-MARIE
- SIOUI, BRUNO
- VILLEFRANCHE, MARJORIE
- VOLLANT, NADINE DEPUIS LE 25 JUIN 2019

LE DÉCRET 255-88 DU 24 FÉVRIER 1988 FIXE LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL DE LA COMMISSION À UNE RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE 4 000 \$ ET DES HONORAIRES DE 200 \$ PAR JOUR DE RÉUNION (100 \$ PAR DEMI-JOURNÉE), À L'EXCLUSION DE TOUT MEMBRE QUI EST UN EMPLOYÉ RÉGULIER À TEMPS PLEIN D'UN ORGANISME OU D'UNE INSTITUTION DU SECTEUR PUBLIC OU PARAPUBLIC, Y COMPRIS UNE UNIVERSITÉ.

EN OUTRE, LES RÈGLES CONCERNANT LE REMBOURSEMENT DES DÉPENSES DE VOYAGE DES PRÉSIDENTS, DES VICE-PRÉSIDENTS ET DES MEMBRES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX, PRÉVUES PAR LE DÉCRET 1307-80, S'APPLIQUENT AUX MEMBRES DE LA CDPDJ (DÉCRET 1789-80 DU 11 JUIN 1980).

- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION**
AUCUN.
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV**

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	2019-06-10	2024-06-09 (5 ANS)	118 198 \$
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	2019-07-29	2024-07-28 (5 ANS)	117 550 \$
VOLLANT, NADINE	MEMBRE	2019-06-14	2024-06-13 (5 ANS)	DÉCRET 255-88

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DE LA COMMISSION NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
TESSIER, PHILIPPE-ANDRÉ	PRÉSIDENT	9 586 \$	0 \$	2 994 \$
ARPIN, SUZANNE	VICE-PRÉSIDENTE	9 491 \$	0 \$	1 035 \$
PIERRE, MYRLANDE	VICE-PRÉSIDENTE	3 061 \$	0 \$	462 \$
GAUVREAU, LIZETTE	MEMBRE	5 818 \$	0 \$	N/A
IASENZA, ISA	MEMBRE	70 \$	0 \$	N/A
LEBOEUF, ROXANE	MEMBRE	346 \$	0 \$	N/A
LECLERCQ, MARIE-LAURE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
LEMAY, SYLVAIN	MEMBRE	1 467 \$	0 \$	N/A
ROY, MARTINE	MEMBRE	1 463 \$	0 \$	N/A
SANTORINEOS, ANNE-MARIE	MEMBRE	0 \$	0 \$	N/A
SIOUI, BRUNO	MEMBRE	4 833 \$	0 \$	N/A
VILLEFRANCHE, MARJORIE	MEMBRE	264 \$	0 \$	N/A
VOLLANT, NADINE	MEMBRE	9 275 \$	0 \$	N/A

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

- ME YVAN NIQUETTE (PRÉSIDENT)
- ME DANIEL LAFRANCE (VICE-PRÉSIDENT)
- M. GILLES BARIL (COMMISSAIRE)
- ME RACHEL CAISSY (COMMISSAIRE)
- ME ISABELLE SIMARD (COMMISSAIRE)
- ME JEAN LAZURE (COMMISSAIRE)
- ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL (COMMISSAIRE)
- ME AMÉLIE BINETTE (COMMISSAIRE)
- ME MARIE-JOSÉE HÉTU (COMMISSAIRE)
- MME NADINE LEGAL (COMMISSAIRE)
- M. JEAN-PAUL BERGERON (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE)
- MME SARAH JUNEAU (COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉE DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE)

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME YVAN NIQUETTE	PRÉSIDENT	1 697 \$	963 \$	289 \$
ME DANIEL LAFRANCE	VICE-PRÉSIDENT	1 028 \$	537 \$	0 \$
M. GILLES BARIL	COMMISSAIRE	4 035 \$	1 052 \$	N/A
ME RACHEL CAISSY	COMMISSAIRE	1 256 \$	285 \$	N/A
ME ISABELLE SIMARD	COMMISSAIRE	1 723 \$	294 \$	N/A
ME JEAN LAZURE	COMMISSAIRE	1 912 \$	506 \$	N/A
ME RÉJEAN OLIVIER LEBEL	COMMISSAIRE	1 082 \$	476 \$	N/A
ME AMÉLIE BINETTE	COMMISSAIRE	272 \$	265 \$	N/A
ME MARIE-JOSÉE HÉTU	COMMISSAIRE	212 \$	103 \$	N/A
MME NADINE LEGAL	COMMISSAIRE	168 \$	258 \$	N/A
M. JEAN-PAUL BERGERON	COMMISSAIRE, DÉLÉGUÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	0 \$	0 \$	N/A
MME SARAH JUNEAU	COMMISSAIRE. DÉLÉGUÉE DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE	0 \$	0 \$	N/A

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

MEMBRES DU CONSEIL :
M^E MORTON S. MINC, PRÉSIDENT DU CONSEIL, NOMMÉ POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016, DÉSIGNÉ PRÉSIDENT LE JOUR MÊME;
M^E HÉLÈNE BÉDARD, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1^{ER} JUIN 2016;
M^E JOSÉE BÉDARD, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 1^{ER} JUIN 2016;
M^E JULIE CHARBONNEAU, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 4 SEPTEMBRE 2019;
M^E MARIE CHAREST, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 8 SEPTEMBRE 2016;
M^E MARIE-JOSÉE CORRIVEAU, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 1^{ER} FÉVRIER 2018;
M^{ME} SUZANNE DANINO, MEMBRE NOMMÉE DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUELÉE POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
M^E LISE GIRARD, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 13 JUILLET 2018;
M^{ME} JILL LESLIE GOLDBERG, MEMBRE NOMMÉE LE 6 MAI 2015;
M. SIMON JULIEN, MEMBRE NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
M^E NATALIE LEJEUNE, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 8 JUILLET 2016;
M. MICHEL MARCHAND, MEMBRE NOMMÉ DEPUIS LE 25 MAI 2011 ET RENOUELÉ POUR UN SECOND MANDAT LE 7 AVRIL 2015;
M^E LUCIE NADEAU, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 8 AVRIL 2019;
M^{ME} NANCY RHÉAUME, MEMBRE NOMMÉE POUR UN PREMIER MANDAT LE 30 NOVEMBRE 2016;
M^E PATRICK SIMARD, MEMBRE D’OFFICE DEPUIS LE 27 SEPTEMBRE 2017.

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION
AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
LUCIE NADEAU	MEMBRE	8 AVRIL 2019	8 AVRIL 2023	AUCUNE
JULIE CHARBONNEAU	MEMBRE	4 SEPTEMBRE 2019	4 SEPTEMBRE 2022	AUCUNE

LES CURRICULUM VITAE CONSTITUENT DES DOCUMENTS PROTÉGÉS PAR LA LOI SUR L’ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS. LES CURRICULUM VITAE DES MEMBRES DU CONSEIL NE PEUVENT DONC PAS ÊTRE DIFFUSÉS.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
HÉLÈNE BÉDARD	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
JOSÉE BÉDARD	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
JULIE CHARBONNEAU	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
MARIE CHAREST	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
MARIE-JOSÉE CORRIVEAU	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
SUZANNE DANINO	MEMBRE	272 \$	78 \$	0 \$
LISE GIRARD	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
JILL LESLIE GOLDBERG	MEMBRE	597 \$	140 \$	0 \$
SIMON JULIEN	MEMBRE	686 \$	144 \$	0 \$
NATALIE LEJEUNE	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
MICHEL MARCHAND	MEMBRE	52 \$	21 \$	0 \$
MORTON S. MINC	PRÉSIDENT	4 473 \$	771 \$	0 \$
LUCIE NADEAU	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
NANCY RHÉAUME	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$
PATRICK SIMARD	MEMBRE	0 \$	0 \$	0 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
NON APPLICABLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS OU DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- ME FRIKIA BELOGBI, SECRÉTAIRE ET CONSEILLÈRE JURIDIQUE
- ME LORY BEAUREGARD, AVOCATE
- ME DAVID PIERRE-LOUIS, AVOCAT
- M. ROBERT BÉLANGER, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- M. DJAMEL MESSAOUDI, TECHNICIEN EN ADMINISTRATION
- MME ISABELLE ÉMARD, AGENTE DE SECRÉTARIAT
- MME ANNIE CARRIÈRE, AGENTE DE BUREAU
- M. JACQUES PARENT, C.R., ADMINISTRATEUR, PRÉSIDENT
- MME ANNE TURGEON, ADMINISTRATRICE
- M. DELPHA BÉLANGER, ADMINISTRATEUR

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION
AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV
AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
ME JACQUES PARENT	PRÉSIDENT	9 262 \$	1 114 \$	488 \$
ME ANNE TURGEON	ADMINISTRATRICE	5 131 \$	1 020 \$	0 \$
ME DELPHA BÉLANGER	ADMINISTRATEUR	7 878 \$	1 221 \$	0 \$

SOURCE : SYSTÈME COMPTABLE DYNACOM, 31 MARS 2020.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

A. LA LISTE DES EMPLOYÉS ET/OU MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- MARIE-CLAUDE SARRAZIN
- NICOLAS VERMEYS
- PIERRE E. AUDET
- MICHEL PAQUETTE
- NANCY LEBLANC
- CÉLINE HÉTU
- CLAUDE LAURENT

B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION
AUCUN.

C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION ET LEUR CV
AUCUN.

D. LEUR FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION

PRÉNOM ET NOM	TITRE	FRAIS DE VOYAGE	FRAIS DE REPAS	FRAIS DE REPRÉSENTATION
MARIE-CLAUDE SARRAZIN	PRÉSIDENTE	1 035 \$	647 \$	2 530 \$
CÉLINE HÉTU	ADMINISTRATRICE	473 \$	0 \$	0 \$
CLAUDE LAURENT	ADMINISTRATEUR	1 594 \$	0 \$	0 \$
MICHEL PAQUETTE	ADMINISTRATEUR	955 \$	0 \$	0 \$
NANCY LEBLANC	ADMINISTRATRICE	3 980 \$	251 \$	0 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NON APPLICABLE.

P.3 POUR 2019-2020, FOURNIR LA RÉPARTITION DES REVENUS DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, PAR GRANDE CATÉGORIE. DÉTAILLER CHACUN DES ÉLÉMENTS DANS CHACUNE DES GRANDES CATÉGORIES, AVEC, LE CAS ÉCHÉANT, L'ENTENTE RENOUVELÉE AVEC DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU DU QUÉBEC, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

MINISTÈRE		
CATÉGORIE	DESCRIPTION	2019-2020 (K\$)
04-01-E3	RECouvreMENTS DE TIERS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR LE RECouvreMENT - HONORAIRES JUDICIAIRES)	122,8
04-01-H1	ACTES JUDICIAIRES (FRAIS JUDICIAIRES ET DROITS DE GREFFE EN MATIÈRE CIVILE)	40 594,5
04-01-H2	ACTES JURIDIQUES (FRAIS JUDICIAIRES EN MATIÈRE PÉNALE ET CRIMINELLE)	34 684,3
04-01-01	FORMULES ET DOCUMENTS (PHOTOCOPIES DE DOCUMENTS DE NATURE JURIDIQUE CONSERVÉES DANS LES GREFFES DES PALAIS DE JUSTICE)	351,9
04-01-41	DISPOSITION DE SURPLUS (COMPTE DE REVENUS UTILISÉ POUR COMPTABILISER LES REVENUS PROVENANT DE LA DISPOSITION DE MOBILIER EN SURPLUS AU MINISTÈRE. CE MOBILIER EST ENVOYÉ AU CSPQ QUI ORGANISE UN ENCAN ET RETOURNE L'ARGENT AUX DIFFÉRENTS MINISTÈRES PROPRIÉTAIRES DES SURPLUS.)	5,2
04-02-07	GAINS SUR FLUCTUATION DE CHANGE (IL S'AGIT UNIQUEMENT DE TRANSACTIONS EN DOLLARS US. POUR UNE TRANSACTION EN DOLLARS US, IL Y A TOUJOURS UN ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE MONTANT PAYÉ, CAR LA DEVISE FLUCTUE DANS LE TEMPS ET L'ÉCART ENTRE LE MONTANT DE LA FACTURE ET LE PRIX PAYÉ EST COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. IL PEUT Y AVOIR DES GAINS ET DES PERTES DE CHANGE.)	0,5
04-03-06	INFRACTIONS AU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, AINSI QUE PAR CERTAINES MUNICIPALITÉS QUI ONT PRIS ENTENTE AVEC LE MINISTÈRE POUR TRAITER LES CONSTATS DÉLIVRÉS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC SUR LEUR TERRITOIRE.)	54 578,5
04-03-07	INFRACTIONS AU CODE CRIMINEL (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. CES AMENDES SONT PERÇUES PRINCIPALEMENT PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.)	12 281,0
04-03-16	CONTRIBUTIONS PÉNALES (DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, LA CONTRIBUTION PÉNALE A ÉTÉ MAJORÉE ET EST ÉTABLIE EN FONCTION DU MONTANT D'AMENDE : 20 \$ POUR AMENDE INFÉRIEURE À 100 \$; 40 \$ POUR AMENDE ENTRE 100 \$ ET 500 \$ ET 25 % DE L'AMENDE POUR AMENDES SUPÉRIEURES À 500\$. LE PREMIER 10 \$ DE CONTRIBUTION VA AU FAVAC, 8 \$ EST ENSUITE DISTRIBUÉ AU FAJ ET L'EXCÉDENT DE 18 \$ EST COMPTABILISÉ COMME REVENU SOUS CE POSTE COMPTABLE.)	24 353,7
04-03-17	INFRACTIONS À DIVERSES LOIS (AMENDES IMPOSÉES EN VERTU DES LOIS AUTRES QUE LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE CRIMINEL, DONT LA POURSUITE EST LE PLUS SOUVENT INTENTÉE PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. EXEMPLE : LOI CONCERNANT L'IMPÔT SUR LE TABAC, LOI SUR LES NORMES DU TRAVAIL, ETC.)	28 261,6
04-03-35	AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (DEPUIS 2002, UNE CONTRIBUTION DE 10 \$ S'AJOUTE AU MONTANT TOTAL D'AMENDE ET DE FRAIS RÉCLAMÉ SUR UN CONSTAT D'INFRACTION POUR TOUTE INFRACTION PÉNALE RELATIVE À UNE LOI DU QUÉBEC, SAUF LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. LES SOMMES PERÇUES SONT AFFECTÉES À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, CE MONTANT EST DISTRIBUÉ DIRECTEMENT AU FAVAC. LE MONTANT NÉGATIF S'EXPLIQUE PAR LE FAIT QU'AUCUN REVENU N'EST COMPTABILISÉ À CE POSTE COMPTABLE DEPUIS LE 21 OCTOBRE 2015, MAIS CERTAINS DOSSIERS OUVERTS AVANT CETTE DATE SE RÈGLENT PAR TRAVAUX COMPENSATOIRES, ET CES RÈGLEMENTS NON PÉCUNIERS S'INSCRIVENT EN NÉGATIFS.)	(10,1)
04-04-01	RECouvreMENT - DÉPENSES D'ANNÉES ANTÉRIEURES (CE POSTE COMPTABLE INCLUT TOUS LES RECouvreMENTS DE DÉPENSES REÇUES DURANT L'ANNÉE COURANTE POUR UNE DÉPENSE ENCOURUE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE.)	955,0
04-04-03	RECouvreMENT – SUBVENTIONS D'ANNÉES ANTÉRIEURES (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «TRANSFERT» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT»)	20,0
04-04-04	RECouvreMENT – RÉMUNÉRATION (C'EST LA MÊME SITUATION QUE LE COMPTE 04-04-01 SAUF QU'ON UTILISE UN AUTRE COMPTE POUR LA SUPERCATÉGORIE «RÉMUNÉRATION» ALORS QUE LE 04-04-01 REPRÉSENTE LA SUPERCATÉGORIE «FONCTIONNEMENT».)	128,8

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2019-2020 (K\$)
04-04-32	SURPLUS – FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES (EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS, LA PROVINCE ASSURE LE TRAITEMENT DES CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES COMMISES EN TERRITOIRE QUÉBÉCOIS. LES RECETTES PERÇUES À LA SUITE DU PAIEMENT DE CES CONTRAVENTIONS SONT DÉPOSÉES DANS UN COMPTE EN FIDÉICOMMIS (FONDS SPÉCIAL), ET L'EXCÉDENT DES RECETTES SUR LES COÛTS ENCOURUS POUR TRAITER CES CONTRAVENTIONS EST PARTAGÉ ENTRE LE FÉDÉRAL ET LA PROVINCE ET COMPTABILISÉ DANS CE COMPTE. LE REVENU DE L'EXERCICE EN COURS A ÉTÉ COMPTABILISÉ EN MARS 2020. CE MONTANT NÉGATIF REPRÉSENTE L'AJUSTEMENT À LA BAISSSE PAR RAPPORT AU REVENU ESTIMÉ À LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.)	446,8
06-04-AO	CONSEILLERS JURIDIQUES AUPRÈS DES AUTOCHTONES (SUBVENTION FÉDÉRALE D'UN MONTANT MAXIMAL ANNUEL DE 829 694 \$. CETTE ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LA PROVINCE POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES.	829,7
06-04-H5	INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES (LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU EN 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES REQUISE DANS LE PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES.)	39,2
06-04-H6	ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE (ACCORD ENTRE LE CANADA ET LE QUÉBEC QUI PRÉVOIT QUE LE QUÉBEC PERÇOIT LE DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10 \$ PAR DEMANDE DE DIVORCE DÉPOSÉ AU QUÉBEC. LE QUÉBEC RETOURNE AU FÉDÉRAL 7 \$ POUR CHAQUE DEMANDE D'ENREGISTREMENT EN DIVORCE ET CONSERVE 3 \$.)	28,9
06-04-J7	MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER DIVERSES RECHERCHES ET ÉTUDES EN MATIÈRE FAMILIALE.)	164,7
06-04-25	AIDE JURIDIQUE (ENTENTE QUI PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL AU FINANCEMENT DU PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET DE L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET RÉFUGIÉS. C'EST LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES DU QUÉBEC QUI A POUR MISSION DE GÉRER LE PROGRAMME D'AIDE JURIDIQUE, PROGRAMME QUI DONNE ACCÈS AUX PERSONNES DÉFAVORISÉES À DES SERVICES D'AIDE JURIDIQUE.)	34 548,5
TOTAL REVENUS		232 385,5 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2019-2020 (K\$)
442066	AMENDES ET CONFISCATIONS (CONTRIBUTIONS PÉNALES)	16 113,8
471340	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE)	2 577,5
441210	REVENUS D'INTÉRÊTS	201,2
484025	MJQ-TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	130,8
443011	RECOUVREMENT-RÉMUNÉRATION	19,2
TOTAL REVENUS		19 042,5

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2019-2020 (K\$)
441210	REVENU D'INTÉRÊT	597,9
484025	MJQ – TRANSFERT AUTRES ENTITÉS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	349,5
442050	SURAMENDE COMPENSATOIRE	1 281,9
442060	CONTRIBUTION PÉNALE – JUGEMENT	87,5
442065	CONTRIBUTION PÉNALE	19 504,5
442070	PRODUIT DE LA CRIMINALITÉ	1 250,0
470010 + 471139	TRANSFERT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ¹	(203,5)
TOTAL REVENUS		22 867,8

¹ REDRESSEMENT DES REVENUS RÉELS PAR RAPPORT AUX REVENUS ANTICIPÉS DES ANNÉES ANTÉRIEURES.

FONDS DES REGISTRES

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2019-2020 (κ\$)
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES DROITS PERSONNELS ET RÉELS MOBILIERS (RDPRM)	39 680,2
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LOBBYISTES	0,2
REVENUS AUTONOMES	SERVICE DE CERTIFICATION (ICPG)	1 038,6
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES COMMISSAIRES À L'ASSERMENTATION	618,1
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES LETTRES PATENTES FONCIÈRES	3,9
REVENUS AUTONOMES	REGISTRE DES VENTES	1 210,2
TOTAL REVENUS		45 551,2

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

CATÉGORIE	DESCRIPTION	2019-2020 (κ\$)
04-02-01	INTÉRÊTS SUR LES COMPTES DE BANQUE	216,7
TOTAL REVENUS		216,7

P.4 POUR 2019-2020, BILAN DU PLAN D’OPTIMISATION DE LA PERCEPTION DES AMENDES, EN INDIQUANT :

- A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES;
- B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES;
- C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT;
- D. LES RÉSULTATS OBTENUS.

MINISTÈRE

A. LE MONTANT TOTAL DES CRÉANCES ET B. LE MONTANT TOTAL DES SOMMES RECOUVRÉES

	31 MARS 2020 MILLIONS DE \$
COMPTES À RECEVOIR AU DÉBUT	262,3
REVENUS	134,2
RECETTES	122,1
COMPTES À RECEVOIR À LA FIN	245,3
RATIO RECETTES / REVENUS	91,0 %

COMMENTAIRES :

CE TABLEAU PRÉSENTE UNIQUEMENT LES CRÉANCES DU MINISTÈRE (FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU) ET EXCLUT LES DOSSIERS PROVISIONNÉS À LA PROVISION POUR NON-RÉALISATION DE REVENUS.

LES COMPTES À RECEVOIR AU 31 MARS 2020 ONT ÉTÉ RÉDUITS D’UN MONTANT DE 29,1 M\$ QUI REPRÉSENTE LA RADIATION DE L’EXERCICE 2019-2020.

C. LES MESURES MISES EN PLACE POUR OPTIMISER LE RECOUVREMENT

LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES A POUR MANDAT D’EXÉCUTER LES JUGEMENTS RENDUS PAR LES TRIBUNAUX TANT EN MATIÈRES PÉNALE QUE CRIMINELLE COMPORTANT UNE AMENDE, UN MONTANT CONTRIBUTOIRE ET DES FRAIS JUDICIAIRES CONFORMÉMENT AU CHAPITRE XIII DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE.

LES MESURES EN PLACE POUR EXÉCUTER LES JUGEMENTS SONT :

- TRAITER LES DEMANDES DE LA CLIENTÈLE QUI DÉSIRE CONVENIR D’UN MODE DE PAIEMENT (ENTENTE DE PAIEMENT OU, SELON L’ÉLIGIBILITÉ, LES TRAVAUX COMPENSATOIRES);
- ENTREPRENDRE DES MESURES D’EXÉCUTION FORCÉE EN CE QUI CONCERNE LES SOMMES NON ACQUITTÉES DANS LE DÉLAI PRESCRIT PAR LE TRIBUNAL, NOTAMMENT PAR :
 - LA TRANSMISSION D’UN AVIS DE NON-PAIEMENT D’AMENDE À LA SAAQ;
 - L’ÉMISSION DES SAISIES;
 - LA DEMANDE D’IMPOSITION D’UNE PEINE D’EMPRISONNEMENT.

LES MESURES D’OPTIMISATION SUIVANTES ONT AUSSI ÉTÉ MISES EN PLACE :

- LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS, 20 ETC ONT ÉTÉ AFFECTÉS À LA DIRECTION DE LA PERCEPTION DES AMENDES;
- LA PRIORISATION DES ACTIVITÉS QUI PRÉSENTENT UN FORT POTENTIEL DE RECOUVREMENT. PAR EXEMPLE, LE SERVICE À LA CLIENTÈLE POUR CONVENIR NOTAMMENT DES ENTENTES DE PAIEMENT ET LA PRIORISATION DES DOSSIERS DES PERSONNES MORALES.

D. LES RÉSULTATS OBTENUS : ÉVOLUTION DU RATIO RECETTES / REVENUS

	EN % 31 MARS 2020
INFRACTIONS	99,9
PERCEPTION	87,2
TOTAL DU BIA	91,0

ANALYSE

LE RATIO DES RECETTES PAR RAPPORT AUX REVENUS EST DE 91,0 % AU 31 MARS 2020. IL ÉTAIT DE 83,0 % EN 2018-2019.

CET ÉCART S’EXPLIQUE PAR LA BAISSSE DES REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE N’A AUCUN CONTRÔLE SUR CES REVENUS QUI SONT CRÉÉS SUIVANT LA CAPTURE DU MÉMOIRE DE FRAIS PAR LE GREFFIER. L’ANALYSE DÉMONTRE UNE BAISSSE POUR CERTAINS TYPES DE CRÉANCES (FRAIS JUDICIAIRES ET AMENDES EN MATIÈRE PÉNALE À L’EXCEPTION DU CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE).

MALGRÉ LA BAISSSE DE REVENUS, LES RECETTES SONT RESTÉES ASSEZ STABLES. AU 31 MARS 2020, LE RATIO DU NOMBRE DE JUGEMENTS RÉGLÉS PAR RAPPORT AU NOMBRE DE JUGEMENTS REÇUS EN 2019-2020 EST DE 99 %. IL ÉTAIT DE 95 % EN 2018-2019.

P.5 COPIE DU PLAN DIRECTEUR INFORMATIQUE TRIENNAL; INDiquer LES RÉALISATIONS FAITES DANS LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PRÉVISION POUR 2020-2021. INDiquer ÉGALEMENT LES SOMMES AVANCÉES AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION, ET CE, POUR ASSURER LA SÉCURITÉ DES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES IMPLIQUANT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

PLAN DIRECTEUR TRIENNAL

- PROGRAMME DE TRANSFORMATION (STATUT : CONCEPTION EN COURS)
- GREFFE NUMÉRIQUE DE LA COUR D'APPEL (STATUT : RÉALISATION TERMINÉE)
- GESTION ET DIFFUSION DE LA FORMATION (STATUT : RÉALISATION EN SUSPEND)
- GESTION INTÉGRÉE DES DOSSIERS JURIDIQUES (STATUT : CONCEPTION EN COURS)
- RECOUVREMENT DES CRÉANCES DE L'ÉTAT (STATUT : CONCEPTION TERMINÉE)

FONDS DES REGISTRES

LES DONNÉES CONCERNANT LE FONDS DES REGISTRES SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS, TELS QU'INDIQUÉS LORS DE LA COLLECTE D'INFORMATION SUR LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES ET DÉPENSES RÉELLES EN DATE DU 31 MARS 2020 :

ACTIVITÉS DU PLAN DIRECTEUR	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS	DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS	ÉCART
ACTIVITÉS D'ENCADREMENT	113 500 \$	97 500 \$	16 000 \$
ACTIVITÉS DE CONTINUITÉ	1 071 500 \$	1 074 000 \$	2 500 \$
PROJETS	0 \$	0 \$	0 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES RÉALISATIONS 2019-2020

- MISE À NIVEAU DES SYSTÈMES INFORMATIQUES ET DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
- VENTILATION DES SOMMES ALLOUÉES DANS LE RÉSEAU

2019-2020	
RÉGIONS	PHASE 20
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	27 929 \$
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	63 070 \$
CÔTE-NORD	14 086 \$
ESTRIE	42 610 \$
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	62 785 \$
MAURICIE-BOIS-FRANCS	31 812 \$
MONTRÉAL	162 633 \$
OUTAOUAIS	98 054 \$
QUÉBEC	54 559 \$
RIVE-SUD	89 267 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	51 143 \$
CSJ	36 081 \$
TOTAL	737 029 \$

AUCUNE SOMME N'A ÉTÉ AVANCÉE EN 2019-2020 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

LES DONNÉES CONCERNANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LES RÉALISATIONS 2019-2020

- RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D’INTENTER DES PROCÉDURES
CE PROJET AUTORISÉ EN JUILLET 2019 EST EN COURS DE RÉALISATION ET SE POURSUIVRA EN 2020-2021.
- RECRUTEMENT DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
CE PROJET NON QUALIFIÉ EST EN COURS DE RÉALISATION ET SE POURSUIVRA EN 2020-2021.
- DÉPLOIEMENT DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE À L’ENSEMBLE DU SERVICE DE POURSUITE
CE PROJET NON QUALIFIÉ EST EN COURS DE RÉALISATION ET SE POURSUIVRA EN 2020-2021.

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2019-2020 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

LES DONNÉES CONCERNANT LE FONDS D’AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES SE RETROUVENT, LE CAS ÉCHÉANT, AU PLAN DIRECTEUR DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D’INFORMATION JURIDIQUE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT	RÉALISATIONS EN 2019-2020
IMPLANTATION D’UN SYSTÈME DE GESTION DE LA RELATION CLIENT (CRM)	CONFIGURATION ET IMPLANTATION (TERMINÉ JUILLET 2019)	LIVRAISON TERMINÉE
GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL (DOSSIER D'AFFAIRES #1)	DÉVELOPPEMENT D’UN GUICHET UNIQUE D’INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL WEB	LIVRAISONS PROGRESSÉES
PROGRAMME DE CONSOLIDATION DES CTI	MIGRATION DES CHARGES DE TRAITEMENT ET DE STOCKAGE VERS L’INFONUAGIQUE ET CONSOLIDATION DES CHARGES RÉSIDUELLES DANS LES CENTRES DE TRAITEMENT INFORMATIQUE CONSOLIDÉS DU CSPQ	PLANIFICATION

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET – STATUT	RÉALISATIONS EN 2019-2020
NUMÉRISATION	MAINTIEN DES ACTIFS – EXÉCUTION (TERMINÉ)	LE PROJET DE NUMÉRISATION DES DOSSIERS A ÉTÉ COMPLÉTÉ EN 2019-2020.
TRANSFORMATION	AVANT-PROJET (EN COURS)	LA CIBLE D’AFFAIRES ET TECHNOLOGIQUE À HAUT NIVEAU AINSI QUE L’ARCHITECTURE DES PROCESSUS D’AFFAIRES ONT ÉTÉ COMPLÉTÉES. L’ARCHITECTURE TI EST EN COURS.
RECOURS INTRODUCTIF D’INSTANCE EN LIGNE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – EXÉCUTION (EN COURS)	LIVRAISONS TERMINÉES : <ul style="list-style-type: none">• PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’OPPORTUNITÉ;• PRÉPARATION D’UN DOSSIER D’AFFAIRES. LIVRAISON EN COURS : <ul style="list-style-type: none">• RÉALISATION DU DÉVELOPPEMENT.
MIGRATION VERS TÉLÉPHONIE IP	REHAUSSEMENT D’INFRASTRUCTURES – AVANT-PROJET (EN COURS)	LIVRAISON EN COURS : <ul style="list-style-type: none">• ÉTUDE DE FAISABILITÉ AVEC LE CSPQ.
TRAITEMENT NUMÉRIQUE DES DÉCISIONS ET MOTIFS	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE – PLANIFICATION (EN COURS)	LIVRAISON EN COURS : <ul style="list-style-type: none">• RÉDACTION DU DOSSIER D’AFFAIRES.

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ AVANCÉE EN 2019-2020 PAR LE FONDS DE SUPPLÉANCE DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DE CERTIFICATION.

P.6 POUR CHACUN DES EMPLACEMENTS UTILISÉS PAR LE MINISTÈRE, INCLUANT LES CABINETS, INDIQUER :

- A. LA DATE DES RÉNOVATIONS;
- B. LA LISTE DES RÉNOVATIONS;
- C. LES COÛTS DES RÉNOVATIONS;
- D. LE NOM DE LA FIRME OU DE LA COMPAGNIE QUI A EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
CENTRE DE SERVICES JUDICIAIRES DE MONTRÉAL	2019-08-01	RELOCALISATION DES ARCHES TEMPORAIRES DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL AU CENTRE JUDICIAIRE GOUIN	SQI	22 763,72 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2019-09-01	RELOCALISATION D'UNE ARCHE À L'INTÉRIEUR DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	SQI	23 886,24 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2020-01-01	RÉAMÉNAGEMENT SUITE À UN DÉGÂT D'EAU	SQI	13 464,99 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2019-05-01	TRAVAUX AMÉNAGEMENT POUR L'AJOUT DE BUREAUX DE JUGES	SQI	21 067,24 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2020-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - SUITE COUR DU QUÉBEC	SQI	3 014,82 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2019-11-01	TRAVAUX DE RÉFECTION - SUITES 6.10 ET 6.12	SQI	2 328,25 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2020-03-01	AMÉNAGEMENT LOCAL 2.132	SQI	1 441,27 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	2020-03-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	8 580,22 \$
CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE MONTRÉAL	2019-04-01	RÉAMÉNAGEMENT DE LA SALLE 2.214 EN ESPACE À BUREAUX	SQI	6 777,36 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER	2020-03-31	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	14 531,76\$
CENTRE ADMINISTRATIF DE JOLIETTE	2019-05-01	DÉMÉNAGEMENT DES GREFFES DE NOTAIRES ET DU CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	SQI	27 451,82 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2019-04-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	5 727,72 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	2019-08-01	TRAVAUX DE RÉFECTION D'UNE SALLE D'ENTREPOSAGE	SQI	921,11 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2019-11-01	SÉCURISATION ACCÈS ZONE DE LA MAGISTRATURE	SQI	18 437,90 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2020-03-31	AMÉNAGEMENT AIRE D'ATTENTE ESPACES TEMPORAIRES LONGUEUIL	SQI	4 570,16 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2020-03-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	24 017,37 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	2020-03-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT (NETTOYAGE GRAFFITIS-ESPACE JEUNESSE)	SQI	3 410,40 \$
CENTRE DE PRÉARCHIVAGE DE SAINT-HYACINTHE	2019-08-01	INSTALLATION DE VENTILATION MURALE	SQI	4 014,73 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2020-02-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT-BUREAUX DE JUGES	SQI	38 164,00 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	2020-03-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT (INSTALLATION SUPPORT À DRAPEAUX)	SQI	2 065,53 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2019-04-01	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	SQI	13 921,08 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	2020-03-31	RÉAMÉNAGEMENT GREFFE CRIMINEL	SQI	1 104,07 \$

IMMEUBLE	DATE DES RÉNOVATIONS	DESCRIPTION	FIRME	MONTANTS
POINT DE SERVICE PERMANENT DE NICOLET	2020-03-31	RÉAMÉNAGEMENT DU CENTRE DE PRÉARCHIVAGE	SQI	5 100,56 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHAWINIGAN	2019-04-01	RELOCALISATION DU CENTRE DE PRÉARCHIVAGE	SQI	4 466,00 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2019-08-01	AGRANDISSEMENT DES ARCHIVES ET RELOCALISATION DU CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	SQI	16 908,48 \$
PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES	2019-10-01	RÉAMÉNAGEMENT DE SALLES D'AUDIENCE	SQI	1 339,47 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE GASPÉ	2019-04-01	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DU COMPTOIR DU GREFFE	SQI	14 943,96 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY	2020-03-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	8 423,15 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	2019-07-01	RÉAMÉNAGEMENT DU LOCAL DU CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	SQI	519,17 \$
PALAIS DE JUSTICE D'AMOS	2020-03-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	1 354,96 \$
PALAIS DE JUSTICE D'ALMA	2019-05-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	7 937,49 \$
PALAIS DE JUSTICE D'ALMA	2020-02-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	1 567,52 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2020-03-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	24 515,96
PALAIS DE JUSTICE DE CHIBOUGAMAU	2020-03-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	1 006,28 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2020-03-01	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	SQI	450,13 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2020-03-31	AMÉNAGEMENT SALLE D'ATTENTE	SQI	294,38 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2020-03-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	919,23 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	2019-06-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	8 873,00 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2019-12-01	MISE AUX NORMES DES ISSUES DE SECOURS	SQI	2 783,76 \$
PALAIS DE JUSTICE DE ROUYN-NORANDA	2019-12-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	1 328,64 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE LA SARRE	2019-09-01	MISE À NIVEAU TECHNOLOGIQUE	SQI	251,21 \$
POINT DE SERVICE ITINÉRANTE DE SENNETERRE	2019-10-01	MISE À NIVEAU TECHNOLOGIQUE	SQI	1 090,82 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2020-02-01	PROJET VISIOCOMPARUTION - MESURES PÉRENNES	SQI	19 203,80 \$
PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU	2020-03-31	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT – AIRE D'ATTENTE	SQI	736,89 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI	2020-02-01	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	SQI	22 933,69 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL-D'OR	2019-10-01	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT - SALLE MÉGA PROCÈS	SQI	18 355,38 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL-D'OR	2020-01-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	1 841,11 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	2019-10-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	10 574,40 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	2019-09-01	MISE À NIVEAU D'UN SYSTÈME DE SÉCURITÉ	SQI	3 683,75 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VICTORIAVILLE	2019-08-01	AGRANDISSEMENT DES ARCHIVES ET RELOCALISATION DU CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE ET DU VESTIAIRE DES AVOCATS	SQI	29 770,72 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LAVAL	2020-01-01	ÉTUDE DANS LE CADRE D'UN PROJET D'INSTALLATION TEMPORAIRE	SQI	8 492,72 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES	2020-02-01	TRAVAUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	SQI	1 479,52 \$

- P.7** **Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2019-2020, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d’autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :**
- A. **Le mandat;**
 - B. **Les membres;**
 - C. **Le budget;**
 - D. **Le nombre de rencontres effectuées en 2019-2020;**
 - E. **Les résultats obtenus en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.**
-

VOIR PAGES SUIVANTES.

MINISTÈRE

NOTE : LA LISTE SUIVANTE COMPREND LES COMITÉS AUXQUELS PARTICIPE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, ET CE, QU'ILS SOIENT SOUS SA RESPONSABILITÉ OU CELLE D'UN AUTRE MINISTÈRE. DE PLUS, POUR CERTAINS DE CES COMITÉS, BIEN QU'IL N'Y AIT EU AUCUNE RENCONTRE EN 2019-2020, LES TRAVAUX DE CEUX-CI SE POURSUIVENT. AUCUN BUDGET N'A ÉTÉ ALLOUÉ RELATIVEMENT À LA PARTICIPATION À CES COMITÉS.

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES EN MATIÈRE DE VIOLENCES CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D'AGRESSION SEXUELLE.	FRANCE LYNCH	AUCUNE
COMITÉ DE SERVICES QUÉBEC : COMITÉS DES DIRIGEANTS GOUVERNEMENTAUX, COMITÉ EXÉCUTIF ET COMITÉ DES SERVICES COMMUNS ET SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE	ASSURER LE SUIVI QUANT AUX ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DU PROJET QUI VISE À FAIRE EN SORTE QUE SERVICES QUÉBEC SOIT LA PORTE D'ENTRÉE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX POUR LES CITOYENS ET LES ENTREPRISES SUR TOUT LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	FRANCE LYNCH	AUCUNE
COMITÉ DE GOUVERNANCE SUR LE RECOUVREMENT GOUVERNEMENTAL	AMÉLIORER LA COHÉRENCE, L'EFFICIENCE ET LA PERFORMANCE DES ACTIVITÉS DE RECOUVREMENT	FRANCE LYNCH	AUCUNE
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE (AUPARAVANT COMITÉ DIRECTEUR DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE)	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET LA VISION HORIZONTALE DE TOUS LES PROJETS ET PROGRAMMES QUI LA COMPOSENT. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. CE COMITÉ ASSURE UN LEADERSHIP STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	FRANCE LYNCH FRÉDÉRIC MAHEUX PATRICK-THIERRY GRENIER MYLÈNE MARTEL MARIE-CLAUDE FONTAINE JOHANKA GIGUÈRE	4
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS SUR LES PROJETS D'OPTIMISATION VISANT L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS	ASSURER LE SUIVI DES PROJETS D'OPTIMISATION AFIN QU'ILS ATTEIGNENT LEUR OBJECTIF EN TERMES D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES SERVICES AUX CITOYENS. LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE FIGURE PARMI LES PROJETS SUIVIS.	FRANCE LYNCH	2
SAQIJUQ (VENT QUI TOURNE)	LE PROJET CONSISTE PRINCIPALEMENT À FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'APPROCHES INNOVATRICES POUVANT RÉPONDRE AUX NOMBREUX PROBLÈMES SOCIAUX, DONT PARTICULIÈREMENT CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION D'ALCOOL ET DE DROGUES ET LA VIOLENCE FAMILIALE. LE PROJET PRÉVOIT ÉGALEMENT UNE TABLE DES PARTENAIRES COMPOSÉE DES MÊMES INSTANCES RESPONSABLES D'ANALYSER LES ACTIONS ET DE LES METTRE EN ŒUVRE.	FRANCE LYNCH JACQUES PRÉSENT	AUCUNE
TABLE DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	VÉRONIQUE MORIN	2
RÉSEAU DES RÉPONDANTS MINISTÉRIELS SUR L'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE	ASSURER LE SUIVI DES MESURES GOUVERNEMENTALES D'ALLÈGEMENT RÉGLEMENTAIRE ET ADMINISTRATIF.	VÉRONIQUE MORIN	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DE VÉRIFICATION EXTERNE DU PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE	LE COMITÉ EXERCE UNE SURVEILLANCE ACTIVE DES TRAVAUX PORTANT SUR LES ÉLÉMENTS SUIVANTS : LA REDDITION DE COMPTES DE L'INFORMATION FINANCIÈRE; LA GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AU PROJET; L'APPLICATION DES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GESTION CONTRACTUELLE; L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA <i>LOI SUR LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS ET DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT</i> (R.L.R.Q., c. G-1.03); DU RESPECT DE LA <i>POLITIQUE BUDGÉTAIRE DU GOUVERNEMENT ÉDICTÉE PAR LE PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC DE 2018-2019</i> , ET CE, POUR ASSURER UNE VEILLE DE LA BONNE GOUVERNANCE DU PLAN, À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS ET DES BÉNÉFICES ANTICIPÉS ET À LA BONNE GESTION DU PROJET. LE COMITÉ AGIT AU CHAPITRE DE LA SURVEILLANCE DES AUDITS DES AUDITEURS DES ENTITÉS VISÉES. IL RÉALISE SON MANDAT PAR LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX DES DIRECTIONS D'AUDITS INTERNES DÉDIÉS AU PLAN, QUI PEUVENT ÊTRE CONVIÉES À PRÉSENTER LES RÉSULTATS DE LEURS TRAVAUX.	LISE PROULX	27
COMITÉ DES RESPONSABLES DES UNITÉS DE RELATIONS CANADIENNES	ÉCHANGER SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT POUR TOUS LES MINISTÈRES.	ÉVELYNE GAGNÉ	1
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE 2017-2022.	ROGER NOËL YOLANDE FRENETTE	2
SOUS-COMITÉ SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2017-2022	METTRE EN ŒUVRE LA MESURE 51 DE CE PLAN D'ACTION, SOIT « CONCEVOIR UN OUTIL DE SENSIBILISATION ET UN CONTENU DE FORMATION SPÉCIFIQUE SUR LES RÉALITÉS DES PERSONNES ÂÎNÉES LGBT À L'INTENTION DES PROFESSIONNELS DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE CEUX TRAVAILLANT DANS LES DIFFÉRENTS MILIEUX DE VIE DES PERSONNES ÂÎNÉES (À DOMICILE, RPA, RI-RTF, CHSLD) »	YOLANDE FRENETTE ROGER NOËL	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES MARQUEURS DE GENRE	ÉVALUER LA POSSIBILITÉ D'ÉLIMINER LES MARQUEURS DE GENRE, DE LES RENDRE FACULTATIFS OU D'INTRODUIRE UN GENRE NEUTRE DANS LES DOCUMENTS D'IDENTITÉ DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS GABRIEL TREMBLAY-PARENT	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE <i>PRÉVENIR, DÉPISTER, CONTRER</i> AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS JADE CABANA	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE AINSI QUE DU PLAN D'ACTION S'Y RATTACHANT.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS DELPHINE MATTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE AUTOCHTONE	ÉLABORER UN PLAN DE MESURES SPÉCIFIQUEMENT DÉDIÉES AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET INUITES.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS JADE CABANA PASCALE LABBÉ	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES	ASSURER LA COORDINATION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE PROMOTION DE MODÈLES ET DE COMPORTEMENTS ÉGALITAIRES, ET UNE COHÉSION DANS LA STRATÉGIE ET DANS LE DÉVELOPPEMENT DES TRAVAUX. SOUTENIR LA RÉALISATION D'OUTILS POUR LA PROMOTION DE RAPPORTS ÉGALITAIRES DANS LES LIEUX D'ÉDUCATION.	ALEXE LÉPINE-DUBOIS ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FRANCOPHONIE	LIEU DE PARTAGE D'INFORMATION SUR LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX EN MATIÈRE DE FRANCOPHONIE.	LOUIS-FILIP TREMBLAY	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR DE LA CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL	LE COMITÉ DIRECTEUR A POUR MANDAT DE SOUTENIR ET DE CONSEILLER LA TITULAIRE DE LA CHAIRE AINSI QUE D'APPROUVER LA PLANIFICATION ANNUELLE DES ACTIVITÉS, LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES ET LE RAPPORT D'ACTIVITÉS ANNUEL.	ROGER NOËL	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES DROITS DE LA PERSONNE	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES INSTRUMENTS INTERNATIONAUX AU QUÉBEC ET RENFORCER LES LIENS DE COLLABORATION GOUVERNEMENTAUX SUR LES ENJEUX RELATIFS AUX DROITS DE LA PERSONNE.	JULIEN-MAURICE LAPLANTE FIONA ÉMOND	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR UNE RÉVISION EN PROFONDEUR DE L'ACTION DU QUÉBEC EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	METTRE EN ŒUVRE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION.	CHRISTIAN CARON VICKY LAMONTAGNE	AUCUNE
COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE	COORDONNER L'APPLICATION DE NOUVELLES MESURES OU DE RÉFORMES EN MATIÈRE DE CAPACITÉ DE CONDUITE AFFAIBLIE, FAVORISER LA CONCENTRATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DES ACTIONS ET ASSURER UNE COMMUNICATION EFFICACE ET UNE DIFFUSION À L'ENSEMBLE DES INTERVENANTS.	ANTHONY COTNOIR	6
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	ASSURER LE SUIVI DU PLAN D'ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2015-2020	ÉLIZABETH BEAUDOIN	2
COMITÉS RÉGIONAUX EN ITINÉRANCE	COORDONNER LES ACTIONS EN ITINÉRANCE AU QUÉBEC.	ÉLIZABETH BEAUDOIN MARIE TRAHAN	10
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE COORDINATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE	VOIR À L'ÉLABORATION ET AU DÉPLOIEMENT DANS L'ENSEMBLE DE LA PROVINCE DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE À PUVIRNITUO – NITSIK	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE NORD DU QUÉBEC ET VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DE SES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES.	ANNE LATULIPPE	8
COMITÉ RESTREINT DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE CÔTE NORD	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MINGAN.	ANNE LATULIPPE	4
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCQ-MTL	VEILLER À LA COORDINATION ET AU BON FONCTIONNEMENT DES OPÉRATIONS QUOTIDIENNES DU PTTCQ DU PROGRAMME DE MONTRÉAL.	ANNE LATULIPPE	3
COMITÉ DIRECTEUR DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE PTTCQ-BEAUHARNOIS	DÉVELOPPER UN PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE BEAUHARNOIS.	ANNE LATULIPPE	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LES POSSIBILITÉS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES POUR AMÉLIORER L'ACCÈS AU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PERSONNES AYANT UN CASIER JUDICIAIRE	Étudier les changements législatifs et administratifs en vue de permettre un meilleur accès des personnes judiciarisées au marché du travail.	ANNE LATULIPPE	2
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LE PROGRAMME ALTERNATIF AUX SANCTIONS PÉNALES POUR MINEURS	Développer un programme alternatif aux sanctions pénales pour mineurs qui contreviennent à la loi 157 encadrant le cannabis.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ CONSULTATIF CRI-QUÉBEC SUR LA JUSTICE	Identifier les besoins, priorités et stratégies du milieu CRI et formuler des recommandations efficaces et novatrices pour faciliter l'administration de la justice.	CHANTAL LANGLOIS (JUSQU'AU 1 ^{ER} MARS 2020) GEORGES-BLAISE NYATEU (DEPUIS LE 2 MARS 2020)	3
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	Mettre de l'avant des mesures visant à optimiser l'utilisation des ressources actuelles consacrées à la justice en milieu autochtone ainsi que des actions novatrices, et en faire le suivi.	JACQUES PRÉSENT MARC SAMSON SAMUEL FISET MARJORIE FORGUES JOSÉE TROTTIER YAN PAQUET	2
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	Assurer la cohérence et la coordination requises entre les ministères et organismes en regard de la LSJPA (politiques, procédures et pratiques) ainsi que formation intégrée pour les intervenants policiers sociaux et judiciaires.	MARIE TRAHAN	2
COMITÉ DE SUIVI SUR LES MESURES EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	Revoir le programme de mesures de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	MARIE TRAHAN	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI C-75 EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	Harmoniser les pratiques suite aux modifications législatives.	MARIE TRAHAN	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI SUR LES SANCTIONS EXTRAJUDICIAIRES EN VERTU DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	S'assurer de l'application du programme de sanctions de rechange autorisé par le MJQ et le MSSS.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LE REGISTRE DE LA LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS	Rédiger une entente en bonne et due forme sur la propriété du registre, son utilisation, la sécurité des données et le partage des coûts.	ÉRIC LESTAGE	AUCUNE
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE	Sensibiliser la population et mobiliser les intervenants à la promotion des comportements pacifiques, à la prévention ou la diminution de la violence chez les jeunes en milieu scolaire par l'organisation d'activités provinciales ou régionales qui favorisent un réinvestissement des outils de prévention et d'intervention au niveau local.	CHRISTIAN CARON VICKY LAMONTAGNE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS	Faire le suivi des mesures annoncées au plan d'action gouvernemental pour contrer les abus et la maltraitance envers les personnes âgées.	ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE VISANT À LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS ET, S'IL Y A LIEU, PROPOSER DES PISTES D'ACTIONS AINSI QU'UN ÉCHÉANCIER.	ESTHER SANSCHAGRIN JACQUES PRÉSENT	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ÉLABORATION DU PROCHAIN PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION	ÉLABORER UN PROCHAIN PLAN D'ACTION	YOLANDE FRENETTE ESTHER SANSCHAGRIN	3
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE POUR LE PLAN D'ACTION MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	S'ASSURER QUE LES MESURES DU PLAN D'ACTION SOIENT APPLICABLES POUR LES ÂÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES.	ESTHER SANSCHAGRIN	1
COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	CONSEILLER LE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA MALTRAITANCE FINANCIÈRE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE
SOUS-COMITÉ LÉGISLATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE	IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS POSSIBLES ET ÉTABLIR DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ CONSULTATIF SUR LA MALTRAITANCE MATÉRIELLE ET FINANCIÈRE PORTANT SUR LES QUESTIONS SUIVANTES : <ul style="list-style-type: none"> • IMPOSER DES CONDITIONS AU RACHAT DES ASSURANCES VIE. • RENFORCER LES POUVOIRS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES POUR QU'ELLES PUISSENT AGIR EN CAS DE SOUPÇONS DE MALTRAITANCE. • EXIGER DES MESURES STRICTES DE REDDITION DE COMPTES DE LA PART DES MANDATAIRES. • RESSERRER LES RÈGLEMENTS ET LES OBLIGATIONS ENCADRANT LA CONDUITE DES REPRÉSENTANTS. • FAIRE SAVOIR AUX PROFESSIONNELS QU'ILS ONT L'OBLIGATION D'AGIR. 	ESTHER SANSCHAGRIN FERNANDE ROUSSEAU JEAN-FRANÇOIS LORD GABRIEL ROY	3
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE NATIONALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION ET LA MISE EN APPLICATION D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC.	YAN PAQUETTE	6
COMITÉ NATIONAL AVISEUR PORTANT SUR L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION, DE LA MISE EN APPLICATION ET DU SUIVI D'UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ DANS CHACUNE DES RÉGIONS SOCIO-SANITAIRES DU QUÉBEC.	RICHARD CARBONNEAU ESTHER SANSCHAGRIN	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE	ASSURER LA COHÉRENCE DES INTERVENTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE.	ROGER DUPUIS	16
COMITÉ DES PRATIQUES POLICIÈRES	VEILLER À TENIR À JOUR LES PRATIQUES POLICIÈRES ÉLABORÉES À L'INTENTION DE L'ENSEMBLE DES CORPS DE POLICE DU QUÉBEC, AU REGARD DE L'ÉVOLUTION DE LA RÉALITÉ DE L'INTERVENTION POLICIÈRE ET DES CHANGEMENTS JURIDIQUES AYANT DES IMPACTS SUR LE TRAVAIL POLICIER.	ANTHONY COTNOIR	5
COMITÉ EXPLOITATION ET INTÉGRATION DE PROJET – PROJET PILOTE DE CINÉMOMÈTRES PHOTOGRAPHIQUES ET DE CAMÉRAS AUX FEUX ROUGES	ANALYSER LES PROBLÉMATIQUES ET PROPOSER DES SOLUTIONS.	HAROLD CÔTÉ	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ SUR LES FRAIS DE GARDE DES BIENS SAISIS	RATIONALISER LES FRAIS DE GARDE D'EXHIBITS ET DÉTERMINER QUI DOIT PAYER CES FRAIS.	LORIE PÉPIN PATRICK N.-CAVION ISABELLE GAGNÉ HÉLÈNE MATHIEU	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI SUR L'IMPLANTATION DE LA MÉDIATION FAMILIALE	VÉRIFIER LE DEGRÉ D'ATTEINTE DES OBJECTIFS QUI SONT À LA BASE DE LA LOI INSTITUANTE, AU CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LA MÉDIATION PRÉALABLE EN MATIÈRE FAMILIALE ET MODIFIANT D'AUTRES DISPOSITIONS DE CE CODE. ÉVALUER LES SERVICES DISPENSÉS AUX PLANS QUALITATIF ET QUANTITATIF, LES RÉSULTATS OBTENUS ENTRE LA MÉDIATION ET LE PROCESSUS JUDICIAIRE, ET L'APPRÉCIATION DES SERVICES PAR LA CLIENTÈLE.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU ANNIE GAUTHIER NANCY ALLAIRE	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS (SDA)	ASSURER LA COORDINATION, L'ACCESSIBILITÉ ET LA QUALITÉ DES SERVICES DE SDA.	MARIE-HÉLÈNE FILTEAU MIREILLE JONCAS	1 2
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LE RECOUVREMENT INTERNATIONAL DES ALIMENTS	Étudier la convention du 23 novembre 2007 sur le recouvrement international des aliments destinés aux enfants et à d'autres membres de la famille, vérifie sa compatibilité avec le droit québécois et élabore des propositions de mise en œuvre.	FRANCE RÉMILLARD LAURENCE BERGERON FRÉDÉRIQUE SABOURIN SARAH JUNEAU SYLVIE SCHERRER JOSÉE TREMBLAY ISABELLE GAGNÉ	5
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	AUCUNE
COMITÉ TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE (TJSM)	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE, EN COLLABORATION AVEC LE SPVM, LE DPCP, LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE, L'AIDE JURIDIQUE, LE SCP, LES CIUSSS, L'INPL-PINEL ET LE MSP.	MARIE TRAHAN	4
COMITÉ DIRECTEUR RÉGIONAL DE SUIVI PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	CONCERTATION DES PARTENAIRES EN VUE DE LA MISE EN PLACE DU PROGRAMME, ÉVALUER LE FONCTIONNEMENT DU PROJET ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS POUR L'AMÉLIORATION	MARIE TRAHAN	34
COMITÉ DE SUIVI PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	MISE EN ŒUVRE DU PMRG (PROJETS PILOTES SHERBROOKE, CHICOUTIMI ET JOLIETTE)	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	6
COMITÉ DE DÉPLOIEMENT PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE (ART. 717, CODE CRIMINEL) (PMR)	PLANIFIER LE DÉPLOIEMENT DU PMRG SUR TOUT LE TERRITOIRE DE LA PROVINCE	AUDREY TURMEL MÉLANIE VALLÉE	6

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	S'ASSURER DU BON FONCTIONNEMENT DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET DU PARTAGE DES BONNES PRATIQUES ENTRE LES RÉGIONS ET VEILLER À LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE.	JADE CABANA	1
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES TARIFS	Étudier les enjeux liés à la cohérence et à l'équité des tarifs et les modalités d'indemnisation des régimes publics. Analyser la faisabilité d'harmoniser la tarification et expliquer les écarts entre les régimes d'indemnisation.	SOPHIE JONCAS	AUCUNE
GROUPE INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	Étudier la convention, élaborer des scénarios opérationnels, vérifier sa compatibilité avec le droit québécois, étudier l'opportunité de la mettre en œuvre au Québec et dans cette hypothèse, élaborer des propositions de mise en œuvre.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN SYLVIE SCHERRER LAURENCE BERGERON	4
SOUS-COMITÉ SUR LA CONVENTION DE 1996 SUR LA PROTECTION DES ENFANTS	Étudier la convention, élaborer des scénarios opérationnels, vérifier sa compatibilité avec le droit québécois, étudier l'opportunité de la mettre en œuvre au Québec et dans cette hypothèse, élaborer des propositions de mise en œuvre.	FRÉDÉRIQUE SABOURIN SYLVIE SCHERRER LAURENCE BERGERON	4
SOUS-COMITÉ SUR LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE	VEILLER À LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.	JADE CABANA	4
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA RÉVISION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE EN REGARD DE LA CONFIDENTIALITÉ ET DE L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS	RÉVISER LA SECTION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE PORTANT SUR LA CONFIDENTIALITÉ ET L'ACCÈS AUX RENSEIGNEMENTS.	JADE CABANA	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AU REGARD DE LA LPJ	RECOMMANDER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES POUR ASSURER LA CONCORDANCE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AUX MODIFICATIONS APPORTÉES À LA LPJ.	JADE CABANA	AUCUNE
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	FRANCE LYNCH YAN PAQUETTE	6
COMITÉ SUR LA PÉDIATRIE SOCIALE	VOIR AU DÉPLOIEMENT DE LA PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ NOTAMMENT AU REGARD DE L'APPORT DE RESSOURCES DU MILIEU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MÉDECINS, INFIRMIERS ET TRAVAILLEURS SOCIAUX) ET DU MILIEU JURIDIQUE, ET À L'ARRIMAGE À ASSURER ENTRE LE MILIEU SCOLAIRE ET LES CENTRES.	CHRISTIAN CARON JEAN-SÉBASTIEN LALONDE	5
TABLE CENTRALE DE COORDINATION SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES	COORDONNER LES TRAVAUX RÉALISÉS PAR LES TABLES LOCALES AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS ET DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	PRISCILLA GRONDIN JADE CABANA	6
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN DÉPENDANCE	S'ASSURER DE LA PLANIFICATION ET DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX.	ANNE LATULIPPE	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL- MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION DU RAPPORT BOUCHARD – DÉCRET PARTAGE CIVIL	PRÉPARER UN PROJET DE DÉCRET DE PARTAGE POUR LES SOMMES CONFISQUÉES EN VERTU DE LA LOI SUR LA CONFISCATION, L'ADMINISTRATION ET L'AFFECTATION DES PRODUITS ET INSTRUMENTS D'ACTIVITÉS ILLÉGALES.	HÉLÈNE MATHIEU	AUCUNE
COMITÉ DE LIAISON POUR LE SUIVI DU RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LE NUNAVIK	COORDONNER LES TRAVAUX AFIN DE S'ASSURER DE LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES PAR LA PROTECTRICE DU CITOYEN.	JACQUES PRÉSENT PASCALE LABBÉ	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
GROUPE DE TRAVAIL POUR LE SUIVI DES TRAVAUX DE COMMISSIONS D'ENQUÊTE AUTOCHTONES : <ul style="list-style-type: none"> ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (ENFFADA) COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS (CERP) 	UNE STRUCTURE DE GOUVERNANCE, COORDONNÉE PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES (SAA) ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE, A ÉTÉ MISE EN PLACE AFIN DE PERMETTRE AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE SUIVRE ET DE PARTICIPER AUX TRAVAUX DE L'ENFFADA ET DE LA CERP. CETTE STRUCTURE EST MAINTENANT RESPONSABLE DES TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DÉPOSÉES PAR CES COMMISSIONS EN 2019.	PASCALE LABBÉ (GROUPE DE TRAVAIL – NIVEAU PROFESSIONNEL)	9
		YAN PAQUETTE LINE DROUIN (COMITÉ DIRECTEUR)	11
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES	TRAVAILLER À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES.	ESTHER SANSCHAGRIN	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES	S'ASSURER QUE LES EXPERTISES PSYCHOSOCIALES SOIENT RÉALISÉES DANS LES MEILLEURS DÉLAIS EN MATIÈRE FAMILIALE À LA COUR SUPÉRIEURE.	NANCY ALLAIRE ÉVELYNE DESCHÊNES	4
COMITÉ SUR LE TROISIÈME PLAN D'ACTION VISANT À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE	VOIR À L'ÉLABORATION DES PROCHAINES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE.	AUDREY TURMEL MARIE TRAHAN	1
COMITÉ DE CONCERTATION SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CCIVAC)	ASSURER LA CONCERTATION DES ACTIONS DU CNESST ET DU MJQ RELATIVES À L'ADMINISTRATION DU RÉGIME D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS.	SOPHIE JONCAS RICHARD CARBONNEAU	4
COMITÉ DE COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	COORDONNER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL. ASSURER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ET DES ACTIVITÉS QUI S'Y RATTACHENT DE FAÇON PARALLÈLE	JACQUES PRÉSENT	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 « LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE. »	PERMETTRE LA COORDINATION DES MESURES SE TROUVANT DANS LE PLAN D'ACTION.	CHRISTIAN CARON	1
COMITÉ DE NÉGOCIATION DES ENTENTES DE SÉCURITÉ SOCIALE (CNESS) ET LE SOUS-COMITÉ. ASSUJETTISSEMENT/DÉTACHEMENT (SCAD)	NÉGOCIER DES ENTENTES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE ET COORDONNER LES ACTIONS DES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISÉS EN MATIÈRE D'ASSUJETTISSEMENT ET DE DÉTACHEMENT.	JULIEN FRENETTE	AUCUNE
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL CONCERNANT LES EXPERTISES HISTORIQUES EN MATIÈRE AUTOCHTONE (CIEH)	FAIRE DES RECOMMANDATIONS AUX AUTORITÉS DÉCISIONNELLES RELATIVEMENT À LA NATURE ET À LA PORTÉE DES EXPERTISES REQUISES EN MATIÈRE AUTOCHTONES ET ASSURER UN SUIVI DE LA RÉALISATION DES EXPERTISES.	DANIEL BENGHOZI HUBERT NOREAU-SIMPSON FRANCIS LETENDRE	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES	PARTICIPER AU PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS CULTURELLES.	NATHALIE LATULIPPE	5
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LA CONSULTATION EN MATIÈRE AUTOCHTONE (GIS)	COORDONNER L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE CONSULTATION ET DÉVELOPPER DES OUTILS POUR FACILITER L'ANALYSE DES DOSSIERS POUVANT NÉCESSITER UNE CONSULTATION DANS LE RESPECT DES ENSEIGNEMENTS DE LA COUR SUPRÊME.	SOPHIE LÉPINE ZARUBA ROSEMARIE FORTIER SYLVIE BOULAY CATHERYNE BÉLANGER	9

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS	COORDONNER LES RÉFLEXIONS EN MATIÈRE DE COMPARUTION LA FIN DE SEMAINE ET LES JOURS FÉRIÉS.	PIERRE E. RODRIGUE FRÉDÉRIC MAHEUX ÉVELYNE DESCHÊNES GAÉTAN RANCOURT PAUL CHARBONNEAU	4
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	FORUM OÙ SONT DISCUTÉS ET PROPOSÉS DES ORIENTATIONS ET SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. SUIVI DE FAÇON GÉNÉRALE DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES RÉGIONALES.	PIERRE E. RODRIGUE MARJORIE FORGUES PAUL CHARBONNEAU GAÉTAN RANCOURT ANNIE TURCOTTE	1
TABLES DE SÉCURITÉ RÉGIONALES	IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES DE SÉCURITÉ VÉCUES, PROPOSER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX RÉALITÉS LOCALES OU RÉGIONALES, ÉTABLIR LES PRIORITÉS D'ACTION ET EN ASSURER LE SUIVI.	DIRECTEURS RÉGIONAUX ANNIE TURCOTTE RÉMI GAUTHIER	8
COMITÉS RÉGIONAUX DE LIAISON AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP)	FAVORISER LES ÉCHANGES AFIN DE TROUVER DES SOLUTIONS CONCERTÉES AUX PROBLÉMATIQUES LOCALES SOULEVÉES PAR LES DEUX ORGANISATIONS.	DIRECTEURS DES PALAIS DE JUSTICE	17
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE MÉLANIE CODERRE SOPHIE DEMERS CINTHIA DESROSIERS RÉMI GAUTHIER MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT	3
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE JULIE MALOUIN MARIO BÉLANGER CÉLINE CLAVEAU CINTHIA DESROSIERS RÉMI GAUTHIER MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE MARJORIE FORGUES GAÉTAN RANCOURT VIATEUR CYR RÉMI GAUTHIER CINTHIA DESROSIERS MARIE-CLAUDE PARENT	4
COMITÉ DIRECTEUR – PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL (DALLES DE STATIONNEMENT ET MUR RIDEAU)	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE FLORENCE ASSELIN CINTHIA DESROSIERS PAUL CHARBONNEAU ALAIN COUTURE GAÉTAN RANCOURT RÉMI GAUTHIER	4
COMITÉ DIRECTEUR – ÉDIFICE L.-P. PIGEON	FAIRE LE POINT SUR LES TRAVAUX – PRENDRE LES ORIENTATIONS REQUISES AU MOMENT OPPORTUN.	PIERRE E. RODRIGUE GAÉTAN RANCOURT FLORENCE ASSELIN	4
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE CONSEIL AUPRÈS DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	MYLÈNE MARTEL	2
COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES	ÉLABORER LES ORIENTATIONS AU CONSEIL DU TRÉSOR, ASSURER UNE MISE EN ŒUVRE CONCERTÉE DES ORIENTATIONS DU CONSEIL DU TRÉSOR ET IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS D'OPTIMISATION, DE PARTAGE ET DE MISE EN COMMUN DE SERVICES EN RESSOURCES ET D'ACTIFS INFORMATIONNELLES.	MYLÈNE MARTEL	4
SOUS-COMITÉ AVISEUR DU DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION	CONSEILLER RÉGULIÈREMENT LE DIRIGEANT PRINCIPAL DE L'INFORMATION SUR DIVERS DOSSIERS ET NOTAMMENT, DISCUTER DES SUJETS QUI SERONT TRAITÉS LORS DES SÉANCES DU COMITÉ DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES.	MYLÈNE MARTEL	19
CERT/AQ	ANALYSER LES DERNIÈRES ALERTES DE SÉCURITÉ ET D'ACTIVITÉS VIRALES QUI PEUVENT TOUCHER LE RÉSEAU GOUVERNEMENTAL. PARTAGER DE L'INFORMATION RELATIVEMENT AU DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INFORMATIQUE.	MARTIN LABELLE JONATHAN GOYETTE	40
COMITÉ ORGANISÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR LA MESURE CLÉ 14 DE LA STRATÉGIE DE TRANSFORMATION NUMÉRIQUE GOUVERNEMENTALE : LES CITOYENS COMMUNIQUENT LEURS INFORMATIONS UNE SEULE FOIS À L'ADMINISTRATION PUBLIQUE	RÉALISER L'ARCHITECTURE DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE.	ZIED KALLEL	2
COMITÉ ORGANISÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR DES ORGANISMES PRÉCURSEURS EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE	DÉFINIR LES BONNES PRATIQUES ET OUTILS EN MATIÈRE D'ADOPTION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.	ZIED KALLEL	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ CLIENT DES SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	PRENDRE CONNAISSANCE DES CHANGEMENTS À VENIR AUX SERVICES D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES DU CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC.	CHARLES ÉMOND	2
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET ÉVALUATION DE PROGRAMME (GRAEP)	CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT ET À LA VALORISATION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME DANS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	FRANÇOIS BÉLAND	2
COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE (PAGLCHT) 2017-2020	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PAGLCHT.	MICHAËL PICARD FRANÇOIS BÉLAND	2
COMITÉ CONSULTATIF D'ÉVALUATION (CCÉ) DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS 2017-2022	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL.	MICHAËL PICARD FRANÇOIS BÉLAND	2
COMITÉS CONSULTATIF D'ÉVALUATION (CCÉ) DE LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DE LA MODERNISATION DU SYSTÈME DE JUSTICE (TRANSFORMATION).	FRANÇOIS BÉLAND MICHAËL PICARD TATYANA LITOVCHENKO	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L'INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE (PAGIEPS) 2017-2023	PARTICIPER À L'ÉVALUATION DU PAGIEPS.	FRANÇOIS BÉLAND	AUCUNE
TABLE THÉMATIQUE DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR SUR LES ÉVALUATIONS INTERMINISTÉRIELLES	ÉLABORER, POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT, UN GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT DES ÉVALUATIONS INTERMINISTÉRIELLES AU SEIN DE L'APPAREIL GOUVERNEMENTAL.	FRANÇOIS BÉLAND	1
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN ÉVALUATION DE PROGRAMME (RREP)	FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT OU LA CONSOLIDATION DE LA FONCTION D'ÉVALUATION DE PROGRAMME, ET CE, EN APPUI À LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS. LE RÔLE DE CHAQUE RÉPONDANT CONSISTE À ASSURER CETTE FONCTION DANS SON MINISTÈRE OU SON ORGANISME.	FRANÇOIS BÉLAND	1
FORUM DES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE (FRVI)	FAVORISER UNE GESTION EFFICACE DANS LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES PAR L'EXERCICE ET LA PROMOTION DE LA VÉRIFICATION INTERNE; RENFORCER ET SOUTENIR LES RESPONSABLES DE LA VÉRIFICATION INTERNE DANS LA PRATIQUE PROFESSIONNELLE.	FRANCINE ASSELIN JACQUES VACHON MAXIME GENOIS	7
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR L'ADOPTION INTERNATIONALE	ANALYSER LA SITUATION ET LES ENJEUX LIÉS À L'ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS HORS DU QUÉBEC PAR DES PERSONNES DOMICILIÉES AU QUÉBEC. SOLUTIONS EN MATIÈRE D'ADOPTION INTERNATIONALE À ENVISAGER.	MARC G. LAVIGNE ANNE-MARIE WILSON SYLVIE SCHERRER AMÉLIE PELLETIER-DESROSIERS SOPHIE LEROUX	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES SERVICES EN RÉGION	OPTIMISER ET REGROUPER LA PRESTATION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX AUX CITOYENS SUR LE TERRITOIRE QUÉBÉCOIS.	PIERRE E. RODRIGUE MARJORIE FORGUES	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'UTILISATION ACCRUE DE LA VISIOCONFÉRENCE EN MATIÈRE JUDICIAIRE	IMPLANter LA VISIOCOMPARUTION SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE.	PAUL CHARBONNEAU ÉVELYNE SAUVÉ MARJORIE FORGUES	1
TABLE GOUVERNEMENTALE AUX AFFAIRES TERRITORIALES ET GOUVERNEMENTALES	ASSURER L'OCCUPATION ET LA VITALITÉ DES TERRITOIRES DU QUÉBEC.	PIERRE E. RODRIGUE	3
COMITÉ STRATÉGIQUE – RÉCUPÉRATION DES SOMMES DUES À L'ÉTAT	RÉVISER LES ACTIVITÉS DE RECOUVREMENT DE CRÉANCES DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EN EXAMINANT NOTAMMENT L'OPPORTUNITÉ D'EN REVOIR L'ORGANISATION.	PIERRE E. RODRIGUE	1
COMITÉ CONSULTATIF SUR LES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME	CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DES RÈGLES D'ENCADREMENT DU LOBBYISME, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES AU REGISTRE DES LOBBYISTES.	CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY ISABELLE GASSE	1
COMITÉ SERVICES QUÉBEC – GROUPE DE TRAVAIL SUR LES GRANDS REGISTRES DE L'ÉTAT	RÉALISER UNE ÉTUDE GOUVERNEMENTALE SUR LES REGISTRES DE L'ÉTAT.	PIERRE E. RODRIGUE CHRISTIAN G. SIROIS ÉLISABETH GEOFFROY JULIEN RONDEAU-CROSS CHRISTINE LAVOIE	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES DONNÉES OUVERTES (SUPPORTÉ PAR LE COMITÉ DE COORDINATION)	DÉTERMINER LES ENGAGEMENTS ANNUELS ET LES PRIORITÉS DU MESI POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES ET LA COLLABORATION AU PLAN D'ACTION POUR LE GOUVERNEMENT OUVERT DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET APPROUVER LE CADRE FORMEL POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MESI AINSI QUE LES PROJETS D'OUVERTURE DE JEUX DE DONNÉES.	JEAN-FRANÇOIS LORD (COMITÉ DIRECTEUR) / VÉRONIQUE DRAPEAU (COMITÉ DE COORDINATION)	3
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE	LE GROUPE DE TRAVAIL AGIT EN APPUI AU GROUPE D'EXPERTS EXTERNES DONT LE MANDAT EST DE DÉPOSER UN RAPPORT FAISANT DES RECOMMANDATIONS AU GOUVERNEMENT EN LIEN AVEC L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE.	VÉRONIQUE DRAPEAU	AUCUNE
CONFÉRENCES ADMINISTRATIVES RÉGIONALES (CAR)	FAVORISER LA CONCERTATION ENTRE LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES OU ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT ET LA COHÉRENCE DE LEURS ACTIONS À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION, PARTICULIÈREMENT EN MATIÈRE D'OCCUPATION ET DE VITALITÉ DES TERRITOIRES (OVT).	DIRECTEURS RÉGIONAUX	21
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE SUIVI DU PLAN D'ACTION SUR LE TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME 2017-2022	ASSURER LE SUIVI ET LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION.	AUDREY TURMEL	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR LES CAMPS AUTOCHTONES	RÉFLÉCHIR SUR LA QUESTION DES CAMPS ÉRIGÉS PAR LES AUTOCHTONES SUR LE TERRITOIRE PUBLIC.	ROSEMARIE FORTIER	2
COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SPÉCIFIQUES DU PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L'INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	RECEVOIR, ANALYSER ET ÉMETTRE LES RECOMMANDATIONS À LA MINISTRE RELATIVEMENT AUX PROJETS RETENUS.	JADE CABANA RICHARD CARBONNEAU VÉRONIQUE SAUCIER	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ SUR LES SERVICES OFFERTS AUX COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS LES CAVAC	COORDONNER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES DANS LES CAVAC ET DÉVELOPPER DE NOUVEAUX OUTILS ADAPTÉS À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA PASCALE LABBÉ	1
COMITÉ DIRECTEUR DE L'OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) DE QUÉBEC	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES INTÉGRÉS CONCERTÉE ET RÉPONDANT AUX PRÉOCCUPATIONS DE TOUS.	RICHARD CARBONNEAU JADE CABANA	1
COMITÉ SUR L'ACTION CONCERTÉE ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE.	REGROUPER DIFFÉRENTS PARTENAIRES TRAVAILLANT DE PRÈS À L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE AINSI QU'À SA MISE À JOUR.	JADE CABANA	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA CRIMINALISATION DU VIH	CONSEILLER LES INSTANCES MINISTÉRIELLES DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA JUSTICE SUR LES ARTICULATIONS DES POLITIQUES DE JUSTICE ET DE SANTÉ PUBLIQUE, À LA LUMIÈRE DES DONNÉES SCIENTIFIQUES ET DES PRINCIPES LÉGAUX, AU SUJET DE LA CRIMINALISATION DE L'EXPOSITION AU VIH.	ANTHONY COTNOIR	1
TABLE DE SUIVI, MINISTÈRES ET ORGANISMES, 4 MODES DE DOTATION – EMPLOI EN LIGNE	TABLE DE SUIVI AVEC LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT UNE DÉLÉGATION POUR TENIR DES PROCESSUS DE QUALIFICATION. LES RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES SONT CONSTITUÉES DE DISCUSSIONS SUR LES NOUVEAUTÉS, LES AMÉLIORATIONS, LES SUIVIS ET LES PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LA TENUE DE PROCESSUS DE QUALIFICATION DANS SON ENSEMBLE INCLUANT LE SYSTÈME « EMPLOIS EN LIGNE ».	JULIE GÉLINAS SERGIO ROJAS CHANTALE VACHON LOUIS-ANDRÉ PICHETTE	9
COMITÉ DE CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE	PROMOUVOIR LES EMPLOIS POUR LESQUELS DES BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE ONT ÉTÉ DÉTERMINÉS AFIN D'ATTIRER ET DE RETENIR LES MEILLEURS CANDIDATS ET CANDIDATES ET PROMOUVOIR L'IMAGE D'UNE FONCTION PUBLIQUE RENOUVELÉE SELON LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.	WILLIAM DOUCET	2
TABLE DE CONCERTATION EN STRATÉGIE D'ÉVALUATION	ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATION EN MATIÈRE D'ÉVALUATION.	JULIE GÉLINAS	AUCUNE
CELLULE DE COORDINATION EN DOTATION - COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI	RÉVISER ET LANCER LE PROGRAMME D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES MINORITÉS VISIBLES ET ETHNIQUES.	VIRGINIE NADEAU	3
TABLE DE COORDINATION INTERMINISTÉRIEL EN GESTION DE MAIN-D'ŒUVRE (GMO)	DISCUTER ET ÉCHANGER SUR LES GRANDS DOSSIERS EN GMO ET DE CEUX TRAITÉS AU SCT. PARTAGER L'OPTIMISATION DES FAÇONS DE FAIRE EN GMO.	VIRGINIE NADEAU	3
TABLE SUIVI DES OPÉRATIONS RESSOURCES HUMAINES	DISCUTER SUR LES OPÉRATIONS RH.	CHANTALE VACHON	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DES HABILETÉS DE GESTION	PARTAGER DES CONNAISSANCES, DES FAÇONS DE FAIRE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES CADRES, DES BONNES PRATIQUES ET DES BONS COUPS.	ADÉLINE MERCIER	2
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN GESTION DU CHANGEMENT	PARTAGE DE RÉFLEXIONS, DE CONNAISSANCES, DE BONNES PRATIQUES, D'OUTILS ET D'EXPÉRIENCES EN GESTION DU CHANGEMENT ET EN TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE AU SEIN DES MINISTÈRES.	CATHERINE RIOUX MICHÈLE GRONDIN	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ CONSULTATIF DES SOLUTIONS D'AFFAIRES GOUVERNEMENTALES EN RESSOURCES HUMAINES	COMITÉ PERMANENT COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRE ET ORGANISMES (MO*) ET DE MEMBRES DU CSPQ, AYANT POUR MANDAT DE : FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AU MOA RH, EN VUE DE PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3. PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR2 ET SGR3 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE SOLUTIONS GOUVERNEMENTALES EN RH, NOTAMMENT DE LA PLATEFORME COLLABORATIVE.	KARINE LAROCHELLE	8
COMITÉ CONSULTATIF DU DOMAINE D'AFFAIRES RH	COMITÉ TEMPORAIRE COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DE MINISTÈRE ET ORGANISMES (MO*) ET DE MEMBRES DU CSPQ, AYANT POUR MANDAT DE : FORMULER DES AVIS ET RECOMMANDATIONS AU MOA RH, EN VUE DE PRISE DE DÉCISIONS RELATIVEMENT AUX PRIORITÉS DES DEMANDES D'ÉVOLUTION DE SGR7. PARTAGER L'INFORMATION SUR L'ÉVOLUTION DE SGR7 ET SUR LES TRAVAUX DE DÉVELOPPEMENT DE LA SOLUTION PAIE.	HÉLÈNE GAGNÉ	4
COMITÉ DE COORDINATION DU RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE	FAVORISER ACTIVEMENT L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	CHRISTIANE DAIGLE MARIE-ÈVE JALBERT	4
CELLULE DE COORDINATION EN DOTATION-COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (SCT)	ACCÈS À L'ÉGALITÉ DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC POUR LES MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES	VIRGINIE NADEAU	1
COMITÉ DE CONSULTATION DRH SUR L'ÉVALUATION ET LE SUIVI DES EMPLOIS D'ENCADREMENT AINSI QUE DE LA GESTION DE LA MASSE SALARIALE THÉORIQUE	DANS LE CADRE DE LA « STRATÉGIE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES 2018 – 2023 » ET CE, DANS LE BUT DE MIEUX VOUS SOUTENIR ET VOUS OUTILLER, LA DIRECTION DE LA CLASSIFICATION A ÉLABORÉ UN GUIDE SUR LA GESTION DES MASSES SALARIALES THÉORIQUES. AVANT DE DIFFUSER LE GUIDE À L'ENSEMBLE DES DRH DE LA FONCTION PUBLIQUE, UN COMITÉ DE TRAVAIL A ÉTÉ FORMÉ AFIN DE RECUEILLIR VOS COMMENTAIRES À L'ÉGARD DE CELUI-CI.	VIVIANE ST-AMAND MICHAUD	1
GROUPE DE CO-DÉVELOPPEMENT EN RELATIONS DU TRAVAIL	DISCUTER ET APPORTER DES PISTES D'ACTION POUR DIVERS CAS EN RELATIONS DU TRAVAIL. LES MEMBRES ÉCHANGENT SUR LES BONNES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ET PARTAGENT LEUR EXPERTISE.	JASON MORROW	3
RÉSEAU DES CONSEILLERS EN RELATIONS DU TRAVAIL	FAVORISER LA COLLABORATION ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE AINSI QUE LE PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION.	MARIE GOSSELIN JASON MORROW	2
RÉSEAU DES RESPONSABLES EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	FAVORISER LA COLLABORATION ET L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE AINSI QUE LE PARTAGE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GESTION.	MARIE-CLAUDE JOLY	1
GROUPE DE CO-DÉVELOPPEMENT EN GESTION DE L'INVALIDITÉ ET DE LA RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL	DISCUTER ET APPORTER DES PISTES D'ACTION POUR DIVERS CAS D'INVALIDITÉ ET DE RÉINTÉGRATION AU TRAVAIL. ÉCHANGER SUR LES BONNES PRATIQUES À METTRE EN PLACE ET PARTAGER LEUR EXPERTISE.	MARIE-CLAUDE JOLY	7
COMITE INTERMINISTERIEL DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (CIRI)	HARMONISER LES CLAUSES TYPES ET LES FRAIS INDIRECTS DE RECHERCHE (FIR) AFFÉRENTS AUX PROJETS DE RECHERCHE UNIVERSITAIRES	VÉRONIQUE DRAPEAU	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DE COORDINATION DE LA GOUVERNANCE MINISTÉRIELLE POUR L'OUVERTURE DES DONNÉES AU MEI	S'ASSURER QUE L'ENSEMBLE DES PARTIES PRENANTES DU MINISTÈRE SOIENT ENGAGÉES DANS LE MOUVEMENT D'OUVERTURE DES DONNÉES ET D'APPORTER L'EXPERTISE ET LA COLLABORATION DES UNITÉS CONCERNÉES.	VÉRONIQUE DRAPEAU	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA CONVENTION DE LA HAYE SUR LES TITRES INTERMÉDIÉS	PROCÉDER À L'ANALYSE DE L'ÉTAT DU DROIT AU CANADA AFIN DE PROPOSER À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA DES AVENUES POUR PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE CONVENTION AU CANADA	JEAN-FRANÇOIS LORD	3
COMITÉ DE GOUVERNANCE INTERMINISTÉRIEL IMPLANTATION D'UN NOUVEAU LIEN ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS	METTRE EN PLACE DES LEVIERS POUR OPTIMISER LES DÉLAIS. CES LEVIERS CONSISTENT NOTAMMENT EN LA REVUE DES PROCESSUS ÉTABLIS POUR CHACUN DES MINISTÈRES AFIN DE TRAVAILLER EN AMONT ET IDENTIFIER LES ENJEUX ET PROBLÉMATIQUES AFIN D'APPORTER LES ACTIONS REQUISES POUR LIMITER LES TEMPS D'ATTENTES OU D'APPROBATIONS.	JULIE MASSÉ MARISE ST-PIERRE MARIE-SOPHIE LECLERC SARA PONTON	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE PÉNALE	FAVORISER LA CONCERTATION SUR DIFFÉRENTS SUJETS EN MATIÈRE DE JUSTICE, NOTAMMENT EN CE QUI A TRAIT L'ÉVOLUTION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE, ET POURSUIVRE LE SUIVI DES INDICATEURS RELATIFS AUX AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE POUR LES RÉGIONS LES PLUS À RISQUE.	PAUL CHARBONNEAU RENÉE GIGUÈRE GAÉTAN RANCOURT	AUCUNE
COMITÉ TRIPARTIE SUR LE PLAN DE SÉCURITÉ INCENDIE ET DES MESURES D'URGENCE (PSIMU) DES PALAIS DE JUSTICE	RÉVISER LE PSIMU ET PROPOSER UN MODÈLE UNIQUE POUR L'ENSEMBLE DES PALAIS DE JUSTICE.	BRIGITTE LEVESQUE ANNIE TURCOTTE MICHEL FALARDEAU CAROLE PICARD	AUCUNE
SOUS-COMITÉ DES INTERPRÈTES DE LA HEAD OF COURT ADMINISTRATION (HOCA)	SE CONCERTE EN VUE DE BONIFIER LES SERVICES D'INTERPRÉTATION POUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES.	JOSÉE TROTTIER	1
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES À SEPT-ÎLES	AMÉLIORER ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AUX AUTOCHTONES.	MIREILLE JONCAS	4 +4 (SOUS-COMITÉ JUSTICE)
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS-SAINT-LAURENT	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	VIATEUR CYR	10
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MARIE-ÈVE CORMIER	6
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHEL FALARDEAU	6
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	GILLES PRÉCOURT	5
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MIREILLE JONCAS	10
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	BRIGITTE MASSÉ	5

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MARIO BÉLANGER	4
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND-MONTRÉAL	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	CATHERINE MORNEAU	7
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA RÉGION.	MICHÈLE CUERRIER	AUCUNE
COMITÉ DE TRANSPORT DU NUNAVIK	ÉLABORER UNE STRATÉGIE DE TRANSPORT DES PRÉVENUS DE LA COUR ITINÉRANTE DU NORD-DU-QUÉBEC POUR PERMETTRE AUX PRÉVENUS DE BÉNÉFICIER DE LEURS ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ DANS LES TROIS JOURS (DROIT CONSTITUTIONNEL). VOIR À LA POSSIBILITÉ D'UTILISER LA VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE D'ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ À DISTANCE.	PAUL CHARBONNEAU	2
COMITÉ DES PARTIES PRENANTES – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	ASSURER LA COHÉRENCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE ET ASSURER L'INTÉGRATION HARMONIEUSE DES EFFORTS DE CHACUN DES PARTENAIRES AVEC LES ÉQUIPES ŒUVRANT À LA TRANSFORMATION.	RICHARD CHARBONNEAU ÉRIC DANEAU PATRICK-THIERRY GRENIER MYLÈNE MARTEL CAROLE PICARD JOSÉE PRIMEAU DIANE RAÏCHE SYLVIO RANCOURT AUDREY TURMEL GILLES PRÉCOURT STÉPHANIE POULIN	1
GROUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	VALIDER ET APPROUVER LES NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE ET LES NOUVELLES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES EN APPUI AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE EN CONTEXTE MUNICIPAL. ÉTABLIR DES STANDARDS ET ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	HAROLD CÔTÉ ÉRIC DANEAU PATRICK-THIERRY GRENIER PIERRE E. RODRIGUE	1
COMITÉ VALIDEUR – GOUVERNANCE ET GESTION DE L'INFORMATION JUDICIAIRE	VALIDER ET APPROUVER LES PRINCIPAUX LIVRABLES DU PROJET DE MISE EN PLACE D'UN CADRE DE GOUVERNANCE ET DE GESTION DE L'INFORMATION JUDICIAIRE EN COLLABORATION AVEC LA MAGISTRATURE (COUR DU QUÉBEC, COUR SUPÉRIEURE, COUR D'APPEL)	MYLÈNE MARTEL PATRICK-THIERRY GRENIER GUILLAUME LEBLOND SOPHIE HEIN	6
COMITÉ PERMANENT DE MISE EN ŒUVRE DES ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE	DÉVELOPPER DES OUTILS FAVORISANT LA PÉRENNITÉ DE LA MÉMOIRE INSTITUTIONNELLE ET LE PARTAGE DES CONNAISSANCES AU REGARD DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE ET CONSEILLER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES LORSQU'ILS DOIVENT ADOPTER DES MESURES OU NÉGOCIER ET METTRE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS ET ENTENTES EN MILIEU NORDIQUE	HUBERT NOREAU-SIMPSON ROSEMARIE FORTIER	3
COMITÉ DIRECTEUR - SUIVI DES TRAVAUX DES COMMISSIONS D'ENQUÊTE AUTOCHTONES AU QUÉBEC	FAIRE LE SUIVI DES TRAVAUX AUPRÈS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES ET DONNER DES ORIENTATIONS RELATIVEMENT AUX DEMANDES FORMULÉES PAR LES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES	FRANCE LYNCH YAN PAQUETTE	7

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DES PARTENAIRES DU GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL	ASSURER LE SUIVI DE L'ÉCHÉANCIER DE LA PHASE EN COURS DE RÉALISATION, LES COÛTS, LA GESTION DES RISQUES ET LE SUIVI DES CONDITIONS ÉMISES DANS L'AVIS DE DÉROGATION DU SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE.	YAN PAQUETTE VÉRONIQUE SAUCIER PIERRE E. RODRIGUE CÉLINE DUFRESNE	9
COMITÉ DE TRAVAIL EN MATIÈRE D'ACTION COMMUNAUTAIRE SUR COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES	FAIRE UN PORTRAIT DES ENJEUX ENTOURANT LA RECONNAISSANCE ET LE SOUTIEN DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE SUR LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE L'ACTION COMMUNAUTAIRE EN VUE DE FAVORISER UNE MEILLEURE COHÉRENCE GOUVERNEMENTALE EN CETTE MATIÈRE.	PRISCILLA GRONDIN	7
COMITÉ CONSULTATIF D'ÉVALUATION DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	RÉALISER LA GESTION INTERMINISTÉRIELLE DE L'ÉVALUATION DU PLAN EN APPUYANT L'ÉLABORATION DES LIVRABLES, NOTAMMENT EN VALIDANT LE CADRE D'ÉVALUATION, EN ORIENTATION LA COLLECTE D'INFORMATION ET EN VALIDANT L'INTERPRÉTATION DES DONNÉES.	ANNICK LATERREUR	3
DÉCLARATION NATIONALE SUR LES LANGUES AUTOCHTONES – COMITÉ DE TRAVAIL	PARTICIPER AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DES TRAVAUX (JOURNÉES DE RÉFLEXION, ETC.), CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DES ORIENTATIONS, PROPOSER DES OUTILS DE MISE EN ŒUVRE ET ÉCHANGER SUR L'ENSEMBLE DES PROPOSITIONS.	CATHERINE DE BILLY	2
PLAN D'ACTION CONCERTÉ POUR PRÉVENIR ET CONTRER L'INTIMIDATION – VOLET AUTOCHTONE	DÉTERMINER ET METTRE EN ŒUVRE LES ACTIONS EFFICACES VISANT À PRÉVENIR L'INTIMIDATION ET À LUTTER CONTRE CELLE-CI, DÉTERMINER DES INTERVENTIONS QUI S'INSCRIVENT EN AMONT ET EN SOUTIEN DES ACTIONS EXISTANTES.	PRISCILLA GRONDIN	3
COMITÉ DE LIAISON DE COORDONNATEURS	PRENDRE CONNAISSANCE DES RISQUES ET DES ACTIONS QUI SONT TRANSMIS PAR SOQUIJ, ASSURER LE SUIVI DE LA PERFORMANCE DU PROJET (PAR PHASE DE RÉALISATION), LES JALONS, LES ENJEUX ET LES ACTIVITÉS RÉALISÉES, EN COURS ET À VENIR.	VÉRONIQUE SAUCIER	20
COMITÉ D'ORIENTATION DE PROJET (COP) DE L'ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE	ORIENTER ET PARTICIPER À L'ÉLABORATION DE LA PREMIÈRE ENQUÊTE POPULATIONNELLE SUR LA VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC	JADE CABANA	9
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PRATIQUE JUDICIAIRE EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE	REVOIR LES PROCÉDURES ET TROUVER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LA PRATIQUE DEVANT LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE LA COUR DU QUÉBEC	GASTON PELLETIER VINCENT-W. ROY LORIE PÉPIN	7
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA SIGNATURE LANGAGE CLAIR	PARTICIPER À UNE RÉFLEXION AFIN D'IDENTIFIER LES MEILLEURS MOYENS POUR FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE LES PROFESSIONNELS ET LES CITOYENS	ROSGARYS MERCADO MICHEL PAQUETTE	2
COMITÉ JUSTICE AU NUNAVIK	AMÉLIORER LES SERVICES DE JUSTICE AU NUNAVIK.	JACQUES PRÉSENT MARJORIE FORGUES YAN PAQUET	2
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE D'INTERPRÉTATION	AMÉLIORER LES SERVICES D'INTERPRÉTATION EN LANGUES AUTOCHTONES.	JACQUES PRÉSENT MARJORIE FORGUES JOSÉE TROTTIER	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DIRECTEUR – IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	METTRE EN PLACE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC.	PIERRE E. RODRIGUE PAUL CHARBONNEAU MARJORIE FORGUES MYLÈNE MARTEL	8
COMITÉ D'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC	VEILLER AU BON FONCTIONNEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION DANS LE NORD-DU-QUÉBEC AFIN D'APPORTER LES AJUSTEMENTS REQUIS.	PAUL CHARBONNEAU JOSÉE TROTTIER	5
GROUPE DE TRAVAIL - TÉLÉSANTÉ EN PSYCHIATRIE LÉGALE	DÉVELOPPER UN SERVICE PROVINCIAL DE TÉLÉSANTÉ EN PSYCHIATRIE LÉGALE.	PAUL CHARBONNEAU EVELYNE SAUVÉ	1
FORUM ADMINISTRATIF DE LA MAGISTRATURE-MJQ	FORUM D'ÉCHANGES ENTRE LES AUTORITÉS MINISTÉRIELLES ET LES JUGES EN CHEF DES COURS DU QUÉBEC AFIN NOTAMMENT DE DISCUTER DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.	FRANCE LYNCH PIERRE E. RODRIGUE FRANÇOIS COLLIN	2
COMITÉ SERVICES QUÉBEC – RENCONTRE BILATÉRALE SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES SUITE À UN DÉCÈS	BONIFIER LE RAPPORT SUR LA SIMPLIFICATION DES DÉMARCHES ADMINISTRATIVES À LA SUITE D'UN DÉCÈS. CETTE RENCONTRE BILATÉRALE (MTESS – MJQ) A POUR BUT D'IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS, DES ENJEUX POUR L'ORGANISATION (JURIDIQUE, ORGANISATIONNEL) ET DES CHANTIERS DE TRAVAIL QUI POURRAIENT ÊTRE MIS EN PLACE POUR LA CLIENTÈLE QUI LIQUIDE UNE SUCCESSION.	ÉLISABETH GEOFFROY ANNE GUIMOND MAUDE MORISSETTE AMÉLIE COUTURE-ROY	1
GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION SUPPRIMANT L'EXIGENCE DE LA LÉGALISATION DES ACTES PUBLICS ÉTRANGERS, CONCLUE À LA HAYE LE 5 OCTOBRE 1961	LE MANDAT EST DE DÉTERMINER LA OU LES AUTORITÉS COMPÉTENTES DÉSIGNÉES ET LE OU LES MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES DE CRÉER ET DE METTRE À JOUR LE REGISTRE ÉLECTRONIQUE DES APOSTILLES DÉLIVRÉES.	CHRISTIAN CARON CHRISTINE LAVOIE ISABELLE GASSE LAURENCE BERGERON SIMON BÉGIN	4
COMITÉ DE TRAVAIL DIRECTEUR DE L'ÉTAT CIVIL – MINISTÈRE DE LA JUSTICE	LE MANDAT EST D'ÉCHANGER SUR LES RÉALITÉS ET LES BESOINS DE CHAQUE ORGANISATION AFIN D'IDENTIFIER LES PROCESSUS ET MÉCANISMES DE COMMUNICATION.	MÉLITA BOUCHER CATHERINE MORNEAU ÉVELYNE DESCHÊNES	1
TABLE MAGISTRATURE-MJQ SUR LA STATISTIQUE JUDICIAIRE	PRÉSIDÉE PAR LA SOUS-MINISTRE, CETTE TABLE A POUR MANDAT DE DÉVELOPPER UNE CULTURE COMMUNE DE LA MESURE STATISTIQUE D'ÉLÉMENTS CLÉS DE NOTRE SYSTÈME DE JUSTICE AUPRÈS DES PRINCIPAUX PARTENAIRES. ELLE VISE ENTRE AUTRES À DÉFINIR ET À COMMUNIQUER LES ORIENTATIONS QUANT AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES POURSUIVIS PAR LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DE DONNÉES STATISTIQUES DU SYSTÈME DE JUSTICE AINSI QU'À PRÉCISER L'ÉTENDUE ET LA PORTÉE DE LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT DE DONNÉES STATISTIQUES DU SYSTÈME DE JUSTICE.	FRANCE LYNCH HAROLD CÔTÉ PATRICK-THIERRY GRENIER PIERRE RODRIGUE	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DIRECTEUR SUR LA STATISTIQUE JUDICIAIRE	CE COMITÉ VISE NOTAMMENT À ASSURER LA CONCEPTION D'UN SYSTÈME DE SUIVI DE DONNÉES STATISTIQUES DU SYSTÈME DE JUSTICE ADAPTÉ AUX DIVERS BESOINS DU MINISTÈRE ET DE SES PARTENAIRES AINSI QU'À ASSURER LA MISE EN PLACE DE L'EXPERTISE NÉCESSAIRE À L'ANALYSE DES RÉSULTATS.	HAROLD CÔTÉ FRANÇOIS CHAREST GENEVIÈVE ROUTHIER ELISMARA SANTANA MARIO PÉPIN VINCENT LAFLAMME	1
COMITÉ DE TRAVAIL EN MATIÈRE PÉNALE	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE CONFIRMER LA VALIDITÉ DES TRAVAUX ET INDICATEURS EN MATIÈRE PÉNALE, D'AMÉLIORER LA PRÉCISION DES RÉSULTATS LIÉS AUX INDICATEURS ET DE CHERCHER DES RÉPONSES AUX QUESTIONNEMENTS SOULEVÉS EN LA MATIÈRE.	RIM BOUJMIL ELISMARA SANTANA HAROLD CÔTÉ	4
COMITÉ DES AGENTS DE LIAISON DE L'ENTREPRISE NATIONALE RELATIVE À LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CALENRSJ)	RATTACHÉ AU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CCSJ) DE STATISTIQUE CANADA, LE CALENRSJ SE COMPOSE DE FONCTIONNAIRES MINISTÉRIELS NOMMÉS PAR LES SOUS-MINISTRES DES JURIDICTIONS CANADIENNES, DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE STATISTIQUE CANADA RESPONSABLE DU CCSJ, AINSI QUE D'UN REPRÉSENTANT DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES CHEFS DE POLICE. LE COMITÉ APPORTE DES ÉCLAIRCISSEMENTS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT DANS LA COLLECTIVITÉ, PASSE EN REVUE DES ARTICLES DE JURISTAT EN COURS DE PRÉPARATION ET D'AUTRES RAPPORTS, ET CONSTITUE UNE VOIE DE COMMUNICATION ENTRE LES FOURNISSEURS DE DONNÉES ET LE CCSJ POUR LA DISCUSSION DES QUESTIONS LIÉES À LA QUALITÉ DES DONNÉES.	HAROLD CÔTÉ	2
SOUS-COMITÉ DE L'INFORMATION STATISTIQUE DES CHEFS DE L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX	CE SOUS-COMITÉ DU COMITÉ DES CHEFS DE L'ADMINISTRATION DES TRIBUNAUX SE COMPOSE DE CADRES SUPÉRIEURS RESPONSABLES DE LA GESTION DE L'INFORMATION OU DE LA PRODUCTION D'INDICATEURS STATISTIQUES OU DE LA RECHERCHE DANS LES TRIBUNAUX DANS CHAQUE PROVINCE ET TERRITOIRE. AFIN DE PERMETTRE DES COMPARAISONS NATIONALES DES RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES DES TRIBUNAUX, CE SOUS-COMITÉ COLLABORE À L'ÉLABORATION ET À LA DIFFUSION D'INDICATEURS COMPARABLES NORMALISÉS.	HAROLD CÔTÉ	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CIDD) EST UNE INSTANCE DONT LES DÉCISIONS VISENT À ORIENTER LA CONTRIBUTION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN LA MATIÈRE. IL EST ÉGALEMENT UN LIEU D'ÉCHANGE, D'INFORMATION ET DE PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE. LES TRAVAUX DU CIDD SE DÉROULENT DANS UN ESPRIT ET UNE DYNAMIQUE PARTICIPATIVE ET CONTRIBUTIVE. PRÉSIDÉ PAR LE SOUS-MINISTRE ADJOINT AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DU MINISTÈRE DU DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (MELCC), LE CIDD EST FORMÉ DE GESTIONNAIRES DE HAUT NIVEAU (SOUS-MINISTRES ADJOINTS OU ADJOINTES, SOUS-MINISTRES ASSOCIÉS OU ASSOCIÉES OU LEUR ÉQUIVALENT), QUI ACCOMPAGNENT LE MINISTÈRE DANS LA RÉALISATION DES MANDATS QUE LUI CONFIE LA LOI SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	DANY BLANCHETTE (REPLACÉ PAR SYLVIE OTIS)	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES DU MJQ	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DE GESTION DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE DE LA JUSTICE	LE COMITÉ DE GESTION DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION (COGEST) ASSUME LE VOLET TACTIQUE DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION POUR LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE (PMSJ). IL VEILLE NOTAMMENT À LA COORDINATION DES EFFORTS REQUIS POUR CONCRÉTISER LES ORIENTATIONS ET POSITIONNEMENTS STRATÉGIQUES DANS LES PROGRAMMES. IL EST LE SEUL MÉCANISME DE GESTION OPÉRATIONNELLE SERVANT D'APPUI À L'ENSEMBLE DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION ET À L'ENSEMBLE DES DOSSIERS CORPORATIFS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT CONCERNÉS PAR LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE.	GABRIEL LACROIX-DUFOUR ÉRIC DANEAU CHARLES ÉMOND SYLVIO RANCOURT DIANE RAICHE CAROLINE DOUCET GAÉTAN RANCOURT VALÉRIE ROY-PERREAU NICOLAS CHARLEBOIS MARIE-CLAUDE CANUEL CAROLYNE GIGNAC CHRISTIAN LAVOIE ALBERT BESNIER LAURENCE MONTPLAISIR	12

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	OFFRIR UN LIEU D'ÉCHANGE, DE COLLABORATION ET D'INFLUENCE FONDÉ SUR L'IDÉE QUE LE CITOYEN SOIT AU CENTRE DES INITIATIVES EN MATIÈRE DE JUSTICE.	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER, PRÉSIDENT	2
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCDP)	REGROUPEMENT DE DÉFENSES DES DROITS DU CANADA	PHILIPPE-ANDRÉ TESSIER, PRÉSIDENT	1 CONFÉRENCE 1 CONFÉRENCE SEMI-ANNUELLE 3 À 4 CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL – STRATÉGIE D'ACTION EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE PARTICIPATION ET D'INCLUSION 2016-2021	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL.	JOSÉE MORIN, CONSEILLÈRE CADRE STRATÉGIQUE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2015-2020	JULIE DUMONTIER OFFICIERE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	2
COMITÉ DE SUIVI DE L'ÉTUDE MESURANT LES IMPACTS DE LA LPJ SUR LA STABILITÉ ET LES CONDITIONS DE VIE DES ENFANTS (ART. 156.2 LPJ)	SUIVI DES ACTIVITÉS DU GROUPE DE RECHERCHE RÉALISANT LE RAPPORT	ELIZABETH SIGOUIN, CHERCHEURE SOCIALE DPPDJ	1
PARTENAIRE DE L'ÉTUDE LONGITUDINALE SUR LE DEVENIR DES JEUNES PLACÉS AU QUÉBEC ET EN FRANCE	PARTICIPATION PONCTUELLE DE LA COMMISSION PARTICIPATION ÉVENTUELLE AUX TRAVAUX DE RECHERCHE D'UN SOUS-COMITÉ SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA JEUNESSE	LAUÉLIA ROLLAND-FORTIN, AGENTE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION, DPPDJ	1 PARTICIPATION AU COLLOQUE DE L'EDJEP 2-3 RENCONTRES
CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES DROITS ET DES JEUNES	LE CCDEJ EST UN REGROUPEMENT DE DÉFENSEURS DES DROITS DES ENFANTS DE L'ENSEMBLE DU CANADA, DONT LE MANDAT CONSISTE À PROMOUVOIR LES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES ET À FAIRE ENTENDRE LEUR VOIX.	SUZANNE ARPIN, VICE-PRÉSIDENTE JEUNESSE	2 ET DES SOUS-COMITÉS DE TRAVAIL SUR LESQUELS SIÈGENT DES PROFESSIONNELS DE LA COMMISSION
COMITÉ POLITIQUES, RECHERCHE ET DISCRIMINATION SYSTÉMIQUE (ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS DES DROITS DE LA PERSONNE)	PARTAGER DES INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS EN COURS ET LES ENJEUX ÉMERGENTS	M ^E CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'HOMOPHOBIE (UQAM)	FAVORISER LA MOBILISATION DES EXPERTISES SCIENTIFIQUES ET PARTENARIALES DANS LA PRODUCTION DE NOUVEAUX SAVOIRS CONCERNANT LES RÉALITÉS DES PERSONNES DE MINORITÉS SEXUELLES ET DE GENRE, LES IMPACTS DES DISCRIMINATIONS ET DES DIFFÉRENTES FORMES D'EXCLUSION, DE DÉVALORISATION ET D'INFÉRIORISATION DE CES PERSONNES, AINSI QUE LES MOYENS DE LES CONTRER EFFICACEMENT	M ^E ANASTASIA BERWALD, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1
COMITÉ CONJOINT CDPDJ-OPHQ-COPHAN-AQIS-AQRIPH SUR L'INCLUSION SCOLAIRE	ÉCHANGER DES INFORMATIONS CONCERNANT LE DOSSIER DE L'INCLUSION SCOLAIRE	DANIEL DUCHARME, CHERCHEUR, RECHERCHE	2
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (MTESS)	ASSURER LA COORDINATION DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	M ^E MARIE CARPENTIER, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE (EN CONGÉ ENTRE AVRIL ET OCTOBRE 2019)	1
COMITÉ POUR FAVORISER L'EMPLOI DURABLE DES PERSONNES JUDICIARISÉES (MTESS)	PROPOSER UNE STRATÉGIE ET DES OUTILS D'INFORMATION ET D'ÉDUCATION, AFIN DE FAVORISER L'EMPLOI DURABLE DES PERSONNES JUDICIARISÉES DANS LE RESPECT DES DROITS	M ^E GENEVIÈVE ST-LAURENT, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	2
COMITÉ SUR LE SECRET PROFESSIONNEL (AMF)	ASSURER LE SUIVI DES PISTES DE SOLUTION RELATIVES AU SECRET PROFESSIONNEL FORMULÉES DANS LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL VISANT À RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ DES PERSONNES AYANT RECOURS À UNE ASSISTANCE DANS LA GESTION DE LEURS BIENS	M ^E CLAIRE BERNARD, DIRECTRICE ADJOINTE, RECHERCHE	AUCUNE
GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ACCESSIBILITÉ DES COMMERCE AUX PERSONNES HANDICAPÉES (OPHQ)	DRESSER UN PORTRAIT DE L'ACCESSIBILITÉ DES PETITS BÂTIMENTS NON-ASSUJETTIS AUX EXIGENCES D'ACCESSIBILITÉ DU CODE DE CONSTRUCTION OÙ SONT OFFERTS DES BIENS ET DES SERVICES COURANTS À LA POPULATION AU QUÉBEC, INCLUANT LES COMMERCE DE PROXIMITÉ, ET IDENTIFIER LES PRINCIPAUX DÉFIS À RELEVER AINSI QUE DES PISTES DE SOLUTION	M ^E KARINA MONTNINY, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	AUCUNE
OBSERVATOIRE SUR LES PROFILAGES (UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL)	PRODUIRE DE NOUVELLES DONNÉES ET ANALYSES AFIN DE FOURNIR DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, JUDICIAIRES ET MÉDIATIVES RÉCENTES SUR LE PHÉNOMÈNE DES PROFILAGES SOCIAL, RACIAL ET POLITIQUE	M ^E EVELYNE PEDNEAULT, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1
PROJET DE RECHERCHE SAVOIRS SUR L'INCLUSION ET L'EXCLUSION DES PERSONNES LGBTQ (2016-2023) (UQAM)	DRESSER UN PORTRAIT QUANTITATIF ET QUALITATIF DES PARCOURS ET DES FORMES CONTEMPORAINES D'INCLUSION/EXCLUSION SOCIALE VÉCUS PAR DES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANS ET QUEER (LGBTQ) RÉSIDANT AU QUÉBEC ET RÉALISER UNE ANALYSE CRITIQUE DES POLITIQUES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES ET CANADIENNES LES CONCERNANT	M ^E ANASTASIA BERWALD, CONSEILLÈRE JURIDIQUE, RECHERCHE	1
RACISME ET RADICALISATION AU QUÉBEC : CARTOGRAPHIE DES DISCOURS SOCIAUX CROISÉS DANS, PAR, SUR ET À TRAVERS LES MÉDIAS (2019-2022) (UQAM)	OBJECTIF GÉNÉRAL : CARTOGRAPHIER CE QUE L'ON DIT SUR LE RACISME, LE POPULISME IDENTITAIRE ET LA RADICALISATION AU QUÉBEC DANS, PAR ET À TRAVERS LES MÉDIAS, ET CE QUI RELEVÉ DU DISCOURS POPULISTE OU RACISTE, VOIRE DU DISCOURS HAINEUX ET RADICALISÉ AU SENS DU DROIT.	JEAN-SÉBASTIEN IMBEAULT, CHERCHEUR, RECHERCHE	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
PUBLIC EDUCATION AND COMMUNITY ENGAGEMENT (PEACE) COMMITTEE/ COMITÉ D'ÉDUCATION DU PUBLIC ET D'ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE (EPEC)	PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE FAÇONS DE FAIRE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES	JULIE DUMONTIER, FACILITATRICE DU COMITÉ	2 RENCONTRES TÉLÉPHONIQUES, COMITÉ ABOLI PAR LA SUITE
RÉSEAU D'ÉDUCATION JURIDIQUE	PARTAGE D'INFORMATIONS ET DE FAÇONS DE FAIRE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES	JULIE DUMONTIER, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	3
TABLE DE VEILLE SUR L'INTÉGRATION EN CAMP DE JOUR MISE SUR PIED PAR L'OBSERVATOIRE QUÉBÉCOIS DU LOISIR	EFFECTUER UNE VEILLE SUR L'INTÉGRATION EN CAMP DE JOUR DES ENFANTS HANDICAPÉS	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY	AUCUNE
CERCLE DE L'ÉDUCATION ET DE L'EMPLOYABILITÉ DU RÉSEAU POUR LA STRATÉGIE URBAINE DE LA COMMUNAUTÉ AUTOCHTONE À MONTRÉAL	VEILLER À CE QUE TOUS LES AUTOCHTONES (PREMIÈRES NATIONS, INUITS ET MÉTIS) DANS LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL AIENT ACCÈS AUX PROGRAMMES ET SERVICES QUI LEUR PERMETTRONT D'ATTEINDRE LEUR PLEIN POTENTIEL PROFESSIONNEL ET ACADÉMIQUE.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY	1
FORUM SOCIO JUDICIAIRE AUTOCHTONE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	DOCUMENTER L'ÉTAT DES SERVICES DISPONIBLES, IDENTIFIER LES PROBLÉMATIQUES ET ASSURER UNE VIGILE; PARTAGER DES INFORMATIONS À CARACTÈRE SOCIO JUDICIAIRE LIÉES AUX ENJEUX SOCIAUX ET AUX ACTIONS POUVANT ÊTRE PRISES CHEZ LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS DU QUÉBEC; FAVORISER LA CONCERTATION DES PARTENAIRES; IDENTIFIER DES MESURES D'ACTIONS CONCRÈTES POUVANT ÊTRE MISES EN PLACE À COURT TERME ET ÉVALUER LES RESSOURCES BUDGÉTAIRES NÉCESSAIRES POUR DONNER SUITE AUX ACTIONS PROPOSÉES.	SUZANNE ARPIN, VICE- PRÉSIDENTE MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION- COOPÉRATION.	2 (+ 2 RENCONTRES DE TRAVAIL DU COMITÉ QUI TRAVAILLE SUR LA MESURE NO.11 PORTANT SUR L'INFORMATION JURIDIQUE)
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL PERMANENT SUR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES	SON MANDAT PRINCIPAL CONSISTE À PROMOUVOIR LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES PEU SPÉCIALISÉS, NOTAMMENT PAR LA MISE EN PLACE DE MÉCANISMES D'INFORMATION ET DE SOUTIEN AFIN D'ASSURER LEUR PROTECTION CONTRE LES ABUS ET L'EXPLOITATION.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION- COOPÉRATION. MARIE CARPENTIER, CONSEILLÈRE JURIDIQUE À LA RECHERCHE	2
COMITÉ ORGANISATEUR DE L'ÉVÈNEMENT KWÉ : À LA RENCONTRE DES PEUPLES AUTOCHTONES (CHAPEAUTÉ PAR L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR)	COORDONNER LES ACTIVITÉS QUI ONT LIEU DANS L'ESPACE MYTHES ET RÉALITÉS LORS DE L'ÉVÈNEMENT KWE.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION- COOPÉRATION.	5 RENCONTRES OFFICIELLES (EN PLUS DE DIZAINES D'APPELS PLUS PONCTUELS AVEC DIFFÉRENTS MEMBRES DU COMITÉ)

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
RÉSEAU INTERUNIVERSITAIRE QUÉBÉCOIS EN ÉQUITÉ, DIVERSITÉ ET INCLUSION (RIQÉDI)	LE RIQÉDI, ORGANISME À BUT NON LUCRATIF, EST UNE COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE. IL A POUR MISSION DE RASSEMBLER LES ACTEURS ET LES ACTRICES DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES QUI ONT LE MANDAT OU LE DÉSIR DE PROMOUVOIR ET D'INTÉGRER LES VALEURS D'ÉQUITÉ, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION (ÉDI) AU SEIN DE LEURS INSTITUTIONS.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION.	2 DU RÉSEAU 2 DU COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA FORMATION 2 DU COMITÉ DE TRAVAIL SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES
COMITÉ AVISEUR DE L'UQAT SUR UN MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES	PARTICIPER À LA RÉFLEXION ET LA RÉVISION DES CONTENUS QUI SERONT INTÉGRÉS À UN NOUVEAU MODULE DE FORMATION EN LIGNE SUR LES RÉALITÉS AUTOCHTONES.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION.	1 (ET TRAVAUX PAR ÉCHANGES COURRIELS)
TABLE DE CONCERTATION SUR LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES (TET) D'AGRICARRIÈRES	LA TABLE DE CONCERTATION VISE À RÉPONDRE À DES OBJECTIFS PRÉCIS : <ul style="list-style-type: none"> • CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION ET LA PROMOTION DES CONDITIONS GLOBALES DES TET ET DES EMPLOYEURS AGRICOLES • OPTIMISER LA COHÉRENCE ET L'EFFICIENCE DES SERVICES ET DES CONTRÔLES • ÉTABLIR DE MEILLEURES COMMUNICATIONS ENTRE TOUS LES INTERVENANTS • ASSURER UNE ACTUALISATION CONSTANTE DES PROGRAMMES SELON LES ENJEUX ÊTRE PROACTIF PAR LA RÉFLEXION DE SOLUTIONS PERTINENTES ET CONCRÈTES.	MÉLISSA GOUPIL-LANDRY, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION.	1 + 1 DU COMITÉ SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL
COMITÉ D'IMPLANTATION STRATÉGIQUE DU PLAN GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉS DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES 2017-2022	ASSURER L'IMPLANTATION ET LA COORDINATION DU PLAN GOUVERNEMENTAL.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	3
COMITÉ NATIONAL AVISEUR – SUIVI DU DÉPLOIEMENT DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX AÎNÉS DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS RÉGIONS : MONTRÉAL – QUÉBEC – CHAUDIÈRE-APPALACHES – OUTAOUAIS – LAURENTIDES – LANAUDIÈRE – MONTÉRÉGIE – NORD DU QUÉBEC – CÔTE-NORD – BAS SAINT-LAURENT – GASPÉSIE- ESTRIE	DÉPLOYER UN PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ RÉGIONAL PRÉVU PAR LA LOI 6.3.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	2 À 3 PAR COMITÉ RÉGIONAL
COMITÉ DE CONSULTATION MULTISECTORIELLE PROVINCIALE POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES AÎNÉES	ÉQUIPE DE CONSULTATION QUI S'ADRESSE SPÉCIFIQUEMENT AUX PROFESSIONNELS CONFRONTÉS À DES SITUATIONS COMPLEXES ET DIFFICILES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES AFIN D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
SOUS-COMITÉ NATIONAL SUR L'INTERVENTION CONCERTÉE EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	FAIRE UN ÉTAT DE SITUATION ENTOURANT L'INTERVENTION EN MALTRAITANCE AUPRÈS DES PERSONNES ÂÎNÉES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS SUR LA PERTINENCE DE LA MISE SUR PIED DE PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS.	GERMAIN ROYER, AGENT D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	1
COMITÉ SUR LES RELATIONS ENTRE INSPECTEURS ET CITOYENS-SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS DE MONTRÉAL	AVISER LA STM EN VUE DE BONIFIER CERTAINES PRATIQUES ET DE L'INFORMER RELATIVEMENT À CERTAINS DOSSIERS EN LIEN AVEC LES INSPECTEURS ET LEUR RÔLE.	MARIE-IRIS LÉGARÉ, AGENTE D'ÉDUCATION-COOPÉRATION	1
COMITÉ DES COMMUNICATIONS DE CASHRA		MEISSOON AZZARIA	1
COMITÉ DE SOUTIEN AUX EMPLOYEURS DES CÉGEPs ET DES COMMISSIONS SCOLAIRES	OUTILLER LES EMPLOYEURS.	LISE SAVOIE, COORDONNATRICE	3
COMITÉ MIXTE : DIVERSITÉ EN SÉCURITÉ INCENDIE AU QUÉBEC	FAVORISER LA DIVERSITÉ DANS LES SERVICES D'INCENDIE.	LISE SAVOIE, COORDONNATRICE	1
COMITÉ PARTENARIAT ENAP	ÉLABORER DES INDICATEURS DE CONFORMITÉ POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS.	KARIMA MOKARRAM	3
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR SUR L'ENTENTE SOCIO-JUDICIAIRE (MALTRAITANCE DES ÂÎNÉS)	DÉTERMINER LES MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE L'ENTENTE (PROJET-PILOTE MENÉ DANS LA MAURICIE) DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	AUCUNE
COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PAM 2017-2022	ÉLABORER LES MESURES AU PLAN D'ACTION CONTRE LA MALTRAITANCE 2017-2022 ET EN ASSURER LE SUIVI.	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	AUCUNE
COMITÉ DE TRAVAIL SUR LA TERMINOLOGIE (MALTRAITANCE)	ÉLABORER DÉFINITION DE LA MALTRAITANCE AUX FINS DU PAM.	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS + GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD, DIRECTION ADJOINTE DE L'ÉDUCATION ET COMMUNICATIONS	5
SOUS-COMITÉ CONCERNANT L'APPLICATION DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS À TOUTE AUTRE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ	DÉPOSER UN RAPPORT AU COMITÉ NATIONAL AVISEUR. DÉFINIR CE QUE L'ON ENTEND PAR TOUTE PERSONNE MAJEURE EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ. DOCUMENTER LES ENJEUX ACTUELS ENTOURANT LEUR INCLUSION DANS LE DÉPLOIEMENT DES PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC. FORMULER DES RECOMMANDATIONS INCLUANT UN ÉCHÉANCIER.	MICHÈLE MOREAU, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA DÉFENSE DES DROITS	AUCUNE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA	ASSURER UNE STRUCTURE PERMETTANT D'ÉCHANGER DE L'INFORMATION ET DES POINTS DE VUE AU SUJET DES BESOINS ET SERVICES JURIDIQUES AINSI QUE DE DISCUTER DE PROBLÈMES EXISTANTS ET DE L'ÉVOLUTION DES DIVERS RÉGIMES, DE MÊME QUE DE DIVERS ASPECTS DE L'AIDE JURIDIQUE ET DE QUESTIONS PUBLIQUES PERTINENTES QUI REPRÉSENTENT UN INTÉRÊT NATIONAL EN MATIÈRE D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL	4
GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT SUR L'AIDE JURIDIQUE FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (GTP-FPT)	COMPTE TENU DE L'IMPORTANCE DE L'AIDE JURIDIQUE POUR : <ul style="list-style-type: none">FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES ET DÉFAVORISÉES SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE, ETLE FONCTIONNEMENT ÉQUITABLE, EFFICACE ET EFFICIENT DU SYSTÈME DE JUSTICE LE GROUPE DE TRAVAIL PERMANENT FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR L'AIDE JURIDIQUE (GTP) DOIT CONSEILLER ET SOUTENIR LES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE POUR ASSURER LA PRESTATION DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX PERSONNES ADMISSIBLES, Y COMPRIS CELLES QUI SONT ACCUSÉES D'INFRACTIONS CRIMINELLES ET CELLES QUI ONT BESOIN D'AIDE JURIDIQUE DANS LES AFFAIRES LIÉES À L'IMMIGRATION ET AU STATUT DE RÉFUGIÉ, AU MOYEN D'UN PARTENARIAT CONTINU ET D'UNE CONSTANTE COLLABORATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL, PROVINCIAUX ET TERRITORIAUX ET LES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE.	ME MARIE-CLAUDE MARCIL M. YVES BOISVERT	14
FORUM DE DISCUSSION SUR LES MÉGAPROCÈS	COMITÉ MIS SUR PIED AFIN D'ASSURER LE SUIVI DU RAPPORT BOUCHARD.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	AUCUNE
TABLE JUSTICE QUÉBEC SUR LES DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE	DISCUTER DES ENJEUX LIÉS AUX DÉLAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE, NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'ARRÊT JORDAN.	ME YVAN NIQUETTE ME DANIEL LAFRANCE	AUCUNE
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE RENCONTRE, CONSULTATIONS RÉALISÉES PAR COURRIEL.
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES.	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE.	MME JOANNE HERRON	2
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRE À LUI.	ME YVAN NIQUETTE	1
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX	ASSURER LA QUALITÉ DES COMMUNICATIONS EXTERNES.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	ME RICHARD LA CHARITÉ	AUCUNE
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	CETTE TABLE A POUR OBJECTIF D'ÉCHANGER SUR LES OUTILS, LES PRATIQUES ET LES ORIENTATIONS EN MATIÈRE DE PETITES CRÉANCES.	ME ODETTE LEGENDRE	AUCUNE
COMITÉ DE PARTIES PRENANTES DU BUREAU DE LA TRANSFORMATION ORGANISATIONNELLE	DISCUTER DES ENJEUX RELATIVEMENT À LA JUSTICE SANS PAPIER.	ME DANIEL LAFRANCE	1

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ RÉGIONAL MIXTE DES REPRÉSENTANTS DE LA JUSTICE PÉNALE	FACILITER LA COMMUNICATION POUR LA RECHERCHE DE SOLUTIONS PRATIQUES DANS LA GESTION DES DOSSIERS AVEC DES PARTENAIRES DES AUTRES MINISTÈRES DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA.	M ^E SONIA PAQUET	2 RENCONTRES ET 2 CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA (CHLC)	DISCUTER DES MODIFICATIONS À APPORTER AUX LOIS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE.	M ^E NICOLAS ABRAN (JUSQU'AU MOIS D'OCTOBRE 2019) M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (JUSQU'EN JANVIER 2020) M ^E MARIE-CLAUDE BOURASSA (DEPUIS OCTOBRE 2019) M ^E ANNY BERNIER (EN REMPLACEMENT DE M ^E CHLOÉ ROUSSELLE)	1 RENCONTRE RÉGULIÈRE, 1 RENCONTRE EXTRAORDINAIRE SUR LA TRANSFORMATION DE LA CHLC PLUSIEURS CONFÉRENCES TÉLÉPHONIQUES
COMITÉ DIRECTEUR INTERSECTORIEL SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	CRÉATION ET MISE EN PLACE D'UNE OFFRE DE SERVICES MULTIDISCIPLINAIRES INTÉGRÉS DANS UN SEUL LIEU POUR LES ENFANTS VICTIMES D'ABUS PHYSIQUES, SEXUELS OU DE MALTRAITANCE AINSI QUE POUR LEURS PARENTS, ET CE, PAR LES M/O PARTENAIRES DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES AUX PRISES AVEC CES PROBLÉMATIQUES.	M ^E CLAUDINE LAURIN M ^E CARMEN RIOUX	3
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS – SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	COMITÉ FORMÉ DES HAUTS DIRIGEANTS DES ORGANISMES PARTENAIRES DU SIAM CHARGÉ DE DÉTERMINER LES ORIENTATIONS DU PROJET.	M ^E CLAUDINE LAURIN	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (PAM)	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS LE NOUVEAU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES.	M ^E CLAUDINE LAURIN	AUCUNE
COMITÉ DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES (PAM)	ASSURER LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES 2017-2022.	M ^E SOPHIE PROULX (DÉCEMBRE 2019 À MARS 2020) M ^E MAYA DUCASSE-HATHI (AVRIL À JUIN 2019)	2
COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIO JUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	DÉVELOPPER UNE APPROCHE GOUVERNEMENTALE COHÉRENTE VIS-À-VIS L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS CHACUNE DES RÉGIONS DU QUÉBEC.	M ^E CLAUDINE LAURIN	1
COMITÉS RÉGIONAUX POUR L'IMPLANTATION DE L'ENTENTE-CADRE NATIONALE POUR LUTTER CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	STRUCTURER UNE RÉPONSE RAPIDE AUX CAS LES PLUS GRAVES DE MALTRAITANCE EN ASSURANT NOTAMMENT UN PARTAGE D'INFORMATIONS ET UNE FAÇON DE FAIRE ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS. ASSISTER ET PARTICIPER AUX DISCUSSIONS ET TRAVAUX DES RENCONTRES.	M ^E PASCAL DOSTALER	AUCUNE
COMITÉ AVISEUR DU PROJET PROVINCIAL D'ENTENTE POUR LA MISE EN PLACE D'UNE PROCÉDURE D'INTERVENTION SOCIO JUDICIAIRE CONCERNANT LES FORMES CRIMINELLES ET PÉNALES DE MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	ASSURER LA COORDINATION DE L'IMPLANTATION DU PROJET D'ENTENTE SOCIO JUDICIAIRE RELATIVE AUX PERSONNES ÂÎNÉES DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS : CONSEILLER, PROPOSER AU COMITÉ NATIONAL DIRECTEUR UNE STRATÉGIE D'IMPLANTATION ET DE SUIVI DU PROJET; TRANSMETTRE AU COMITÉ NATIONAL TOUTE INFORMATION PERTINENTE; SOUTENIR L'IMPLANTATION DU PROJET ET VEILLER À SON BON DÉROULEMENT DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS; DÉVELOPPER LES OUTILS NÉCESSAIRES À L'IMPLANTATION NATIONALE DU PROJET; RENDRE COMPTE DES PROGRÈS DU PROJET AUX COMITÉS DIRECTEURS ET RÉGIONAUX ET PRODUIRE UN BILAN ANNUEL DE L'IMPLANTATION DU PROJET AU PLAN PROVINCIAL.	M ^E CLAUDINE LAURIN	AUCUNE
COMITÉ DES RESPONSABLES NATIONAUX DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE	ASSURER LE SUIVI DE L'APPLICATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'ABSENCE DE SOIN MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE); PAR TOUS LES PARTENAIRES CONCERNÉS. LE DPCP PARTICIPE AUX TRAVAUX VISANT LA MISE À JOUR DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE.	M ^E CARMEN RIOUX	8
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS D'ENFANTS	ÉTUDE SYSTÉMATIQUE DES CAS DE DÉCÈS D'ENFANTS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER EN VUE DE DÉGAGER DES CONSTATS ET ENJEUX SYSTÉMIQUES : <ul style="list-style-type: none"> • S'ASSURER DE L'EXISTENCE ET DE L'UTILISATION APPROPRIÉE DES OUTILS, PROTOCOLES ET MÉTHODES D'ENQUÊTE DES DÉCÈS D'ENFANTS; • ÉCLAIRER LE CORONER INVESTIGATEUR SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES; • PROMOUVOIR DES PRATIQUES EXEMPLAIRES. 	M ^E CARMEN RIOUX	4

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES	PROPOSER DES ACTIONS OU UNE STRATÉGIE AUX AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE, DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES.	M ^E ANNICK MURPHY M ^E CLAUDINE LAURIN	5
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE	ASSURER LA COORDINATION DE L'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. IL RELÈVE DU COMITÉ DES SOUS-MINISTRES – DOSSIERS VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSIONS SEXUELLES.	M ^E CARMEN RIOUX (VIOLENCES SEXUELLES) M ^E ANNICK DUMONT (VIOLENCE FAMILIALE ET CONJUGALE)	2 RENCONTRES EN VIOLENCE CONJUGALE (VC)
COMITÉ D'EXAMEN DES DÉCÈS LIÉS À LA VIOLENCE CONJUGALE	RELEVANT DU CORONER EN CHEF, LE COMITÉ EXERCE TROIS RÔLES EN REGARD DES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE AU QUÉBEC : <ul style="list-style-type: none"> ÉTUDE D'UN CERTAIN NOMBRE DE CAS DE DÉCÈS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN AVIS AU CORONER ET POUR LESQUELS LE CORONER A TERMINÉ SON INVESTIGATION; FOURNIR, À LA DEMANDE EXPRESSE DU CORONER INVESTIGATEUR, DES CONSEILS POUR ÉCLAIRER CE DERNIER SUR DES QUESTIONS SPÉCIFIQUES OU POUR L'AIDER À FORMULER DES RECOMMANDATIONS PERTINENTES; FORUM DE DISCUSSION POUR LE PARTAGE DES CONNAISSANCES EN LIEN AVEC LES DÉCÈS SURVENUS DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. À CE TITRE, IL CONTRIBUE À BONIFIER, AU BESOIN, LES PRATIQUES, LES PROTOCOLES ET LES POLITIQUES INTERNES DES ORGANISMES EN CAUSE. 	M ^E ANNICK DUMONT M ^E CARMEN RIOUX (REMPLACEMENT DE M ^E DUMONT PENDANT UNE CERTAINE PÉRIODE)	6
TABLE DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ	DISCUTER DES ENJEUX EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE. LA TABLE CENTRALE DE COORDINATION CONSTITUE LE FORUM OÙ SONT DISCUTÉES ET PROPOSÉES DES ORIENTATIONS SUR DES SUJETS D'INTÉRÊT PROVINCIAL. ELLE ASSURE GÉNÉRALEMENT LE SUIVI DES TRAVAUX EFFECTUÉS PAR LES TABLES DE CONCERTATION RÉGIONALES.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT M ^{ME} MARIE-ÉLISABETH O'NEILL	1
TABLE DE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE DE MONTRÉAL	CONNAÎTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. AGIR DE FAÇON CONCERTÉE DANS LA MESURE DU POSSIBLE. ASSISTER ET PARTICIPER AUX DISCUSSIONS ET TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E PASCAL DOSTALER	2
COMITÉ DE LA COUR DU QUÉBEC À MONTRÉAL DE SUIVI EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	COMITÉ VISANT À RÉUNIR DES REPRÉSENTANTS DE LA MAGISTRATURE, DU DPCP ET DE LA DÉFENSE AFIN DE MAINTENIR UN TRAITEMENT OPTIMAL DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. ASSISTER ET PARTICIPER AUX DISCUSSIONS ET TRAVAUX DES RENCONTRES.	M ^E PASCAL DOSTALER M ^E SIMON BOULIANNE	3
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION	COLLABORER À L'ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE STRATÉGIE EN MATIÈRE D'IMMIGRATION, DE DIVERSITÉ ET D'INCLUSION.	M ^E ANNICK DUMONT	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC	RÉALISER LA MESURE 38.2 CONCERNANT LA SÉCURITÉ TRANSFRONTALIÈRE DE LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC. PARTICIPER AUX TRAVAUX VISANT L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE POLITIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC.	M ^E JOANNE MARCEAU M ^E SONIA PAQUET	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 <i>LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.</i>	M ^E SONIA PAQUET	AUCUNE
COMITÉ QUÉBÉCOIS DE COORDINATION DU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)	COORDONNER LA MISE EN APPLICATION HARMONIEUSE DU PTTCQ AU QUÉBEC	M ^E SONIA PAQUET (JUSQU'EN OCTOBRE 2019) M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS OCTOBRE 2019) PUVIRNITUQ : M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD CÔTE-NORD : AUCUN MEMBRE DU DPCP MONTRÉAL : M ^E CAROLINE DULONG	1
COMITÉ RESTREINT PTTCQ - MONTRÉAL	DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SERVICES ACCRUE ET STRUCTURÉE AUX CONTREVENANTS AUX PRISES AVEC UN PROBLÈME DE CONSOMMATION DE SUBSTANCES PSYCHOACTIVES QUI CONTRIBUE À DIMINUER LES RISQUES DE RÉCIDIVE CRIMINELLE. LES TRAVAUX LIÉS À L'IMPLANTATION D'UNE DEUXIÈME PHASE DU PTTCQ (OUVERTURE DU PROGRAMME AUX CONTREVENANTS EN LIBERTÉ) ONT ÉTÉ EXÉCUTÉS EN COURS D'ANNÉE 2019. COMITÉ REGROUPANT PLUSIEURS MINISTÈRES ET ORGANISMES AYANT PARTICIPÉ À LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME : DPCP, MJQ, MAGISTRATURE COUR DU QUÉBEC, MSP, AIDE JURIDIQUE, CENTRE DE RÉADAPTATION EN DÉPENDANCE DE MONTRÉAL – CIUSSS, AVOCATS DE LA DÉFENSE.	M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE M ^E CAROLINE DULONG M ^E LISE ARCHAMBAULT	3
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	PARTICIPER À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE VISANT L'ACCESSIBILITÉ ET L'ACCOMPAGNEMENT DE CLIENTÈLES FRAGILES ET VULNÉRABLES CONFRONTÉES AU SYSTÈME DE JUSTICE ET PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE.	M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND (JUSQU'EN OCTOBRE 2019) M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS OCTOBRE 2019)	AUCUNE
COMITÉ TRAJECTOIRE SANTÉ MENTALE (TJSM)	AMÉLIORATION DU TRAITEMENT DES DOSSIERS QUI IMPLIQUENT DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DE LA COMMUNICATION ENTRE LES PARTENAIRES POUR DIMINUER LA DÉTENTION PROLONGÉE DES ACCUSÉS QUI ONT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE. AMÉLIORATION DU SUIVI À LA COUR DES DOSSIERS DANS LESQUELS DES CONDITIONS DE MISE EN LIBERTÉ IMPOSENT AUX ACCUSÉS DE SE PRÉSENTER EN PSYCHIATRIE, EN COLLABORATION AVEC LE SPVM, LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE, L'AIDE JURIDIQUE, LE SCP, LES CIUSSS, L'INPL-PINEL, LE MSP.	M ^E CAROLINE DULONG M ^E DOMINIQUE POTVIN M ^E PASCAL DOSTALER M ^E DIANE MULINDA M ^{ME} AMÉLIE SANSFAÇON (ATTACHÉE D'ADMINISTRATION)	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
TABLE DE CONCERTATION MONTRÉLAISE EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	DISCUSSIONS SUR LES ENJEUX RÉSULTANT DE LA SITUATION EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE EN RELATION AVEC LES POURSUITES CRIMINELLES. IDENTIFICATION DES PROBLÈMES EN VUE DE TROUVER DES SOLUTIONS QUI PERMETTRONT D'AMÉLIORER L'ARRIMAGE ENTRE LE SYSTÈME DE SANTÉ ET LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE, EN COLLABORATION AVEC LE SPVM, LES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, LES AVOCATS DE LA DÉFENSE, L'AIDE JURIDIQUE, LE SCP, LES CIUSSS, L'INPL-PINEL, LE MSP.	M ^E CAROLINE DULONG M ^E DIANE MULINDA	1
TABLE INTERMINISTÉRIELLE EN ITINÉRANCE	LA TABLE ASSURE LA PLANIFICATION ET LA RÉALISATION DES TRAVAUX INHÉRENTS À LA POLITIQUE NATIONALE DE LUTTE À L'ITINÉRANCE ET AU PLAN D'ACTION QUI EN DÉCOULERA SOUS LA COORDINATION DU MSSS.	M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND (JUSQU'EN OCTOBRE 2019) M ^E JOANNE MARCEAU M ^E NICHOLAS PINEL (DEPUIS OCTOBRE 2019)	3
RÉSEAU D'ALERTE GOUVERNEMENTAL (CERT/AQ)	PLATEFORME DE PARTAGE DE L'INFORMATION ENTRE LES COORDONNATEURS ORGANISATIONNELS DE GESTION DES INCIDENTS.	M. DOMINIC SAINDON	17
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	M ^E CLAUDINE LAURIN M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND M ^E PATRICIA JOHNSON	1
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	M ^E MELISSA-ANN MCFARLAND M ^E PATRICIA JOHNSON	AUCUNE
SOUS-COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA RADICALISATION AU QUÉBEC	METTRE EN ŒUVRE LE PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2015-2018 <i>LA RADICALISATION AU QUÉBEC : AGIR, PRÉVENIR, DÉTECTER ET VIVRE ENSEMBLE.</i>	M ^E NICHOLAS PINEL	AUCUNE
SOUS-COMITÉ RESPONSABLE DU VOLET AUTOCHTONE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE	IL RELÈVE DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE. CE COMITÉ VISE L'ÉLABORATION DE MESURES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE DESTINÉES À LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	M ^E CARMEN RIOUX	2
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DES DIRECTIVES ET DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. RICHARD LAURIN	1
FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	FAVORISER UNE MEILLEURE COLLABORATION ET CONCERTATION EN MATIÈRE DE SERVICES SOCIAUX, POLICIERS, CORRECTIONNELS ET JUDICIAIRES ET REFLÉTER LA VOLONTÉ, DE LA PART DES MILIEUX AUTOCHTONES, DE SE PRENDRE EN CHARGE.	M ^E MARIE-CHANTAL BRASSARD M ^E ANNY BERNIER	2
COMITÉ INTERSECTORIEL SUR L'APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (LSJPA)</i>	FAVORISER LA CONCERTATION DES INTERVENANTS EN MATIÈRE DE JUSTICE CRIMINELLE POUR LES MINEURS ET FAIRE LE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA <i>LSJPA</i> AU NIVEAU PROVINCIAL.	M ^E SOPHIE LAMARRE	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL SUR L'INTIMIDATION	COMITÉ REGROUPANT PLUSIEURS MINISTÈRES AYANT PARTICIPÉ À LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION « ENSEMBLE CONTRE L'INTIMIDATION, UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE » ET QUI A POUR MANDAT D'EN ASSURER LE SUIVI. M/O PARTICIPANTS : MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MINISTÈRE DE LA FAMILLE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA DIVERSITÉ ET DE L'INCLUSION MINISTÈRE DE LA JUSTICE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE BUREAU DE LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES SECRÉTARIAT AUX AÎNÉS SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE SECRÉTARIAT À LA COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SECRÉTARIAT DU TRAVAIL	M ^E SOPHIE LAMARRE	1
TABLE PROVINCIALE DE CONCERTATION SUR LA VIOLENCE, LES JEUNES ET LE MILIEU SCOLAIRE (TPCVJMS)	CONSULTATIONS ET RÉFLEXIONS COMMUNES DE DIFFÉRENTS INTERVENANTS QUI ŒUVRENT AUPRÈS DES JEUNES POUR LE SUIVI DU PLAN D'ACTION CONCERTÉ DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION.	M ^E SOPHIE LAMARRE	4
COMITÉ STRATÉGIQUE ACCES CONSTRUCTION	REPOSITIONNER ACCES CONSTRUCTION. ENTÉRINER LES ACTIONS DU COMITÉ DIRECTEUR ET DES COMITÉS <i>AD HOC</i> .	M ^E KAREN BÉDARD	AUCUNE
COMITÉ DIRECTEUR ACCES CONSTRUCTION	CONTRIBUER, PAR DES ACTIONS CONCERTÉES, À ACCROÎTRE LA CONFORMITÉ DES ENTREPRENEURS, DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DE LA CONSTRUCTION À L'ÉGARD DES DIVERSES OBLIGATIONS LÉGALES AUXQUELLES ILS SONT ASSUJETTIS.	M ^E KAREN BÉDARD M ^E MARIE-PIER CHAMPAGNE	4
COMITÉ DES COORDONNATEURS ACCES ALCOOL	DÉTERMINER LES MEILLEURES PRATIQUES EN TERMES D'INSPECTION ET DÉFINIR LE CADRE DES POURSUITES QUI SERONT SOUMISES RELATIVEMENT AUX LOIS EN MATIÈRE DE BOISSONS ALCOOLIQUES.	M ^E ÉTIENNE PROTEAU	2
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT EN LÉGISLATION	EFFECTUER DES ÉCHANGES SUR DIVERS SUJETS TOUCHANT LA LÉGISLATION.	M ^E JULIE NADEAU M ^E NICOLAS GLENDENNING (JUSQU'EN JUILLET 2019)	2
COMITÉ PERMANENT CONJOINT DE LIAISON ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES	S'ASSURER QUE LES DOSSIERS SOULEVANT DES QUESTIONS JURIDIQUES D'INTÉRÊT COMMUN REÇOIVENT UN TRAITEMENT APPROPRIÉ.	M ^E NICOLAS ABRAN M ^E BENOÎT LAUZON	AUCUNE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ D'EXPLOITATION ET D'INTÉGRATION DE PROJET (PHASE 3) EN MATIÈRE DE RADAR PHOTO	COORDONNER LES TRAVAUX DES DIFFÉRENTS COMITÉS DE LA PHASE 3 ET S'ASSURER DU RESPECT DES ÉCHÉANCIERS.	M ^E KATHY BERGERON	4
COMITÉ SUR L'ACCÉLÉRATION DES AUDIENCES EN MATIÈRE PÉNALE	EXAMINER LA SITUATION ET TROUVER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.	M ^E KAREN BÉDARD	4
SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL EN LIEN AVEC L'ARRÊT <i>JORDAN</i> – TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE	RÉVISER DIFFÉRENTS PROCESSUS ET PROPOSER DES SOLUTIONS POUR ACCÉLÉRER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS EN MATIÈRE PÉNALE.	M ^E KAREN BÉDARD M ^E KATHY BERGERON	AUCUNE
TACTIQUE ACCES TABAC	LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC, ÉTABLIR LES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES. SUPERVISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, CE COMITÉ SIÈGE DEUX FOIS PAR ANNÉE ET IL EST COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS D'ORGANISMES PUBLICS ŒUVRANT À LA LUTTE À LA CONTREBANDE DE TABAC. IL PERMET D'ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES ET DE CIBLER DES PHÉNOMÈNES ÉMERGENTS.	M ^E BETTY LAURENT	2
COMITÉ DE PLANIFICATION ET DE SUIVI CONCERNANT LES CRIMES FINANCIERS À INCIDENCE FISCALE ACCEF	ASSURER LA RÉALISATION DES TRAVAUX APPROUVÉS PAR LE COMITÉ STRATÉGIQUE. IDENTIFIER LES GRANDS AXES D'INTERVENTION DES UNITÉS D'ENQUÊTE, S'ASSURER DE LEUR MISE EN ŒUVRE ET RENDRE DES COMPTES AU COMITÉ STRATÉGIQUE.	M ^E MICHEL GREENE M ^E PAUL J. MERCIER M ^E CLAUDE GIRARD	2
COMITÉ TACTIQUE AMF-RQ-SQ	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS POLICIÈRES EN MATIÈRE DE FRAUDE FISCALE EN PARTENARIAT AVEC RQ ET L'AMF.	M ^E PAUL J. MERCIER	3
COMITÉ DIRECTEUR DE L'AMF	ASSURER LA COORDINATION DES OPÉRATIONS ET DÉTERMINER L'ORIENTATION DES DOSSIERS EN MATIÈRE DE CRIMES COMMIS SUR LES MARCHÉS FINANCIERS. CE COMITÉ SERT SURTOUT À FAIRE UN SUIVI SUR LES DOSSIERS EN COURS ET CEUX À VENIR.	M ^E PAUL J. MERCIER	3
COMITÉ SUR LES TAUX D'ALCOOLÉMIE ET LES SANCTIONS ADMINISTRATIVES	EXAMINER LES POSSIBILITÉS AFIN D'IMPLANTER DES SANCTIONS ADMINISTRATIVES POUR LES INFRACTIONS RELATIVES À LA CONDUITE AVEC FACULTÉS AFFAIBLIES.	M ^E KATHY BERGERON M ^E JACQUES BLAIS	AUCUNE
NATIVE ROUND TABLE	VISANT À RAPPROCHER ET HARMONISER LA COMMUNAUTÉ JUDICIAIRE AUTOCHTONE D'AKWESASNE DANS LE DISTRICT DE BEAUHARNOIS (VALLEYFIELD). LES SUJETS ABORDÉS CONCERNENT PRINCIPALEMENT DES SITUATIONS OU DES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LA COMMUNAUTÉ EN LIEN AVEC LE SYSTÈME JUDICIAIRE.	M ^E PIERRE-OLIVIER GAGNON	4
PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX (PHARE)	PRÉVENTION DES HOMICIDES INTRAFAMILIAUX PAR DES ACTIONS RAPIDES ET ENGAGÉES, PASSANT PAR LA CRÉATION DE CELLULES DE CRISE POUR GÉRER DES SITUATIONS URGENTES. PARTICIPATION DES INTERVENANTS TERRAIN À DES FORMATIONS.	M ^E PIERRE-OLIVIER GAGNON	6 (CELLULES DE CRISE)
COMITÉ D'ARRIMAGE DES SERVICES POUR LES PROCHES DE PERSONNES DÉCÉDÉES À LA SUITE D'UN ACTE CRIMINEL (COMITÉ HOMICIDE)	LE COMITÉ VISE À FAVORISER LES ÉCHANGES D'EXPERTISE ET DÉVELOPPER DES PRATIQUES CONCERTÉES AFIN D'OFFRIR AUX PROCHES ENDEUILLÉS DES SERVICES RÉPONDANT MIEUX À LEURS BESOINS DÉCOULANT DE L'ACTE CRIMINEL COMMIS. PARTICIPANTS : DPCP, CAVAC, SPVM ET SQ.	M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
RÉSEAU DES PARTENAIRES CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES	PRÉVENTION DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES PAR LA PARTICIPATION À DES GROUPES DE DISCUSSION ENTRE DIFFÉRENTS INTERVENANTS À TRAVERS LE DISTRICT.	M ^E PIERRE-OLIVIER GAGNON	6
GROUPE DE TRAVAIL QUÉBEC – COURS MUNICIPALES	L'OBJECTIF DE CE COMITÉ EST D'ASSURER LE PARTAGE DES INFORMATIONS ET DES MEILLEURES PRATIQUES ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES AFIN QUE LE TRAITEMENT DES JUSTICIABLES SOIT UNIFORME DANS LA PROVINCE.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT M ^E ANNY BERNIER	1
COMITÉ DIRECTEUR SUR LES MÉGAPROCÈS	M ^E JOANNE MARCEAU COPRÉSIDE AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE CE COMITÉ QUI ASSURE AVEC LES PARTENAIRES POLICIERS UN SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU RAPPORT BOUCHARD.	M ^E BETTY LAURENT M ^E PAUL J. MERCIER M ^E MARLÈNE ARCHER M ^E JOANNE MARCEAU M ^E MICHEL GREENE M ^E NICOLAS POULIN M ^E SARAH-JULIE CHICOINE M ^E DANNY LEMIEUX M ^E MAXIME LACOURSIÈRE M ^E CLAUDE GIRARD	1 RENCONTRE 1 CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE
COMITÉS SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE CRIMINELLE POUR LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL (2014 JUSQU'À MAINTENANT)	SON BUT EST DE MINIMISER LES PROBLÉMATIQUES DE LOGISTIQUE ENTOURANT LES NOMBREUSES PROCÉDURES JUDICIAIRES SE DÉROULANT AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL. SIÉGEANT SUR UNE BIMESTRIELLE, CE COMITÉ REGROUPE NOTAMMENT LES JUGES COORDONNATEURS DE LA COUR DU QUÉBEC, LE PROCUREUR EN CHEF DU DISTRICT DE MONTRÉAL, LE PROCUREUR EN CHEF DU SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA, LES SERVICES DES AFFAIRES JURIDIQUES SPVM, LE DIRECTEUR DES SERVICES JUDICIAIRES PÉNAUX AINSI QUE L'AGENT DE LIAISON DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL.	M ^E MARTIN CHALIFOUR M ^E BETTY LAURENT	2
COMITÉ DE LIAISON - COUR SUPÉRIEURE, CHAMBRE CRIMINELLE – DIVISION DE MONTRÉAL	OUVRIR UN DIALOGUE ENTRE LES DIVERS PARTENAIRES EN CIBLANT LES ENJEUX MAJEURS LIÉS AU CHEMINEMENT DES DOSSIERS À LA COUR SUPÉRIEURE ET À L'APPLICATION DES RÈGLES DE PRATIQUE. TROUVER DES PISTES DE SOLUTION PRATIQUES.	M ^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE	4
COMITÉ VÉRIFICATION ET OBSERVATION INTERSECTORIEL DES ENQUÊTES EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE (VOIE)	EFFECTUER LA RÉVISION DE DOSSIERS DE VIOLENCES SEXUELLES FERMÉS, NON FONDÉS OU NON RÉSOLUS PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. IDENTIFIER LES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENQUÊTE RELATIVE AUX CRIMES DE VIOLENCE SEXUELLE.	M ^E CARMEN RIOUX M ^E NADINE HAVIERNICK	3
COMITÉ CONSULTATIF EN VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE.	POURSUIVRE LES RÉFLEXIONS SUR LES MESURES INNOVANTES À METTRE EN PLACE POUR MIEUX ACCOMPAGNER LES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE AFIN DE FACILITER LEUR PASSAGE DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE.	M ^E CARMEN RIOUX M ^E ANNICK DUMONT	1

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ MULTISECTORIEL SUR LA VIOLENCE CONJUGALE – FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES (ACTION 47)	ENGAGER UNE CONCERTATION ENTRE ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET ORGANISMES EXPERTS DANS L'OBJECTIF D'IDENTIFIER DE FAÇON CIBLÉE LES PROBLÉMATIQUES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, DE RECENSER LES OUTILS EXISTANTS DÉVELOPPÉS PAR LES ORGANISMES EXPERTS ET DE FACILITER UN MEILLEUR ACCÈS À DES SERVICES DÉJÀ OFFERTS POUR LES FEMMES IMMIGRÉES ET RACISÉES.	M ^E MAYA DUCASSE-HATHI (JUSQU'EN MAI 2019)	2
COMITÉ ACTION CONCERTÉE : ENTENTE MULTISECTORIELLE RELATIVE AUX ENFANTS VICTIMES D'ABUS SEXUELS, DE MAUVAIS TRAITEMENTS PHYSIQUES OU D'UNE ABSENCE DE SOINS MENAÇANT LEUR SANTÉ PHYSIQUE (ENTENTE MULTISECTORIELLE) : QU'EN EST-IL 15 ANS PLUS TARD?	CONSEILLER ET SUIVRE L'ÉVOLUTION DE LA RECHERCHE VISANT À ÉVALUER L'IMPLANTATION DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE ET SES EFFETS SUR LES ENFANTS VICTIMES DE CES CRIMES, EN RESPECT DE L'ACTION 53 DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 POUR LAQUELLE LE DPCP A LE STATUT DE COLLABORATEUR.	M ^E CARMEN RIOUX M ^E PATRICIA JOHNSON	2
TABLE DE CONCERTATION EN AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (DPCP, SPVM, CALACS, CAVAC)	AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX VICTIMES. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E RACHELLE PITRE	9
TABLE DES PARTENAIRES DE LA FONDATION MARIE VINCENT (DPCP, SSPVM, SQ, DPJ, HÔPITAL STE-JUSTINE)	AMÉLIORATION DU SOUTIEN AUX VICTIMES. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E RACHELLE PITRE	4
COMITÉ D'ARRIMAGE DE L'ENTENTE MULTISECTORIELLE DE MONTRÉAL (DPCP, DPJ, SPVM, COMMISSIONS SCOLAIRES, MSSS)	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E RACHELLE PITRE	4
COMITÉ DES CENTRES DÉSIGNÉS DE MONTRÉAL QUANT AU FORMULAIRE DE CONSENTEMENT DE LA TROUSSE MÉDICO-LÉGALE (DPCP, SPVM, SQ, MJQ, LABORATOIRE DE SCIENCES JUDICIAIRES E DE MÉDECINE LÉGALE DE MONTRÉAL)	ÉLABORATION D'UN NOUVEAU FORMULAIRE DE TROUSSE. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E RACHELLE PITRE	9
COMITÉ STRATÉGIQUE PROVINCIAL DHR (DPCP, SPVM, SQ, SCC)	ÉCHANGE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES EN MATIÈRE DE DÉLINQUANTS À HAUT RISQUE (DHR). ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E RACHELLE PITRE M ^E SARAH TRIDI M ^E MÉLANIE HADDAD	1
TABLE DES COORDONNATEURS PROVINCIAUX EN MATIÈRE D'ENLÈVEMENT PARENTAL INTERNATIONAL (DPCP, SPVM, SQ, GRC, MJQ, ENFANTS RETOUR)	AMÉLIORATION DES PRATIQUES ENTRE PARTENAIRES. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E JÉRÔME LAFLAMME	1
COMITÉ INTERSECTORIEL EN MATIÈRE D'EXPLOITATION (DPCP, SSPVM, CAVAC)	UNIFORMISATION DES PRATIQUES EN MATIÈRE DE PROXÉNÉTISME. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E RACHELLE PITRE M ^E ÉRIC DE CHAMPLAIN	3
TABLE LOCALE D'ACCESSIBILITÉ DES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN DE MANIWAKI	LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS S'ENTENDENT POUR DÉFINIR LEURS ENGAGEMENTS ET LES MÉCANISMES DE COORDINATION EN VUE D'ACCROÎTRE ET FACILITER LA COLLABORATION ET LA COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS AU SEIN DE LA RÉGION DE MANIWAKI DE MANIÈRE À RÉPONDRE LE PLUS ADÉQUATEMENT POSSIBLE AUX BESOINS DE LA CLIENTÈLE AUTOCHTONE.	M ^E SIMON-PIER COSSETTE	4
RENCONTRE DU RÉSEAU INTERMINISTÉRIEL EN INFORMATION DE GESTION RH	FAVORISER LA SYNERGIE ENTRE LES PERSONNES ŒUVRANT EN INFORMATION DE GESTION RH AU SEIN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES. PERMETTRE LE PARTAGE DE CONNAISSANCES ET CONTRIBUER À L'ÉVOLUTION DE CETTE EXPERTISE.	M ^{ME} CAROLINE MORISSETTE	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC	LA MISSION DU FORUM EST DE PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC.	M ^{ME} ISABELLE GAGNON LES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC	3
COMITÉ DES PARTIES PRENANTES – TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DU BUREAU DES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA COHÉRENCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE L'INTÉGRATION HARMONIEUSE DES EFFORTS DE CHACUN D'EUX AVEC LES ÉQUIPES ŒUVRANT À LA TRANSFORMATION.	M ^E VINCENT MARTINBEAULT	1
COMITÉ DES HAUTS DIRIGEANTS	CE COMITÉ, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA SOUS-MINISTRE DE LA JUSTICE, A POUR MANDAT D'ASSURER LA GOUVERNANCE DES TRAVAUX RÉALISÉS DANS LE CADRE DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. IL RÉUNIT DONC LES HAUTS DIRIGEANTS DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET ASSURE UN <i>LEADERSHIP</i> STRATÉGIQUE DANS LE DÉPLOIEMENT ET LA RÉALISATION DE LA TRANSFORMATION.	M ^E ANNICK MURPHY M ^E VINCENT MARTINBEAULT	3
COMITÉ CARTOGRAPHIE DE PROCESSUS - TRANSFORMATION JUSTICE	FAIRE LA CARTOGRAPHIE DU PROCESSUS DE LA GENDARMERIE AINSI QUE CELUI DES ENQUÊTES. L'OBJECTIF DE CET ATELIER VISAIT À ÉNONCER LES ENJEUX POLICIERS PAR RAPPORT AU PROCESSUS JUDICIAIRE ACTUEL.	M ^E CAROLINE DULONG M ^E CATHERINE ROBERGE M ^E SARAH-JULIE CHICOINE	1
COMITÉ ACCES CANNABIS	RECHERCHER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE RENDRE MOINS ACCESSIBLE LE CANNABIS ILLICITE.	M ^E KATHY BERGERON	2
COMITÉ DE CONSULTATION CONCERNANT LA RÉVISION DE LA <i>LOI SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE</i> ET SES RÈGLEMENTS	MODIFIER COMPLÈTEMENT LA <i>LOI SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE</i> .	M ^E KATHY BERGERON	AUCUNE
COMITÉ CONSULTATIF SUR L'ABOLITION DU SYSTÈME DE MARQUAGE DES BOISSONS ALCOOLIQUES	PROPOSER UNE NOUVELLE STRUCTURE D'INTERVENTION EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE SOUTERRAINE ET DE PROTECTION DU PUBLIC EN PRÉVISION DE L'ABROGATION DES DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES SUR L'UTILISATION DU TIMBRE, DE L'AUTOCOLLANT DE LA RRACJ ET DU MARQUAGE.	M ^E ÉTIENNE PROTEAU M ^E KATHY BERGERON	6
COMITÉ DE LIAISON SAAQ	DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES RENCONTRÉES PAR LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES ET RECHERCHER DES SOLUTIONS ADAPTÉES POUR TOUS.	M ^E KATHY BERGERON	1
RÉSEAU PERFORMANCE	ÉCHANGER SUR LES MEILLEURES PRATIQUES D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'AMÉLIORATION CONTINUE.	M ^{ME} MARIE-CLAUDE HAMEL	3
TABLE D'ÉCHANGE EN DROIT AUTOCHTONE	SUSCITER LES ÉCHANGES EN MATIÈRE DE DROIT AUTOCHTONE.	M ^E CATHY FORTIN	1
TABLE D'ÉCHANGE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ NAUTIQUE	PERMETTRE DES DISCUSSIONS ENTRE LES PRINCIPAUX ORGANISMES MANDATÉS POUR L'APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA NAVIGATION DE PLAISANCE. PERMETTRE ÉGALEMENT UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES ORGANISMES RESPONSABLES DE LA MISE EN PLACE D'UNE RÉGLEMENTATION EFFICACE EN LA MATIÈRE.	M ^E LOUBNA ZEHRI	2
COMITÉ TACTIQUE ACCES ALCOOL	COORDONNER L'IMPLICATION DES DIFFÉRENTS PARTENAIRES SUR LES MESURES PERMETTANT D'ASSURER L'EFFICACITÉ DU PROGRAMME VISANT À CONTRER L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE.	M ^E ÉTIENNE PROTEAU	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DES COORDONNATEURS DU DOSSIER AUTOCHTONE/PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	CE COMITÉ VISE À FAVORISER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE DANS LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES MESURES DU PLAN D'ACTION. IL TRAVAILLE À LA PRODUCTION DE LA REDDITION DE COMPTE ET DES BILANS ANNUELS.	M ^E ANNY BERNIER	4
COMITÉ DE SOUS-MINISTRES ADJOINTS/PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION À UN NIVEAU DÉCISIONNEL, L'APPLICATION DES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL AUTOCHTONE.	M ^E JOANNE MARCEAU	1
COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS	CE COMITÉ VISE À FAVORISER LA CONCERTATION INTERMINISTÉRIELLE DANS UNE DÉMARCHE COLLABORATIVE AVEC LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS POUR ÉLABORER DES MESURES DU VOLET AUTOCHTONE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023.	M ^E ANNICK DUMONT M ^E ANNY BERNIER	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE NIVEAU SMA EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LES INUITS	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION À UN NIVEAU DÉCISIONNEL DES TRAVAUX DU COMITÉ DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL.	M ^E CLAUDINE LAURIN	2
TABLE CENTRALE D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES (TABLE CENTRALE DE COORDINATION)	LA TABLE A POUR MANDAT D'APPUYER LES TABLES LOCALES, EN PLUS DE COORDONNER L'ENSEMBLE DES TRAVAUX, AFIN D'ASSURER LA COHÉRENCE ET LA COHÉSION DES DÉMARCHES EN COURS AU QUÉBEC, DE PERMETTRE LE TRANSFERT D'EXPERTISE ET D'ÉLABORER LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PRESTATION DE SERVICES DANS LES VILLES POUR LES AUTOCHTONES.	M ^E ANNY BERNIER	4
COMITÉ SUR LES COMPARUTIONS EN PERSONNE POUR QUÉBEC/MONTRÉAL ET IMPACTS PROVINCIAUX	MESURE DES IMPACTS PROVOQUÉS PAR L'OUVERTURE DES BUREAUX DE MONTRÉAL ET QUÉBEC LES DIMANCHES. METTRE DE L'AVANT DES SOLUTIONS INNOVANTES FAVORISANT LE VOLONTARIAT AFIN DE COMBLER LES PLAGES HORAIRES NÉCESSAIRES AUX OPÉRATIONS. À MOYEN TERME, MESURE DES IMPACTS PROVINCIAUX RÉSULTANT DE L'OFFRE DE SERVICE DES COMPARUTIONS LES FINS DE SEMAINE. RENCONTRES ET DISCUSSIONS AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS CRÉÉS PAR CETTE NOUVELLE RÉALITÉ ET ASSURER UNE COMMUNICATION AVEC LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES.	M ^E DOMINIQUE POTVIN	2
SOUS-COMITÉ DE L'ACCÈS AUX DÉTENU·ES DU BARREAU	OPTIMISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN VUE D'UNE BONNE MARCHÉ DES OPÉRATIONS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL.	M ^E DOMINIQUE POTVIN	3
COMITÉ DE LIAISON DU SPVM	OPTIMISER LA COLLABORATION ENTRE LES DIFFÉRENTS PARTENAIRES EN VUE D'UNE BONNE MARCHÉ DES OPÉRATIONS DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL. ASSISTER ET PARTICIPER AUX TRAVAUX DU COMITÉ.	M ^E MARTIN CHALIFOUR M ^E DOMINIQUE POTVIN	2

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ CONSULTATIF DU LSJML	<p>LE RÔLE DU COMITÉ CONSULTATIF EST DE FOURNIR DES CONSEILS INDÉPENDANTS ET EXTERNES AU LSJML EN ENGAGEANT UN DIALOGUE AVEC LES RESPONSABLES DU LSJML ET APPORTER SA CONTRIBUTION PAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'ÉLABORATION DES POLITIQUES; • L'ÉLABORATION DE NOUVELLES INITIATIVES TOUCHANT LE SERVICE CLIENT; • L'ÉTUDE DES QUESTIONS D'INTÉRÊT POUR TOUTES LES PARTIES, COMME DES CHANGEMENTS À SIGNALER DES FORMATS DE RAPPORTS, ETC.; • LE SUIVI DES PROGRÈS RÉALISÉS PAR LE LLSJML AFIN D'ATTEINDRE SES OBJECTIFS. <p>LE COMITÉ CONSULTATIF EST PRÉSIDÉ PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU LSJML ET COMPOSÉ DE 19 MEMBRES REPRÉSENTANT LES CLIENTS ET PARTENAIRES DU LSJML :</p> <ul style="list-style-type: none"> • LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) • L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES DE LA DÉFENSE (AQAAD) • LE BUREAU DU CORONER DU QUÉBEC • LES JUGES • LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (SQ) • L'ASSOCIATION DES DIRECTEURS DE POLICE DU QUÉBEC (ADPQ) • LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (SPVM) • LES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES • LES COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES ET UNIVERSITAIRES <p>UN REPRÉSENTANT D'ENQUÊTE NON POLICIÈRE PAR EXEMPLE, LE BUREAU DU COMMISSAIRE DES INCENDIES OU DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES.</p>	<p>M^E JACQUES BLAIS M^E MAYA GOLD-GOSSELIN M^E ANNE-ANDRÉE CHARETTE M^E RACHELLE PITRE</p>	2
COMITÉ DE SUIVI ET DE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL	CE COMITÉ ASSURE LA CONCERTATION CONCERNANT LE SUIVI ET LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL.	M ^E NICHOLAS PINEL	4
COMITÉ <i>AD HOC</i> SUR LA DÉTERMINATION DE MESURES EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE	CE COMITÉ A POUR MANDAT DE DÉTERMINER DES MESURES ADDITIONNELLES EN COMPLÉMENTARITÉ DU PLAN D'ACTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023.	M ^E NATHALIE LEGAULT M ^E GENEVIÈVE BÉDARD	3
TABLE RONDE AUTOCHTONE – KAHNAWAKE (DISTRICT DE LONGUEUIL)	LA TABLE A POUR MANDAT DE FACILITER LA COMMUNICATION ENTRE L'ENSEMBLE DES PARTENAIRES VISÉS AFIN D'OPTIMISER LE TRAITEMENT DES DOSSIERS IMPLIQUANT DES VICTIMES ET/OU ACCUSÉS AUTOCHTONES.	M ^E DANNY LEMIEUX M ^E AMÉLIE ST-DENIS M ^E MARIE-AUDRAI JOSET	2
COMITÉ DE RÉVISION DES PRATIQUES POLICIÈRES	PROCÉDER À LA RÉVISION CONTINUE DES PRATIQUES POLICIÈRES CONTENUES DANS LE <i>GUIDE SUR LES PRATIQUES POLICIÈRES</i> PRODUIT PAR LE MSP EN APPLICATION DE LA <i>LOI SUR LA POLICE</i> .	M ^E JACQUES BLAIS M ^E JULIE NADEAU M ^E JUSTIN TREMBLAY (JUSQU'EN JUILLET 2019)	7
COMITÉ DPCP/MSP/AMP SUR LE RENA	PROPOSER DES SOLUTIONS POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS PRÉVUS À L'ARTICLE 21.7 DE LA <i>LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS</i> , AUX FINS DE L'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ENTREPRISES NON ADMISSIBLES AUX CONTRATS PUBLICS (RENA).	M ^E FRANCINE BÉGIN M ^E MARIE-PIER CHAMPAGNE M ^E MARIE-FRANCE GAGNON M ^E ANA-MARINA IONESCU	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ CENTRAL DU PLAN DE LUTTE CONTRE L'INTIMIDATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE	COMITÉ ASSURANT LE PARTAGE D'INFORMATION ET DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'INTIMIDATION DES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE, SUIVANT LE PLAN DE LUTTE À L'INTIMIDATION MIS SUR PIED EN 2001. LA COORDINATION DU COMITÉ EST EFFECTUÉE PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, SECTION MENACE EXTRÉMISTE.	M ^E JEAN CARON M ^E NICOLAS POULIN M. SYLVAIN CHABOT M. PATRICK DUBÉ	1
PROCESSUS D'INTERVENTION CONCERTÉ CONTRE LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES	VENIR EN AIDE AUX PERSONNES. ÉTABLIR UN LIEN ENTRE DIFFÉRENTS ORGANISMES DANS LES DIVERSES SPHÈRES FINANCIÈRES, PHYSIQUES ET PSYCHOLOGIQUES.	M ^E MYLÈNE BROWN M ^E MARIE-CLAUDE DAOUST	1
COMITÉ PARTENAIRES MJQ	LE COMITÉ RÉUNIT LES PARTENAIRES DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE DE EN VUE DE FACILITER L'ARRIMAGE ET L'INTEROPÉRABILITÉ DES SOLUTIONS.	M. RICHARD LAURIN	1
COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DE PROGRAMMES DE TRANSFORMATION	LE COMITÉ DE GESTION DES RISQUES DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION ASSURE LA COORDINATION ET L'ARRIMAGE DE L'ENSEMBLE DES MESURES D'ATTÉNUATION DES RISQUES LIÉS AUX PROGRAMMES DE TRANSFORMATION. IL SERT D'APPUI À LA GESTION DES RISQUES DE PROJETS.	M. RICHARD LAURIN	2
SALLE DE PILOTAGE	COMITÉ STRATÉGIQUE QUI RÉUNIT LES PARTENAIRES DE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE. SON MANDAT EST DE FAIRE ÉTAT D'AVANCEMENT DES MESURES ET PROJETS ET DE FAVORISER LA COLLABORATION FACE AUX ATTENTES ET AUX ENJEUX.	M. RICHARD LAURIN	5
COGEST PROGRAMMES DE TRANSFORMATION DE LA JUSTICE	LE COMITÉ DE GESTION DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION (COGEST) ASSUME LE VOLET TACTIQUE DES PROGRAMMES DE TRANSFORMATION. IL CONTRÔLE ET ASSURE LE SUIVI DE LA RÉALISATION DES TRAVAUX PAR LE BIAIS D'INDICATEURS DE GESTION (TABLEAU DE BORD ET SALLE DE PILOTAGE).	M. RICHARD LAURIN	3
COMITÉ PARTENAIRES GESTE	LE COMITÉ REGROUPE LES SERVICES DE POLICE IMPLIQUÉS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU PROGRAMME GESTE. SON OBJECTIF EST DE PARTAGER L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU DPCP ET DE S'ARRIMER AVEC LES PARTENAIRES AU NIVEAU DES SOLUTIONS.	M. RICHARD LAURIN	1
COMITÉ INTERMINISTÉRIEL SUR LA PROMOTION DES EMPLOIS DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOULEVER LES BESOINS, IDENTIFIER LES DIFFÉRENTS ENJEUX, ÉCHANGER, PRÉSENTER DES PROJETS ET PROPOSER DES MOYENS POUR AMÉLIORER LES STRATÉGIES À PRÉCONISER LORS DE LA PROMOTION DES EMPLOIS ET LA MARQUE EMPLOYEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE.	M ^{ME} LÉA VEILLEUX	3
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN CLASSIFICATION	FAVORISER LE PARTAGE DE PRATIQUES, DE CONNAISSANCES ET D'EXPERTISE EN CE QUI A TRAIT NOTAMMENT À LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS, LA DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION, LA GESTION DES EMPLOIS DE COMPLEXITÉ SUPÉRIEURE ET LES EMPLOIS DE CADRES AINSI QUE L'APPLICATION DES DIRECTIVES SUR LES FRAIS REMBOURSABLES.	M ^{ME} CINDY BRASSARD	1
RÉSEAU DES RÉPONDANTS EN MATIÈRE DE CONFLITS ET DE HARCÈLEMENT	REGROUPEUR LES RÉPONDANTS POUR FAVORISER L'AMÉLIORATION CONTINUE DE LEUR EXPERTISE DANS LE DOSSIER DE LA PRÉVENTION ET DE LA GESTION DES INCIVILITÉS, DES CONFLITS ET DU HARCÈLEMENT, ET CE, EN PRIVILÉGIANT LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE, LE PARTAGE ET LE SOUTIEN.	M ^{ME} ISABELLE DORÉ	3

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
GROUPE DE CODÉVELOPPEMENT POUR LES PROFESSIONNELS RESPONSABLES D'UNE ÉQUIPE DE GESTION	PARTAGER LEURS PRÉOCCUPATIONS, LEURS EXPÉRIENCES ET LEURS VÉCUS PROFESSIONNELS. PROFITER D'UN MILIEU PROPICE SOUTENANT LA RÉOLUTION DE PROBLÉMATIQUES EN LIEN AVEC LEURS MANDATS. BÉNÉFICIER DE LA PERSPECTIVE INTERMINISTÉRIELLE POUR ENRICHIR LEURS CONNAISSANCES DE LA GESTION PUBLIQUE. PRENDRE UN TEMPS D'ARRÊT POUR RÉFLÉCHIR ET TROUVER DES SOLUTIONS. DÉVELOPPER ET RENFORCER LA COLLABORATION ET LE RÉSEAUTAGE ENTRE PAIRS.	M. MARC MARCOTTE	1
COMITÉ D'EXPERTS EN AGRESSION SEXUELLE ET EN VIOLENCE CONJUGALE	ÉVALUER, À LA LUMIÈRE DU PARCOURS D'UNE PERSONNE VICTIME D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE, LES MESURES ACTUELLES ET ÉTUDIER CELLE POUVANT ÊTRE DÉVELOPPÉES AFIN D'ASSURER UN ACCOMPAGNEMENT PLUS SOUTENU ET RÉPONDANT MIEUX AUX RÉALITÉS DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES OU DE VIOLENCE CONJUGALE. CE COMITÉ COMPTE PLUS D'UNE VINGTAINE DE MEMBRES ISSUES DE MILIEUX DIFFÉRENTS.	M ^E ÉLIANE BEAULIEU M ^E ANNICK DUMONT	10 (EN AS) 5 (EN VC)
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC	LA MISSION DU FORUM EST DE PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC.	M ^{ME} ISABELLE GAGNON	6

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
COMITÉ DIRECTEUR DU GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL	<ul style="list-style-type: none"> - VALIDER LE DOSSIER D'AFFAIRES; - APPROUVER LES ORIENTATIONS DU PROJET; - SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET; - ASSURER LE SUIVI DU BUDGET, DE L'ÉCHÉANCIER, LA GESTION DES RISQUES ET LA RÉÉDITION DE COMPTES 	M ^E LINE DROUIN M ^E YAN PAQUETTE M ^E PATRICK-THIERRY GRENIER MME MYLÈNE MARTEL M ^E PIERRE RODRIGUE M. FRANCIS GAUTHIER M. GILLES LAJOIE M ^E MARIE-CLAUDE SARRAZIN	2

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	NOMBRE DE RENCONTRES 2019-2020
FORUM QUÉBÉCOIS SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE CIVILE ET FAMILIALE	DÉVELOPPER DES SOLUTIONS PERMETTANT DE BIEN AIGUILLER LE CITOYEN SUR LES SERVICES QUI S'OFFRENT À LUI.	M ^E NATALIE LEJEUNE	2
FORUM DES DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES (FDRH)	PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DANS LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC.	M. MARC-ANTOINE MORIN	6
FORUM DES GESTIONNAIRES EN TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	TABLE DE CONCERTATION ET DE CONSULTATION QUI REGROUPE LES DIRECTEURS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.	M. YVES BOUTIN	AUCUNE
REGROUPEMENT DES DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE L'ADMINISTRATION	PROMOUVOIR LA CONCERTATION, L'ÉCHANGE ET L'ACTION DANS LE BUT D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET L'EFFICIENCE DE LA GESTION DES ORGANISATIONS.	M. DENIS BEAULIEU	4
TABLE INTERSECTORIELLE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DE MONTRÉAL	SE PENCHER SUR LES PRÉOCCUPATIONS EN MATIÈRE DE PSYCHIATRIE LÉGALE DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL.	M ^E GISÈLE LACASSE	2
COMITÉ PROVINCIAL SUR LES INTERVENTIONS POLICIÈRES DES PERSONNES PRÉSENTANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE	ÉCHANGES ENTRE DIVERS INTERVENANTS DES MILIEUX POLICIER, JUDICIAIRE ET DE LA SANTÉ POUR DISCUTER DES PROBLÉMATIQUES OPÉRATIONNELLES RENCONTRÉES PAR CHACUN ET DES MEILLEURES PRATIQUES EN MATIÈRE D'INTERVENTION POLICIÈRE AUPRÈS DES PERSONNES PRÉSENTANT DES TROUBLES DE SANTÉ MENTALE.	MME MYLÈNE TESSIER M ^E NICHOLAS FRENETTE-BÉLAND	AUCUNE
FORUM JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	ÉCHANGES ENTRE DIVERS INTERVENANTS DES MILIEUX JUDICIAIRE ET DE LA SANTÉ SUR CE QUI SE FAIT EN JUSTICE ET SANTÉ MENTALE.	M ^E GISÈLE LACASSE	AUCUNE
RÉSEAU DES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS EN ÉTHIQUE DE LA FONCTION PUBLIQUE	SOUTENIR L'ACTION DES PERSONNES INTERVENANT EN ÉTHIQUE DANS LEUR MINISTÈRE OU ORGANISME RESPECTIF. DÉVELOPPER UNE COMPRÉHENSION ET UNE VISION COMMUNES DE L'ÉTHIQUE, EN FAVORISER SON DÉPLOIEMENT DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET Y MAINTENIR UNE CULTURE EMPREINTE D'ÉTHIQUE.	M ^E JULIE BARIL	AUCUNE
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	DISCUTER ET PRÉSENTER DIVERS SUJETS LIÉS À L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET À LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.	M ^E JULIE BARIL	2
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES RÈGLES CONTRACTUELLES	SOUS LA RESPONSABILITÉ DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, TENIR LES RESPONSABLES À JOUR SUR LES CHANGEMENTS APPORTÉS AU CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE EN MATIÈRE CONTRACTUELLE.	M ^E JULIE BARIL	2
TABLE DES RESPONSABLES ORGANISATIONNELS DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION	EXERCER UN RÔLE DE CONSEILLER AUPRÈS DU DPI POUR CE QUI EST DE LA DÉFINITION, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DE L'APPLICATION DES POLITIQUES, DIRECTIVES ET ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION.	M. DENIS BEAULIEU	2
LA TÉLÉSANTÉ – COMITÉ D'EXPERTS EN PSYCHIATRIE LÉGALE	ÉTABLIR UN MODÈLE PROVINCIAL EN PSYCHIATRIE LÉGALE À L'AIDE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.	MME MYLÈNE TESSIER M ^E JULIE BOUCHARD	1

P.8 NOMBRE DE RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DES MINISTRES ET DES SOUS-MINISTRES DE LA JUSTICE EN 2019-2020. INDIQUER, POUR CHACUNE :

- A. **LES COÛTS;**
- B. **LES DATES ET LIEUX;**
- C. **LES PERSONNES PRÉSENTES;**
- D. **LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR;**
- E. **LES RÉSULTATS OBTENUS ET LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021 (INCLURE UNE COPIE DE TOUT RAPPORT ET DE TOUTE ENTENTE RENOUVELÉE);**
- F. **LES RENCONTRES INSCRITES À L'AGENDA POUR 2019-2020.**

MINISTÈRE

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
22 AU 24 MAI 2019	CHARLOTTETOWN, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	FRANCE LYNCH, EVELYNE GAGNÉ	1 724,46 \$
11-12 DÉCEMBRE 2019	MONTRÉAL, QUÉBEC	FRANCE LYNCH, EVELYNE GAGNÉ	504,00 \$
21-22 JANVIER 2020	VICTORIA, COLOMBIE-BRITANNIQUE	MATHIEU LÉVESQUE, MARC-ANDRÉ ROSS, THIERRY FOURNIER, LINE DROUIN, EVELYNE GAGNÉ	7 288,44 \$
19 MARS 2020	CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE	LINE DROUIN, EVELYNE GAGNÉ	0,00 \$

ORGANISMES

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEUX	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
21 AU 24 MAI 2019	CHARLOTTETOWN, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	M ^E CHLOÉ ROUSSELLE	1 202,00 \$
12 DÉCEMBRE 2019	MONTRÉAL, QUÉBEC	M ^E CHLOÉ ROUSSELLE	AUCUN

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DES ARTICLES 18 ET 19 DE LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* PUISQU'ILS ONT ÉTÉ OBTENUS D'UN AUTRE GOUVERNEMENT OU SONT CONSTITUÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

P.9 **CONCERNANT LE FONDS ACCÈS JUSTICE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.**

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

PROGRAMME DE FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET DES AUTRES ORGANISMES
MONTANT TOTAL : 3 808 662 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2019-2020	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	323 077 \$	4
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	500 800 \$	5
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	491 850 \$	6
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	395 280 \$	5
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	310 634 \$	4
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	294 232 \$	4
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ NUNAVIK (SOCIÉTÉ MAKIVIK)	368 282 \$	2
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	265 640 \$	4
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	511 919 \$	6
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	296 948 \$	4
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 \$	N/A

PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT TOTAL : 608 250 \$

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2019-2020	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
MONTRÉAL	JUSTICE PRO BONO	28 000 \$	N/A
MONTRÉAL	7 À NOUS	17 500 \$	N/A
SAINT-DAMIEN-DE-BUCKLAND	ACTION JEUNESSE CÔTE-SUD	14 000 \$	N/A
MONTRÉAL	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE VILLERAY INC.	21 000 \$	N/A
QUÉBEC	AUTONHOMMIE, CTRE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE [QC] INC.	28 000 \$	N/A
MONTRÉAL	BARREAU DE MONTRÉAL	18 626 \$	N/A
MONTRÉAL	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	28 000 \$	N/A
BROSSARD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	31 424 \$	N/A
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	17 500 \$	N/A
MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	28 000 \$	N/A
MONTRÉAL	CRÉATIONS COUP D'ÉCLATS	15 000 \$	N/A
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	21 000 \$	N/A
MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	17 500 \$	N/A
MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	17 500 \$	N/A
LISTUGUJ	LISTUGUJ MI'GMAQ DEVELOPMENT COUNCIL	35 000 \$	N/A
ST-LAURENT	MAKIVIK CORPORATION	33 950	N/A
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL INC.	17 500 \$	N/A
SAINT-HYACINTHE	PETIT PONT, LE	17 500 \$	N/A
DRUMMONDVILLE	PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC., LA	14 000 \$	N/A
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC	17 500 \$	N/A
ST-LUCIEN	RÉSEAU NOTARIAL PLUS (CMA)	21 000 \$	N/A
PROGRAMME 2018-2019			

RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ EN 2019-2020	NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS
MONTREAL	7 À NOUS	7 500 \$	N/A
MONTREAL	ASS. COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTREAL (ACEF)	11 925 \$	N/A
CHICOUTIMI	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE SECTION SAGUENAY	6 250 \$	N/A
QUEBEC	AUTONHOMMIE, CTRE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE [QC] INC.	7 850 \$	N/A
MONTREAL	CARREFOUR ALIÉNATION	12 500 \$	N/A
MONTREAL	CENTRE INTERLIGNE INC.	6 250 \$	N/A
SHAWINIGAN	CENTRE ROLAND-BERTRAND	10 000 \$	N/A
MONTREAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	12 325 \$	N/A
MONTREAL	CLINIQUE NOVALEX	10 000 \$	N/A
MONTREAL	COMITÉ LOGEMENT DE LA PETITE PATRIE INC.	12 300 \$	N/A
MONTREAL	DÉCLIC INITIATIVES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI DES JEUNES	6 250 \$	N/A
MONTREAL	INSTITUT PACIFIQUE	10 500	N/A
MONTREAL	JURISTES À DOMICILE	6 125	N/A
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL INC.	11 800 \$	N/A
MONTREAL	MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTREAL INC.	12 250 \$	N/A
DRUMMONDVILLE	PIAULE CENTRE-DU-QUEBEC INC., LA	4 925 \$	N/A

P.10 CONCERNANT LE PROGRAMME DE SUBVENTION APPEL DE PROJETS – DEMANDE D’AIDE FINANCIÈRE (BAVAC), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALE ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
MONTANT GLOBAL : 1 621 487 \$

ORGANISMES	EN \$
ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT INC., L'	16 821
ANONYME U.I.M., L'	82 821
ASS. DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	68 842
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	157 577
BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS	122 080
C.A.L.A.C.S. LA CHRYSALIDE [CTRE AIDE & LUTTE AGRES. À CARAC.SEXUEL]	35 000
CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	14 837
CENT. PRÉV. & INTERVENTION VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE [CPIVAS] INC.	10 655
CENTRE AIDE & LUTTE AGRESSIONS CARACTÈRE SEXUEL [CALACS] ESPOIR DES ÎLES	12 859
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS [CAVAC] CÔTE-NORD	171 790
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ABITIBI-TÉMISCAMINGUE [CAVAC-AT]	2 916
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE L'OUTAOUAIS, LE	13 430
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL	13 560
CENTRE D'AMITIÉ EENOU DE CHIBOUGAMAU INC.	30 337
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	45 500
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	18 316
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	9 900
CLIPP	35 000
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE	35 000
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	13 641
CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	72 029
ÉDUCALOI	49 980
ENTRAIDE MAURICIE/CTRE Q. POUR HOM. AGRESSÉS SEX. ENF. [EMPHASE]	42 000
ESCALE CENTRE-VILLE [SECTEUR ST-FÉLICIEN] INC.	5 000
FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	8 573
L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC	159 698
ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC	9 950
REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	57 565
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	35 000
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	22 227
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	49 699
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	79 750
UNIVERSITÉ LAVAL	84 134
VIA L'ANSE	35 000

P.11 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION (MÉDIATION FAMILIALE, MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES, MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE, PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

MONTANTS PAYÉS EN HONORAIRES AUX MÉDIATEURS POUR LES SÉANCES DE MÉDIATION ET D'INFORMATION OFFERTES EN 2019-2020 :

MÉDIATION FAMILIALE : 5 294 162 \$

SÉANCES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS LA RUPTURE : 108 600 \$

MÉDIATION AUX PETITES CRÉANCES : 519 596 \$

NOTE : IMPORTANT DE TENIR COMPTE QUE LES DONNÉES CORRESPONDENT AUX FACTURES REÇUES AVANT LE 31 MARS 2020 POUR DES SÉANCES OFFERTES EN 2019-2020.

P.12 CONCERNANT LE BUREAU DES PLAINTES, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

LE BUREAU DES PLAINTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE N’A ALLOUÉ AUCUNE AIDE FINANCIÈRE.

P.13 CONCERNANT LE PROGRAMME LIGNE-RESSOURCE SANS FRAIS POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL A LE MANDAT DE GÉRER ET DE FOURNIR LES SERVICES DE LA LIGNE RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS POUR LES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE.

LES SOMMES ALLOUÉES EN 2019-2020 SONT DE 692 600 \$.

P.14 CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (COMMISSION ROGATOIRE ET ENTRAIDE JUDICIAIRE INTERNATIONALE, PERCEPTION ET VERSEMENT DES PENSIONS ALIMENTAIRES À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC, ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANTS, SIGNIFICATION ET NOTIFICATION À L'ÉTRANGER DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES), IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L'AIDE, LE NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020, UNE SOMME DE 80,50 \$ A ÉTÉ ALLOUÉE CONCERNANT LES PROGRAMMES DE COOPÉRATION AVEC L'ÉTRANGER (SIGNIFICATION ET NOTIFICATION DES ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES).

P.15 CONCERNANT LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE, IDENTIFIER LES SOMMES ALLOUÉES (TOTALES ET VENTILÉES PAR RÉGION) EN 2019-2020 ET POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES. INCLURE LA LISTE DES ENTREPRISES, DES MUNICIPALITÉS OU DES ORGANISMES AYANT REÇU UNE AIDE FINANCIÈRE, LA DATE DE L’AIDE, LE NOMBRE D’EMPLOIS CRÉÉS ET LE MONTANT REÇU.

MINISTÈRE

DEUX SEULS PROGRAMMES DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ) SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL ET DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ.

LE PROCESSUS DE RENOUVELLEMENT DE L’ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST EN COURS ET LE GOUVERNEMENT DU CANADA PROPOSE DE VERSER 250 000 \$ PAR ANNÉE POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2018-2019 À 2022-2023.

OUTRE CETTE SUBVENTION, CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PTTCQ ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

P.16 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2020, POUR CHAQUE COUR SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION, LES DIFFÉRENTES CHAMBRES, AINSI QUE LE SEXE DES JUGES. INDiquer LE NOMBRE DE JUGES EN CONGÉ MALADIE, EN INDiquANT LA DATE DE RETOUR PRÉVUE, LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, EN INDiquANT LA DATE DE LIBÉRATION DU POSTE.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC (MAGISTRATURE) NOMBRE DE JUGES – PAR RÉGION AU 31 MARS 2020							
RÉGION	JUGE PUÎNÉ				JUGE SUPPLÉANT		TOTAL
	H	F	POSTES VACANTS *	DATE DE LIBÉRATION DU POSTE	H	F	
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	5	5			1	1	12
ESTRIE	7	11			2	1	21
LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE-LABELLE	22	20	3	25-06-2019 02-12-2019 21-02-2020	11	1	54
MAURICIE-BOIS-FRANCS	10	3			2	0	15
OUTAOUAIS	9	6			2	0	17
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	6	4			2	1	13
MONTRÉAL	44	48	3	05-06-2019 31-08-2019 18-11-2019	8	11	111
MONTÉRÉGIE	23	18			9	3	53
QUÉBEC-CHAUDIÈRE-APPALACHES	23	18	1	01-02-2020	8	2	51
BAS-SAINT-LAURENT-CÔTE-NORD-IDLM	7	10			2	0	19
TOTAL	156	143	7		47	20	366

*LES POSTES VACANTS FONT L’OBJET DE CONCOURS.

JUGE EN CONGÉ DE MALADIE LONGUE DURÉE AU 31 MARS 2020 : 4 JUGES EN ABSENCE MALADIE LONGUE DURÉE.

REPRÉSENTATION FÉMININE ET MASCULINE DANS LA MAGISTRATURE AU 31 MARS 2020

COUR DU QUÉBEC	H	F	TOTAL
CHAMBRE DE LA JEUNESSE	23	38	61
CHAMBRE CRIMINELLE ET PÉNALE	46	41	87
CHAMBRE CIVILE	31	26	57
JURIDICTION MIXTE	55	38	93
JUGE RESPONSABLE DES COURS MUNICIPALES		1	1
TOTAL	156	143	299

P.17 DANS LA DERNIÈRE ANNÉE, POUR CHACUNE DES COURS SOUS JURIDICTION DU QUÉBEC, INDIQUER LE NOMBRE DE NOMINATIONS, PAR RÉGION, PAR CHAMBRE, PAR MOIS, À DES POSTES DE JUGE ET JUGE DE PAIX, AINSI QUE LE NOM DES PERSONNES NOMMÉES.

MINISTÈRE

COUR DU QUÉBEC

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 COMME JUGES À LA COUR DU QUÉBEC

NOMS	RÉGION	CHAMBRE	DATE D’ENTRÉE EN FONCTION
BEUPARLANT, ÉRIC	MONTREAL	JEUNESSE	2020-02-27
CARETTE, MARC-ANTOINE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2020-02-27
DUTILLY, KARINE	OUTAOUAIS	JEUNESSE	2019-06-13
LEBLANC, DANNIE	MONTÉRÉGIE	CRIMINELLE ET PÉNALE	2019-09-26
LEROUX, LISA	LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	JEUNESSE	2019-05-16
LÉVESQUE, DANIEL	MONTÉRÉGIE	CIVILE	2019-06-12
PERRON, ANNE-CLAIRE	MONTREAL	JEUNESSE	2019-10-24
PICHÉ, NADINE	OUTAOUAIS	JEUNESSE	2019-12-12
POULIN, STÉPHANE	QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	CRIMINELLE ET PÉNALE	2019-12-12
ROUX, DOMINIC	QUÉBEC–CHAUDIÈRE-APPALACHES	CIVILE	2019-10-24
THIBAudeau, LUC HERVÉ	MONTÉRÉGIE	CIVILE	2019-05-16
VILLENEUVE, DANIEL	LAVAL–LAURENTIDES–LANAUDIÈRE–LABELLE	JEUNESSE	2019-05-16

NOMINATIONS DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 COMME JUGES DE PAIX MAGISTRATS À LA COUR DU QUÉBEC :

AUCUNE.

P.18 NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA MAGISTRATURE EN 2019-2020 ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX. VENTILER PAR NATURE DE LA PLAINTÉ PORTÉE CONTRE LES JUGES.

MINISTÈRE

NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES EN 2019-2020 (1^{ER} AVRIL AU 31 DÉCEMBRE 2019)

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	99

RÉSULTAT DES PLAINTES TRAITÉES EN 2019-2020

TYPE DE PLAINTES	NOMBRE
PLAINTES EN DÉONTOLOGIE À L'ÉGARD DE JUGES	99
• NON FONDÉES	72
• RETENUES POUR EXAMEN	32
• RETENUES POUR ENQUÊTE	4
• EN COURS D'ÉTUDE	27

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR EXAMEN FONT PARTIES SOIT : DU TOTAL DE PLAINTES NON FONDÉES, RETENUES POUR ENQUÊTE OU EN COURS D'ÉTUDE. IL NE FAUT DONC PAS ADDITIONNER CES NOMBRES.

PRENDRE NOTE QUE LES PLAINTES RETENUES POUR ENQUÊTE (4) ÉTAIENT AU 31 DÉCEMBRE, EN COURS D'ÉTUDE.

CAS PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX EN 2019-2020

UN.

P.19 VENTILATION DÉTAILLÉE DES AUGMENTATIONS OU PRIMES ACCORDÉES AUX JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC QUI EXERCENT DES FONCTIONS DE GESTION, DE MÊME QUE TOUTE AUGMENTATION DES COMPTES DE DÉPENSES ET DES DÉBOURSÉS DE FONCTION DE CES DERNIERS. DÉTAIL SUR LE POURCENTAGE DES SALAIRES QUI REPRÉSENTENT CES AUGMENTATIONS OU PRIMES.

MINISTÈRE

JUGES EN SITUATION DE GESTION (RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE)	30 JUIN 2019
JUGE EN CHEF	30 542,16 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	27 996,98 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	22 906,62 \$
JUGES COORDONNATEURS	20 361,44 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	15 271,08 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	15 271,08 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	15 271,08 \$

JUGES EN SITUATION DE GESTION (FRAIS DE FONCTION)	30 JUIN 2019
JUGE EN CHEF	12 000,00 \$
JUGE EN CHEF ASSOCIÉ	11 000,00 \$
JUGES EN CHEF ADJOINTS	9 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS	6 000,00 \$
JUGES COORDONNATEURS ADJOINTS	5 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DES ACTIVITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES JUGES DES COURS MUNICIPALES	6 000,00 \$
JUGE RESPONSABLE DU PERFECTIONNEMENT DES JUGES	6 000,00 \$

LA RÉMUNÉRATION ADDITIONNELLE EST BASÉE SUR LE SALAIRE ANNUEL DE 254 518 \$ EN VIGUEUR AU 30 JUIN 2019 ET LES FRAIS DE FONCTION SONT CEUX EN VIGUEUR AU 30 JUIN 2019.

P.20 POUR 2019-2020, POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, FOURNIR :

- A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- B. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT ÊTRE RENOUVELÉ, EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION;
- C. LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉES EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LA LISTE DES MEMBRES DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION

- **LISTE DES MEMBRES À TEMPS PLEIN**

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
JACQUES BOULANGER	169 910 \$	PRÉSIDENTE
STÉPHAN F. DULUDE	169 910 \$	PRÉSIDENTE
GISÈLE LACASSE	169 910 \$	PRÉSIDENTE
NATALIE LEJEUNE	210 212 \$	PRÉSIDENTE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
CAROLE BEAULIEU	DM04	SAS
NATHALIE BIBEAU	DM04	SAS
SONIA BOISCLAIR	DM04	SAS
BENOÎT BOISSY	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
PRESHA BOTTINO	DM04	SAS
DIANE BOUCHARD	DM04	SAS
STÉPHANIE BOULIANNE	DM04	SAS
SYLVAIN BOURASSA	DM04	SAS
ISABELLE BOURDAGES	DM04	SAS
RICHARD BOURGALT	DM04	SAS
ANICK BRISSON	DM04	SAS
JOSÉE CARON	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
STÉPHANIE CHARRETTE	DM04	SAS
MARIE-EVE CORNEY-ROBICHAUD	DM04	SAS
CHRISTINE CÔTÉ	DM04	SAS
SONIA COUTURE	DM04	SAS
CLAUDIA DAO	DM04	SAS
JEAN-ROSEMOND DIEUDONNÉ	DM04	SAS
JEAN-MARC DUFOUR	DM04	SAS
GILLES FONTAINE	DM04	SAS
ODETTE GAGNÉ	DM04	SAS
KATHYA GAGNON	DM04	SAS
MARIE ANNIK GAGNON	DM04	SAS
SANDRA GILL	DM04	SAS
CAROLINE GONTHIER	DM04	SAS
HÉLÈNE GOUIN	DM04	SAS
LOUISE HAMEL	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
MÉLISSA HOULE	DM04	SAS
JACQUES LABRÈCHE	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
DANIEL LAGUEUX	DM04	SAS
FRANÇOIS LANDRY	DM04	SAS
MICHEL LAPORTE	DM04	SAS
PIERRE LATULIPPE	DM04	SAS
LUCIE LE FRANÇOIS	DM04	SAS
YVAN LE MOYNE	DM04	SAS
CARL LECLERC	DM04	SAS
KARL LEFEBVRE-DROLET	DM04	SAS
GUY LEFRANÇOIS	DM04	SAS
FRANCE MARCHETTI	DM04	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
VIRGINIE MASSÉ	DM04	SAS
DAVID PERRON	DM04	SAS
NATACHA PIERRE	DM04	SAS
YOLANDE PILETTE-KANE	DM04	SAS
ANNICK POIRIER	DM04	SAS
MICHÈLE RANDOIN	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
MICHEL RIVARD	DM04	SAS
SYLVAIN L. ROY	DM04	SAS
CHRISTINE SCARINCI	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
SOLANGE TARDY	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
JEAN-PHILIPPE TREMBLAY	DM04 (MEMBRE MÉDECIN)	SAS
MICHEL WAECHTER	DM04	SAS

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
JOSEPH ANGLADE	DM04	CETM
DOMINIQUE AUDET	DM04	CETM
ROBERT BORDUAS	DM04	CETM
CAROL BOUCHARD	DM04	CETM
PIERRE CAUX	DM04	CETM
MARIO ÉVANGÉLISTE	DM04	CETM
PAULO GOUVEIA	DM04	CETM
JUDITH LAUZON	DM04	CETM
ÉRIC MORISSETTE	DM04	CETM
GERTRUDE ROCHELIN	DM04	CETM
CLAUDE TURPIN	DM04	CETM

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
MATTHIEU BEAUDOIN	DM04	SAI
MARIO BOUCHARD	DM04	SAI
SÉBASTIEN CARON	DM04	SAI
MARIE CHAREST	DM04	SAI
RÉAL COLLIN	DM04	SAI
DANIEL CÔTÉ	DM04	SAI
HÉLÈNE DE KOVACHICH	DM04	SAI
MARTINE DURAND	DM04	SAI
JACQUELINE FRANCOEUR	DM04	SAI
GUY GAGNON	DM04	SAI
CHARLES GOSSELIN	DM04	SAI
CLÉMENT GOULET	DM04	SAI
MANON GOYER	DM04	SAI
STEVEN LAVOIE	DM04	SAI
VÉRONIQUE PELLETIER	DM04	SAI
JOSÉE PROULX	DM04	SAI
PIERRE SÉGUIN	DM04	SAI

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
ANNICK GUÉRARD-KERHULU	DM04	SAE
PIERRE LANTHIER	DM04	SAE
ODETTE LAVERDIÈRE	DM04	SAE
GILLES RENY	DM04	SAE

PRÉNOM ET NOM	TRAITEMENT ANNUEL	SECTION
FRANÇOIS BOUTIN	DM04	STE
SUZANNE LÉVESQUE	DM04	STE
PASCALE SARRAZIN	DM04	STE
MARIO ST-PIERRE	DM04	STE

• LISTE DES MEMBRES À TEMPS PARTIEL

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JOCELYN CARPENTIER	SAS
ÉLIZABETH CZYZIW	SAS
PIERRE DESLANDES	SAS
FRANÇOIS GAUTHIER	SAS
DENIS GRAVEL	SAS
BRUNO L'HEUREUX	SAS
LOUISE NOLET	SAS
JACQUES RAMSAY	SAS
GILLES THÉRIAULT	SAS

PRÉNOM ET NOM	SECTION
LOUISE M. BLAIN	CETM
CHANTAL CARON	CETM
GÉRARD COURNOYER	CETM
MARCEL COURTEMANCHE	CETM
YVON GARNEAU	CETM
KARINE GOULET	CETM
PIERRE GUAY	CETM
JEAN-FRANÇOIS LACERTE	CETM
LIONEL LAMBERT	CETM
HÉLÈNE LE BLANC	CETM
JEAN-ROBERT LEROUX	CETM
LOUISE MALTAIS	CETM
PHILIPPE NOBÉCOURT	CETM
MARIE-LUCE QUINTAL	CETM
PIERRE ROUILLARD	CETM
PIERRE TÉTREAU	CETM

PRÉNOM ET NOM	SECTION
JACQUES FORGUES	SAI

B. PERSONNE QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVÉLÉ, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
DEPUIS L'AMENDEMENT APPORTÉ À LA LOI SUR LA JUSTICE ADMINISTRATIVE (PROJET DE LOI 103), LES MEMBRES SONT, DEPUIS LE 1 ^{ER} JANVIER 2006, NOMMÉS SELON BONNE CONDUITE.							

C. PERSONNES NOMMÉES, LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, INCLUANT LEUR RÉMUNÉRATION

NOM	PRÉNOM	QUALITÉ REQUISE PAR LA LOI	AFFECTATION	MANDAT INITIAL	DATE EFFET DÉCRET RENOUV.	MANDAT FIN	RÉMUNÉRATION
BOULIANNE	STÉPHANIE	AVOCAT	SAS	2019-09-16			DM04
BRISSON	ANICK	PSYCHOLOGUE	SAS	2020-01-06			DM04
CORNEY-ROBICHAUD	MARIE-EVE	AVOCAT	SAS	2019-09-16			DM04
DURAND	MARTINE	ÉVALUATEUR-AGRÉÉ	SAI	2019-09-16			DM04
LABRÈCHE	JACQUES	MÉDECIN	SAS	2019-09-16			DM04 (MEMBRE MÉDECIN)
LEFEBVRE-DROLET	KARL	AVOCAT	SAS	2019-09-16			DM04
MARCHETTI	FRANCE	AVOCAT	SAS	2020-01-06			DM04
SCARINCI	CHRISTINE	MÉDECIN	SAS	2019-09-16			DM04 (MEMBRE MÉDECIN)
TREMBLAY	JEAN-PHILIPPE	MÉDECIN	SAS	2019-09-16			DM04 (MEMBRE MÉDECIN)

- P.21 POUR 2019-2020, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDiquer :**
- A. **LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT, DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
 - B. **LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION

1. DÉLAI MOYEN DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF* (EN JOUR)

SECTION/MATIÈRE(S)	2019-2020
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	23
IMMIGRATION	14
INDEMNISATIONS DIVERSES **	39
RÉGIME DE RENTES	31
SÉCURITÉ DU REVENU	63
SERVICE DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	36
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	26
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	19
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	29

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE L'ENVOI DE LA CORRESPONDANCE À LA PARTIE INTIMÉE JUSQU'À LA DATE DE RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF. ON SOUSTRAIT ENSUITE CINQ JOURS POUR LE DÉLAI DU COURRIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

2. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE DANS LA VIE DU DOSSIER* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2019-2020
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	4,8
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	5,1
RÉGIME DES RENTES	5,8
SÉCURITÉ DU REVENU	5,8
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	2,0
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	1,4
EXPROPRIATION	3,0
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE SÉANCE DE CONCILIATION FIXÉE DANS LA VIE DU DOSSIER.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

3. DÉLAI MOYEN DES DOSSIERS FERMÉS EN CONCILIATION* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(s)	2019-2020
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	9,3
IMMIGRATION	-
INDEMNISATIONS DIVERSES**	17,3
RÉGIME DES RENTES	12,0
SÉCURITÉ DU REVENU	8,4
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	-
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	-
EXPROPRIATION	5,9
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	-
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	-

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE L'INSCRIPTION À LA CONCILIATION OU DE L'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CONCILIATION JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER EN CONCILIATION.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

4. DÉLAI MOYEN DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(s)	2019-2020
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	23,6
IMMIGRATION	5,8
INDEMNISATIONS DIVERSES **	27,3
RÉGIME DES RENTES	19,6
SÉCURITÉ DU REVENU	20,0
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	8,6
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	15,5
EXPROPRIATION ***	43,8
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	5,7
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	9,6

* LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER ADMINISTRATIF JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

*** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE LA DATE DU DÉPÔT DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE DE LA PREMIÈRE AUDIENCE FIXÉE.

5. DÉLAI MOYEN DU DÉLIBÉRÉ POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN JOURS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2019-2020
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	63
IMMIGRATION	51
INDEMNISATIONS DIVERSES**	70
RÉGIME DES RENTES	63
SÉCURITÉ DU REVENU	59
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	58
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	28
EXPROPRIATION	56
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	53
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	65

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DU DÉBUT DU DÉLIBÉRÉ (QUI CORRESPOND EN GÉNÉRAL AVEC LA DATE DE L'AUDIENCE TENUE) JUSQU'À LA DATE DE LA DÉCISION RENDUE.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.

6. DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT POUR LES DOSSIERS FERMÉS* (EN MOIS)

SECTION/MATIÈRE(S)	2019-2020
SECTION DES AFFAIRES SOCIALES	
ASSURANCE AUTOMOBILE	23,3
IMMIGRATION	10,1
INDEMNISATIONS DIVERSES **	27,9
RÉGIME DES RENTES	23,4
SÉCURITÉ DU REVENU	18,0
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	13,1
SECTION DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES	
FISCALITÉ MUNICIPALE ET AUTRES RECOURS IMMOBILIERS	19,7
EXPROPRIATION ***	50,7
SECTION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES	
	8,5
SECTION DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	
	16,5

- * LE DÉLAI EST CALCULÉ À PARTIR DE LA DATE DE RÉCEPTION DU RECOURS DE LA PART DU REQUÉRANT (OU À PARTIR DE LA DATE DE LA PREMIÈRE OFFRE OU RÉCLAMATION DÉTAILLÉE DANS LE CAS D'UNE EXPROPRIATION) JUSQU'À LA DATE DE LA FERMETURE DU DOSSIER.
- ** COMPREND LES INDEMNISATIONS POUR LES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LES INDEMNISATIONS AUTRES ET CELLES DES ACCIDENTÉS DU TRAVAIL.
- *** EN MATIÈRE D'EXPROPRIATION, LE DÉLAI EST CALCULÉ À COMPTER DE L'« OFFRE DÉTAILLÉE » (DATE CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT CELLE DE L'OUVERTURE DU DOSSIER) JUSQU'À LA DATE À LAQUELLE LE DOSSIER A ÉTÉ FERMÉ À LA SUITE D'UNE DÉCISION, D'UN RÈGLEMENT, D'UN DÉSISTEMENT OU D'UNE CONCILIATION.

B. LA MOYENNE DES DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES MEMBRES :

LES STATISTIQUES SUR LES DOSSIERS TRAITÉS NE SONT DISPONIBLES QUE PAR SECTION OU MATIÈRE ET NON POUR CHACUN DES MEMBRES DU TRIBUNAL.

P.22 POUR 2019-2020, BILAN DES ACTIVITÉS DE CONCILIATION AU TRIBUNAL ADMINISTRATIF :

- A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES;
- B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS;
- C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. NOMBRE DE RÉGIONS VISÉES :

TOUTES LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES DU QUÉBEC.

B. NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS :

CONCILIATION	2019-2020
DOSSIERS TRAITÉS	3 248

C. NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT DONNÉ LIEU À UN RÈGLEMENT

CONCILIATION	2019-2020
ACCORDS	1 505
DÉSISTEMENTS	119
TOTAL	1 624

- P.23 POUR CHACUNE DES SECTIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF, INDIQUER :**
- A. **LE NOMBRE TOTAL DE JUGES, EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DU MANDAT;**
 - B. **LE NOMBRE DE POSTES VACANTS, INCLUANT LA DATE.**

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. LE NOMBRE TOTAL DE JUGES EN INDIQUANT LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN

À TEMPS PLEIN

Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
ANGLADE	JOSEPH	CETM	1997-02-10
AUDET	DOMINIQUE	CETM	1998-03-09
BEAUDOIN	MATTHIEU	SAI	2018-04-30
BEAULIEU	CAROLE	SAS	2016-07-18
BIBEAU	NATALIE	SAS	2014-02-17
BOISCLAIR	SONIA	SAS	2019-02-11
BOISSY	BENOIT	SAS	2009-04-14
BORDUAS	ROBERT	CETM	2008-10-14
BOTTINO	PRESHA	SAS	2006-04-24
BOUCHARD	CAROL	CETM	2014-02-17
BOUCHARD	DIANE	SAS	2012-06-04
BOUCHARD	MARIO	SAI	2008-03-25
BOULANGER	JACQUES	PRÉSIDENTE	2014-02-17
BOULIANNE	STÉPHANIE	SAS	2019-09-16
BOURASSA	SYLVAIN	SAS	2014-02-17
BOURDAGES	ISABELLE	SAS	2016-07-18
BOURGAULT	RICHARD	SAS	2010-03-01
BOUTIN	FRANÇOIS	STE	2008-09-22
BRISSON	ANICK	SAS	2020-01-06
CARON	JOSÉE	SAS	2009-03-16
CARON	SÉBASTIEN	SAI	2017-03-13
CAUX	PIERRE	CETM	2017-03-13
CHAREST	MARIE	SAI	2008-04-03
CHARETTE	STÉPHANIE	SAS	2018-04-30
COLLIN	RÉAL	SAI	1981-03-11
CORNEY-ROBICHAUD	MARIE-EVE	SAS	2019-09-16
CÔTÉ	CHRISTINE	SAS	2011-04-11
CÔTÉ	DANIEL	SAI	2016-11-28
COUTURE	SONIA	SAS	2016-04-11
DAO	CLAUDIA	SAS	2015-06-01
DE KOVACHICH	HÉLÈNE	SAI	2006-05-02
DIEUDONNÉ	JEAN-ROSEMOND	SAS	2018-08-27
DUFOUR	JEAN-MARC	SAS	2007-03-12
DULUDE	STÉPHAN F.	PRÉSIDENTE	2017-03-13
DURAND	MARTINE	SAI	2019-09-16
ÉVANGÉLISTE	MARIO	CETM	2012-06-18
FONTAINE	GILLES	SAS	2014-02-17
FRANCOEUR	JACQUELINE	SAI	2019-02-18
GAGNÉ	ODETTE	SAS	2018-01-08
GAGNON	GUY	SAI	1992-08-03
GAGNON	KATHYA	SAS	2008-10-14
GAGNON	MARIE ANNICK	SAS	2014-02-17
GILL	SANDRA	SAS	2017-09-25
GONTHIER	CAROLINE	SAS	2009-02-23
GOSSELIN	CHARLES	SAI	1992-08-03
GOUIN	HÉLÈNE	SAS	1989-04-03
GOULET	CLÉMENT	SAI	2011-04-04

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
GOUVEIA	PAULO	SAS	2017-04-18
GOYER	MANON	SAI	2006-10-30
GUÉRARD-KERHULU	ANNICK	SAE	2018-02-26
HAMEL	LOUISE	SAS	2002-02-04
HOULE	MÉLISSA	SAS	2017-03-13
LABRÈCHE	JACQUES	SAS	2019-09-16
LACASSE	GISÈLE	PRÉSIDENTE	2011-03-28
LAGUEUX	DANIEL	SAS	2007-10-29
LANDRY	FRANÇOIS	SAS	1998-03-09
LANTHIER	PIERRE	SAE	1992-01-20
LAPORTE	MICHEL	SAS	2006-05-01
LATULIPPE	PIERRE R.	SAS	2017-09-25
LAUZON	JUDITH	CETM	2011-04-18
LAVERDIÈRE	ODETTE	SAE	1997-10-14
LAVOIE	STEVEN	SAI	2016-11-28
LE FRANÇOIS	LUCIE	SAS	2006-09-05
LE MOYNE	YVAN	SAS	2007-09-24
LECLERC	CARL	SAS	2014-02-17
LEFEBVRE-DROLET	KARL	SAS	2019-09-16
LEFRANÇOIS	GUY	SAS	2017-03-13
LEJEUNE	NATALIE	PRÉSIDENTE	2009-02-23
LÉVESQUE	SUZANNE	STE	2008-10-14
MARCHETTI	FRANCE	SAS	2020-01-06
MASSÉ	VIRGINIE	SAS	2018-01-08
MORISSETTE	ÉRIC	CETM	2014-02-17
PELLETIER	VÉRONIQUE	SAI	1994-07-18
PERRON	DAVID	SAS	2017-03-13
PIERRE	NATACHA	SAS	2017-04-18
PILETTE-KANE	YOLANDE	SAS	2014-02-17
POIRIER	ANNICK	SAS	2018-01-08
PROULX	JOSÉE	SAI	2012-06-18
RANDOIN	MICHÈLE	SAS	2009-02-23
RENY	GILLES	SAE	2010-03-01
RIVARD	MICHEL	SAS	2015-06-01
ROCHELIN	GERTRUDE	CETM	2010-07-19
ROY	SYLVAIN L.	SAS	2019-02-11
SARRAZIN	PASCAL	STE	2018-04-30
SCARINCI	CHRISTINE	SAS	2019-09-16
SÉGUIN	PIERRE	SAI	2012-06-18
ST-PIERRE	MARIO	STE	2018-03-19
TARDY	SOLANGE	SAS	1999-08-23
TREMBLAY	JEAN-PHILIPPE	SAS	2019-09-16
TURPIN	CLAUDE	CETM	2011-04-11
WAECHTER	MICHEL	SAS	2017-04-18

TOTAL
91

À TEMPS PARTIEL

NOM	PRÉNOM	AFFECTATION	MANDAT INITIAL
BLAIN	LOUISE M.	CETM	1996-02-21
CARON	CHANTAL	CETM	2010-01-11
CARPENTIER	JOCELYN	SAS	2008-01-01*
COURNOYER	GÉRARD	CETM	2012-11-26
COURTEMANCHE	MARCEL	CETM	1993-01-20
CZYIWI	ÉLIZABETH	SAS	2012-11-26
DESLANDES	PIERRE	SAS	2018-04-18
FORGUES	JACQUES	SAI	2008-04-01*
GARNEAU	YVON	CETM	2018-08-15

	Nom	Prénom	Affectation	Mandat initial
	Gauthier	François	SAS	2017-07-12
	Goulet	Karine	CETM	2017-03-21
	Gravel	Denis	SAS	2018-04-18
	Guay	Pierre	CETM	2019-01-29
	Lacerte	Jean-François	CETM	2000-07-31
	Lambert	Lionel	CETM	1993-01-20
	Le Blanc	Hélène	CETM	2017-01-31
	Leroux	Jean Robert	CETM	2015-11-02
	L'Heureux	Bruno	SAS	2014-02-17
	Maltais	Louise	CETM	1998-03-23
	Nobécourt	Philippe	CETM	2011-03-28
	Nolet	Louise	SAS	2015-07-06
	Quintal	Marie-Luce	CETM	2013-07-08
	Ramsay	Jacques	SAS	2018-08-15
	Rouillard	Pierre	CETM	2017-06-05
TOTAL 26	Tétreault	Pierre	CETM	2017-02-15
	Thériault	Gilles	SAS	1977-11-16

* DATE DE LA NOMINATION À TEMPS PARTIEL SUIVANT LE MANDAT À TEMPS PLEIN.

B. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS

À TEMPS PLEIN

	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
	8006	2020-02-20
	8009	2020-03-13
	8015	2019-09-09
	8031	2019-04-01
TOTAL 6	8085	2020-02-03
	8094	2020-01-01

À TEMPS PARTIEL

TOTAL	NUMÉRO DE POSTE	VACANT DEPUIS
14	14 POSTES *	N/A

* AUCUN NUMÉRO DE POSTE N’EST ATTRIBUÉ AUX POSTES À TEMPS PARTIEL

P.24 NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES DÉPOSÉES DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DEPUIS SA CRÉATION.

MINISTÈRE

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

2019-2020

NOMBRE	NATURE
41	PLAINTES REPORTÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
119	PLAINTES OUVERTES 2019-2020
1 219	NOMBRE TOTAL PLAINTES
67	PLAINTES RÉGIE DU LOGEMENT
14	PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
29	PLAINTES TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
9	PLAINTES BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE
70	DOSSIERS EN TRAITEMENT (INCLUANT 4 ENQUÊTES)
88	PLAINTES DÉCLARÉES NON RECEVABLES

P.25 NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REMISES PAR L'UTILISATION DES RADARS PHOTO DEPUIS LEUR INSTALLATION (MONTANT DES AMENDES PERÇUES; VENTILATION PAR RADAR PHOTO).

MINISTÈRE

RADAR PHOTO	NOMBRE DE CONTRAVENTION ²	MONTANT ³
TOTAL FIXES ¹	298 030	34 202 390 \$
TOTAL RADARS MOBILES ¹	106 258	21 148 504 \$
TOTAL FEUX ROUGES ¹	7 497	1 275 613 \$
TOTAL	411 785	56 626 507 \$

- 1. RÉPARTITION DES RADARS DU RÉSEAU ROUTIER DÉTERMINÉS PAR UN ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :
 - 11 RADARS FIXES VITESSE;
 - 24 RADARS MOBILES OPÉRANT SUR 128 SITES (EXCLUANT LES ZONES SCOLAIRES ET LES CHANTIERS DE CONSTRUCTION);
 - 19 RADARS FIXES FEUX ROUGES (DONT 10 FEUX ROUGES ET VITESSE).
- 2. LE NOMBRE DE CONTRAVENTIONS REPRÉSENTE LE NOMBRE DE CONSTATS SIGNIFIÉS DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.
- 3. LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS DE CONSTAT ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAISSANT SUR LES CONSTATS AU 31 MARS 2020.

P.26 NOMBRE DE MANDATS ACCORDÉS ET REFUSÉS PAR L' AIDE JURIDIQUE EN 2019-2020, DE MÊME QUE LA RÉPARTITION DE CEUX-CI ENTRE LES AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION ATTRIBUÉE PAR TARIF FORFAITAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET NOTARIALE ET, PAR ÉTAPE, EN MATIÈRE CIVILE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS ET LES NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE ET LES AVOCATS ET LES NOTAIRES PERMANENTS DE L' AIDE JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**1. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ ACCEPTÉES OU REFUSÉES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	TOTAL	ACCEPTÉES	%	REFUSÉES	%	NON-STATUÉES	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 880	9 408	79,2 %	1 684	14,2 %	788	6,6 %
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	9 258	7 978	86,2 %	1 112	12,0 %	168	1,8 %
CÔTE-NORD	5 058	4 002	79,1 %	363	7,2 %	693	13,7 %
ESTRIE	14 319	12 592	87,9 %	1 448	10,1 %	279	1,9 %
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	29 333	22 778	77,7 %	6 265	21,4 %	290	1,0 %
MAURICIE-BOIS-FRANCS	19 004	15 557	81,9 %	3 248	17,1 %	199	1,0 %
MONTRÉAL	75 982	56 274	74,1 %	17 292	22,8 %	2 416	3,2 %
OUTAOUAIS	14 871	12 784	86,0 %	1 877	12,6 %	210	1,4 %
QUÉBEC	24 299	19 843	81,7 %	3 284	13,5 %	1 172	4,8 %
RIVE-SUD	35 619	28 607	80,3 %	6 728	18,9 %	284	0,8 %
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	9 726	8 346	85,8 %	862	8,9 %	518	5,3 %
TOTAL	249 349	198 169	79,5 %	44 163	17,7 %	7 017	2,8 %

**2. RÉPARTITION DES DEMANDES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIEES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	CAS CONFIEES À DES AVOCATS	%	CAS CONFIEES À DES NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	9 376	99,7 %	32	0,3 %	9 408
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	7 966	99,8 %	12	0,2 %	7 978
CÔTE-NORD	4 001	100,0 %	1	0,0 %	4 002
ESTRIE	12 580	99,9 %	12	0,1 %	12 592
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	22 746	99,9 %	32	0,1 %	22 778
MAURICIE-BOIS-FRANCS	15 511	99,7 %	46	0,3 %	15 557
MONTRÉAL	56 197	99,9 %	77	0,1 %	56 274
OUTAOUAIS	12 757	99,8 %	27	0,2 %	12 784
QUÉBEC	19 831	99,9 %	12	0,1 %	19 843
RIVE-SUD	28 538	99,8 %	69	0,2 %	28 607
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	8 345	100,0 %	1	0,0 %	8 346
TOTAL	197 848	99,8 %	321	0,2 %	198 169

**3. RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES SELON QU'ELLES ONT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	AVOCATS SALARIÉS	%	AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES ACCEPTÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4 353	46,4 %	5 023	53,6 %	9 376
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	4 383	55,0 %	3 583	45,0 %	7 966
CÔTE-NORD	2 272	56,8 %	1 729	43,2 %	4 001
ESTRIE	6 164	49,0 %	6 416	51,0 %	12 580
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	9 617	42,3 %	13 129	57,7 %	22 746
MAURICIE-BOIS-FRANCS	7 786	50,2 %	7 725	49,8 %	15 511
MONTRÉAL	24 353	43,3 %	31 844	56,7 %	56 197
OUTAOUAIS	7 075	55,5 %	5 682	44,5 %	12 757
QUÉBEC	9 047	45,6 %	10 784	54,4 %	19 831
RIVE-SUD	13 051	45,7 %	15 487	54,3 %	28 538
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	4 736	56,8 %	3 609	43,2 %	8 345
TOTAL	92 837	46,9 %	105 011	53,1 %	197 848

**4. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS OU À DES NOTAIRES PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	REFUS AVOCATS	%	REFUS NOTAIRES	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1 671	99,2 %	13	0,8 %	1 684
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	1 102	99,1 %	10	0,9 %	1 112
CÔTE-NORD	361	99,4 %	2	0,6 %	363
ESTRIE	1 445	99,8 %	3	0,2 %	1 448
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	6 254	99,8 %	11	0,2 %	6 265
MAURICIE-BOIS-FRANCS	3 200	98,5 %	48	1,5 %	3 248
MONTRÉAL	17 246	99,7 %	46	0,3 %	17 292
OUTAOUAIS	1 871	99,7 %	6	0,3 %	1 877
QUÉBEC	3 275	99,7 %	9	0,3 %	3 284
RIVE-SUD	6 695	99,5 %	33	0,5 %	6 728
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	861	99,9 %	1	0,1 %	862
TOTAL	43 981	99,6 %	182	0,4 %	44 163

**5. RÉPARTITION DES DEMANDES REFUSÉES SELON QU'ELLES AURAIENT ÉTÉ CONFIÉES À DES AVOCATS SALARIÉS OU À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉ PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT**

RÉGIONS	REFUS SALARIÉS	%	REFUS PRATIQUE PRIVÉE	%	TOTAL DES DEMANDES REFUSÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	346	20,5 %	1 338	79,5 %	1 684
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	542	48,7 %	570	51,3 %	1 112
CÔTE-NORD	189	52,1 %	174	47,9 %	363
ESTRIE	631	43,6 %	817	56,4 %	1 448
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	2 360	37,7 %	3 905	62,3 %	6 265
MAURICIE-BOIS-FRANCS	1 509	46,5 %	1 739	53,5 %	3 248
MONTRÉAL	10 982	63,5 %	6 310	36,5 %	17 292
OUTAOUAIS	1 303	69,4 %	574	30,6 %	1 877
QUÉBEC	1 596	48,6 %	1 688	51,4 %	3 284
RIVE-SUD	3 184	47,3 %	3 544	52,7 %	6 728
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	498	57,8 %	364	42,2 %	862
TOTAL	23 140	52,4 %	21 023	47,6 %	44 163

6. RÉPARTITION DES DEMANDES NON STATUÉES SELON QU'ELLES SONT EN ATTESTATION CONDITIONNELLES OU EN SUSPENS PAR RÉGION
DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT

RÉGIONS	ATTESTATIONS CONDITIONNELLES	%	EN SUSPENS	%	TOTAL DES DEMANDES NON STATUÉES
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11	1,4 %	777	98,6 %	788
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	20	11,9 %	148	88,1 %	168
CÔTE-NORD	37	5,3 %	656	94,7 %	693
ESTRIE	37	13,3 %	242	86,7 %	279
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	46	15,9 %	244	84,1 %	290
MAURICIE-BOIS-FRANCS	0	0,0 %	199	100,0 %	199
MONTRÉAL	910	37,7 %	1 506	62,3 %	2 416
OUTAOUAIS	10	4,8 %	200	95,2 %	210
QUÉBEC	248	21,2 %	924	78,8 %	1 172
RIVE-SUD	178	62,7 %	106	37,3 %	284
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	20	3,9 %	498	96,1 %	518
TOTAL	1 517	21,6 %	5 500	78,4 %	7 017

7. COÛT MOYEN PAR DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE, CIVILE ET NOTARIALE :

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CRIMINELLE CONFÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 EST DE 634 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE CIVILE ET ADMINISTRATIF CONFÉ ET PAYÉ AUX AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 EST DE 479 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

LE COÛT MOYEN D'UN DOSSIER EN MATIÈRE NOTARIALE CONFÉ ET PAYÉ AUX NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 EST DE 268 \$, EXCLUANT LES FRAIS D'ADMISSIBILITÉ ET LES AUTRES FRAIS D'ADMINISTRATION DE CES DOSSIERS.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AU 31 MARS 2020, L'AIDE JURIDIQUE A DES BUREAUX DANS QUATRE-VINGT-TROIS (83) VILLES DU QUÉBEC, COMPRENANT CENT-SIX UNITÉS (106) DONT QUATRE-VINGT-SEPT (87) À TEMPS PLEIN ET DIX-NEUF (19) À TEMPS PARTIEL. AU DÉBUT DE L'EXERCICE FINANCIER, L'EXPÉRIENCE MOYENNE DES AVOCATS SALARIÉS DU RÉSEAU ÉTAIT D'ENVIRON 13,9 ANNÉES D'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE.

P.28 POUR 2019-2020, INDIQUER LE NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.3 DU RÈGLEMENT SUR L'ADMISSIBILITÉ JURIDIQUE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

EN 2019-2020, AUCUNE DEMANDE N'A ÉTÉ TRANSMISE AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION PAR LES DIRECTEURS GÉNÉRAUX. L'ARTICLE 4.3 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ADMETTRE À L'AIDE JURIDIQUE QUELQU'UN QUI N'EST PAS FINANCIÈREMENT ADMISSIBLE, EN TENANT COMPTE DE CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES ET DU FAIT QU'UN REFUS ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.

P.29 POUR 2019-2020, FOURNIR :

- A. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ;**
 - B. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - C. NOMBRE DE MANDATS ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE;**
 - D. NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE.**
-

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. AUCUN MANDAT N'A ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.13 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. CET ARTICLE PERMET AU COMITÉ ADMINISTRATIF DE LA COMMISSION, SUR RECOMMANDATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL, D'ACCORDER L'AIDE JURIDIQUE À UNE PERSONNE QUI NE PEUT, SUIVANT LES AUTRES DISPOSITIONS DE LA LOI, BÉNÉFICIER DE CETTE AIDE, S'IL CONSIDÈRE QUE DES CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES LE JUSTIFIENT ET QUE LE FAIT DE LUI REFUSER CETTE AIDE ENTRAÎNERAIT POUR CETTE PERSONNE UN TORT IRRÉPARABLE.**
- B. 15 500 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 9 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI QUI MET EN CAUSE SOIT LA SÉCURITÉ PHYSIQUE OU PSYCHOLOGIQUE D'UNE PERSONNE, SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCES, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE.**
- C. 7 831 MANDATS ONT ÉTÉ ÉMIS EN VERTU DU PARAGRAPHE 8 DE L'ARTICLE 4.7 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. CET ARTICLE STIPULE QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE EST ACCORDÉE POUR TOUTE AFFAIRE DONT UN TRIBUNAL EST OU SERA SAISI SI LA PERSONNE À QUI L'AIDE JURIDIQUE SERAIT ACCORDÉE SUBIT OU SUBIRA VRAISEMBLABLEMENT UNE ATTEINTE GRAVE À SA LIBERTÉ, NOTAMMENT UNE MESURE DE GARDE OU DE DÉTENTION.**
- D. LE NOMBRE DE MANDATS REFUSÉS OU RETIRÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 4.11 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020, EST DE 3 062. L'ARTICLE 4.11 PRÉVOIT QU'EN MATIÈRE AUTRE QUE CRIMINELLE OU PÉNALE, L'AIDE JURIDIQUE PEUT ÊTRE REFUSÉE OU RETIRÉE, SELON LE CAS, LORSQUE L'AFFAIRE OU LE RECOURS N'APPARAÎT PAS FONDÉ, COMPTE TENU NOTAMMENT DE L'UN OU L'AUTRE DES FACTEURS SUIVANTS :**
 - 1. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE NE PEUT ÉTABLIR LA VRAISEMBLANCE D'UN DROIT;**
 - 2. CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS A MANIFESTEMENT TRÈS PEU DE CHANCE DE SUCCÈS;**
 - 3. LES COÛTS QUE CETTE AFFAIRE OU CE RECOURS ENTRAÎNERAIT, SERAIENT DÉRAISONNABLES PAR RAPPORT AUX GAINS OU AUX PERTES QUI POURRAIENT EN RÉSULTER POUR LE REQUÉRANT OU, SELON LE CAS, LE BÉNÉFICIAIRE, À MOINS QU'IL NE METTE EN CAUSE SOIT SES MOYENS DE SUBSISTANCE, SOIT SES BESOINS ESSENTIELS ET CEUX DE SA FAMILLE;**
 - 4. LE JUGEMENT OU LA DÉCISION NE SERAIT PROBABLEMENT PAS SUSCEPTIBLE D'EXÉCUTION;**
 - 5. LA PERSONNE QUI DEMANDE L'AIDE OU QUI EN BÉNÉFICIE REFUSE, SANS MOTIF VALABLE, UNE PROPOSITION RAISONNABLE DE RÈGLEMENT DE L'AFFAIRE;**
 - 6. LES SERVICES POUR LESQUELS CETTE AIDE EST DEMANDÉE PEUVENT ÊTRE OBTENUS AUTREMENT, NOTAMMENT PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN AUTRE SERVICE GOUVERNEMENTAL OU D'UN AUTRE ORGANISME.**

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	33 568	33,4 %	66 968	66,6 %	100 536
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	89 255	72,5 %	33 839	27,5 %	123 094
CÔTE-NORD	40 719	91,6 %	3 731	8,4 %	44 450
ESTRIE	155 057	90,4 %	16 515	9,6 %	171 572
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	165 523	92,9 %	12 651	7,1 %	178 174
MAURICIE-BOIS-FRANCS	168 561	91,6 %	15 494	8,4 %	184 055
MONTRÉAL	1 130 891	94,2 %	70 223	5,8 %	1 201 114
OUTAOUAIS	209 460	95,8 %	9 206	4,2 %	218 666
QUÉBEC	136 535	64,5 %	75 180	35,5 %	211 715
RIVE-SUD	280 528	93,9 %	18 215	6,1 %	298 743
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	42 667	81,9 %	9 429	18,1 %	52 096
TOTAL	2 451 764	88,1 %	331 451	11,9 %	2 784 215

RÉPARTITION DES FRAIS JUDICIAIRES ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION					
DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGIONS	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	45 109	47,1 %	50 734	52,9 %	95 843
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	42 688	72,2 %	16 447	27,8 %	59 135
CÔTE-NORD	11 973	31,1 %	26 506	68,9 %	38 479
ESTRIE	122 257	79,0 %	32 491	21,0 %	154 748
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	290 232	53,3 %	254 167	46,7 %	544 399
MAURICIE-BOIS-FRANCS	115 874	85,5 %	19 601	14,5 %	135 475
MONTRÉAL	1 194 632	73,0 %	442 965	27,0 %	1 637 597
OUTAOUAIS	32 436	56,6 %	24 893	43,4 %	57 329
QUÉBEC	130 565	41,7 %	182 318	58,3 %	312 883
RIVE-SUD	304 458	77,4 %	89 142	22,6 %	393 600
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	40 252	90,7 %	4 133	9,3 %	44 385
TOTAL	2 330 476	67,1 %	1 143 397	32,9 %	3 473 873

INCLUANT LES FRAIS D’EXPERTISE, EXCLUANT LE COÛT POUR PHOTOCOPIES ET LES FRAIS DE DÉPLACEMENTS.

P.31 COÛT TOTAL DES FRAIS D'EXPERTISE DU RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE, EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES AVOCATS SALARIÉS ET LES AVOCATS DE PRATIQUE PRIVÉE, POUR CHACUNE DES RÉGIONS, POUR LA DERNIÈRE ANNÉE FINANCIÈRE, EN FAISANT LA DISTINCTION SELON LE TYPE D'EXPERTISE.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS SALARIÉS, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	13 434	22,1 %	47 301	77,9 %	60 735
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	18 248	57,8 %	13 317	42,2 %	31 565
CÔTE-NORD	5 350	100,0 %	0	0,0 %	5 350
ESTRIE	45 454	75,2 %	15 007	24,8 %	60 461
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	24 066	76,0 %	7 586	24,0 %	31 652
MAURICIE-BOIS-FRANCS	79 817	89,7 %	9 125	10,3 %	88 942
MONTRÉAL	266 023	88,2 %	35 625	11,8 %	301 648
OUTAOUAIS	38 476	83,7 %	7 492	16,3 %	45 968
QUÉBEC	59 025	55,4 %	47 610	44,6 %	106 635
RIVE-SUD	51 861	80,1 %	12 850	19,9 %	64 711
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	5 078	40,4 %	7 500	59,6 %	12 578
TOTAL	606 832	74,9 %	203 413	25,1 %	810 245

RÉPARTITION DES FRAIS D'EXPERTISE ENCOURUS PAR LES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, PAR CATÉGORIE DE FRAIS, PAR RÉGION DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020 – VOLET CONTRIBUTIF ET VOLET GRATUIT					
RÉGION	CIVIL	%	CRIMINEL	%	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	15 454	45,8 %	18 275	54,2 %	33 729
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE	8 293	46,0 %	9 737	54,0 %	18 030
CÔTE-NORD	1 920	27,7 %	5 000	72,3 %	6 920
ESTRIE	24 938	51,4 %	23 597	48,6 %	48 535
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	88 195	63,8 %	50 034	36,2 %	138 229
MAURICIE-BOIS-FRANCS	24 437	70,8 %	10 075	29,2 %	34 512
MONTRÉAL	238 853	47,4 %	265 575	52,6 %	504 428
OUTAOUAIS	4 033	16,9 %	19 900	83,1 %	23 933
QUÉBEC	55 389	37,0 %	94 275	63,0 %	149 664
RIVE-SUD	86 194	80,6 %	20 722	19,4 %	106 916
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	4 667	70,0 %	2 000	30,0 %	6 667
TOTAL	552 373	51,5 %	519 190	48,5 %	1 071 563

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	RÉSULTATS PROBABLES 2019-2020 (K\$)
SUBVENTION VERSÉE PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	177 791,5
REVENUS AUTONOMES ESTIMÉS	5 000,0
UTILISATION DU SURPLUS CUMULÉ	7 879,6
TOTAL	190 671,1

P.33 VENTILATION DÉTAILLÉE DE L'EFFECTIF, AU 31 MARS 2020, POUR LA COMMISSION ET POUR CHACUN DES BUREAUX RÉGIONAUX.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS POUR LA COMMISSION AINSI QUE POUR CHACUN DES BUREAUX AU 31 MARS 2020

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
ABITIBI – TÉMISCAMINGUE				
ADMINISTRATION & AMOS	3,0	5,6	0,5	9,1
ROUYN-NORANDA	3,0	3,0		6,0
VILLE-MARIE	1,0	1,0		2,0
VAL D’OR	3,0	4,0		7,0
LA SARRE	1,0	1,6		2,6
NORD	5,0	4,0		9,0
KUUJJUAQ	1,0	1,0		2,0
CHIBOUGAMAU	1,0	1,0		2,0
	18,0	21,2	0,5	39,7
BAS ST-LAURENT-GASPÉSIE				
RIMOUSKI	5,0	8,0	1,0	14,0
NEW RICHMOND	2,0	2,7		4,7
RIVIÈRE-DU-LOUP	3,0	5,0	1,0	9,0
GASPÉ	1,0	1,5		2,5
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1,0	1,0		2,0
MATANE	2,0	2,5		4,5
CHANDLER	2,0	2,7		4,7
AMQUI	1,0	1,5		2,5
STE-ANNE-DES-MONTS	1,0	1,5		2,5
CABANO	1,0	1,6		2,6
	19,0	28,0	2,0	49,0
CÔTE-NORD				
SEPT-ÎLES	5,0	6,5	0,5	12,0
BAIE-COMEAU	5,0	4,0		9,0
FORESTVILLE	1,0	2,0		3,0
	11,0	12,5	0,5	24,0
ESTRIE				
SHERBROOKE (ADMINISTRATION ET CIVIL)	8,0	15,0		23,0
COATICOOK	1,0	1,0		2,0
THETFORD MINES	3,0	4,0		7,0
ASBESTOS	2,0	2,5		4,5
LAC MÉGANTIC	2,0	2,0		4,0
MAGOG	2,0	2,5		4,5
SHERBROOKE (JEUNESSE ET CRIMINEL)	9,0	7,5	0,5	17,0
	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE				
ST-JÉRÔME (30 OUEST, DE MARTIGNY)	15,0	17,1	1,0	33,1
JOLIETTE	10,0	10,8	1,0	21,8
MONT-LAURIER	2,0	2,3		4,3
STE-THÉRÈSE	2,0	3,6		5,6
REPENTIGNY	2,0	3,7		5,7
STE-AGATHE	1,0	1,6		2,6
LACHUTE	1,0	1,6		2,6
ST-EUSTACHE	1,0	1,9		2,9
TERREBONNE	1,0	1,5		2,5
ADMINISTRATION	2,0	4,0		6,0
	37,0	48,1	2,0	87,1

MAURICIE-BOIS-FRANCS				
TROIS-RIVIÈRES (1350 ROYALE)	10,0	11,5	1,0	22,5
SHAWINIGAN	5,0	5,0	0,5	10,5
LA TUQUE	1,0	1,0		2,0
DRUMMONDVILLE	6,0	8,0		14,0
VICTORIAVILLE	4,0	5,5		9,5
ADMINISTRATION	1,0	4,0		5,0
	27,0	35,0	1,5	63,5

MONTRÉAL				
LAVAL	13,0	13,0	0,5	26,5
CENTRE SUD	7,0	9,0	0,5	16,5
DIV. JEUNESSE (5800 ST-DENIS)	13,0	9,0		22,0
DIVISION CRIMINELLE	26,0	30,0	2,0	58,0
MAISONNEUVE-MERCIER	8,0	10,0	0,5	18,5
MONTRÉAL-NORD	7,0	9,0	0,5	16,5
CÔTE-DES-NEIGES	6,0	8,0	0,5	14,5
CRÉMAZIE	7,0	9,0	0,5	16,5
SUD-OUEST	8,0	10,0	0,5	18,5
ADMINISTRATION	3,0	22,0		25,0
IMMIGRATION	9,0	14,0		23,0
POINTE-ST-CHARLES	3,0	5,0	0,5	8,5
SANTÉ MENTALE	4,0	3,0		7,0
SERVICE DE GARDE	7,0	1,0		8,0
	121,0	152,0	6,0	279,0

OUTAOUAIS				
GATINEAU (CIVIL, FAMILLE, JEUNESSE & ADMINISTRATION)	9,0	14,0		23,0
MANIWAKI	2,0	2,5		4,5
CAMPBELL’S BAY	1,0	1,0		2,0
BUCKINGHAM	1,8	2,5		4,3
GATINEAU	5,0	6,5		11,5
GATINEAU – SECTION CRIMINELLE	7,0	7,0	0,5	14,5
AYLMER	1,0	1,0		2,0
ST-ANDRÉ AVELIN	0,2			0,2
	27,0	34,5	0,5	62,0

RÉGION	AVOCATS	AUTRE PERSONNEL	STAGIAIRES	TOTAL
QUÉBEC				
CHARLESBOURG (5350 H.-BOURASSA)	5,0	8,0		13,0
LA MALBAIE	1,0	1,4		2,4
LÉVIS	3,0	4,0		7,0
MONTMAGNY	2,0	2,0		4,0
ST-GEORGES-DE-BEAUCE	3,0	3,0		6,0
ST-JOSEPH-DE-BEAUCE	2,0	2,0		4,0
QC – SECTION JEUNESSE	7,0	6,0	1,0	14,0
QC – SECTION CRIMINELLE	10,0	12,6	1,0	23,6
CENTRE-VILLE	5,0	7,0		12,0
CHARLESBOURG (8500 H.-BOURASSA)	2,0	5,0		7,0
	40,0	51,0	2,0	93,0
RIVE-SUD				
LONGUEUIL (101 ROLAND-THERRIEN)	2,0	4,0		6,0
LONGUEUIL – AFFAIRES CIVILES	9,0	12,5	1,0	22,5
CHÂTEAUGUAY	2,0	3,0		5,0
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	4,0	4,0		8,0
ST-HYACINTHE	5,0	6,0		11,0
SOREL	3,0	4,0		7,0
GRANBY	4,0	5,0		9,0
VALLEYFIELD	7,0	7,0		14,0
COWANSVILLE	2,0	3,0		5,0
LONGUEUIL – CRIMINEL & JEUNESSE	12,0	9,0	0,5	21,5
	50,0	57,5	1,5	109,0
SAGUENAY LAC-ST-JEAN				
CHICOUTIMI	6,0	7,0		13,0
ALMA	3,0	4,0		7,0
ROBERVAL	2,0	3,0		5,0
DOLBEAU-MISTASSINI	1,0	2,0		3,0
LA BAIE	1,0	1,0		2,0
JONQUIÈRE	3,0	4,0		7,0
ADMINISTRATION	1,0	3,0		4,0
	17,0	24,0	0,0	41,0
COMMISSION	13,0	47,0		60,0
TOTAL DES EFFECTIFS	407,0	545,3	17,0	969,3

P.34 BILAN DE LA HAUSSE DES SEUILS D'ADMISSIBILITÉ À L'AIDE JURIDIQUE EN VIGUEUR DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2014. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉGIONS	DEMANDES REÇUES DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020	DEMANDES ACCEPTÉES DU 1 ^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11 880	9 408
BAS-ST-LAURENT-GASPÉSIE	9 258	7 978
CÔTE-NORD	5 058	4 002
ESTRIE	14 319	12 592
LAURENTIDES-LANAUDIÈRE	29 333	22 778
MAURICIE-BOIS-FRANCS	19 004	15 557
MONTREAL	75 982	56 274
OUTAOUAIS	14 871	12 784
QUEBEC	24 299	19 843
RIVE-SUD	35 619	28 607
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	9 726	8 346
TOTAL	249 349	198 169

P.35 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DU PROGRAMME D’AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE DROIT CRIMINEL. FOURNIR DES PRÉCISIONS CONCERNANT LE VOLET TOUCHANT L’IMMIGRATION ET LES RÉFUGIÉS. INCLURE LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL MANDATÉ POUR EXAMINER LES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS QUANT À LA FORMULE FÉDÉRALE DE DISTRIBUTION DU FINANCEMENT. INCLURE TOUT RAPPORT OU PLAN D’ACTION.

MINISTÈRE

L’ENTENTE DE FINANCEMENT CANADA-QUÉBEC EN MATIÈRE D’AIDE JURIDIQUE COUVRE LES EXERCICES 2017-2018 À 2021-2022 ET REPREND LA PLUPART DES MODALITÉS DE L’ENTENTE PRÉCÉDENTE, MAIS MODIFIE LA FORMULE DE RÉPARTITION DU FINANCEMENT FÉDÉRAL EN MATIÈRE CRIMINELLE, LAQUELLE EST DORÉNAVANT BASÉE, EN PARTIE, SUR LES VARIABLES ET LES COEFFICIENTS DE PONDÉRATION SUIVANTS :

- LES PERSONNES ACCUSÉES (PONDÉRATION DE 25 %);
- LA POPULATION MASCULINE ÂGÉE DE 12 À 34 ANS (PONDÉRATION DE 16,66 %);
- LA POPULATION AUTOCHTONE (PONDÉRATION DE 16,67 %);
- LA MESURE DE FAIBLE REVENU (MFR) (PONDÉRATION DE 16,67 %);
- LES DÉPENSES DES RÉGIMES D’AIDE JURIDIQUE (PONDÉRATION DE 25 %).

CETTE FORMULE REPOSE SUR L’IDÉE D’UN PARTAGE ÉGAL ENTRE, D’UNE PART, LES VARIABLES DÉMOGRAPHIQUES ET, D’AUTRE PART, LES VARIABLES INDIQUANT LE NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES ET LES DÉPENSES DES RÉGIMES D’AIDE JURIDIQUE, LESQUELLES SONT PLUS DIRECTEMENT LIÉES AUX COÛTS DE L’AIDE JURIDIQUE.

AUX FINS DE CETTE ENTENTE, DES DÉPENSES ADMISSIBLES DE 59,8 M\$ ONT ÉTÉ ENGAGÉES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES (CSJ) POUR L’AIDE JURIDIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2019. CE MONTANT INCLUT LES DÉPENSES VISANT À OFFRIR DES SERVICES AUX ADULTES, AUX ADOLESCENTS VISÉS PAR LA LOI SUR LA JUSTICE PÉNALE DES ADOLESCENTS (LSJPA) ET AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS.

P.36 **LISTE DES MANDATS ACCORDÉS EN 2019-2020 À DES AVOCATS DE LA PRATIQUE PRIVÉE, À DES PROFESSEURS DE DROIT OU À DES JUGES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET PAR TOUS LES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT. PRÉCISER :**

- A. LE NOM ET L'ADRESSE DU PROFESSIONNEL;
- B. LA DESCRIPTION DU MANDAT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE PROLONGATION;
- C. LE COÛT HORAIRE ET LE COÛT TOTAL DU MANDAT JUSQU'À MAINTENANT; LE CAS ÉCHÉANT, INDiquer LES MANDATS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE DÉROGATION QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE;
- D. LES PRÉVISIONS DES COÛT POUR 2020-2021 ET POUR L'ENSEMBLE DU MANDAT CONFIE;
- E. LE NOM DE L'ÉTUDE, DU CABINET OU DE LA SOCIÉTÉ DU PROFESSIONNEL, LE CAS ÉCHANT.

MINISTÈRE

CETTE LISTE DIVULQUE LES ENGAGEMENTS DE MOINS DE 25 000 \$ CONFORMÉMENT AUX INSTRUCTIONS REÇUES DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX : NE FAITES ÉTAT QUE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000\$. POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.*

* EN RÉFÉRENCE À LA DIRECTIVE 4-80 « CONCERNANT CERTAINS ENGAGEMENTS DE 25 000 \$ ET PLUS ET LES RÈGLES RELATIVES AUX PAIEMENTS FAITS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU »

LÉGENDE	
TAUX RÉGLEMENTAIRE : TAUX SUIVANT LE <i>RÈGLEMENT SUR LES HONORAIRES RELATIFS À CERTAINS SERVICES JURIDIQUES RENDUS À DES ORGANISMES DU GOUVERNEMENT</i> (RLRQ, c. C-65.1, R. 7.3).	
TAUX DÉROGATOIRE : TAUX QUI A FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE DE DÉROGATION AU CONSEIL DU TRÉSOR CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 25 DE LA <i>LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS</i> (RLRQ, c. C-65.1).	
F	FORFAITAIRE
H	TAUX HORAIRE
1	MANDAT AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE
2	MANDAT QUI FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE QUANT AU TAUX HORAIRE APPLICABLE ET QUI EST EN CHEMINEMENT POUR OBTENIR UNE DÉCISION DU CONSEIL DU TRÉSOR
3	MANDAT HORS QUÉBEC

NOTE EXPLICATIVE

QUESTIONS PARTICULIÈRES POUR LES MANDATS ACCORDÉS LORS DE L'EXERCICE 2019-2020 (DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020) AUX AVOCATS ET NOTAIRES DE LA PRATIQUE PRIVÉE

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

EN RÉPONSE AUX QUESTIONS POSÉES À L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021 DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, LES LISTES ANNEXÉES DIVULGUENT, POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS PAR LES MINISTÈRES ET LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES, UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE TAUX HORAIRE, L'OBJET DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES QUI A FAIT L'OBJET D'UNE RENONCIATION AU BÉNÉFICE DU SECRET PROFESSIONNEL.

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS

AFIN DE RESPECTER LE SECRET PROFESSIONNEL ET DE RENDRE COMPTE DE LA GESTION DES FONDS PUBLICS, UNE INFORMATION GLOBALE ET NEUTRE EST DIVULGUÉE POUR LES CONTRATS DE SERVICES JURIDIQUES ACCORDÉS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS AVEC LE TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS AUTORISÉS DANS CE SECTEUR.

MANDATS POUR REPRÉSENTER LES MINISTÈRES — RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
CLARK, MATTHEW J.	745 \$/H ³	ASSURER LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN MATIÈRE DE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL NOTAMMENT AUPRÈS DES INSTANCES AMÉRICAINES OU INTERNATIONALES ET CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SUR LE DROIT AMÉRICAIN	0,00 \$
O'NEILL, LOUIS-MARTIN	10 000 \$ ^F	PRODUIRE UNE NOTE DE SERVICE POUR CONSEILLER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	8 280,00 \$
TOTAL DES HONORAIRES			8 280,00 \$

MANDATS POUR REPRÉSENTER DES INDIVIDUS — AUCUNE RENONCIATION PARTIELLE AU SECRET PROFESSIONNEL N'A ÉTÉ OBTENUE DANS LES DOSSIERS

MANDATAIRES	TAUX	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
BATTISTA, GIUSEPPE	RÉGLEMENTAIRE	PRÉSENTER UN MEMBRE DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DANS LE CADRE D'UNE ENQUÊTE.	
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	RÉGLEMENTAIRE	AGIR À TITRE DE CONSEILLER JURIDIQUE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE.	
PICHÉ-MESSIER, MATHIEU	RÉGLEMENTAIRE	REPRÉSENTATION UN MINISTRE DANS LE CADRE D'UN RECOURS EN DIFFAMATION	
TOUMA, NADINE	RÉGLEMENTAIRE	AGIR À TITRE DE CONSEILLÈRE JURIDIQUE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS DU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'APPLICATION DE LEUR CONVENTION COLLECTIVE.	
TOTAL DES HONORAIRES			0,00 \$
GRAND TOTAL DES HONORAIRES POUR L'ENSEMBLE DES MANDATS			8 280,00 \$

NOMS ET ADRESSES DES AVOCATS ET NOTAIRES

NOM, PRÉNOM	FIRME	ADRESSE	VILLE	CODE POSTAL
BATTISTA, GIUSEPPE	BATTISTA TURCOT ISRAËL CORBO, S.E.N.C.	388, RUE SAINT-JACQUES, 2E ÉTAGE	MONTRÉAL (QC)	H2Y 1S1
BOUCHARD, ÉRIC	BOUCHARD + AVOCATS INC.	825, BOULEVARD LEBOURGNEUF, BUREAU 200	QUÉBEC (QC)	G2J 0B9
BOUCHER, JEAN-FRANÇOIS	BOUCHER, CABINET D'AVOCATS	395, RUE BÉRUBÉ, BUREAU 110	QUÉBEC (QC)	G1M 1C7
CLARK, MATTHEW J.	ARENT FOX LLP	1717, K STREET, N.W.	WASHINGTON D.C. (U.S.A.)	2006-5344
CRÉPEAU, PAUL	PAUL CRÉPEAU, AVOCAT	3887, RUE LUCIEN-BÉDARD	SHERBROOKE (QC)	J1N 0X9
DORAY, RAYMOND	LAVERY, DE BILLY S.E.N.C.R.L.	1, PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 4000	MONTRÉAL (QC)	H3B 4M4
JEAN, CLAUDE	TREMBLAY BOIS MIGNAULT LEMAY S.E.N.C.R.L.	1195, AVENUE LAVIGERIE, BUREAU 200	QUÉBEC (QC)	G1V 4N3
LATOUR, MARTIN	LATOUR DORVAL	407, BOULEVARD SAINT-LAURENT, BUREAU 600	MONTRÉAL (QC)	H2Y 2Y5
MAGEAU, CLAUDE	CAIN LAMARRE, S.E.N.C.R.L.	630, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 2780	MONTRÉAL (QC)	H3B 1S6
O'NEILL, LOUIS-MARTIN	DAVIES WARD PHILLIPS & VINEBERG S.E.N.C.R.L., S.R.L	1501, AVENUE MCGILL COLLEGE, 26 ^E ÉTAGE	MONTRÉAL (QC)	H3A 3N9
PICHÉ-MESSIER, MATHIEU	BORDEN, LADNER, GERVAIS S.E.N.C.R.L., S.R.L.	1000, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST, BUREAU 9000	MONTRÉAL (QC)	H3B 5H4
TOUMA, NADINE	ÉTUDE LÉGALE N. TOUMA INC.	507, PLACE D'ARMES, BUREAU 1700	MONTRÉAL (QC)	H2Y 2W8

AUTRES MANDATS CONFIÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION

NOTE EXPLICATIVE

EN CE QUI CONCERNE **LES MANDATS ACCORDÉS À DES NOTAIRES PAR LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS (MTQ) POUR DES ACQUISITIONS DE GRÉ À GRÉ OU PAR VOIE D'EXPROPRIATION**, EN VERTU DE L'AUTORISATION GÉNÉRALE DONNÉE ANNUELLEMENT PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN FONCTION, LE SYSTÈME INFORMATIQUE DU MTQ NE PERMET PAS DE SORTIR UNE LISTE DES MANDATS CONFIÉS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, MAIS PLUTÔT LA LISTE DE CHACUN DES PAIEMENTS EFFECTUÉS POUR UNE PÉRIODE DONNÉE. IL EST DONC PROBABLE QU'UNE PARTIE DES PAIEMENTS AUTORISÉS PORTE SUR DES MANDATS CONFIÉS AVANT LE 1^{ER} AVRIL 2019. ENFIN, LES DONNÉES INFORMATIQUES PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES FONT ÉTAT DES PAIEMENTS EFFECTUÉS DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.

Ministère des Transports (MTQ)

Note 1	Types de mandats confiés:	<p>Les mandats concernant l'acquisition d'immeubles par le MTMDET (expropriations ou acquisitions de gré à gré) sont les suivants, selon le cas:</p> <ul style="list-style-type: none">• examen de titres;• quittance provisionnelle;• acte final (quittance finale, mainlevée, vente, échange ou servitude).
Note 2	Choix du notaire:	<p>Le notaire est choisi par la personne expropriée ou venderesse qui oblige la personne expropriée ou venderesse à signer un formulaire pour le choix du notaire avant l'attribution du contrat de services juridiques.</p>
Note 3	Honoraires :	<p>Le mandat est à forfait lorsqu'aucun débours n'est inscrit. Lorsqu'un débours est inscrit dans la liste, cela signifie que le mandat est à honoraires selon le tarif.</p>

Ministère des Transports (MTQ)

Directions générales territoriales (DT)

- Bureau de la coordination du Nord-du-Québec
- Direction générale de l'Abitibi-Témiscamingue
- Direction générale du Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- Direction générale de la Capitale-Nationale
- Direction générale de la Chaudière-Appalaches
- Direction générale de la Côte-Nord
- Direction générale de l'Estrie
- Direction générale principale de la région métropolitaine
- Direction générale des Laurentides-Lanaudière
- Direction générale de la Mauricie-Centre-du Québec
- Direction générale de la Montérégie
- Direction générale de l'Outaouais
- Direction générale du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau

Direction générale de l'expertise immobilière (DGEI)

- Service d'expertise immobilière

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201664005	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2020-01-30	2019-12-09	264,00 \$	1 350,00 \$	1 816,16 \$
6201664006	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2019-02-26	2018-09-12	8,00 \$	250,00 \$	295,44 \$
6201664007	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-15	2019-08-19	261,00 \$	894,75 \$	1 289,74 \$
6201664008	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2019-12-16	2019-12-16	184,00 \$	1 575,00 \$	1 994,86 \$
6201664009	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2019-12-16	2019-08-26	254,00 \$	1 200,00 \$	1 633,70 \$
6201664010	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2020-02-11	2020-01-10	260,00 \$	1 383,75 \$	1 850,97 \$
6201664011	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-15	2019-08-20	262,00 \$	1 410,00 \$	1 883,15 \$
6201664012	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-10	2019-08-20	125,00 \$	785,00 \$	1 027,55 \$
6201664013	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2019-10-15	2019-09-27	121,00 \$	812,50 \$	1 055,18 \$
6201664014	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-15	2019-08-20	262,00 \$	1 154,75 \$	1 589,68 \$
6201664015	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2020-03-17	2020-03-17	332,00 \$	1 248,75 \$	1 767,75 \$
6201664016	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-10	2019-08-20	262,00 \$	1 578,75 \$	2 077,17 \$
6201664017	901806	Corbeil Simard Savoie Massicotte, notaires	19, rue Gamble Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-15	2019-08-19	125,00 \$	670,00 \$	895,33 \$
6201664018	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-10	2019-08-20	265,00 \$	1 164,75 \$	1 604,17 \$
6201664019	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-10	2019-08-20	125,00 \$	754,75 \$	992,78 \$
6201664020	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2019-10-15	2019-09-27	121,00 \$	750,00 \$	983,31 \$
6201664021	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-10-15	2019-08-20	125,00 \$	695,00 \$	924,08 \$
6201664023	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-05-31	2019-04-02	124,00 \$	500,00 \$	698,88 \$
6201664024	400128	Me Christian Daviau, notaire	315, rue Visitation J0H 2E0 QC	2019-09-03	2019-07-08	134,00 \$	586,25 \$	808,04 \$
6201664026	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2020-03-11	2020-01-16	293,00 \$	1 625,00 \$	2 161,34 \$
6201764000	620119	Bourque, Mireille (notaire)	2 rue Goulet E J9V 1R6 QC	2019-05-31	2019-05-14		140,00 \$	160,97 \$
6201764005	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2019-12-16	2019-10-04	136,00 \$	225,00 \$	394,69 \$
6201764006	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2019-12-16	2019-10-07	- \$	150,00 \$	172,46 \$
6201764007	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2020-01-16	2018-01-03	- \$	200,00 \$	229,95 \$
6201764010	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2019-12-16	2019-10-07		150,00 \$	172,46 \$
6201764011	523933	Sylvie Gagnon, notaire inc.	158, Principale Sud J9T 2J7 QC	2019-12-16	2019-10-07	- \$	100,00 \$	114,98 \$
6201764015	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2019-10-11	2019-05-13	122,00 \$	580,00 \$	788,86 \$
6201764016	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2019-10-16	2019-05-24	122,00 \$	641,00 \$	858,99 \$
6201764018	475840	Lessard Hurtubise notaires inc.	116, 8e Rue J9X 2A6 QC	2019-07-08	2019-07-08	437,00 \$	885,00 \$	1 454,53 \$
6201764020	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2019-09-17	2019-08-19	124,00 \$	570,00 \$	779,36 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201764021	296391	Me Paul Hallé notaire inc.	689, 3e Avenue, bureau 200 J9P 1S7 QC	2019-02-26	2018-09-12	47,00 \$	327,92 \$	424,03 \$
6201864002	620119	Bourque, Mireille (notaire)	2 rue Goulet E J9V 1R6 QC		2019-02-13		140,00 \$	160,97 \$
6201864002	620119	Bourque, Mireille (notaire)	2 rue Goulet E J9V 1R6 QC	2020-02-10	2019-12-05	124,00 \$	404,50 \$	589,08 \$
6201864009	138303	Chabot, Yvon (notaire)	299, 2e Rue Est J9Z 2H1 QC	2019-10-10	2019-05-27	- \$	260,00 \$	298,94 \$
6201864016	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2020-01-06	2019-12-17	11,00 \$	865,00 \$	1 005,53 \$
6201964000	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2019-12-16	2019-11-07	13,00 \$	692,50 \$	809,21 \$
6201964001	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2019-12-16	2019-10-30	3,00 \$	600,00 \$	692,85 \$
6201964008	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2019-12-16	2019-10-30	5,00 \$	900,00 \$	1 039,78 \$
6201964017	751784	Simard Savoie & Associés, notaire inc.	19, rue Gamble, Ouest bureau 200 J9X 2R3 QC	2020-01-31	2019-12-31		430,00 \$	494,39 \$
6201964020	808936	PME inter notaires Abitibi inc	22, 1er Avenue O, bureau 301 J9T 2T8 QC	2020-03-11	2020-02-27	32,00 \$	1 500,00 \$	1 756,63 \$
						5 083,00 \$	30 149,92 \$	39 747,94 \$
6199401502	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-11-19	2019-10-09		450,00 \$	517,39 \$
6199900272	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 QC	2019-12-19	2019-12-04	140,60 \$	650,00 \$	887,94 \$
6200504000	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-07-12	2019-06-11	2,00 \$	517,50 \$	597,00 \$
6200704046	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2020-02-03	2020-01-15	127,00 \$	776,94 \$	1 020,29 \$
6200704151	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-09-16	2019-09-11	26,00 \$	850,00 \$	1 003,29 \$
6200804140	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-05-21	2019-04-18	143,00 \$	1 677,25 \$	2 071,42 \$
6201304043	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2019-04-24	2019-02-14	121,00 \$	805,00 \$	1 046,55 \$
6201304044	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2019-04-24	2019-02-14	121,00 \$	805,00 \$	1 046,55 \$
6201304049	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2019-10-03	2019-08-28	126,00 \$	805,00 \$	1 051,55 \$
6201304050	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2019-04-24	2019-03-07	267,00 \$	1 305,00 \$	1 767,42 \$
6201404014	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-04-24	2019-02-19	3,00 \$	1 375,00 \$	1 583,91 \$
6201504016	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2019-11-26	2019-10-31	125,00 \$	401,80 \$	586,97 \$
6201504017	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2020-02-04	2020-01-15	274,00 \$	860,94 \$	1 263,87 \$
6201504019	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2020-02-11	2020-01-20	125,00 \$	401,94 \$	587,13 \$
6201504019	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2020-02-11	2020-01-27	141,00 \$	300,94 \$	487,01 \$
6201604036	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-05-15	2019-04-29	2,00 \$	450,00 \$	519,39 \$
6201604036	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-09-16	2019-08-30		675,00 \$	776,08 \$
6201604049	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-11-28	2019-10-31		250,00 \$	287,44 \$
6201604059	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-12-16	2019-11-12	23,00 \$	450,00 \$	540,39 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201604060	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-12-05	2019-11-12	6,00 \$	450,00 \$	523,39 \$
6201604061	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-12-05	2019-11-12	6,00 \$	450,00 \$	523,39 \$
6201604063	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2020-03-03	2020-02-24	158,00 \$	1 405,00 \$	1 773,40 \$
6201604079	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2020-02-03	2020-01-13	- \$	296,94 \$	341,41 \$
6201604097	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-08-09	2019-07-17	124,00 \$	1 366,66 \$	1 695,31 \$
6201604111	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-06-03	2019-05-10	278,35 \$	2 125,00 \$	2 721,57 \$
6201604116	1007384	Thibeault, Harold (notaire)	38, chemin Duchénier G0K 1S0 QC	2019-09-16	2019-08-27		150,00 \$	172,46 \$
6201704027	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-06-17	2019-02-20	4,00 \$	600,00 \$	693,85 \$
6201704027	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-06-17	2019-06-10	267,90 \$	300,00 \$	612,83 \$
6201704028	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2019-11-20	2019-10-21	165,00 \$	700,00 \$	969,83 \$
6201704029	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-11-12	2019-10-08	179,00 \$	2 332,25 \$	2 860,50 \$
6201704030	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-04-24	2019-04-17	150,00 \$	1 807,25 \$	2 227,88 \$
6201704031	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-06-05	2019-05-08	128,00 \$	1 751,31 \$	2 141,57 \$
6201704039	689415	Pierrette Couillard, notaire inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 QC	2019-09-30	2018-12-31		205,00 \$	235,69 \$
6201704039	689415	Pierrette Couillard, notaire inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 QC	2019-09-30	2019-05-02	127,00 \$	1 187,00 \$	1 491,75 \$
6201704040	689415	Pierrette Couillard, notaire inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 QC	2020-01-13	2018-12-31		298,00 \$	342,62 \$
6201704040	689415	Pierrette Couillard, notaire inc.	259, boulevard Nilus-Leclerc G0R 2C0 QC	2020-01-13	2019-05-06	136,00 \$	493,00 \$	702,82 \$
6201704041	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-08-30	2019-08-28	25,00 \$	300,00 \$	369,93 \$
6201704043	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-07-09	2019-06-13	26,00 \$	630,00 \$	750,34 \$
6201704047	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-12-18	2019-11-07	155,00 \$	2 332,25 \$	2 836,50 \$
6201704047	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-04-04	2019-03-19	22,00 \$	530,00 \$	631,37 \$
6201704049	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-09-20	2019-08-27	17,00 \$	730,00 \$	856,32 \$
6201704054	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2019-10-29	2019-08-22	293,00 \$	1 157,50 \$	1 623,84 \$
6201704061	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-12-16	2019-12-03	146,00 \$	982,25 \$	1 275,34 \$
6201704063	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-04-29	2019-04-16	132,00 \$	350,00 \$	534,41 \$
6201704063	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2020-02-12	2020-01-27	280,00 \$	1 550,00 \$	2 062,11 \$
6201704064	59071	Cloutier, André	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2020-02-03	2020-01-08	135,00 \$	1 200,00 \$	1 514,70 \$
6201704065	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-13	2020-03-09	138,00 \$	982,25 \$	1 267,34 \$
6201704066	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-06-17	2019-04-18	142,00 \$	2 102,25 \$	2 559,06 \$
6201704071	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-05-07	2019-04-25	26,00 \$	467,50 \$	563,51 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201704072	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-08-02	2019-07-29	5,00 \$	750,00 \$	867,31 \$
6201704074	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-09-16	2019-04-04	5,00 \$	800,00 \$	924,80 \$
6201704074	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-09-16	2019-08-15	141,00 \$	304,00 \$	490,52 \$
6201704074	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-04-02	2019-03-25	7,00 \$	100,00 \$	121,98 \$
6201704077	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-04-24	2019-03-13	137,00 \$	304,00 \$	486,52 \$
6201704089	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-11-27	2019-11-13	19,00 \$	300,00 \$	363,93 \$
6201704089	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2020-03-02	2020-02-13	132,00 \$	749,25 \$	993,45 \$
6201704090	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-11-18	2018-12-31	151,00 \$	2 681,00 \$	3 233,48 \$
6201704090	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-03-29	2018-12-31	151,00 \$	2 681,00 \$	3 233,48 \$
6201704091	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-07-02	2019-06-19	2,00 \$	1 025,00 \$	1 180,49 \$
6201704093	415025	Dutrisac, Dugas et Demers, notaires S.E.N.C.R.L.	831, boul. Décarie Bureau 301 H4L 3L8 QC	2019-10-15	2019-10-03	134,00 \$	3 725,09 \$	4 416,92 \$
6201704094	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-11-27	2019-10-30	138,00 \$	300,00 \$	482,93 \$
6201704094	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-11-27	2019-02-06	123,00 \$	856,75 \$	1 108,05 \$
6201704096	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-08-13	2019-07-16	132,00 \$	2 300,00 \$	2 776,43 \$
6201704099	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-07-02	2019-06-19	8,75 \$	1 125,00 \$	1 302,22 \$
6201704100	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-07-02	2019-06-19	8,75 \$	1 275,00 \$	1 474,68 \$
6201704101	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-11-29	2019-11-08	143,00 \$	2 632,25 \$	3 169,43 \$
6201704101	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-06-14	2019-06-06	31,00 \$	630,00 \$	755,34 \$
6201704102	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-07-02	2019-06-20	2,00 \$	1 150,00 \$	1 324,21 \$
6201704104	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-09-10	2019-09-03	133,00 \$	2 400,00 \$	2 892,40 \$
6201704105	59869	Thériault, Maryse (notaire)	711A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-04-03	2018-12-31	133,00 \$	2 100,35 \$	2 547,88 \$
6201704106	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-11-13	2019-11-12	439,00 \$	4 370,75 \$	5 464,27 \$
6201704107	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-10-25	2019-10-15	435,00 \$	3 707,25 \$	4 697,41 \$
6201704109	362847	Lefebvre Lefebvre Théorêt NotairesS.A.	18 086, rue Charles J7J 1C5 QC	2019-04-17	2019-04-02	121,00 \$	1 160,00 \$	1 454,71 \$
6201704110	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-07-03	2019-06-19	279,00 \$	2 407,25 \$	3 046,73 \$
6201704111	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-05-31	2019-05-07	133,75 \$	1 750,00 \$	2 145,81 \$
6201704116	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-06-14	2019-06-10	179,50 \$	3 775,00 \$	4 519,81 \$
6201704118	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-05-30	2019-05-06	137,50 \$	1 250,00 \$	1 574,69 \$
6201704119	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-10-30	2019-10-21	134,75 \$	1 250,00 \$	1 571,94 \$
6201704123	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2019-06-11	2019-05-23	180,90 \$	3 060,00 \$	3 699,14 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201704128	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-07-18	2019-07-11	141,00 \$	308,50 \$	495,70 \$
6201704132	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-04-02	2019-03-20	129,00 \$	1 021,00 \$	1 302,89 \$
6201704137	483295	Me Marc St-Laurent, notaire inc.	287, rue du Bon-Pasteur G4W 3C8 QC	2020-02-18	2020-01-29	168,00 \$	800,00 \$	1 087,80 \$
6201704138	59929	Lévesque, Nathalie (003)	485, 4e Rang Est G0L 2X0 QC	2019-07-15	2019-06-25	168,46 \$	2 280,00 \$	2 789,89 \$
6201704141	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-10-25	2019-09-17	153,00 \$	547,25 \$	782,20 \$
6201704141	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-10-25	2019-05-27	16,00 \$	355,00 \$	424,16 \$
6201704143	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2020-03-11	2020-03-10	16,00 \$	505,00 \$	596,62 \$
6201704144	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-10-25	2019-09-19	180,00 \$	3 830,00 \$	4 583,54 \$
6201704145	708157	ME Julie Marquis, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-06-05	2019-05-24		600,00 \$	689,85 \$
6201704146	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-10-28	2019-09-18	124,00 \$	2 113,42 \$	2 553,90 \$
6201704147	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-07-12	2019-06-19	158,35 \$	2 150,00 \$	2 630,31 \$
6201704153	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-08-30	2019-08-01	24,00 \$	900,00 \$	1 058,78 \$
6201704154	652364	Services notariaux Bouchard & Belzile	120, boulevard de l'Hôtel-de-Ville Bureau 201, C.P. 458 G5R 3Z1 QC	2019-09-26	2019-09-16	27,00 \$	550,00 \$	659,36 \$
6201704155	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	646, rue Lafontaine, bureau 100 G5R 3C8 QC	2019-05-22	2019-04-25	10,00 \$	380,00 \$	446,91 \$
6201704158	617670	Aubert & Morency, notaires inc.	846, avenue Champlain G0N 1E0 QC	2020-02-13	2020-01-16	141,00 \$	901,94 \$	1 178,01 \$
6201704160	367006	Odile Charest inc.	84, avenue Gaétan-Archambault G5J 2J1 QC	2020-02-20	2020-02-01	148,00 \$	906,75 \$	1 190,54 \$
6201704161	333536	Chabot, Pierre (notaire)	2A, rue Desjardins G0J 3K0 QC	2020-02-26	2020-02-20	26,00 \$		26,00 \$
6201704162	67168	Garon, Lévesque, Gagnon, St-Pierre	101-506, rue Taché G0L 3Y0 QC	2019-04-24	2019-03-21	2,00 \$	300,00 \$	346,93 \$
6201704166	487981	Ross Boudreault notaires [2011] inc.	287, rue Pierre-Saindon, bureau 501 G5L 9A7 QC	2019-04-29	2019-04-11	174,00 \$	500,00 \$	748,88 \$
6201704170	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2019-05-06	2019-04-19	31,00 \$	802,51 \$	953,69 \$
6201704171	77065	Moyen, Édith (notaire)	76, rue de Sainte-Cécile-du-Bic Bureau 101 G0L 1B0 QC	2019-11-27	2019-11-05	160,00 \$	500,00 \$	734,88 \$
6201704176	764539	Sandra Thériault, notaire inc.	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-02-17	2020-01-27	124,00 \$	1 749,17 \$	2 135,11 \$
6201804013	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2019-12-18	2019-12-03	269,00 \$	1 161,00 \$	1 603,86 \$
6201804017	627788	Notaires Michaud Charbonneau Heppell inc., Les	302-1555, boulevard Jacques-Cartier, C.P. 363 G5H 3L2 QC	2020-01-20	2020-01-13	25,00 \$	316,94 \$	389,40 \$
6201804025	345498	Doucet, Rénald (notaire)	391, boulevard Jessop, Case postale 430 G5L 7C3 QC	2020-01-24	2020-01-23	454,00 \$	1 300,00 \$	1 948,68 \$
6201804028	12645	Briand, Christine	156, rue Lepage G5L 3H2 QC	2019-12-19	2019-11-05	477,80 \$	1 550,00 \$	2 259,91 \$
6201804038	201473	Côté Ouellet Thivierge inc.	592A, rue Commerciale Nord G0L 1E0 QC	2019-12-04	2019-11-08	283,00 \$	1 607,25 \$	2 130,93 \$
6201904013	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-09-23	2019-09-13	7,00 \$	625,00 \$	725,59 \$
6201904030	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-09-25	2019-09-16	23,00 \$	1 625,00 \$	1 891,34 \$
6201904033	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-09-23	2019-09-13	7,00 \$	925,00 \$	1 070,52 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201904036	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2020-02-17	2020-02-06	17,00 \$	1 000,00 \$	1 166,75 \$
6201904037	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-11-11	2019-09-26	8,00 \$	950,00 \$	1 100,26 \$
6201904039	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-10-17	2019-09-30	8,00 \$	900,00 \$	1 042,78 \$
6201904040	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-11-11	2019-09-25	5,00 \$	825,00 \$	953,54 \$
6201904047	59873	Lagacé, André	436, rue Lafontaine G5R 3B8 QC	2019-09-23	2019-09-12	11,00 \$	1 075,00 \$	1 246,98 \$
						12 525,36 \$	129 818,39 \$	161 784,08 \$
6200012073	1019591	Jennifer Pelchat, notaire inc.	463, 90e Rue G5Y 3L1 QC	2019-10-25	2019-10-23	9,00 \$	1 040,00 \$	1 204,74 \$
6200912099	694347	André Poirier notaire s.a.	305, 107e Rue, bureau 202 G5Y 3J8QC	2019-09-18	2019-07-09	8,00 \$	1 829,62 \$	2 111,60 \$
6200912114	966372	Marie-Eve Poulin, notaire	1525, 8e Rue G0M 1J0 QC	2019-12-05	2019-09-27		1 417,50 \$	1 629,78 \$
6200912119	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2019-05-02	2019-02-28	12,00 \$	2 132,42 \$	2 463,75 \$
6200912119	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2019-12-05	2019-10-31	10,00 \$	1 941,08 \$	2 241,75 \$
6201012020	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2019-05-15	2019-04-15	13,00 \$	1 212,89 \$	1 407,52 \$
6201012024	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2019-04-17	2019-03-13	6,00 \$	880,83 \$	1 018,73 \$
6201012041	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2020-02-14	2020-01-16	7,00 \$	1 258,74 \$	1 454,24 \$
6201112047	595912	Tousignant Rodrigue Veilleux Mathieu, notaires S.E.N.C.R.L.	11165, 2è Avenue G5Y 1V9 QC	2019-09-07	2019-07-19	10,00 \$	993,72 \$	1 152,53 \$
6201112092	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-12-05	2019-10-07	134,00 \$	1 295,00 \$	1 622,93 \$
6201112187	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-09-13	2019-08-12	6,00 \$	770,00 \$	891,31 \$
6201112192	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	1275, boulevard Dionne, bureau 200 G5Y 0R4 QC	2019-05-02	2019-03-18	5,00 \$	1 620,00 \$	1 867,60 \$
6201112194	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-06-27	2019-06-06	129,00 \$	995,00 \$	1 273,00 \$
6201112195	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-09-13	2019-08-12	10,00 \$	770,00 \$	895,31 \$
6201212039	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-10-11	2019-09-19	131,00 \$	995,00 \$	1 275,00 \$
6201212041	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-09-05	2019-07-16	2,00 \$	770,00 \$	887,31 \$
6201212045	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	1275, boulevard Dionne, bureau 200 G5Y 0R4 QC	2020-02-28	2020-01-24	128,00 \$	5 640,00 \$	6 612,59 \$
6201212046	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-04-17	2019-03-14	3,00 \$	845,00 \$	974,54 \$
6201212049	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	1275, boulevard Dionne, bureau 200 G5Y 0R4 QC	2019-09-05	2019-07-05	4,00 \$	750,00 \$	866,31 \$
6201212093	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 QC	2019-10-11	2019-09-18	16,00 \$	2 312,47 \$	2 674,76 \$
6201212210	793072	Douville Argouin Notaires s.a.	Tour de la Cité 2600, boulevard Laurier, bureau 850 G1V 4W2 QC	2019-04-17	2019-03-08	3,00 \$	356,25 \$	412,60 \$
6201212210	793072	Douville Argouin Notaires s.a.	Tour de la Cité 2600, boulevard Laurier, bureau 850 G1V 4W2 QC	2019-04-17	2019-03-08	20,00 \$	537,50 \$	638,00 \$
6201312028	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2019-04-17	2018-09-12	17,00 \$	1 900,00 \$	2 201,53 \$
6201312028	60049	Paquet, Marie-Klaude	75, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J4 QC	2019-04-17	2019-02-21	258,95 \$	2 465,00 \$	3 093,08 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201512011	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-12-05	2019-11-22		545,00 \$	626,61 \$
6201512021	59900	Bisson, Martine	1191, 8e Avenue (Angle 12e Rue) G1J 3N3 QC	2019-05-02	2018-09-12	12,00 \$	780,00 \$	908,81 \$
6201512047	577003	Ménard, Jacques (notaire)	32, rue Turgeon, C.P. 9 G0R 1A0 QC	2019-10-03	2019-04-24	132,25 \$	650,00 \$	879,59 \$
6201512051	13577	Mallette s.e.n.c.r.l.	1275, boulevard Dionne, bureau 200 G5Y 0R4 QC	2019-09-05	2019-07-05	2,00 \$	780,00 \$	898,81 \$
6201512058	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-09-05	2019-07-16	2,00 \$	770,00 \$	887,31 \$
6201512067	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2019-12-05	2019-10-01	505,50 \$	1 632,00 \$	2 381,89 \$
6201512069	141094	Roy, Brigitte (notaire)	1079, Route Bégin G0R 2N0 QC	2019-06-27	2019-05-02	189,24 \$	825,00 \$	1 137,78 \$
6201512105	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2019-04-17	2019-03-25	2,00 \$	972,25 \$	1 119,84 \$
6201512106	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2019-05-29	2019-05-10	257,00 \$	650,00 \$	1 004,34 \$
6201512123	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-05-15	2019-04-26	124,00 \$	920,00 \$	1 181,77 \$
6201512124	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-05-15	2019-04-26	124,00 \$	920,00 \$	1 181,77 \$
6201512125	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-05-15	2019-04-26	124,00 \$	920,00 \$	1 181,77 \$
6201512126	141289	Gestion Denys Quirion inc.	254A, avenue Lambert G5X 1S1 QC	2019-06-13	2019-05-31	127,00 \$	770,00 \$	1 012,31 \$
6201612017	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2019-05-15	2018-08-31	292,00 \$	890,00 \$	1 315,28 \$
6201612019	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2019-04-17	2019-03-13	3,00 \$	604,99 \$	698,59 \$
6201612022	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2019-12-10	2019-10-01		575,00 \$	661,11 \$
6201612024	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2020-02-14	2020-01-24	4,00 \$	909,16 \$	1 049,31 \$
6201612030	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2019-09-13	2019-08-29	7,00 \$	756,25 \$	876,50 \$
6201612037	642010	LNTP notaires Inc.	212F, 2e Avenue G0R 1S0 QC	2019-12-05	2019-10-11	3,00 \$	548,84 \$	634,03 \$
6201612040	564362	Bélanger Mercier Charron, Notairesinc.	3054, route Lagueux G6J 1K1 QC	2020-01-17	2019-12-20		427,50 \$	491,52 \$
6201612064	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 QC	2019-05-23	2019-03-28	135,00 \$	900,00 \$	1 169,78 \$
6201712015	892234	Thibaudeau, Tremblay et associés [S.E.N.C.R.L.]	50, route du Président-Kennedy Bureau 211 G6V 6W8 QC	2019-12-05	2019-11-04		520,00 \$	597,87 \$
6201712016	58629	Goupil, René	172, rue Principale C.P. 99 G0R 3C0 QC	2019-04-17	2019-03-20	355,00 \$	1 575,00 \$	2 165,86 \$
6201712020	575547	Lydia Lacasse, notaire	13545, boulevard Lacroix G5Y 1P1 QC	2019-12-05	2019-10-21	141,00 \$	1 466,75 \$	1 827,40 \$
6201712021	133713	Mario Mathieu, notaire	1-B, rue de la Clinique G0M 1R0 QC	2019-12-16	2019-10-22	264,00 \$	1 708,98 \$	2 228,90 \$
6201712025	81657	Bernier Beaudry, Avocats	3340, rue de la Pérade, bureau 300 G1X 2L7 QC	2019-09-06	2019-05-31	400,00 \$	2 420,25 \$	3 182,68 \$
6201712027	135823	Vachon & Associés, Notaire. Conseillers Juridiques, S.E.N.C.	287, Marguerite-Bourgeoys, bureau 201 G6E 3B8 QC	2019-09-23	2019-07-08	285,00 \$	988,75 \$	1 421,82 \$
6201712033	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 QC	2019-04-13	2019-02-20	264,00 \$	1 080,00 \$	1 505,73 \$
6201712038	960686	Sophie Dion, notaire	273, boulevard Frontenac Est G6G 1N5 QC	2019-05-23	2019-05-10	403,00 \$	1 532,50 \$	2 165,00 \$
6201712049	81828	Couillard, Pierrette (médiateur)	259, boulevard Nilus-Leclerc, C. P. 69 G0R 2C0 QC	2019-05-17	2019-05-15	129,00 \$	1 206,50 \$	1 516,18 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201712051	792636	Notarié inc.	426, route 273 G0S 2E0 QC	2019-11-01	2019-03-29	145,00 \$	2 312,50 \$	2 803,80 \$
6201712053	560975	Vachon Breton, S.A.	54, rue Notre-Dame Nord G6E 3Z5 QC	2019-05-23	2019-02-18	264,00 \$	1 394,76 \$	1 867,63 \$
6201712059	46310	Goulet & Godbout notaires S.E.N.C.	145, rue Principale G0R 3C0 QC	2019-10-24	2019-09-18	134,00 \$	989,55 \$	1 271,74 \$
6201812001	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2019-06-12	2019-05-31	124,00 \$	2 025,00 \$	2 452,24 \$
6201812002	950161	Étude notariale Bolduc s.e.n.c.r.l	1540, rue Principale, bureau 120 G0S 2P0 QC	2019-09-23	2019-09-16	7,00 \$	500,00 \$	581,88 \$
6201812003	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2019-06-14	2019-05-28	264,00 \$	2 475,00 \$	3 109,63 \$
6201812006	764325	Morin & Bilodeau notaires inc.	40, 3e Avenue Sud G5V 3N4 QC	2019-05-17	2019-05-03	142,00 \$	906,50 \$	1 184,25 \$
6201812014	600895	Fecteau, Micheline (notaire)	128-A, rue Commerciale G0M 2B0 QC	2019-07-05	2019-06-17	124,00 \$	2 185,00 \$	2 636,20 \$
6201812036	12000	L'Heureux, Lessard et Bolduc, notaires et conseillers juridiques	105, rue de Brébeuf G0S 2W0 QC	2019-12-05	2019-10-28	404,00 \$	2 550,00 \$	3 335,86 \$
6201812055	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2019-08-10	2019-05-23	268,00 \$	1 343,25 \$	1 812,40 \$
6201812058	397229	Demers, Marylène (notaire)	6782, route Marie-Victorin G0S 2H0 QC	2019-07-11	2019-06-19	270,00 \$	2 729,17 \$	3 407,86 \$
6201812070	371378	Walsh, Morin, Laflamme, notaires	577, rue de Bernières G7A 1E5 QC		2019-12-18	436,00 \$	2 313,75 \$	3 096,24 \$
6201912009	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2019-10-08	2019-09-12	275,00 \$	1 344,50 \$	1 820,84 \$
6201912010	209144	Cloutier, Johanne (notaire)	263, 4e Avenue G0R 3Y0 QC	2019-09-23	2019-09-11	130,00 \$	1 150,50 \$	1 452,79 \$
6201912024	662989	Boissonneault, Mélanie (notaire)	150, rue Commerciale G0R 2Y0 QC		2020-01-27	127,00 \$	1 235,92 \$	1 548,00 \$
6201912028	715601	Lucie Rouleau, notaire inc.	94, rue Notre-Dame Ouest G6G 1J3 QC	2020-01-17	2020-01-06	136,00 \$	1 266,85 \$	1 592,56 \$
						8 477,94 \$	90 694,99 \$	112 754,59 \$
6201308011	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50a, rue Principale G0T 1G0 QC		2019-04-04	130,00 \$	3 066,25 \$	3 655,42 \$
6201508023	138182	Ross, Nathalie (notaire)	50a, rue Principale G0T 1G0 QC	2019-08-26	2019-06-27	10,00 \$	570,00 \$	665,36 \$
6201508029	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2019-03-25	2019-03-15	129,00 \$	1 375,00 \$	1 709,91 \$
6201508061	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2019-03-25	2019-03-15	132,00 \$	2 088,75 \$	2 533,54 \$
6201508067	573552	Grondin, Sébastien (notaire)	785, Chemin de Chambly, bureau 104 J4H 3M2 QC		2019-05-22	164,00 \$	1 715,25 \$	2 136,11 \$
6201608000	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC		2019-11-19	142,00 \$	2 732,50 \$	3 283,70 \$
6201608007	720118	Cain Lamarre s.e.n.c.r.l.	630, Boul. René-Lévesque Ouest Bur. 2780 H3B 1S6 QC	2019-10-21	2019-10-10		105,00 \$	120,72 \$
6201708009	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2020-02-11	2020-01-27	130,00 \$	1 647,50 \$	2 024,22 \$
6201708020	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2019-03-25	2019-03-15	143,00 \$	2 476,75 \$	2 990,65 \$
6201708021	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2019-02-27	2019-02-18	3,00 \$	1 837,50 \$	2 115,67 \$
6201708023	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2019-10-02	2019-10-01	283,00 \$	3 727,92 \$	4 569,18 \$
6201908000	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC	2019-04-03	2019-04-01	125,00 \$	1 855,00 \$	2 257,79 \$
						1 391,00 \$	23 197,42 \$	28 062,27 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6200644032	959428	Comtois-Gobeil, Karine (notaire)	1730, boul. Marie-Victorin Bureau 101 J4G 1A5 QC	2019-05-31	2019-05-31		938,00 \$	1 078,47 \$
6200644032	959428	Comtois-Gobeil, Karine (notaire)	1730, boul. Marie-Victorin Bureau 101 J4G 1A5 QC	2019-05-31	2019-05-31	938,00 \$	- \$	938,00 \$
						938,00 \$	938,00 \$	2 016,47 \$
6200944047	400128	Me Christian Daviau, notaire	315, rue Visitation J0H 2E0 QC		2019-03-05	131,00 \$	550,00 \$	763,36 \$
6201044063	67307	Prud'Homme, Fontaine, Dolan S.E.N.C. (inactif)	401-1550, rue Ampère J4B 7L4 QC	2019-12-16	2019-11-01	296,00 \$	1 604,50 \$	2 140,78 \$
6201160056	917659	Cain Lamarre	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC		2018-12-19		305,00 \$	350,67 \$
6201260034	83431	Paré Pratte notaires [SNC]	166, rue King Ouest, bureau 200 J1H 1P7 QC	2020-02-25	2020-02-17		450,00 \$	517,39 \$
6201260047	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2019-05-14	124,00 \$	1 050,00 \$	1 331,24 \$
6201260047	59076	Downey, Robert	85, rue Queen J1M 1J3 QC		2018-09-10		500,00 \$	574,88 \$
6201660015	59551	Tétreault, Marcel	29, rue Principale Nord J0E 2K0 QC		2020-02-06	404,00 \$	1 000,00 \$	1 553,75 \$
6201660025	695324	Gamache & Lemieux S.E.N.C.R.L.	365, rue St-Jean J4H 2X7 QC	2020-02-21	2020-02-11	712,89 \$	1 650,00 \$	2 609,98 \$
6201660026	687368	Monty sylvestre, Conseillers Juridique inc	455, rue King Ouest, bureau 200 J1H 6E9 QC		2019-05-10	270,00 \$	804,25 \$	1 194,68 \$
6201660030	917659	Cain Lamarre	38, rue Child, bureau 110 J1A 2B1 QC	2020-02-18	2020-02-06		433,50 \$	498,42 \$
6201660038	859630	Gestion Notaire Gauthier inc.	960 D, Daigneault J0H 1A0 QC		2019-04-15	122,00 \$	1 425,00 \$	1 760,39 \$
6201660038	859630	Gestion Notaire Gauthier inc.	960 D, Daigneault J0H 1A0 QC		2019-04-15	8,00 \$	600,00 \$	697,85 \$
6201760003	371458	Béliveau, Matthias	1081, rue Galt Ouest J1H 2A2 QC		2019-12-02	154,00 \$	590,00 \$	832,35 \$
6201760017	948871	Notrenotaire.ca inc.	2-991 rue Gilbratar J1N 4B2 QC		2019-07-11	24,00 \$	200,00 \$	253,95 \$
6201760030	59242	Poulin, France (notaire)	1655, rue Sherbrooke J1X 2T5 QC	2019-11-11	2011-10-07	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
6201760031	967340	Hardouin et associés inc.	550, 10e Avenue, bureau 100 J1G 2R9 QC	2019-11-07	2019-11-07	24,00 \$	828,00 \$	975,99 \$
6201760032	592205	Veilleux, Chantal (notaire)	15, rue Laurier J1X 2K2 QC	2020-02-18	2020-02-10	15,00 \$	200,00 \$	244,95 \$
6201760036	81710	Lafontaine, Alain (notaire)	3428, rue Laval G6B 1A4 QC		2019-05-06	126,00 \$	200,00 \$	355,95 \$
6201860027	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2020-02-07	2020-01-09		816,00 \$	938,20 \$
6201860040	130966	Paré, Tanguay, notaires [S.E.N.C.]	2140, rue King Est, bureau 201 J1G 5G6 QC	2020-03-03	2020-02-20	134,00 \$	377,25 \$	567,74 \$
6201860042	412899	Adam, Beaudoin, notaires	30, rue du Couvent J1C 0T3 QC		2020-02-10	174,00 \$	452,25 \$	693,97 \$
6201860043	553239	Marier, Marie (notaire en fidéicommiss)	5, rue des Sources, bureau 201 J1S 2X3 QC	2019-11-06	2019-11-06	152,50 \$	650,00 \$	899,84 \$
						2 881,39 \$	14 985,75 \$	20 111,26 \$
6200400038	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2020-02-18	2020-02-05	130,00 \$	1 200,00 \$	1 509,70 \$
6200500101	936694	Toupin, Notaire (Francis Toupin notaire)	679B, boulevard Perron G0C 1J0 QC	2019-10-31	2019-10-03	134,00 \$	1 200,00 \$	1 513,70 \$
6200500133	936694	Toupin, Notaire (Francis Toupin notaire)	679B, boulevard Perron G0C 1J0 QC	2019-10-31	2019-10-03	21,00 \$	600,00 \$	710,85 \$
6200600025	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2020-01-13	2020-01-07	134,00 \$	1 000,00 \$	1 283,75 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6200800027	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2019-09-24	2019-08-12	124,00 \$	751,00 \$	987,46 \$
6200800060	58843	Gagné, Raymond (notaire)	147, rue de la Reine G4X 1T5 QC	2020-02-25	2020-02-19		500,00 \$	574,87 \$
6200900027	994903	Bouffard, notaires-conseils inc.	675, avenue du Phare Est G4W 1A9 QC	2020-02-03	2019-12-23	18,00 \$	250,00 \$	305,44 \$
6201200051	797150	Mark Georges, notaire	484, avenue de l'Hôtel-de-Ville, bureau202 G0C 1K0 QC	2019-12-18	2019-12-06	127,00 \$	1 500,00 \$	1 851,63 \$
6201200061	78866	Deraiche, Richard (avocat)	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 QC	2019-12-10	2019-11-28	6,00 \$	400,00 \$	465,90 \$
6201500029	59413	Caissy, Rachel	610, boulevard Perron Case postale 1248 G0C 1Y0 QC	2019-07-09	2019-05-14	150,00 \$	694,00 \$	947,93 \$
6201500035	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC	2020-02-11	2020-01-17	124,00 \$	1 000,00 \$	1 273,75 \$
6201600002	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC	2019-10-28	2019-09-19	284,00 \$	1 000,00 \$	1 433,75 \$
6201600003	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC	2019-10-28	2019-09-19	284,00 \$	1 000,00 \$	1 433,75 \$
6201600004	76596	Lapierre, Maryse	1-1210, chemin de La Vernière G4T 3E6 QC	2019-10-28	2019-09-19	284,00 \$	1 000,00 \$	1 433,75 \$
6201600016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2019-07-12	2019-06-26	125,00 \$	500,00 \$	699,88 \$
6201600063	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2019-11-20	2019-09-27		200,00 \$	229,95 \$
6201600066	826122	Kévin Dufresne, notaire inc.	367A, montée de Rivière-Morris G4X5P7 QC	2019-11-13	2019-10-07	283,00 \$	2 400,00 \$	3 042,40 \$
6201600068	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2019-10-03	2019-09-10	265,00 \$	1 225,00 \$	1 673,44 \$
6201600076	78866	Deraiche, Richard (avocat)	96A, boulevard Gérard-D.-Levesque G0C 1Z0 QC	2019-12-10	2019-11-11	129,00 \$	900,00 \$	1 163,78 \$
6201700016	927399	Simard Côté Monette notaires inc.	156, rue de la Reine G4X 1T4 QC	2019-08-02	2019-07-31	124,00 \$	970,00 \$	1 239,26 \$
6201700016	472137	Abdelnour et Desrosiers, notaires inc.	155, de la Reine G4X 2R1 QC	2019-05-29	2019-01-07		200,00 \$	229,95 \$
6201700017	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 QC	2020-01-22	2019-12-03	139,00 \$	1 150,00 \$	1 461,21 \$
6201700019	337000	Étude des notaires Allard & Corbeil inc.	5425, boul. Laurier ouest, bureau 100 J2S 3V6 QC	2019-08-02	2019-06-12	132,00 \$	525,00 \$	735,62 \$
6201700026	83175	Gestion Notariale inc.	333, St-Jacques Nord C.P. 608 G0J 1J0 QC	2019-12-10	2019-11-18	124,00 \$	675,00 \$	900,09 \$
6201800027	653623	Me Cécile Lacasse notaire inc.	40, boulevard Sainte-Anne Ouest G4V 1R3 QC	2020-02-20	2020-02-17	124,00 \$	800,00 \$	1 043,80 \$
						3 265,00 \$	21 640,00 \$	28 145,61 \$
6200740001	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2019-05-08	2019-03-27		315,00 \$	362,17 \$
6200840003	385068	Drazin, Friedman	2021, Union, Suite 888 H3A 2S9 QC	2019-10-12	2018-05-17		450,00 \$	517,39 \$
6200840018	326845	Ste-Marie, Jean (notaire)	2172, boul. Lapinière J4W 1M2 QC		2020-03-12		500,00 \$	574,88 \$
6200940008	545382	Martial Lavoie inc.	3131 Boulevard Saint-Martin Ouest Bureau 340 H7T 2Z5 QC	2019-03-05	2019-03-04		300,00 \$	344,93 \$
6200940008	545382	Martial Lavoie inc.	3131 Boulevard Saint-Martin Ouest Bureau 340 H7T 2Z5 QC	2019-09-14	2019-07-10	135,00 \$	950,00 \$	1 227,26 \$
6201040011	766255	Barbe & Cimon Notaires inc.	101, Saint-Joseph Ouest H2T 2P7 QC	2019-05-23	2019-03-28		520,00 \$	597,87 \$
6201140006	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC	2019-07-26	2019-05-10	145,00 \$	3 625,00 \$	4 312,84 \$
6201140008	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC	2019-07-25	2019-05-13	24,60 \$	850,00 \$	1 001,89 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201140008	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC		2020-01-10		5 700,00 \$	6 553,58 \$
6201140008	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC		2020-01-31		600,00 \$	689,85 \$
6201540003	981096	Robret, Philippe (notaire)	4135, rue Jean-Talon Ouest H4P 1W6 QC	2019-07-04	2019-05-07	126,00 \$	450,00 \$	643,39 \$
						430,60 \$	14 260,00 \$	16 826,05 \$
6200952084	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC		2019-07-02	10,00 \$	300,00 \$	354,93 \$
6200952085	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2020-02-07		960,00 \$	1 103,76 \$
6200952085	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord J0T 1T0 QC		2019-08-22	10,00 \$	400,00 \$	469,90 \$
6200952101	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC		2019-05-24		800,00 \$	919,80 \$
6200952101	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC		2019-05-13		450,00 \$	517,39 \$
6201052123	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC	2020-03-25	2020-03-25		600,00 \$	689,85 \$
6201052124	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC	2020-03-26	2020-03-26		900,00 \$	1 034,78 \$
6201052127	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC		2020-02-07	- \$	900,00 \$	1 034,78 \$
6201052137	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC		2019-10-31		600,00 \$	689,85 \$
6201052145	430174	Léonard Pagé Chalifoux Piché notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC		2019-04-23	396,00 \$	554,00 \$	1 032,96 \$
6201152034	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC	2019-11-07	2019-11-07		760,00 \$	873,81 \$
6201152047	599313	Dupré Bédard Janelle inc.	578, rue L'Annonciation Nord, bureau 101 J0T 1T0 QC	2020-03-26	2020-03-26		700,00 \$	804,83 \$
6201252058	533408	Étude du notaire Mario Pilon inc.	176, boul. Albiny-Paquette J9L 1J5 QC		2019-04-23		300,00 \$	344,93 \$
6201452047	430174	Léonard Pagé Chalifoux Piché notaires inc.	109, rue Saint-Vincent J8C 2A8 QC	2020-01-14	2020-01-29	360,00 \$	1 627,50 \$	2 231,22 \$
6201552034	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud, bureau 301 J6E 5G1 QC	2019-06-28	2019-07-02	365,00 \$	1 250,00 \$	1 802,19 \$
6201652001	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 QC	2020-02-04	2020-02-04	161,00 \$	662,25 \$	922,42 \$
6201652020	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	2484, rue Cartier J0K 2T0 QC		2019-07-02	136,00 \$	712,25 \$	954,91 \$
6201652030	531009	St-Jacques, Sophie (notaire)	1044, rue Robert J5L 2G9 QC		2020-01-30	416,00 \$	1 724,00 \$	2 398,17 \$
6201652032	825666	Petit & Toussi notaires s.e.n.c.r.l.	6600, route Trans-Canada, bureau 115 H9R 4S2 QC		2020-02-21	134,00 \$	1 800,00 \$	2 203,55 \$
6201752002	203573	Paul Germain, notaire	2559, boulevard du Curé-Labelle J0R 1T0 QC		2019-05-17	124,00 \$	410,00 \$	595,40 \$
6201752100	758295	Dwyer, Sarah (Notaires Lachute)	385, rue Principale J8H 1Y1 QC		2019-05-29	134,00 \$	810,00 \$	1 065,30 \$
						2 246,00 \$	17 220,00 \$	22 044,73 \$
6201436027	1037132	LCG notaires inc.	28, Côte St-Louis, bureau 103 J7C 1B8 QC	2019-12-18	2019-10-24	22,00 \$	1 020,00 \$	1 194,75 \$
6201436030	681975	Gagnon & Dugas, Étude de notaires (expropriation)	457, boulevard Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2020-01-31	2019-10-16	14,00 \$	360,00 \$	427,91 \$
6201436038	1037131	Normandeau & Nicol notaires inc.	550, chemin du Golf, bureau 110 H3E 1A8 QC	2019-12-18	2019-12-04	31,00 \$	472,50 \$	574,26 \$
6201436039	591814	Alarie, Desroches, notaires inc.	206-435, boul. Sainte-Anne J6E 5A1QC		2019-10-03	10,00 \$	600,00 \$	699,85 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201436040	399600	Maltezos, Adamantia (notaire)	5255, Henri-Bourassa Suite 415 H4R 2M6 QC		2019-11-15	32,00 \$	675,00 \$	808,08 \$
						109,00 \$	3 127,50 \$	3 704,85 \$
6201036003	945626	Me Valérie Chaumont, notaire	184 B, boulevard Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2019-02-27	2019-02-15	25,00 \$	210,00 \$	266,45 \$
6201036003	945626	Me Valérie Chaumont, notaire	184 B, boulevard Sainte-Anne J0N 1H0 QC	2019-02-27	2019-02-19	275,00 \$	887,50 \$	1 295,41 \$
6201784014	737338	Mila Laura Vigliotti notaire inc.	4755, Jarry Est Suite 100 H1R 1X7 QC	2019-11-21	2019-11-14	165,00 \$	1 260,00 \$	1 613,69 \$
6201784079	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate J7A 2E8 QC	2020-01-17	2020-01-03		780,00 \$	896,81 \$
6201784080	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate J7A 2E8 QC	2021-01-17	2020-01-03		1 140,00 \$	1 310,72 \$
6201784081	939714	Desjardins, Louis (notaire) (002)	247, rue Westgate J7A 2E8 QC	2019-12-17	2019-07-30		900,00 \$	1 034,78 \$
6201784082	385903	Lévesque, Pierre (notaire)	6148, route Marie-Victorin J0L 1C0 QC	2019-04-29	2018-09-12	121,00 \$	732,00 \$	962,62 \$
6201784082	385903	Lévesque, Pierre (notaire)	6148, route Marie-Victorin J0L 1C0 QC	2019-07-26	2019-05-09		1 173,50 \$	1 349,24 \$
						586,00 \$	7 083,00 \$	8 729,72 \$
6201144008	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2019-11-25	2019-08-20	177,00 \$	1 150,00 \$	1 499,21 \$
6201144010	610675	Chabot et Bouthillette notaires s.e.n.c.r.l.	565, avenue Chambly J2S 6V3 QC	2020-02-26	2019-12-15	166,00 \$	1 712,50 \$	2 134,95 \$
6201144010	610675	Chabot et Bouthillette notaires s.e.n.c.r.l.	565, avenue Chambly J2S 6V3 QC	2019-11-18	2019-11-07		120,00 \$	137,97 \$
6201685009	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2019-11-19	2019-10-22	183,00 \$	1 950,00 \$	2 425,01 \$
6201685025	313430	Leroux, Michel (notaire)	250, Route 338 J7X 1E4 QC	2019-04-15	2019-04-11	121,00 \$	543,75 \$	746,18 \$
6201685029	397808	Jacob, Luce (notaire)	288, boul. Fiset J3P 3R1 QC	2019-07-25	2019-06-19	134,00 \$	1 200,00 \$	1 513,70 \$
6201685032	599985	Lépine, Diane (notaire)	630, rue Claude de Ramezay J3M 1J7 QC	2019-08-22	2019-03-21		835,00 \$	960,04 \$
6201885009	527313	Notaires Ménard & Paquette inc., Les	15, rue de la Rivière J0J 1A0 QC	2019-12-15	2019-11-18	154,00 \$	1 800,00 \$	2 223,55 \$
						935,00 \$	9 311,25 \$	11 640,61 \$
6201148109	956419	Me Hélène Lareau, notaire en fidéicommiss	364, rue St-Jacques J0J 1L0 QC	2019-10-10	2019-09-25	13,00 \$	615,00 \$	720,10 \$
6201148112	59618	Duquette, Pierre (notaire)	15, Gale J0S 1K0 QC	2019-09-12	2019-08-02	124,00 \$	570,00 \$	779,36 \$
6201348060	616510	Me René Therrien, notaire inc.	11, rue Bridge J0S 1K0 QC	2019-11-15	2019-11-05		490,00 \$	563,38 \$
6201648004	828028	Marois, Lapointe, de Bonville, Briand, notaires inc.	63, rue Saint-Jean-Baptiste, bureau 101 J6T 1Z6 QC		2019-03-21	269,00 \$	929,20 \$	1 337,35 \$
6201648006	846073	Duquette, Sylvie (003)	15, rue Gale, C.P. 209 J0S 1K0 QC	2019-07-31	2019-06-11	406,25 \$	1 231,25 \$	1 821,88 \$
8201548001	389941	Hélène Lamarre, notaire inc.	950, chemin du Sault-Saint-Louis J5R 1E1 QC	2019-08-07	2019-08-07		525,00 \$	603,62 \$
8201548001	389941	Hélène Lamarre, notaire inc.	950, chemin du Sault-Saint-Louis J5R 1E1 QC	2019-07-19	2019-07-19	131,00 \$	4 725,00 \$	5 563,57 \$
						943,25 \$	9 085,45 \$	11 389,26 \$
6200456027	59715	Gratton, Guylaine	259, Henri-Bourassa C.P. 37 J0V 1R0 QC	2020-02-06	2019-05-18		333,00 \$	382,87 \$
6200556050	996457	Racette, Claire (notaire)	383, boulevard Gréber, suite 301 J8T 6M7 QC	2019-05-21	2019-03-28		885,00 \$	1 017,53 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6200756027	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 QC	2019-05-22	2019-04-15		721,48 \$	829,52 \$
6201056019	999304	Étude Légale du Vieux-Aylmer	43, rue Principale J9H 3L2 QC	2019-02-26	2019-02-19	55,00 \$	387,00 \$	499,95 \$
6201056048	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2019-06-18	2019-05-31		620,00 \$	712,85 \$
6201656004	826099	White, Vicky (notaire)	175, rue Champlain J8X 3R3 QC	2019-12-09	2018-01-24	991,35 \$	562,80 \$	1 638,43 \$
6201656005	59715	Gratton, Guylaine	259, Henri-Bourassa C.P. 37 J0V 1R0 QC	2019-08-22	2019-03-05	151,00 \$	360,00 \$	564,91 \$
6201656005	59715	Gratton, Guylaine	259, Henri-Bourassa C.P. 37 J0V 1R0 QC	2020-02-20	2020-02-20		300,00 \$	344,93 \$
6201656015	630946	Paient, Audrey (Notaire)	259, rue Henri-Bourassa J0V 1R0 QC	2019-10-30	2019-10-21	281,60 \$	1 540,00 \$	2 052,22 \$
6201756002	18200	Gagnon, France (notaire)	1751, St-Louis, bureau 101 J8T 4H2 QC	2020-02-26	2020-02-18	124,00 \$	1 893,75 \$	2 301,34 \$
6201756005	71647	Major, Johanne	500, boulevard Gréber, bureau 212 J8T 7W3 QC	2019-08-06	2019-07-15	124,00 \$	1 203,60 \$	1 507,84 \$
6201756007	656049	Robert et Associés notaires	183, rue Principale J0V 1W0 QC	2020-01-23	2020-01-22		876,23 \$	1 007,44 \$
6201756008	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2020-02-06	2020-01-28	139,00 \$	1 200,00 \$	1 518,70 \$
6201756013	927297	Magalie Nicolau notaire inc.	43, rue Principale J9H 3L2 QC	2019-12-17	2019-12-04	121,00 \$	800,00 \$	1 040,80 \$
6201756020	729457	Laliberté, Rhéaume (notaire)	17, rue Caron J8Y 1Y6 QC	2019-08-06	2019-05-17	127,00 \$	1 050,00 \$	1 334,23 \$
6201756024	856243	Étude notariale Mougeot inc.	1400, rue St-Louis, bureau 104 J8T 2N1 QC	2019-10-25	2019-10-22		170,37 \$	195,88 \$
6201856005	996456	Throop, Megan (notaire)	101-177, Chemin d'Old Chelsea J9B 1J3 QC	2019-08-20	2019-06-26		500,00 \$	574,88 \$
						2 113,95 \$	13 403,23 \$	17 524,32 \$
6199801116	665043	Bouchard et Gagnon, notaires	944, boulevard Monsieur-de-Laval G3Z 2W2 QC	2019-05-07	2019-04-25	146,00 \$	3 338,75 \$	3 984,73 \$
6200532409	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2019-08-28	2019-05-01	191,00 \$	8 949,34 \$	10 480,51 \$
6200532409	59440	Villeneuve, Élise (notaire)	926, rue Jacques-Bédard, bureau 100 G2N 1E3 QC	2019-05-28	2019-05-22		40,00 \$	45,99 \$
6200632120	66567	Boilard, Mario	196-1, avenue Saint-Michel G3L 3W6 QC	2019-06-12	2019-05-29	1,00 \$	688,75 \$	792,89 \$
6201032018	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246 G5A 1T8 QC	2019-10-09	2019-10-02	10,00 \$	707,67 \$	823,64 \$
6201032018	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246 G5A 1T8 QC	2019-10-09	2019-10-02	124,00 \$	1 877,25 \$	2 282,37 \$
6201232085	78319	Hélène Dufour notaire inc.	26, rue Saint-Jean-Baptiste bureau 101 G3Z 1L9 QC	2019-09-21	2019-12-30	30,00 \$	6 018,33 \$	6 949,58 \$
6201432035	390145	Étude notariale Pouliot Lavoie inc.	926, rue Jacques-Bédard, suite 100 G2N 1E3 QC	2019-10-17	2019-10-10	124,00 \$	516,25 \$	717,56 \$
6201432076	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 QC	2019-05-28	2019-05-03	135,00 \$	2 739,35 \$	3 284,57 \$
6201532004	806509	Maryline Lefebvre, notaire inc.	200, rue Commerciale, bureau 202 G3M 1W1 QC	2019-04-15	2018-12-31		226,66 \$	260,60 \$
6201632006	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-01-08	2019-12-31	135,00 \$	1 135,00 \$	1 439,97 \$
6201632011	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-02-10	2019-12-31	5,00 \$	206,25 \$	242,13 \$
6201632011	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-02-10	2019-12-31	260,00 \$	813,75 \$	1 195,61 \$
6201632035	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC	2019-05-21	2019-04-08	270,00 \$	1 195,00 \$	1 643,96 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201632035	957692	Picard & Jobin notaires et conseillers juridiques inc.	3000, rue Alexandra, bureau 202 G1E 7C8 QC	2019-04-12	2019-04-08		66,67 \$	76,66 \$
6201632046	291807	Dancause, Benoît (notaire)	3175, chemin des Quatre-Bourgeois, bureau 375 G1W 2K7 QC	2019-03-27	2019-02-27	121,00 \$	1 838,94 \$	2 235,32 \$
6201632054	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2020-01-22	2019-11-26	126,00 \$	410,00 \$	597,40 \$
6201632057	841224	Hermann Moreau notaire et associés inc.	1191, 8ième Avenue G1J 3N3 QC	2019-12-06	2019-11-07	133,00 \$	1 320,00 \$	1 650,67 \$
6201632059	741916	CST notaires inc.	605, boulevard de Comporté, C.P.246 G5A 1T8 QC	2019-08-29	2019-07-25	133,00 \$	1 482,25 \$	1 837,21 \$
6201732015	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2019-03-26	2019-03-13	129,44 \$	2 775,00 \$	3 320,00 \$
6201732016	924831	Valérie Gravel, notaire inc.	4765, 1ère avenue bureau 130 G1H 2T3 QC	2019-10-24	2019-08-21	129,00 \$	1 000,00 \$	1 278,75 \$
6201732020	679426	Huot, Benoît (notaire)	6507, avenue Royale G0A 2K0 QC	2020-02-24	2020-01-27	132,00 \$	2 756,74 \$	3 301,56 \$
6201732021	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2019-05-06	2019-04-16	131,25 \$	2 512,50 \$	3 020,00 \$
6201732022	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-03-13	2020-02-19	174,00 \$	920,00 \$	1 231,77 \$
6201732023	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-01-16	2019-12-31	174,00 \$	985,00 \$	1 306,50 \$
6201832004	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2019-05-15	2019-04-26	264,01 \$	3 562,50 \$	4 360,00 \$
6201832005	8590	Bourget, Alain (notaire)	10516, boulevard Sainte-Anne, bureau212 G0A 3C0 QC	2019-12-17	2019-11-26	128,86 \$	2 962,50 \$	3 535,00 \$
6201832034	958215	Dion Cloutier, notaires	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 QC	2019-06-26	2019-05-29	132,00 \$	3 531,25 \$	4 192,05 \$
6201832034	958215	Dion Cloutier, notaires	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 QC	2019-06-26	2019-05-29	132,00 \$	3 531,25 \$	4 192,05 \$
6201832039	946634	Christian Arcand, notaire inc.	5000, 3e avenue Ouest, bureau 201 G1H 7J1 QC	2019-11-29	2019-11-15	334,00 \$	1 050,00 \$	1 541,24 \$
6201832042	417135	Julien, Jean-Pierre (notaire)	630, avenue Jacques-Cartier, local 30 G3M 2X1 QC	2019-08-30	2019-08-12	131,00 \$	2 525,00 \$	3 034,12 \$
6201832050	958215	Dion Cloutier, notaires	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 QC	2020-03-24	2020-01-30	165,75 \$	3 850,00 \$	4 592,29 \$
6201832050	958215	Dion Cloutier, notaires	325, rue de l'Église, bureau 12 G3M 2A2 QC	2019-04-17	2019-03-22	307,00 \$	1 543,58 \$	2 081,73 \$
6201832051	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2019-05-13	2019-05-06	129,00 \$	900,00 \$	1 163,78 \$
6201832052	572670	PME Inter notaires Québec inc.	820, avenue Holland G1S 3S3 QC	2019-12-19	2019-11-22	137,00 \$	2 623,65 \$	3 153,54 \$
6201832054	946634	Christian Arcand, notaire inc.	5000, 3e avenue Ouest, bureau 201 G1H 7J1 QC	2020-03-13	2020-02-21	399,00 \$	1 050,00 \$	1 606,24 \$
6201832055	197726	Boilard, Renaud Notaires inc.	196 Avenue Saint-Michel Bureau 1 G3L 3W6 QC	2020-02-26	2020-01-29	136,00 \$	1 195,83 \$	1 510,90 \$
6201832130	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC	2020-03-18	2020-01-13	149,00 \$	617,50 \$	858,98 \$
6201832131	73499	Bourget, Chantale (notaire)	10 516, boulevard Ste-Anne, bureau 212 G0A 3C0 QC	2020-03-23	2020-01-22	144,00 \$	2 805,00 \$	3 369,05 \$
						5 502,31 \$	76 267,51 \$	93 190,92 \$
6201416075	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M9 QC	2019-05-16	2019-05-10	121,00 \$	700,00 \$	925,83 \$
6201616010	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2019-11-13	2019-11-13		60,00 \$	68,99 \$
6201616035	638319	East, René (notaire)	475, rue Racine Est, Suite 300 G7H 1T5 QC	2019-07-19	2019-02-25	124,00 \$	1 160,00 \$	1 457,71 \$
6201616036	638319	East, René (notaire)	475, rue Racine Est, Suite 300 G7H 1T5 QC	2019-07-15	2019-03-19	124,00 \$	1 300,00 \$	1 618,68 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201616037	638319	East, René (notaire)	475, rue Racine Est, Suite 300 G7H 1T5 QC	2019-07-15	2019-04-02	124,00 \$	1 520,00 \$	1 871,62 \$
6201616054	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M9 QC	2019-05-16	2019-04-24	134,00 \$	935,00 \$	1 209,02 \$
6201616055	895391	Hudon Néron Brassard, Notaires s.e.n.c..	255, rue Collard Ouest G8B 1M9 QC	2019-10-04	2019-09-17	134,00 \$	1 370,00 \$	1 709,16 \$
6201716002	936166	Munger et Fillion notaires inc.	140-345, rue des Saguenéens G7H 6K9 QC	2019-10-09	2019-10-31	124,00 \$	1 489,11 \$	1 836,11 \$
6201716004	455613	Claveau, Gauthier, Gagnon & Ass., notaires, S.E.N.C.	54, rue Racine Est G7H 1P7 QC	2019-07-09	2019-07-25	130,00 \$	767,25 \$	1 012,14 \$
6201716005	720118	Cain Lamarre s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2019-07-12	2019-06-28	124,00 \$	1 300,00 \$	1 618,68 \$
6201716010	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 QC	2019-07-19	2019-07-17	131,00 \$	1 350,00 \$	1 683,16 \$
6201816000	417827	Gaétan Maltais Notaire inc.	2240, rue Montpetit G7X6A3 QC	2019-10-16	2019-10-04	124,00 \$	600,00 \$	813,85 \$
6201816026	750332	Parizeau Tremblay Forest Lapointe notaires inc.	510, rue Collard Ouest G8B 1N2 QC	2019-08-28	2019-08-15	377,00 \$	1 910,84 \$	2 573,99 \$
6201816034	720118	Cain Lamarre s.e.n.c.r.l.	300-190, rue Racine Est G7H 1R9 QC	2019-12-19	2019-12-04	137,00 \$	1 269,72 \$	1 596,87 \$
6201916001	170231	Linda Beaulac, Notaire	2344, avenue du Pont Sud G8B 5V2 QC	2020-02-11	2020-01-29	128,00 \$	855,00 \$	1 111,04 \$
6201916002	782564	Maltais, Labrecque & Tremblay Notaires inc.	136, rue Racine Est G1H 1R7 QC	2020-03-19	2020-03-10	137,00 \$	1 689,00 \$	2 078,93 \$
6201916004	666364	Mon Notaire et moi inc.	806, rue Bagot G7B 2N8 QC	2020-03-11	2020-02-04	126,00 \$	1 127,25 \$	1 422,05 \$
						2 299,00 \$	19 403,17 \$	24 607,83 \$
6200928075	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC		2016-12-31	148,00 \$	1 587,00 \$	1 972,65 \$
6201028040	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC	2019-08-02	2018-12-31	160,04 \$	1 142,50 \$	1 473,63 \$
6201228020	21757	Lacerte, Claudelle	673, rue Ste-Anne G0X 3L0 QC	2020-03-03	2018-12-31	620,98 \$	1 437,50 \$	2 273,75 \$
6201528019	525553	Chantal Brochu inc.	17, route du Président-Kennedy G0R3E0 QC	2019-05-22	2019-04-26	134,00 \$	452,45 \$	654,20 \$
6201528029	453825	Beaumier Pinel, notaires	112, 4e Rue G9N 1G5 QC	2018-02-12	2017-12-22	127,00 \$	591,22 \$	806,75 \$
6201528041	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre, notaires	540, Avenue de Grand-Mère G9T 2H2 QC	2019-01-28	2016-07-19	60,00 \$	736,34 \$	906,61 \$
6201628034	695852	Charette, Godin, Ouellet, notaires inc.	4450, boul. Des Forges, bureau 260 G8Y 1W5 QC	2019-04-03	2019-03-14	22,00 \$	480,00 \$	573,88 \$
6201728007	991163	Fradet, Jean, Langevin s.e.n.c.r.l.	215, rue Lindsay J2C 1N8 QC	2019-07-26	2019-03-25	21,00 \$	832,50 \$	978,17 \$
6201728007	991163	Fradet, Jean, Langevin s.e.n.c.r.l.	215, rue Lindsay J2C 1N8 QC	2020-03-06	2020-02-02	143,00 \$	1 248,75 \$	1 578,75 \$
6201728028	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC	2019-07-08	2019-04-30		1 530,00 \$	1 759,12 \$
6201728029	210005	Desaulniers Gervais Parenteau Sylvestre, notaires	1500, 105e Avenue G9P 1M5 QC	2019-06-13	2019-05-13		1 950,00 \$	2 242,01 \$
6201828005	1031590	Gélinas, Israël (notaire)	681, rue Sainte-Anne G0X 3L0 QC	2019-12-12	2019-12-09	7,00 \$	405,00 \$	472,65 \$
						1 443,02 \$	12 393,26 \$	15 692,17 \$
6201424010	541953	Soutyguina, Olga	948, rue Shefford J2L 1C3 QC	2019-05-07	2019-01-14	54,00 \$	490,00 \$	617,38 \$
6201424010	541953	Soutyguina, Olga	948, rue Shefford J2L 1C3 QC	2019-08-22	2019-05-29	- \$	530,00 \$	609,37 \$
6201424012	603835	Deslandes, François (François Deslandes, notaire)	1075, rue Beaugrand J0H 1A0 QC	2019-05-23	2019-04-04		427,50 \$	491,52 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
6201424045	406481	Daniel Landry, notaire inc.	1577, boul. St-Joseph J2C 2G2 QC	2019-04-15	2019-04-02	124,00 \$	400,00 \$	583,90 \$
6201524012	18639	Pellerin, Potvin, Gagnon inc.	117, rue Notre-Dame G9P 3Z9 QC	2020-03-11	2019-04-15	118,00 \$	1 617,50 \$	1 977,73 \$
6201524018	1053482	Gagnon, Gilles (notaire)	56A, boul. Jutras Est G6P 4K8 QC	2020-02-07	2019-05-15	25,00 \$	1 710,00 \$	1 991,07 \$
6201624000	828699	Gagné, Isabelle, Patry, Laflamme &Associés Notaires S.E.N.C.R.L.	188, rue Montcalm, bureau 300 J8Y 3B5 QC	2019-04-04	2018-10-05	121,00 \$	675,00 \$	897,08 \$
6201624006	268923	Boileau, Michel (notaire et conseiller)	1550, rue Fradet J2B 1P1 QC	2018-02-13	2018-01-18	124,00 \$	425,00 \$	612,64 \$
6201624013	836480	Jutras, André (notaire)	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2020-01-15	2019-12-20	124,00 \$	400,00 \$	583,90 \$
6201624029	576035	Desjardins, Marie-Josée (notaire)	6436, rue Beaubien E. H1M 1A9 QC	2019-07-12	2019-04-29		660,00 \$	758,84 \$
6201624030	1018087	Geneviève Pelletier-Normand notaire inc.	393, rue Rose-Ellis J2C0R9 QC	2019-10-24	2019-10-07	62,00 \$	3 675,00 \$	4 287,33 \$
6201624033	811566	Cabinet juridique Panneton inc.	1325, boulevard Lemire J2C 7X9 QC	2019-10-09	2019-06-14	395,99 \$	883,90 \$	1 412,26 \$
6201624037	204478	Boivin Paquin Proulx Harnois S.E.N.C.R.L.	5375, rue St-Joseph, bureau 300 G8Z 4M5 QC	2019-07-19	2019-07-17	124,00 \$	679,85 \$	905,66 \$
6201624038	902447	Leblanc Martin inc.	1350, rue Royale, bureau 1000 G9A 4J4 QC	2020-01-22	2019-10-01	217,00 \$	843,08 \$	1 186,33 \$
6201624040	925269	Rheault et Corriveau, notaires	1290, boul. Louis-Frédette J3T 1K6 QC	2019-10-24	2019-10-07	134,00 \$	1 251,25 \$	1 572,62 \$
6201724012	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 QC	2019-04-16	2018-11-08	270,00 \$	760,00 \$	1 143,81 \$
6201724012	715298	Provencher, Blanchette, notaires inc.	517, rue St-Georges Sud G0X 1V0 QC	2019-04-23	2019-04-11	121,00 \$		121,00 \$
6201724024	709730	Durocher Dauphinois Julien, notaires inc.	2125, boulevard Lemire, bureau 220 J2B 8N8 QC	2019-07-03	2019-06-05	142,00 \$	1 500,00 \$	1 866,63 \$
6201724032	569179	Sarasin, Sonia (notaire)	376, route Marie-Victorin G0X 2Z0 QC	2019-05-15	2019-04-24	4,00 \$	552,00 \$	638,66 \$
6201724037	297704	Villeneuve, Jean (notaire)	2820, boul. Bécancour G9H 3V8 QC	2019-09-13	2019-07-24	4,00 \$	346,05 \$	401,87 \$
6201824001	330202	Boudreau & associés SENCRL	296, Notre-Dame Est G6P 4A3 QC	2019-07-09	2019-07-02	162,00 \$	1 683,00 \$	2 097,03 \$
6201824005	1018084	Doyle Pineault Bédard, notaires s.e.n.c.r.l.	1574, avenue St-Édouard, C.P. 308 G6L 2K5 QC	2020-02-21	2020-01-27		460,00 \$	528,89 \$
6201924014	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2020-01-22	2019-12-20	8,00 \$	400,00 \$	467,90 \$
6201924015	592877	Julie Bergeron, notaire	108, rue Olivier, bureau 203 G6P 6V6 QC	2020-01-22	2019-12-20	7,00 \$	350,00 \$	409,41 \$
						2 340,99 \$	20 719,13 \$	26 162,83 \$
						53 510,81 \$	513 697,97 \$	644 135,51 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6200968001	480408	Morris & Dupuis notaires	1, Car Westmount, suite 1001 H3Z 2P9 QC		2020-01-23	4,00 \$	1 275,00 \$	1 469,93 \$
Service expertise immobilière	6200968002	480408	Morris & Dupuis notaires	1, Car Westmount, suite 1001 H3Z 2P9 QC	2020-02-04	2020-01-23	39,48 \$	1 464,00 \$	1 722,71 \$
Service expertise immobilière	6200968044	845206	Lebrun & Charlet, notaires et conseillers	202-534, rue Notre-Dame J6A 2T8 QC	2019-12-03	2019-11-28		1 500,00 \$	1 724,63 \$
Service expertise immobilière	6201068038	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC		2019-12-20	9,00 \$	218,72 \$	260,48 \$
Service expertise immobilière	6201068038	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC		2020-01-14		105,00 \$	120,72 \$
Service expertise immobilière	6201068068	332962	Laferrière et Gravel notaires inc.	4111, boul. Le Corbusier H7L 5E2 QC	2020-02-28	2020-03-05	193,00 \$	2 123,57 \$	2 634,58 \$
Service expertise immobilière	6201168003	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC		2019-01-31	6,00 \$	566,00 \$	656,76 \$
Service expertise immobilière	6201268006	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2019-11-28	2019-11-28	6,00 \$	192,50 \$	227,33 \$
Service expertise immobilière	6201268006	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC		2019-04-26	16,25 \$	556,08 \$	655,60 \$
Service expertise immobilière	6201268019	582890	Roger Plante inc.	66, boulevard Vachon Nord G6E 4G6 QC		2019-07-17		165,00 \$	189,71 \$
Service expertise immobilière	6201268032	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC		2019-11-28	6,00 \$	455,39 \$	529,59 \$
Service expertise immobilière	6201268038	496540	Lajoie Lemieux notaires S.E.N.C.R.L.	138, rue Price Ouest, bureau 208 G7J 1G8 QC		2019-07-23	16,00 \$	1 050,00 \$	1 223,24 \$
Service expertise immobilière	6201268039	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC	2019-11-28	2019-11-28	16,00 \$	414,40 \$	492,46 \$
Service expertise immobilière	6201268039	421938	Lévesque, Gaudette, Major-Lacombe S.E.N.C.R.L.	2255, boul Fernand-Lafontaine Bureau102 J4G 2R8 QC		2019-04-26	15,25 \$	616,08 \$	723,58 \$
Service expertise immobilière	6201368007	444911	Notaire-Direct inc.	3750, boulevard Crémazie Est Bureau 425 H2A 1B6 QC		2019-10-04	8,00 \$	1 233,95 \$	1 426,74 \$
Service expertise immobilière	6201568099	401364	Gagnon, Cantin, Lachapelle & ass. [SENCRL] notaires et cons.juridiques	37, place Bourget Sud, bureau 301 J6E 5G1 QC	2019-11-18	2019-11-11	606,93 \$	1 651,50 \$	2 505,75 \$
Service expertise immobilière	6201568102	889740	Coutu & Comtois, notaires	116, rue Saint-Gabriel J0K 2N0 QC		2020-01-15	376,20 \$	2 061,75 \$	2 746,70 \$
Service expertise immobilière	6201568107	533244	Barthe, Pierrette (notaire)	265, Guèvremont J0K 2P0 QC		2020-01-20	480,95 \$	2 100,00 \$	2 895,43 \$
Service expertise immobilière	6201668078	1029072	Me Constance Fortin, notaire en fidéicommiss	3131, boulevard de la Concorde Est, suite 201 H7E 4W4 QC		2019-12-04	288,00 \$	1 710,68 \$	2 254,85 \$
Service expertise immobilière	6201668086	1020988	Notaires Lavigne, Les	102-91, rue Saint-Eustache J7R 2L3 QC		2019-10-07	146,00 \$	1 440,00 \$	1 801,64 \$
Service expertise immobilière	6201668086	1020988	Notaires Lavigne, Les	102-91, rue Saint-Eustache J7R 2L3 QC		2019-10-07		150,00 \$	172,46 \$
Service expertise immobilière	6201668087	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC		2019-01-28		1 135,00 \$	1 304,97 \$
Service expertise immobilière	6201668087	654938	PME Inter Notaires Baie-Comeau inc.	330, boulevard Lasalle G4Z 2S5 QC		2019-08-19		5 352,50 \$	6 154,04 \$
Service expertise immobilière	6201668092	533871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC		2019-05-06		513,00 \$	589,81 \$
Service expertise immobilière	6201668092	533871	Léveillé Pelletier inc.	183, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC		2019-03-11	147,00 \$	2 020,65 \$	2 470,24 \$
Service expertise immobilière	6201668108	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC		2019-11-04	60,00 \$	1 744,75 \$	2 066,03 \$
Service expertise immobilière	6201768026	669734	Diaw, Papa Daour	57, rue de la Glacière J1H 3P2 QC	2019-12-04	2019-11-22	225,00 \$	2 025,00 \$	2 553,24 \$
Service expertise immobilière	6201768090	75936	Klineberg, David (avocat)	999 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, # 1410 H3A 3L4 QC		2019-05-27	45,00 \$	100,00 \$	159,98 \$
Service expertise immobilière	6201768094	1008796	Tétrault Carrier & Associés inc.	310-1819, boul. René-Lévesque Ouest H3H 2P5 QC		2019-10-01	184,00 \$	935,00 \$	1 259,02 \$
Service expertise immobilière	6201768101	567311	Grenier Gagnon inc.	625, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1410 H3B 1R2 QC		2019-05-23	74,00 \$	1 236,05 \$	1 495,15 \$
Service expertise immobilière	6201768114	493834	Leroux Côté Burrogano	507, Place d'Armes, bureau 1300 H2Y 2W8 QC		2019-09-10	29,00 \$	1 260,00 \$	1 477,69 \$
Service expertise immobilière	6201768118	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2019-11-28	2019-11-26	50,00 \$	2 786,82 \$	3 254,15 \$
Service expertise immobilière	6201768122	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC		2019-02-22	58,00 \$	2 580,40 \$	3 024,81 \$
Service expertise immobilière	6201768123	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2019-02-26	2018-09-12	48,00 \$	668,00 \$	816,03 \$

Rapport annuel des comptes de notaires (Direction générale de l'expertise immobilière)
Période du 2019-04-01- au 2020-03-31

Unité administrative responsable	No dossier	No fournisseur	Nom fournisseur	Adresse	Date approbation facture	Date facture	Montant débours	Montant honoraires	Montant SAGIR incluant les taxes
Service expertise immobilière	6201768125	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC		2018-03-28	229,00 \$	4 731,10 \$	5 668,59 \$
Service expertise immobilière	6201768128	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC	2019-02-27	2018-09-12	43,00 \$	725,00 \$	876,57 \$
Service expertise immobilière	6201768128	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC		2018-11-15	80,00 \$	1 315,00 \$	1 591,92 \$
Service expertise immobilière	6201768129	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC		2019-05-06	94,00 \$	595,00 \$	778,10 \$
Service expertise immobilière	6201768129	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC		2019-06-19	37,00 \$	2 801,14 \$	3 257,61 \$
Service expertise immobilière	6201768130	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 G1V 0C1 QC		2019-10-17		550,00 \$	632,36 \$
Service expertise immobilière	6201768130	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 G1V 0C1 QC		2019-10-17	136,00 \$	850,00 \$	1 113,29 \$
Service expertise immobilière	6201768130	750805	LGD NOTAIRES INC.	2820, boulevard Laurier, bureau 1050 G1V 0C1 QC		2019-05-02		52,50 \$	60,37 \$
Service expertise immobilière	6201768150	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC		2020-01-31	21,00 \$	1 800,00 \$	2 090,55 \$
Service expertise immobilière	6201768150	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC		2019-05-15		50,00 \$	57,49 \$
Service expertise immobilière	6201768150	948870	Francine Pager Notaire inc.	1188, avenue Union, bureau 108 H3B 0E5 QC		2019-05-06		1 300,00 \$	1 494,68 \$
Service expertise immobilière	6201768169	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC		2019-08-12	228,00 \$	300,00 \$	572,93 \$
Service expertise immobilière	6201768169	639300	Bélisle Lafleur notaires inc.	159, rue Saint-Eustache J7R 2L5 QC		2019-11-04	45,00 \$	1 782,25 \$	2 094,14 \$
Service expertise immobilière	6201868020	360499	Notaires Beauchamp, Cyr inc.	242, boul. Sainte-Rose H7L 1L6 QC		2019-10-23	124,00 \$	1 240,00 \$	1 549,69 \$
Service expertise immobilière	6201868021	669234	Tremblay & Barriault, notaires inc.	119 B, boulevard Perron Ouest G0C 2B0 QC		2019-12-11	144,00 \$	1 150,00 \$	1 466,21 \$
Service expertise immobilière	6201868030	693161	Prévost notaires inc.	2000, avenue McGill College, bureau 1600 H3A 3H3 QC		2019-08-15	11,00 \$	3 318,44 \$	3 826,37 \$
Total Service expertise immobilière							4 345,06 \$	65 967,22 \$	80 190,92 \$
Total général							4 345,06 \$	65 967,22 \$	80 190,92 \$

ORGANISMES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
ME FRANCIS MELOCHE 800 SQUARE VICTORIA, #720 C.P.156, MONTRÉAL, QC H4Z 1A1	300 \$/H	JUILLET 2019 À DÉCEMBRE 2019	SERVICES CONSEIL RELATIONS TRAVAIL	18 800 \$
MONETTE BARAKETT, S.E.N.C. 4 PLACE VILLE-MARIE, BUREAU 600 MONTRÉAL, QC H3B 2E7	300 \$/H	JUIN 2019 À JUILLET 2019	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA COMMISSION DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION	17 690 \$
TOTAL DES HONORAIRES				36 490 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	278 \$	JUIN 2019	RELATIONS DE TRAVAIL	618 \$
SYLVESTRE & ASSOCIÉS S.E.N.C.R. (STÉPHANE BRUNEL)	250 \$	AVRIL 2019	ENREGISTREMENT D'HYPOTHÈQUE LÉGALE	250 \$
TOTAL DES HONORAIRES				868 \$

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
M ^E MADELEINE LEMIEUX	180 \$	MARS 2019 À DÉCEMBRE 2019	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DU DOSSIER 2016 QCCJA 832 ET 2016 QCCJA 846.	13 926 \$
M ^E MADELEINE LEMIEUX	250 \$	AVRIL 2019 À JUILLET 2019	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DU DOSSIER 200-17-026846-170.	775 \$
M ^E MADELEINE LEMIEUX	100 \$	AVRIL 2019 À JUILLET 2019	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DU DOSSIER 500-17-103298-181.	1 755 \$
TOTAL DES HONORAIRES				16 456 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LA SOMME ALLOUÉE EN 2019-2020 À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 251 287 \$ ET LES DÉTAILS EN LIEN AVEC LES SERVICES RENDUS SONT DE NATURE CONFIDENTIELLE.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
LANGLOIS AVOCATS, S.E.N.C.R.L.	135 \$/ HEURE À 300 \$/HEURE	MAI 2019 À JULLET 2019	MANDAT DE NATURE CONFIDENTIELLE (SECRET PROFESSIONNEL)	47 303 \$
MONETTE-BARAKETT	300 \$/HEURE OU MONTANT PAR MANDAT	AVRIL 2019 À MARS 2020	CONSEILS JURIDIQUES EN RELATIONS DE TRAVAIL	8 148 \$
TOTAL DES HONORAIRES				55 451 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

MANDATAIRES	TAUX	MOIS	OBJET	MONTANT DES HONORAIRES
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.	200 \$/HRE	AVRIL 2019 À JANVIER 2020	REPRÉSENTATION DU TRIBUNAL DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE ET LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES	22 086 \$
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO, S.E.N.C.	200 \$/HRE	NOVEMBRE 2019	REPRÉSENTATION DE JUGES ADMINISTRATIFS DEVANT LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE	1 170 \$
TOTAL DES HONORAIRES				23 256 \$

P.37 BILAN DU PLAN D’AGRANDISSEMENT ET DE RÉNOVATION DES PALAIS DE JUSTICE POUR 2019-2020, EN PRÉCISANT :

- A. LE NOMBRE DE PROJETS TERMINÉS;**
- B. LE NOMBRE DE PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT;**
- C. LE NOMBRE DE PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD;**
- D. LE NOMBRE DE PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON;**
- E. LE NOMBRE DE PROJETS EN ATTENTE.**

MINISTÈRE

A. PROJETS TERMINÉS

AUCUN.

B. PROJETS EN VOIE D’ACHÈVEMENT

NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION DU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL
BUDGET :	65,6 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN RÉALISATION 2022-2023
NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE
BUDGET :	78,1 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2022-2023
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1
BUDGET :	18,7 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION (PHASE 1-B) 2023-2024
NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT DES ESPACES AU PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2
BUDGET :	6,3 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2028-2029
NOM DU PROJET :	RÉAMÉNAGEMENT MAJEUR AU PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU
BUDGET :	6,5 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN PLANIFICATION 2022-2023

C. PROJETS RETARDÉS ET LES MOTIFS DU RETARD

NOM DU PROJET :	AGRANDISSEMENT ET RÉAMÉNAGEMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI
BUDGET :	66,9 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN RÉALISATION 2019-2020
NOM DU PROJET :	PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE – RÉAMÉNAGEMENT (DPCP ET MJQ)
BUDGET :	4,0 M\$ PQI 2019-2029
LIVRAISON :	PROJET EN RÉALISATION 2019-2020

L’ÉCHÉANCIER DE CES DEUX PROJETS DEVRAIT ACCUSER QUELQUES MOIS DE RETARD NOTAMMENT EN RAISON DES DÉLAIS DE PRODUCTION DE CERTAINES COMPOSANTES, DONT LA QUINCAILLERIE SPÉCIALISÉE AU NIVEAU CARCÉRAL. CES DÉLAIS ONT ÉGALEMENT ENTRAÎNÉ UN RETARD QUANT À LA PROGRAMMATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ. ÉGALEMENT, L’ARRÊT DES ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 A OCCASIONNÉ DES REPORTS DANS LA RÉALISATION DE CERTAINS TRAVAUX.

NOM DU PROJET : AMÉNAGEMENT ET ACCROISSEMENT D’ESPACE AU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

BUDGET : 3,6 M\$
PQI 2019-2029

LIVRAISON : PROJET EN RÉALISATION
2019-2020

L’ARRÊT DES ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 A OCCASIONNÉ DES REPORTS DANS LA RÉALISATION DE CERTAINS TRAVAUX.

D. PROJETS ABANDONNÉS ET LES MOTIFS DE L’ABANDON
AUCUN.

E. PROJETS EN ATTENTE
AUCUN.

F.

P.38 SOMMES VENTILÉES ET DÉTAILLÉES POUR L'ANNÉE 2019-2020, ET PRÉVISIONS POUR 2020-2021, POUR LA SÉCURITÉ DANS LES PALAIS DE JUSTICE, PAR PALAIS DE JUSTICE. INDiquer LES ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN 2019-2020 PAR LA TABLE DE SÉCURISATION DES PALAIS DE JUSTICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2019-2020

PALAIS DE JUSTICE	Coût du projet	Dépenses
CENTRE DE SERVICES JUDICIAIRES DE MONTRÉAL	22 763,72 \$	22 763,72 \$
PALAIS DE JUSTICE MONTRÉAL	8 580,22 \$	8 580,22 \$
PALAIS DE JUSTICE MONTRÉAL	193 321,98 \$	23 886,24 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	208 916,26 \$	18 437,90 \$
PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL	24 017,37 \$	24 017,37 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MANIWAKI	34 337,68 \$	22 933,69 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONT-LAURIER	14 531,76 \$	14 531,76 \$
PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY	8 423,15 \$	8 423,15 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES	41 910,63 \$	1 479,52 \$
PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI	25 501,88 \$	450,13 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	65 723,75 \$	13 921,08 \$
POINT DE SERVICE PERMANENT DE GASPÉ	70 553,08 \$	14 943,96 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-JÉRÔME	26 802,25 \$	5 727,72 \$
PALAIS DE JUSTICE DE SHERBROOKE	10 574,40 \$	10 574,40 \$
PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE	28 078,63 \$	3 683,75 \$
PALAIS DE JUSTICE DE VAL-D'OR	1 841,11 \$	1 841,11 \$
TOTAL	785 877,87 \$	196 195,72 \$

P.39 **POUR CHACUN DES PALAIS DE JUSTICE, PRÉCISER LES SOMMES ACCORDÉES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, PAR DISTRICT JUDICIAIRE, VENTILÉES AFIN D’EXPOSER LE DÉTAIL DE L’UTILISATION DE CHACUNE DE CES SOMMES.**

MINISTÈRE

PROJETS EN SÉCURITÉ POUR 2019-2020

DISTRICT JUDICIAIRE	COÛT DU PROJET	DÉPENSES
MONTRÉAL	224 665,92 \$	55 230,18 \$
LONGUEUIL	232 933,63 \$	42 455,27 \$
LABELLE	48 869,44 \$	37 465,45 \$
MONTMAGNY	8 423,15 \$	8 423,15 \$
MINGAN	41 910,63 \$	1 479,52 \$
CHICOUTIMI	25 501,88 \$	450,13 \$
GASPÉ	70 553,08 \$	14 943,96 \$
IBERVILLE	65 723,75 \$	13 921,08 \$
TERREBONNE	26 802,25 \$	5 727,72 \$
SAINT-FRANÇOIS	10 574,40 \$	10 574,40 \$
DRUMMOND	28 078,63 \$	3 683,75 \$
ABITIBI	1 841,11 \$	1 841,11 \$
TOTAL	785 877,87 \$	196 195,72 \$

MINISTÈRE

PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2019-2029

AU COURS DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A PRÉSENTÉ AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR LES PROJETS D'IMMOBILISATION À INSCRIRE AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2019-2029. LE PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2019-2029 A ÉTÉ TRANSMIS PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE AU MOIS DE JUIN 2019.

SUIVI DES PROJETS IMMOBILIERS INSCRITS AU PLAN QUÉBÉCOIS DES INFRASTRUCTURES 2019-2029

PROJETS EN RÉALISATION

PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI. LE 20 MARS 2013, LE DOSSIER D'AFFAIRES INITIAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES POUR UN MONTANT DE 72,9 M\$. LE 12 FÉVRIER 2014, UNE NOUVELLE DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE A ÉTÉ ADOPTÉE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D'EXÉCUTION.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 9 MARS 2016 POUR UN COÛT DE PROJET DE 66,9 M\$. LES TRAVAUX D'ENVERGURE SUR LE PALAIS DE JUSTICE EXISTANT ONT DÉBUTÉ AU PRINTEMPS 2017 AFIN DE LIVRER LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE À L'ÉTÉ 2020.

PALAIS DE JUSTICE DE LA TUQUE

LE PROJET CONSISTE À RELOGER LES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS UNE AUTRE SECTION DU BÂTIMENT, CE QUI PERMETTRA DE RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES NOTAMMENT PAR L'AGRANDISSEMENT DU QUARTIER CELLULAIRE ET LA SÉGRÉGATION DES CIRCULATIONS DES DIFFÉRENTES CLIENTÈLES.

LE 24 OCTOBRE 2017, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE PROJET DE 2,6 M\$. LE 13 AOÛT 2018, LE CONSEIL DES MINISTRES A AUTORISÉ LE REHAUSSEMENT DES COÛTS DU PROJET POUR UN TOTAL DE 4,0 M\$. LA LIVRAISON DU PROJET EST PRÉVUE À L'ÉTÉ 2020.

PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL. LE CARACTÈRE ARCHITECTURAL DU BÂTIMENT EXISTANT SERA PRÉSERVÉ. EN PLUS DE LA RÉNOVATION DU BÂTIMENT ACTUEL, LE PROJET COMPRENDRA UN AGRANDISSEMENT. LE PROJET EST ASSUJETTI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE.

LE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉ À LA SÉANCE DU CONSEIL DES MINISTRES DU 3 JUILLET 2019 POUR UN COÛT DE PROJET DE 65,6 M\$. LA PREMIÈRE PHASE DES TRAVAUX A DÉBUTÉ À L'AUTOMNE 2019.

PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE BÂTIMENT DU PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SONT EFFECTUÉS EN CINQ ÉTAPES DANS LE BÂTIMENT POUR L'AJOUT DE DEUX SALLES D'AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES. LA FIN DES TRAVAUX EST PRÉVUE POUR L'ÉTÉ 2020.

UNE AUTORISATION DU CONSEIL DES MINISTRES A ÉTÉ REÇUE LE 29 SEPTEMBRE 2015 POUR UN COÛT DE PROJET DE 2,5 M\$. UNE DEMANDE DE REHAUSSEMENT DES COÛTS DE PROJET A ÉTÉ APPROUVÉE PAR LE CONSEIL DES MINISTRES LE 28 JANVIER 2019 PORTANT LE COÛT TOTAL DU PROJET À 3,6 M\$.

PROJETS EN PLANIFICATION

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 1

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR ET RÉNOVER LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES POUR LES DIX PROCHAINES ANNÉES. CE PROJET EST DÛ À L'ACCROISSEMENT DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES DANS CE DISTRICT JUDICIAIRE. LES AMÉNAGEMENTS SONT EFFECTUÉS EN DEUX ÉTAPES (PHASE 1-A ET PHASE 1-B) DANS LE BÂTIMENT EXISTANT POUR L'AJOUT DE SALLES D'AUDIENCE ET DE BUREAUX DE JUGES. LE COÛT DU PROJET DE LA PHASE 1 EST ESTIMÉ À 23,6 M\$.

PHASE 1-A : CETTE PHASE A ÉTÉ COMPLÉTÉE À L'AUTOMNE 2018 POUR UN COÛT TOTAL DE 4,9 M\$, TEL QU'APPROUVÉ PAR LE CONSEIL DES MINISTRES LE 23 AOÛT 2016.

PHASE 1-B : LE PROJET PRÉVOIT LA CONSTRUCTION D'ESPACES ATTENANTS AU PALAIS DE JUSTICE POUR LES PROCUREURS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. LE PROJET EST ESTIMÉ À 18,7 M\$.

PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL – PHASE 2

LE PROJET CONSISTE À AGRANDIR LE PALAIS DE JUSTICE DE LONGUEUIL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES ACTIVITÉS JUDICIAIRES SUR PLUS DE 20 ANS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,3 M\$. CETTE PHASE PRÉVOIT LA FIN DES AMÉNAGEMENTS VERS L'ANNÉE 2028.

PALAIS DE JUSTICE DE SAINT-HYACINTHE

LE PROJET CONSISTE EN LA DÉMOLITION ET LA CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE AGRANDI DE 50 % PAR RAPPORT AU PALAIS ACTUEL AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS. LE 18 JUIN 2018, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE DOSSIER D'OCCASION AINSI QUE LA RELOCALISATION HÂTIVE DU PALAIS DE JUSTICE. LE PROJET EST ASSUJETI À LA DIRECTIVE SUR LA GESTION DES PROJETS MAJEURS D'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE. CETTE DIRECTIVE REQUIERT LA PRÉPARATION D'UN DOSSIER D'AFFAIRES QUI COMPREND, NOTAMMENT, LES PLANS ET DEVIS D'EXÉCUTION. LE 25 JUIN 2019, LE CONSEIL DES MINISTRES A APPROUVÉ LE MÉMOIRE PRÉSENTÉ POUR LA RÉVISION DE COÛT ET D'ÉCHÉANCIER DE LA RELOCALISATION TEMPORAIRE DONT LA LIVRAISON EST PRÉVUE POUR L'ÉTÉ 2021.

LE COÛT TOTAL DU PROJET EST ESTIMÉ DE FAÇON PRÉLIMINAIRE À 86,8 M\$ DONT 70,6 M\$ POUR LE NOUVEAU PALAIS DE JUSTICE PERMANENT ET 16,2 M\$ POUR LE PALAIS DE JUSTICE TEMPORAIRE.

PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU

LE PROJET CONSISTE À RÉAMÉNAGER AVEC EXPANSION LE PALAIS DE JUSTICE DE BAIE-COMEAU AFIN DE RÉPONDRE AUX BESOINS IDENTIFIÉS.

LE COÛT DU PROJET EST ESTIMÉ À 6,5 M\$.

P.41 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA COUR DU QUÉBEC ET DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN :

- A. CHAMBRE CIVILE;
- B. CHAMBRE CIVILE – DIVISION DES PETITES CRÉANCES;
- C. CHAMBRE CRIMINELLE;
- D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE.

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020

A. CHAMBRE CIVILE :

DOSSIER OUVERTS : 56 942
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES UN JOUR OU MOINS : 169
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS D'UN JOUR À 2 JOURS : 184
DÉLAI D'AUDITION – CAUSES PLUS DE 2 JOURS : 186

B. CHAMBRE CIVILE DIVISION DES PETITES CRÉANCES :

DOSSIERS OUVERTS : 20 335
DÉLAI MÉDIAN D'AUDITION : 433 JOURS

C. CHAMBRE CRIMINELLE :

CAUSES OUVERTES : 100 995
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES : 205 JOURS

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50% DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES. LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

CHAMBRE PÉNALE :

CAUSES OUVERTES : 197 275
DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES : 151 JOURS

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE PÉNALE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DE SIGNIFICATION DU CONSTAT D'INFRACTION JUSQU'À LA DATE DE JUGEMENT D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50 % DES CAUSES PÉNALES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LES CAUSES DE JURIDICTIONS 61, 62 ET 63 ONT ÉTÉ RETENUES. LE DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES PÉNALES RÉGLÉES PRÉSENTE LES CAUSES RÉGLÉES PAR UN JUGE DE LA COUR DU QUÉBEC OU PAR UN JUGE DE PAIX FONCTIONNAIRE.

D. CHAMBRE DE LA JEUNESSE :

DOSSIER OUVERTS – DÉLINQUANCE : 9 379
DÉLAI D'AUDITION – COMPARUTION DÉLINQUANCE : 33
DÉLAI D'AUDITION – PROCÈS DÉLINQUANCE : 68

DOSSIER OUVERTS – PROTECTION : 11 006
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION PROTECTION : 63

DOSSIER OUVERTS – ADOPTION : 722
DÉLAI D'AUDITION – AUDITION ADOPTION : 29

P.42 NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. INDICER LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 3 000 \$ OU MOINS, LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE SITUÉE ENTRE 3 001 \$ ET 5 000 \$, ET LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTANT SUR UNE CRÉANCE DE 5 001 \$ OU PLUS. VENTILER PAR ANNÉE ET PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020

3 000,00 \$ OU MOINS	8 154
3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	3 061
5 000,01 \$ ET PLUS	9 130
TOTAL	20 345

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	3 000,00 \$ OU MOINS	3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	5 000,01 \$ ET PLUS
100 - RIMOUSKI	161	86	19	56
105 - NEW CARLISLE	49	29	3	17
110 - PERCÉ	36	11	3	22
115 - HAVRE-AUBERT	14	5	4	5
120 - AMQUI	23	8	4	11
125 - MATANE	84	44	12	28
130 - SAINTE-ANNE-DES-MONTS	26	19	1	6
135 - MONT-JOLI	17	6	2	9
140 - GASPÉ	35	18	5	12
145 - CARLETON	21	7	4	10
150 - CHICOUTIMI	400	175	49	176
155 - ROBERVAL	91	52	12	27
160 - ALMA	133	53	18	62
170 - CHIBOUGAMAU	26	11	4	11
175 - DOLBEAU – MISTASSINI	63	22	12	29
200 - QUÉBEC	2 424	1 024	423	977
235 - THETFORD MINES	128	66	15	47
240 - LA MALBAIE	69	31	11	27
250 - RIVIÈRE-DU-LOUP	148	68	20	60
300 - MONTMAGNY	139	72	23	44
350 - SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	279	126	35	118
400 - TROIS-RIVIÈRES	468	174	74	220
405 - DRUMMONDVILLE	350	199	42	109
410 - SHAWINIGAN	171	75	22	74
415 - VICTORIAVILLE	249	121	33	95
425 - LA TUQUE	31	17	5	9
450 - SHERBROOKE	797	474	81	242
455 - COWANSVILLE	148	56	22	70
460 - GRANBY	305	129	33	143
470 - MAGOG	80	31	9	40
480 - LAC-MÉGANTIC	45	23	6	16
500 - MONTRÉAL	4 704	1 658	774	2 272
505 - LONGUEUIL	1 537	560	236	741
540 - LAVAL	1 325	495	198	632
550 - GATINEAU	771	288	96	387
555 - CAMPBELL'S BAY	15	7	0	8
560 - MONT-LAURIER	124	47	13	64
565 - MANIWAKI	38	13	2	23
600 - ROUYN-NORANDA	107	52	11	44
605 - AMOS	52	29	3	20
610 - VILLE-MARIE	40	21	4	15

PALAIS DE JUSTICE	DOSSIERS	3 000,00 \$ OU MOINS	3 000,01 \$ À 5 000,00 \$	5 000,01 \$ ET PLUS
615 - VAL-D'OR	85	24	19	42
620 - LA SARRE	38	18	7	13
635 - BAIE D'UNGAVA	1	1	0	0
650 - SEPT-ÎLES	70	26	10	34
655 - BAIE-COMEAU	67	33	10	24
665 - FORESTVILLE	9	2	5	2
700 - SAINT-JÉRÔME	1 547	520	253	774
705 - JOLIETTE	936	351	131	454
715 - SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	86	35	14	37
725 - LACHUTE	63	22	8	33
750 - SAINT-HYACINTHE	470	210	70	190
755 - SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	359	119	64	176
760 - SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	713	315	101	297
765 - SOREL – TRACY	178	76	26	76
ENSEMBLE DU QUÉBEC	20 345	8 154	3 061	9 130

P.43 NOMBRE DE DOSSIERS AYANT BÉNÉFICIÉ DU SERVICE DE MÉDIATION À LA DIVISION DES PETITES CRÉANCES. VENTILER PAR PALAIS DE JUSTICE.

MINISTÈRE

ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020 :

TOTAL : 3 037

MINISTÈRE

	CH. CIVILE	CH. DE LA FAMILLE	TOTAL
TOUT LE QUÉBEC	23 338	23 170	46 508
RÉGION 01			
RIMOUSKI	343	229	572
AMQUI	0	0	0
MATANE	0	0	0
MONT-JOLI	0	0	0
RIVIÈRE-DU-LOUP	221	168	389
RÉGION 02			
CHICOUTIMI	470	375	845
ROBERVAL	137	161	298
ALMA	103	166	269
CHIBOUGAMAU	10	58	68
DOLBEAU – MISTASSINI	0	0	0
RÉGION 03			
QUÉBEC	2 833	1 907	4 740
LA MALBAIE	74	49	123
RÉGION 04			
TROIS-RIVIÈRES	575	644	1 219
SHAWINIGAN	213	253	466
LA TUQUE	20	43	63
RÉGION 05			
SHERBROOKE	773	815	1 588
COWANSVILLE	130	216	346
GRANBY	249	395	644
LAC-MÉGANTIC	60	53	113
RÉGION 06			
MONTRÉAL	7 155	5 660	12 815
RÉGION 07			
GATINEAU	1 080	1 282	2 362
CAMPBELL'S BAY	88	59	147
MANIWAKI	48	57	105
MONT-LAURIER	148	125	273
RÉGION 08			
ROUYN-NORANDA	73	125	198
AMOS	119	115	234
VILLE-MARIE	22	49	71
VAL-D'OR	98	113	211
LA SARRÉ	0	0	0
RÉGION 09			
SEPT-ÎLES	115	138	253
SEPT-ÎLES (ITINÉRANT)	0	0	0
BAIE-COMEAU	112	139	251
RÉGION 11			
NEW CARLISLE	86	108	194
PERCÉ	130	79	209
HAVRE-AUBERT	20	22	42
SAINTE-ANNE-DES-MONTS	0	0	0
CARLETON	0	0	0
RÉGION 12			
THETFORD MINES	136	124	260
MONTMAGNY	119	98	217
SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	344	272	616

	CH. CIVILE	CH. DE LA FAMILLE	TOTAL
<u>RÉGION 13</u>			
LAVAL	872	1 078	<i>1 950</i>
<u>RÉGION 14</u>			
JOLIETTE	1 125	1 261	<i>2 386</i>
<u>RÉGION 15</u>			
SAINT-JÉRÔME	1 671	1 886	<i>3 557</i>
SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	0	0	<i>0</i>
<u>RÉGION 16</u>			
LONGUEUIL	1 427	1 867	<i>3 294</i>
SAINT-HYACINTHE	439	546	<i>985</i>
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	352	522	<i>874</i>
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	606	947	<i>1 553</i>
SOREL – TRACY	259	294	<i>553</i>
<u>RÉGION 17</u>			
DRUMMONDVILLE	314	429	<i>743</i>
VICTORIAVILLE	169	243	<i>412</i>

- P.45 **CONCERNANT LA COUR DES PETITES CRÉANCES, POUR 2018-2019 ET 2019-2020, STATISTIQUES SELON QUE LE RÉCLAMANT EST UNE PERSONNE MORALE OU UN PARTICULIER, ET STATISTIQUES SELON QUE LES JUGEMENTS ONT PU OU NON ÊTRE EXÉCUTÉS :**
- A. LE NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS;
 - B. LE NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION;
 - C. LE NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT.

MINISTÈRE

A. NOMBRE DE DOSSIERS OUVERTS

	2019-2020
DOSSIERS	20 335

B. NOMBRE DE DOSSIERS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION

	2019-2020
DOSSIERS	3 021

C. NOMBRE DE CAS PAR MOIS OÙ LE REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL POUR FAIRE EXÉCUTER SON JUGEMENT*

	2019-2020
AVRIL	436
MAI	822
JUIN	435
JUILLET	379
Août	428
SEPTEMBRE	423
OCTOBRE	394
NOVEMBRE	476
DÉCEMBRE	199
JANVIER	595
FÉVRIER	637
MARS	256
TOTAL	5 480

* LES DONNÉES CORRESPONDENT AU NOMBRE TOTAL D'AVIS D'EXÉCUTION ÉMIS AUX PETITES CRÉANCES. IL EST IMPOSSIBLE DE PRÉCISER LES CAS OÙ UN REQUÉRANT A DÛ RETENIR LES SERVICES D'UN PROFESSIONNEL.

MINISTÈRE

RÉGIONS	NOMS	Coût totaux (\$)
		(salaires, loyers et autres)
1	AMQUI	232 630 \$
	MATANE	284 029 \$
	MONT-JOLI	115 577 \$
Sous-total région 01 : Bas-Saint-Laurent		632 236 \$
2	CHIBOUGAMAU	333 870 \$
	DOLBEAU	146 860 \$
Sous-total région 02 : Saguenay–Lac-Saint-Jean		480 730 \$
4	LA TUQUE	342 035 \$
Sous-total région 04 : Mauricie–Bois-Francs		342 035 \$
5	GRANBY	2 295 736 \$
	MAGOG	57 205 \$
Sous-total région 05 : Estrie		2 352 941 \$
7	MANIWAKI	468 096 \$
Sous-total région 07 : Outaouais		468 096 \$
8	VAL-D'OR	2 491 602 \$
	LA SARRE	224 838 \$
	SENNETERRE	40 907 \$
Sous-total région 08 : Abitibi-Témiscamingue		2 757 347 \$
9	FORESTVILLE	88 043 \$
	COUR ITINÉRANTE	81 617 \$
Sous-total région 09 : Côte-Nord		169 660 \$
10	COUR ITINÉRANTE	2 734 430 \$
Sous-total région 10 : Grand-Nord		2 734 430 \$
11	HAVRE-AUBERT	348 318 \$
	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	272 024 \$
	GASPÉ	143 097 \$
	CARLETON	100 881 \$
Sous-total région 11 : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		864 320 \$
14	REPENTIGNY	14 293 \$
Sous-total région 14 : Lanaudière		14 293 \$
15	SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	64 571 \$
	LACHUTE	39 913 \$
Sous-total région 15 : Laurentides		104 484 \$
TOTAL		10 920 572 \$

P.47 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

P.48 NOMBRE DE CÉLÉBRANTS DE MARIAGE CIVIL DÉSIGNÉS POUR UNE SEULE UNION (CÉLÉBRANTS «AD HOC»).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

P.49 LE NOMBRE D’AVIS ENVOYÉS AUX CÉLÉBRANTS POUR LEUR RAPPELER LEURS OBLIGATIONS PRÉVUES AU CODE CIVIL DU QUÉBEC.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOTE : INSTITUÉ PAR LA *LOI SUR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES* LE 15 MARS 2007, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DIRIGE POUR L'ÉTAT, SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET PROCUREUR GÉNÉRAL, LES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AU QUÉBEC. LES SUBSTITUTS DU PROCUREUR GÉNÉRAL SONT, DEPUIS CETTE DATE, DÉSIGNÉS « PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ».

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
QUÉBEC QUÉBEC SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE DIRECTION GÉNÉRALE ASSOCIÉE AUX TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION	47 7 9 16 18 2 5 2	106
CHARLEVOIX LA MALBAIE	2	2
MONTMAGNY MONTMAGNY	3	3
BEAUCE SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	4	4
RIMOUSKI MATANE RIMOUSKI BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 6 1 2	14
KAMOURASKA RIVIÈRE-DU-LOUP BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	6 1	7
GASPÉ PERCÉ BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	3 1 1	5
BONAVENTURE NEW CARLISLE	4	4
BAIE-COMEAU BAIE-COMEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	6 1	7
MINGAN SEPT-ÎLES	6	6
ROBERVAL ROBERVAL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	5 1	6
CHICOUTIMI SAGUENAY BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	13 1 1 1	16
ALMA ALMA	4	4

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TROIS-RIVIÈRES TROIS-RIVIÈRES BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	15 2 1 1 2	21
ARTHABASKA VICTORIAVILLE	4	4
SAINT-MAURICE LA TUQUE SHAWINIGAN BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 6 1	8
DRUMMOND DRUMMONDVILLE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	3 1	4
SAINT-FRANÇOIS SHERBROOKE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	17 1 3 4	25
BEDFORD GRANBY	10	10
MÉGANTIC LAC-MÉGANTIC	0	0
FRONTENAC THETFORD MINES	2	2
LONGUEUIL LONGUEUIL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	42 6 3 11	62
IBERVILLE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	6	6
BEAUHARNOIS SALABERRY-DE-VALLEYFIELD BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	16 2 1	19
RICHELIEU SOREL-TRACY BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	4 1	5
SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE	11	11
MONTREAL MONTREAL SECRÉTARIAT GÉNÉRAL BUREAU DE LA DIRECTRICE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	122 2 2 13 8 3 14 66	230
TERREBONNE SAINT-JÉRÔME BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	32 4 2 7	45

DISTRICT JUDICIAIRE	NOMBRE	TOTAL DISTRICT
TÉMISCAMINGUE VILLE-MARIE	0	0
ABITIBI AMOS VAL-D'OR	17 7	24
LABELLE MANIWAKI MONT-LAURIER BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	1 2 1 1	5
PONTIAC CAMPBELL'S BAY	0	0
GATINEAU GATINEAU BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	25 4 3 1	33
ROUYN-NORANDA ROUYN-NORANDA BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	8 2 1	11
LAVAL LAVAL BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DE SERVICE-CONSEIL BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	22 2 1 2	27
JOLIETTE JOLIETTE BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	21 2 2	25
GRAND TOTAL	761	761

LES DONNÉES SONT EXTRAITES DE SAGIR, EN DATE DU 31 MARS 2020.

P.51 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, LE NOMBRE DE PROCUREURS AYANT DÉMISSIONNÉ. INDiquer LES DÉPENSES LIÉES À LEUR DÉPART.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

POUR 2019-2020, SIX PROCUREURS ONT DÉMISSIONNÉ. AUCUN COÛT N’EST RELIÉ À CES DÉMISSIONS.

LE NOMBRE DE DÉMISSIONS EXCLUT LE DÉPART DE NEUF PROCUREURS NOMMÉS JUGES ET UN NOMMÉ TITULAIRE D’UN EMPLOI DE NIVEAU SUPÉRIEUR PENDANT L’EXERCICE 2019-2020.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020, 6 PROCUREURS-CADRES ONT FAIT L’OBJET D’UN TOTAL DE 8 RÉAFFECTATIONS, C’EST-À-DIRE D’UN CHANGEMENT D’UNITÉ ADMINISTRATIVE.

P.53 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE DÉLAI DE TRAITEMENT MOYEN DES DOSSIERS CRIMINELS.

MINISTÈRE

DÉLAI MÉDIAN DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES POUR L'ANNÉE 2019-2020	
DISTRICT JUDICIAIRE	DÉLAI MÉDIAN (EN JOURS)
ABITIBI	157
ALMA	153
ARTHABASKA	203
BAIE-COMEAU	219
BEAUCE	185
BEAUHARNOIS	176
BEDFORD	219
BONAVENTURE	209
CHARLEVOIX	221
CHICOUTIMI	188
DRUMMOND	208
FRONTENAC	178
GASPÉ	143
GATINEAU	198
IBERVILLE	210
JOLIETTE	231
KAMOURASKA	173
LABELLE	154
LAVAL	217
LONGUEUIL	259
MINGAN	204
MONTMAGNY	148
MONTRÉAL	235
MÉGANTIC	219
PONTIAC	174
QUÉBEC	211
RICHELIEU	198
RIMOUSKI	119
ROBERVAL	109
ROUYN-NORANDA	193
SAINT-FRANÇOIS	183
SAINT-HYACINTHE	221
SAINT-MAURICE	226
TERREBONNE	214
TROIS-RIVIÈRES	231
TÉMISCAMINGUE	196
DÉLAI MÉDIAN MOYEN	205

SOURCE : SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES CRIMINELLES (PLUMITIF M013).
DONNÉES 31 MARS 2020.

LA NOTION DE CAUSE CORRESPOND À UNE DÉNONCIATION ET UN ACCUSÉ.

LE DÉLAI MÉDIAN D'UNE CAUSE CRIMINELLE EST MESURÉ EN JOURS À PARTIR DE LA DATE DU DÉPÔT DES ACCUSATIONS JUSQU'À LA DATE DE FERMETURE D'UNE CAUSE. LE DÉLAI MÉDIAN PERMET D'ÉTABLIR QUE 50% DES CAUSES CRIMINELLES ONT UN DÉLAI INFÉRIEUR AU RÉSULTAT PRÉSENTÉ. LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DU PRONONCÉ DE LA SENTENCE POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ COUPABLE OU A ÉTÉ RECONNU COUPABLE. POUR LES CAUSES OÙ L'ACCUSÉ A PLAIDÉ NON-COUPABLE OU QUE LES ACCUSATIONS SE SONT CONCLUES PAR UN VERDICT AUTRE QUE COUPABLE, LA DATE DE FERMETURE CORRESPOND À LA DATE DE DÉCISION RENDUE PAR LE JUGE. LES CAUSES DE JURIDICTION 01 ONT ÉTÉ RETENUES ET LES CAUSES TRANSFÉRÉES DANS D'AUTRES DISTRICTS JUDICIAIRES SONT COMPTABILISÉES UNE FOIS. LE DÉLAI REPRÉSENTE DES CAUSES CRIMINELLES RÉGLÉES PAR LA COUR DU QUÉBEC ET PAR LA COUR SUPÉRIEURE, ET EXCLUT LES POURSUITES SOMMAIRES ENTENDUES PAR LES COURS MUNICIPALES.

P.54 POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES, POUR CHAQUE DISTRICT JUDICIAIRE, LE NOMBRE DE DOSSIERS QUI ONT BÉNÉFICIÉ DE PROGRAMMES DE NON-JUDICIARISATION, EN INDIQUANT LES TYPES D’INFRACTION (VOLS, VOIES DE FAIT, ETC.).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TABEAU STATISTIQUE – NON-JUDICIARISATION PAR TYPE D’INFRACTION

INFRACTIONS	ARTICLES	NOMBRE	%
VOL D’UN BIEN DONT LA VALEUR NE DÉPASSE PAS 5 000 \$	334B)II)	1 640	48,85
VOIES DE FAIT	266B)	477	14,21
PROFÉRER DES MENACES DE CAUSER LA MORT OU DES LÉSIONS CORPORELLES	264.1(1)A)(2)B)	318	9,47
MÉFAIT À L’ÉGARD DE BIENS PRIVÉS	430(1)A)(4)B) 430(1)B)(4)B) 430(1)C)(4)B) 430(1)D)(4)B)	173	5,15
ENTRAVE À UN AGENT DE LA PAIX	129A)E)	156	4,65
FRAUDE À L’ÉGARD D’UN BIEN DONT LA VALEUR NE DÉPASSE PAS 5 000 \$	380(1)B)II)	78	2,32
CONTRAVENTION AUX RÈGLEMENTS DES ARMES À FEU	86(2)(3)B)	56	1,67
POSSESSION DE CANNABIS (<i>LOI SUR LE CANNABIS</i>)	8(1)A) 8(1)B) 8(1)E)	39	1,16
AGRESSION ARMÉE	267A)	35	1,04
POSSESSION SIMPLE D’UNE PETITE QUANTITÉ DE CANNABIS (<i>LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES</i>)	4(1)(5)	34	1,01
PROFÉRER DES MENACES DE BRÛLER, DÉTRUIRE OU ENDOMMAGER DES BIENS MEUBLES OU IMMEUBLES	264.1(1)B)(3)B)	32	0,95
INFRACTIONS DIVERSES	-	319	9,50
TOTAL		3 357	100,0

STATISTIQUES RELATIVES À LA NON-JUDICIARISATION

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
ABITIBI	605	AMOS	13
	614	BAIE-JAMES ET CIRCUIT INTÉRIEUR	24
	170	CHIBOUGAMAU	17
	640	BAIE D’HUDSON	22
	620	LA SARRE	8
	635	BAIE D’UNGAVA	7
	625	SENNETERRE	2
	615	VAL-D’OR	37
TOTAL DISTRICT			130
ALMA	160	ALMA	34
TOTAL DISTRICT			34
ARTHABASKA	415	VICTORIAVILLE	79
TOTAL DISTRICT			79
BAIE-COMEAU	655	BAIE-COMEAU	14
TOTAL DISTRICT			14
BEAUCE	350	SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	46
TOTAL DISTRICT			46
BEAUHARNOIS	760	SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	91
TOTAL DISTRICT			91
BEDFORD	455	COWANSVILLE	14
	460	GRANBY	22
TOTAL DISTRICT			36
BONAVENTURE	105	NEW-CARLISLE	33
TOTAL DISTRICT			33
CHARLEVOIX	240	LA MALBAIE	11
TOTAL DISTRICT			11

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
CHICOUTIMI	150	CHICOUTIMI	95
TOTAL DISTRICT			95
DRUMMOND	405	DRUMMONDVILLE	107
TOTAL DISTRICT			107
FRONTENAC	235	THETFORD MINES	16
TOTAL DISTRICT			16
GASPÉ	115	HAVRE-AUBERT	2
	110	PERCÉ	17
	130	SAINTE-ANNE-DES-MONTS	17
TOTAL DISTRICT			36
GATINEAU	550	GATINEAU	270
TOTAL DISTRICT			270
IBERVILLE	755	SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	45
TOTAL DISTRICT			45
JOLIETTE	705	JOLIETTE	125
TOTAL DISTRICT			125
KAMOURASKA	250	RIVIÈRE-DU-LOUP	26
TOTAL DISTRICT			26
LABELLE	565	MANIWAKI	6
	560	MONT-LAURIER	22
TOTAL DISTRICT			28
LAVAL	540	LAVAL	362
TOTAL DISTRICT			362
LONGUEUIL	505	LONGUEUIL	310
TOTAL DISTRICT			310
MÉGANTIC	480	LAC-MÉGANTIC	0
TOTAL DISTRICT			0
MINGAN	652	COUR ITINÉRANTE	24
	650	SEPT-ÎLES	32
TOTAL DISTRICT			56
MONTMAGNY	300	MONTMAGNY	21
TOTAL DISTRICT			21
MONTRÉAL	500	MONTRÉAL	76
	850	VILLE DE MONTRÉAL	0
TOTAL DISTRICT			76
PONTIAC	555	CAMPBELL'S BAY	4
TOTAL DISTRICT			4
QUÉBEC	200	QUÉBEC	322
TOTAL DISTRICT			322
RICHELIEU	765	SOREL	76
TOTAL DISTRICT			76
RIMOUSKI	120	AMQUI	12
	125	MATANE	12
	135	MONT-JOLI	17
	100	RIMOUSKI	28
TOTAL DISTRICT			69
ROBERVAL	155	ROBERVAL	56
TOTAL DISTRICT			56
ROUYN-NORANDA	600	ROUYN	16
TOTAL DISTRICT			16
SAINT-FRANÇOIS	450	SHERBROOKE	111
TOTAL DISTRICT			111
SAINT-HYACINTHE	750	SAINT-HYACINTHE	58
TOTAL DISTRICT			58
SAINT-MAURICE	425	LA TUQUE	44
	410	SHAWINIGAN	62

DISTRICT JUDICIAIRE	No. GREFFE	NOM DU GREFFE	TOTAL
TOTAL DISTRICT			106
TÉMISCAMINGUE	610	VILLE-MARIE	13
TOTAL DISTRICT			13
TERREBONNE	700	SAINT-JÉRÔME	411
TOTAL DISTRICT			411
TROIS-RIVIÈRES	400	TROIS-RIVIÈRES	68
TOTAL DISTRICT			68
GRAND TOTAL			3 357

P.55 LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CRIMINELLE AU 31 MARS 2020.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.56 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE D’ACCUSÉS LIBÉRÉS À LA SUITE D’UNE REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES DEPUIS L’ARRÊT R.C. JORDAN RENDU LE 8 JUILLET 2016. INDiquer LE NOMBRE DE REQUÊTES PRÉSENTÉES, LE NOMBRE DE REQUÊTES ENTENDUES, LE NOMBRE DE PROCÈS ABANDONNÉS, LE NOMBRE DE DOSSIERS À RISQUE DANS LES 6 PROCHAINS MOIS, 1 AN, 2 ANS.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LE DPCP N’A AUCUNE INFRASTRUCTURE QUI LUI PERMET DE COLLIGER CETTE INFORMATION DE MANIÈRE ÉLECTRONIQUE. IL Y A QUELQUES ANNÉES, LE DPCP A TENTÉ DE COMPILER À L’INTERNE LE NOMBRE DE REQUÊTES EN ARRÊT DES PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES À PARTIR DES RENSEIGNEMENTS QUI LUI ÉTAIENT TRANSMIS, MAIS IL S’EST RENDU COMPTE QUE CELA DONNAIT UN PORTRAIT ERRONÉ ET INCOMPLET DE LA SITUATION SUR LE TERRAIN.

AINSI, LE DPCP NE COLLIGE PLUS CES DONNÉES PUISQUE D’UNE PART CELA OCCASIONNE UN INVESTISSEMENT TEMPS/PROCUREUR BEAUCOUP TROP ONÉREUX CONSIDÉRANT L’ABSENCE DE BÉNÉFICES POUR LE DPCP DE PROCÉDER À CETTE COMPTABILITÉ ET, D’AUTRE PART, AJOUTONS QUE CES REQUÊTES NE SONT PAS TOUJOURS CONSIDÉRÉES PAR LE TRIBUNAL. DE PLUS, ELLES SONT SOUVENT IMBRIQUÉES DANS D’AUTRES REQUÊTES (ABUS DES PROCÉDURES, DIVULGATION, BABOS, ETC.) ET IL DEVIENT ALORS DIFFICILE D’IDENTIFIER *A POSTERIORI* LE MOTIF D’ARRÊT DES PROCÉDURES.

PAR AILLEURS, LE DPCP COLLABORE À DES TRAVAUX MENÉS PAR LE MJQ QUI DEVRAIENT LUI PERMETTRE À TERME DE COLLIGER CETTE INFORMATION RELATIVE AUX ARRÊTS DE PROCÉDURES POUR DÉLAIS DÉRAISONNABLES.

P.57 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL DES POURSUIVANTS EN 2019-2020. FOURNIR TOUT DOCUMENT DÉPOSÉ ET INDiquer :

- A. LES COÛTS;
- B. LES DATES ET LIEUX;
- C. LES PERSONNES PRÉSENTES;
- D. LES SUJETS À L'ORDRE DU JOUR.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DATE	LIEU	PERSONNES PRÉSENTES	Coût
22 AU 23 JUILLET 2019	QUÉBEC, QUÉBEC	M ^E ANNICK MURPHY M ^E PATRICK MICHEL M ^E DANIEL BÉLANGER CHEFS DE POURSUITE DE L'ENSEMBLE DES PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA	8 119 \$ *
26 AU 29 NOVEMBRE 2019	WINNIPEG, MANITOBA	M ^E ANNICK MURPHY M ^E PATRICK MICHEL CHEFS DE POURSUITE DE L'ENSEMBLE DES PROVINCES ET TERRITOIRES DU CANADA	3 112 \$

LES ORDRES DU JOUR ET LES PROCÈS-VERBAUX SONT CONFIDENTIELS PUISQUE CES RENCONTRES SE TIENNENT À HUIS CLOS. DE PLUS, CES DOCUMENTS SONT PROTÉGÉS EN VERTU DE L'ARTICLE 19 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS PUISQU'ILS SONT FORMÉS DE RENSEIGNEMENTS DONT LA DIVULGATION PORTERAIT VRAISEMBLABLEMENT PRÉJUDICE À LA CONDUITE DE RELATIONS QU'ENTRETIENT LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AVEC D'AUTRES GOUVERNEMENTS.

*CE MONTANT INCLUT LES COÛTS LIÉS À L'ORGANISATION DE LA RENCONTRE.

MINISTÈRE

L'ÉLABORATION ET LA MISE EN PLACE DE PROGRAMMES ET INITIATIVES LIÉS À LA JUSTICE RÉPARATRICE RELÈVENT DE LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET S'INSCRIVENT DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE QUI VISE À APPORTER DES SOLUTIONS PÉRENNES À L'ENJEU DES DÉLAIS EN MATIÈRES CRIMINELLE ET PÉNALE ET À ASSURER QUE LES CITOYENS ET PARTICULIÈREMENT LES VICTIMES PUISSENT MAINTENIR LEUR CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE ET DES ACTEURS QUI LE COMPOSENT.

LA JUSTICE RÉPARATRICE EST UNE JUSTICE AXÉE SUR LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS PAR L'INFRACTION. IL S'AGIT D'UNE APPROCHE BASÉE SUR UNE COMPRÉHENSION QUE LES INFRACTIONS CRIMINELLES SONT UNE VIOLATION DES PERSONNES ET DES RELATIONS; ELLE DONNE AUX PARTIES TOUCHÉES – ACCUSÉ, VICTIME, COLLECTIVITÉ – L'OCCASION DE DÉTERMINER LEURS BESOINS RESPECTIFS À LA SUITE DE L'INFRACTION. CETTE APPROCHE FAVORISE LA RESPONSABILISATION ET LA RÉINSERTION SOCIALE DES ACCUSÉS EN PLUS D'OFFRIR UNE OCCASION DE GUÉRISON POUR LES VICTIMES. CE FAISANT, LA JUSTICE RÉPARATRICE RÉPOND À PLUSIEURS DES OBJECTIFS DE LA PEINE ÉNONCÉS À L'ARTICLE 718 DU CODE CRIMINEL. LES DOSSIERS ADMIS AU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL (PMRG) SONT TRAITÉS SELON CETTE APPROCHE.

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL POUR ADULTES (PMRG) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN JUIN 2017 DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE LA TABLE JUSTICE-QUÉBEC. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 1^{ER} SEPTEMBRE 2017 JUSQU'AU 31 MARS 2019, DANS TROIS BUREAUX, SOIT SHERBROOKE, SAGUENAY ET JOLIETTE. LE COMITÉ DE TRAVAIL, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION DES PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ ET DE JUSTICE RÉPARATRICE DU MINISTÈRE, COMPREND DES REPRÉSENTANTS DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP), DU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) ET DU BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) ET D'ÉQUIJUSTICE. LE PROGRAMME PRÉVOIT UNE LISTE D'INFRACTIONS POUR LESQUELLES LES ACCUSÉS PEUVENT ÊTRE ADMISSIBLES. CETTE ADMISSIBILITÉ S'APPLIQUE, SOUS RÉSERVE DE LA DISCRÉTION DU POURSUIVANT, COMPTE TENU DE L'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ ET DE LA VICTIME, APRÈS VÉRIFICATION DE CERTAINS CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ AUPRÈS DE L'ACCUSÉ PAR LES SERVICES CORRECTIONNELS DU MSP. LES SERVICES CORRECTIONNELS FONT ÉGALEMENT LE LIEN AUPRÈS D'ÉQUIJUSTICE CENTRAL QUI LUI, TRANSMET LE DOSSIER À L'ÉQUIJUSTICE LOCAL ACCRÉDITÉ LE PLUS PRÈS DU LIEU DE RÉSIDENCE DE L'ACCUSÉ. DE SON CÔTÉ, LE CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) A LE MANDAT, DANS UN PREMIER TEMPS, D'INFORMER LA VICTIME DE L'EXISTENCE DU PMRG ET DE LA POSSIBILITÉ QUE LE DOSSIER Y SOIT RÉFÉRÉ. UNE FOIS QUE LE DOSSIER EST RÉFÉRÉ AU PMRG, LE CAVAC COMMUNIQUE À NOUVEAU AVEC LA VICTIME AFIN DE L'EN INFORMER ET LUI INDIQUER QU'ÉQUIJUSTICE ENTRERA EN CONTACT AVEC ELLE À CET ÉGARD. UNE FOIS LA MESURE COMPLÉTÉE, L'ÉQUIJUSTICE LOCAL TRANSMET À ÉQUIJUSTICE CENTRAL LE RAPPORT POUR VALIDATION. ÉQUIJUSTICE CENTRAL VALIDE ET SIGNE LE RAPPORT ET LE TRANSMET AU PROCUREUR AU DOSSIER. SI LA MESURE A ÉTÉ COMPLÉTÉE AVEC SUCCÈS, LE POURSUIVANT DEMANDE AU TRIBUNAL LE REJET DES ACCUSATIONS. SI L'ACCUSÉ NE REMPLIT PAS SES ENGAGEMENTS, IL RETOURNE AU PROCESSUS JUDICIAIRE RÉGULIER, SANS QUE SA PARTICIPATION AU PMRG NE LUI SOIT PRÉJUDICIALE.

LE PROGRAMME FAIT L'OBJET D'UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR MADAME CATHERINE ROSSI, CRIMINOLOGUE DE L'UNIVERSITÉ LAVAL. LE BUT DE CETTE RECHERCHE EST D'ANALYSER L'IMPLANTATION DU PMRG, LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÉRÊT ET DES BESOINS DES VICTIMES, SON EFFICACITÉ ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. POUR CE FAIRE, MADAME ROSSI A OBTENU UNE SUBVENTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET DU FINANCEMENT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

AU 31 MARS 2020, 948 CAUSES AVAIENT INTÉGRÉ LE PROGRAMME ET 91,2% DES ACCUSÉS AYANT TERMINÉ LE PROGRAMME L'AVAIENT COMPLÉTÉ AVEC SUCCÈS.

AU 31 MARS 2020, LE PMRG ÉTAIT IMPLANTÉ DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE : ABITIBI, ALMA, ARTHABASKA, BEAUCE, BEDFORD, CHICOUTIMI, DRUMMOND, FRONTENAC, JOLIETTE, KAMOURASKA, LAVAL, MÉGANTIC, MONTMAGNY, RIMOUSKI, ROBERVAL, SAINT-FRANÇOIS, SAINT-AURICE ET TROIS-RIVIÈRES. LE DÉPLOIEMENT DEVRAIT SE TERMINER EN 2021.

LES COÛTS TOTAUX ASSOCIÉS AU PMRG EN 2019-2020 SONT DE 835 200 \$ (INCLUANT L'AFFECTATION AU FAVAC).

PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA)

LE PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE POUR LES ADULTES EN MILIEU AUTOCHTONE (PMRA) EST ÉGALEMENT AUTORISÉ PAR LA MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 717 DU CODE CRIMINEL. IL A ÉTÉ INSTAURÉ EN 2001 ET RÉVISÉ EN 2015 DANS LE BUT NOTAMMENT DE REVOIR LES CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ DES INFRACTIONS COMMISES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE PROGRAMME VISE NOTAMMENT À FAVORISER UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU SEIN DE LEUR MILIEU. IL OFFRE UNE OCCASION, POUR UNE PERSONNE ACCUSÉE D'AVOIR COMMIS UNE INFRACTION CRIMINELLE, D'ACCEPTER LA RESPONSABILITÉ DE SA CONDUITE ET À PRENDRE UNE PART ACTIVE À LA RÉPARATION DES TORTS CAUSÉS EN PARTICIPANT À UN PROCESSUS ENCADRÉ DE RÉPARATION ET DE RÉCONCILIATION. IL OFFRE ÉGALEMENT À LA PERSONNE VICTIME L'OCCASION DE PARTICIPER AU PROCESSUS SI ELLE LE SOUHAITE. À L'ISSUE DU PROCESSUS, DES MESURES RÉPARATRICES SONT DÉTERMINÉES.

CE PROGRAMME S'ADRESSE EXCLUSIVEMENT À LA POPULATION AUTOCHTONE DU QUÉBEC ET SON APPLICATION EST ADMINISTRÉE PAR DES COMITÉS DE JUSTICE AUTOCHTONE. LES SERVICES DÉVELOPPÉS PAR LES COMITÉS DE JUSTICE S'INSPIRENT PRINCIPALEMENT DES PRINCIPES DE JUSTICE RÉPARATRICE ET VISENT ENTRE AUTRES DES ACTIVITÉS DE DÉJUDICIARISATION, DE DÉTERMINATION DE LA PEINE ET DE SENSIBILISATION ET D'ÉDUCATION AU SEIN DE LA POPULATION.

LE PMRA EST EN PLACE DANS 25 COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES. PRÉCISONS QUE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME EST SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP, QUI DOIT CONCLURE À CET EFFET UN PROTOCOLE D’ENTENTE ENTRE LE REPRÉSENTANT DU COMITÉ DE JUSTICE OU SES AUTORITÉS POLITIQUES ET LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) REPRÉSENTÉ PAR LE PROCUREUR EN CHEF DE LA RÉGION CONCERNÉE.

NATION	COMMUNAUTÉ	DATE DE SIGNATURE	NOUVEAU PMRA	PMRA AVEC VIOLENCE CONJUGALE
MOHAWK	AKWESASNE	25 AOÛT 2004		
CRIE	MISTISSINI	30 NOVEMBRE 2006		
	WASKAGANISH	15 MARS 2010		
	WHAPMAGOOSTUI	22 DÉCEMBRE 2012		
	CHISASIBI	24 JANVIER 2012		
	WASWANIPI	13 FÉVRIER 2012		
	NEMASKA	21 JANVIER 2013		
	OIJÉ-BOUGOUMOU	20 DÉCEMBRE 2016		
	WEMINDJI		17 AVRIL 2018	
INUITE	AUPALUK	2 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIRSUUK	29 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUJJUARAPIK	1 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	PUVIRNITUQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	SALLUIT	5 MAI 2003	11 OCTOBRE 2018	
	QUAQTAQ	30 AVRIL 2003	11 OCTOBRE 2018	
	KUJJUAQ	7 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUALUJJUAQ	3 JUIN 2013	11 OCTOBRE 2018	
	INUKJUAQ	15 FÉVRIER 2010	11 OCTOBRE 2018	
	KANGIQSUJUAQ	16 MAI 2017	11 OCTOBRE 2018	
ATIKAMEWK	OPITCIWAN	20 DÉCEMBRE 2011		
	MANAWAN		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
	WEMOTACI		16 AVRIL 2018	16 AVRIL 2018
NASKAPIE	KAWAWACHIKAMACH	4 DÉCEMBRE 2012		
MICMAC	LISTUGUJ	DÉCEMBRE 2013		
ALGONQUINE	KITIGAN ZIBI		18 OCTOBRE 2018	

LES COÛTS ASSOCIÉS AU PMRA SONT INCLUS A MÊME LES BUDGETS DES COMITÉS DE JUSTICE ET NE SONT PAS COMPTABILISÉS DE FAÇON DISTINCTE. LE FINANCEMENT OCTROYÉ EN 2019-2020 PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR LE FONCTIONNEMENT DES COMITÉS DE JUSTICE FUT DE 1 026 400 \$. IL EST IMPORTANT DE NOTER QUE LE TRAITEMENT, LES RESSOURCES ALLOUÉES ET LES HEURES DE TRAVAIL NÉCESSAIRES AU CHEMINEMENT D’UN DOSSIER VARIENT LARGEMENT D’UN CAS À UN AUTRE ET D’UN COMITÉ DE JUSTICE À L’AUTRE. DANS LE CADRE DE SON APPROCHE, LE MINISTÈRE RESPECTE L'AUTONOMIE QUE LE MILIEU ATTEND DES GOUVERNEMENTS EN MATIÈRE DE JUSTICE AU SEIN DE LEURS COMMUNAUTÉS.

AUTRES PROGRAMMES D’ADAPTABILITÉ DE LA JUSTICE AU QUÉBEC QUI NE CONSTITUENT PAS DE LA JUSTICE RÉPARATRICE

TOUT COMME LES DEUX PROGRAMMES MENTIONNÉS PRÉCÉDEMMENT, LES PROGRAMMES SUIVANTS CONSTITUENT DES PROGRAMMES D’ADAPTABILITÉ DE LA JUSTICE MAIS NE SONT EN LIEN AVEC LE CONCEPT DE LA JUSTICE RÉPARATRICE.

PROGRAMME D’ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE

LE PROGRAMME D’ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE (PAJ-SM) A ÉTÉ AUTORISÉ PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN FÉVRIER 2019. UN PROJET PILOTE A ÉTÉ MIS EN PLACE LE 20 MAI 2008 À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL ET LE 6 MAI 2015 À LA COUR DU QUÉBEC DE ST-JÉRÔME. LE PROGRAMME S’ADRESSE AUX PERSONNES PRÉSENTANT DIFFÉRENTES VULNÉRABILITÉS, NOTAMMENT LIÉES À UNE PROBLÉMATIQUE DE SANTÉ MENTALE OU DÉFICIENCE INTELLECTUELLE AYANT COMMIS UNE INFRACTION VISÉE PAR LE PROGRAMME DANS LE DISTRICT OU LE PAJ-SM EST IMPLANTÉ. LE PROGRAMME A POUR BUT D’ADAPTER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES PERSONNES VULNÉRABLES À LA COUR DU QUÉBEC EN PROPOSANT UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE ET UN TRAITEMENT PLUS INDIVIDUALISÉ DE CES PERSONNES PAR LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE. LE PROGRAMME VISE ÉGALEMENT UNE PLUS GRANDE COLLABORATION ET UN PARTAGE D’INFORMATION PLUS EFFICACE ENTRE LES DIFFÉRENTS INTERVENANTS. CETTE APPROCHE VISE À ÉVITER OU RÉDUIRE LA RÉCIDIVE ET AINSI ASSURER LA PROTECTION DU PUBLIC, TOUT EN FAVORISANT UN TRAITEMENT ADAPTÉ À LA SITUATION PERSONNELLE DU CONTREVENANT.

L’IMPLANTATION DU PROGRAMME DE SHERBROOKE A FAIT L’OBJET D’UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE PAR ME VÉRONIQUE FORTIN DE L’UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE. QUANT AU PROGRAMME DANS SON ENSEMBLE, IL FAIT L’OBJET D’UNE RECHERCHE UNIVERSITAIRE MENÉ PAR L’OBSERVATOIRE JUSTICE SANTÉ MENTALE DE L’INSTITUT DE PSYCHIATRIE LÉGALE PHILIPPE PINEL. L’OBJECTIF DE LA RECHERCHE EST D’ANALYSER LE CHEMINEMENT DES PERSONNES DANS LE PAJ-SM, L’EFFICACITÉ DU PROGRAMME ET SES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET SOCIALE NOTAMMENT PAR LE TAUX DE RÉCIDIVES. LE MJQ A FINANCÉ CES RECHERCHES. UNE STRUCTURE DE

GOUVERNANCE EST À METTRE SUR PIED AFIN DE SUIVRE LE PROGRAMME ET DE DOTER LE QUÉBEC DE BALISES ET D'ORIENTATIONS INTERMINISTÉRIELLES CONCERTÉES.

AU 31 MARS 2020, LE PAJ-SM ÉTAIT IMPLANTÉ DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE : ABITIBI (SECTEUR VAL D'OR), BEAUHARNOIS, BONAVENTURE, CHICOUTIMI, DRUMMOND, JOLIETTE, GATINEAU, LABELLE, LONGUEUIL, QUÉBEC, SAINT-FRANÇOIS, SAINT-MAURICE (SECTEUR SHAWINIGAN), TERREBONNE ET TROIS-RIVIÈRES.

AU 31 MARS 2020, LE PAJ-SM EST ÉGALEMENT IMPLANTÉ À LA COUR MUNICIPALE DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC.

LES PARTENAIRES PORTENT LE PROGRAMME À MÊME LEURS PROPRES RESSOURCES.

PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ)

AUTORISÉ EN 2012 PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE EN VERTU DE L'ARTICLE 720(2) DU CODE CRIMINEL, LE PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC (PTTCQ) A POUR OBJECTIF DE PRÉVENIR ET RÉDUIRE LA CRIMINALITÉ CAUSÉE OU MOTIVÉE PAR LA TOXICOMANIE TOUT EN TENANT COMPTE DE L'INTÉRÊT DE LA JUSTICE. SITUÉ AU STADE DE LA DÉTERMINATION DE LA PEINE, IL PERMET AUX ADULTES RECONNUS COUPABLES DE CERTAINES INFRACTIONS CRIMINELLES DE BÉNÉFICIER D'UN PLAN DE RÉADAPTATION ET DE RÉINSERTION SOCIALE ADAPTÉS SOUS SURVEILLANCE JUDICIAIRE. ULTIMEMENT, LE PTTCQ VISE À ROMPRE DÉFINITIVEMENT LE PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ».

DEUX SEULS PTTCQ SONT EN VIGUEUR AU QUÉBEC, SOIT DANS LE DISTRICT JUDICIAIRE DE MONTRÉAL DEPUIS 2012 ET DANS LE VILLAGE NORDIQUE DE PUVIRNITUQ DEPUIS L'AUTOMNE 2019. DES TRAVAUX SONT EN COURS POUR DÉPLOYER UN PTTCQ DANS LES DISTRICTS JUDICIAIRES DE MINGAN ET BEAUHARNOIS.

LE PTTCQ DE MONTRÉAL A FAIT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION D'IMPLANTATION EN DÉCEMBRE 2014 PAR DES CHERCHEURS UNIVERSITAIRES, MME CHANTAL PLOURDE, M. MATHIEU GOYETTE, M. SERGE BROCHU ET M. MARC ALAIN. CETTE ÉVALUATION AVAIT POUR BUT DE FOURNIR UN BILAN DE L'ADÉQUATION ENTRE LA THÉORIE DU PROJET ET SON APPLICATION TOUT EN RENDANT COMPTE DES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES, DE MÊME QUE DE FOURNIR LES GRANDES LIGNES DE RECOMMANDATIONS PLUS GÉNÉRIQUES AFIN DE PERMETTRE ÉVENTUELLEMENT LA RÉPLICATION DE CETTE INITIATIVE AILLEURS AU QUÉBEC.

UNE ÉVALUATION D'IMPLANTATION SERA ÉGALEMENT EFFECTUÉE POUR LE PROGRAMME NOUVELLEMENT DÉPLOYÉ À PUVIRNITUQ PAR DES CHERCHEURS DE L'ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, MME MYLÈNE JACCOUD ET MME MARIE-CLAUDE BARBEAU-LEDUC.

POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2015-2016 À 2017-2018, LE GOUVERNEMENT DU CANADA A OCTROYÉ UNE SOMME TOTALISANT 921 000 \$ PROVENANT DE SON PROGRAMME DE FINANCEMENT DES TRIBUNAUX DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE (PFTTT). LE PROCESSUS DE RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC EST EN COURS. OUTRE CETTE SUBVENTION, CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI PARTICIPE AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC ASSUME À MÊME SES BUDGETS LE FINANCEMENT DE CE PROGRAMME.

PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ DES RÈGLES RELATIVES À LA POURSUITE OU À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS

LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES DE JURIDICTION PÉNALE, NOTAMMENT LES COURS MUNICIPALES, SONT CONFRONTÉS À LA SURREPRÉSENTATION DE PERSONNES SE RETROUVANT DANS DES SITUATIONS DE DÉSAFFILIATION SOCIALE, NOTAMMENT LES PERSONNES EN SITUATION D'ITINÉRANCE OU À RISQUE DE L'ÊTRE ET CELLES AYANT UN PROBLÈME DE SANTÉ MENTALE OU DE TOXICOMANIE. LA MISE SUR PIED DE PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ DES RÈGLES RELATIVES À LA POURSUITE OU À L'EXÉCUTION DES JUGEMENTS PERMET AUX POURSUIVANTS DE TENIR COMPTE DE LA RÉALITÉ SOCIALE DE CETTE CLIENTÈLE AFIN DE RÉDUIRE OU D'EFFACER LA DETTE DE CES PERSONNES, DANS L'OBJECTIF DE METTRE UN TERME AU PHÉNOMÈNE DES « PORTES TOURNANTES ».

PLUS PARTICULIÈREMENT, L'ENTRÉE EN VIGUEUR DES NOUVELLES DISPOSITIONS DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE (C.P.P.) PERMETTRA À UN POURSUIVANT, AVANT QU'UN JUGEMENT NE SOIT RENDU, DE RETIRER UN OU DES CHEFS D'ACCUSATION VISÉS PAR UN OU DES CONSTATS D'INFRACTION D'UN DÉFENDEUR, LORSQUE CE DERNIER COMPLÈTE AVEC SUCCÈS UN PROGRAMME D'ADAPTABILITÉ. IL EN SERA DE MÊME APRÈS JUGEMENT, LORSQU'UN DÉFENDEUR NE POURRA PAYER SA DETTE OU EFFECTUER DES TRAVAUX COMPENSATOIRES EN RAISON DE SA SITUATION DE GRANDE DÉSAFFILIATION. DANS CE DERNIER CAS, LES NOUVELLES DISPOSITIONS DU C.P.P. PRÉVOIENT QUE LA RÉUSSITE D'UN TEL PROGRAMME MÈNERA À LA RÉTRACTATION DU OU DES JUGEMENTS RENDUS PAR DÉFAUT ET AU RETRAIT DU OU DES CHEFS D'INFRACTION ÉMIS AU DÉPART.

EN PRATIQUE, LA RÉUSSITE D'UN TEL PROGRAMME PAR UN DÉFENDEUR EST LIÉE AUX DIFFÉRENTES DÉMARCHES QU'IL A ENTREPRISES POUR STABILISER SA SITUATION. CES DÉMARCHES SONT ADAPTÉES À CHAQUE PERSONNE, MAIS COMPRENNENT GÉNÉRALEMENT LA RECHERCHE D'UNE STABILITÉ RÉSIDENTIELLE, LA RÉINSERTION EN EMPLOI OU UN RETOUR AUX ÉTUDES.

LES SEULS PROGRAMMES D'ADAPTABILITÉ DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE ACTUELLEMENT EN PLACE AU QUÉBEC SE TROUVENT DANS LES VILLES DE MONTRÉAL, QUÉBEC ET VAL-D'OR.

LES PARTENAIRES PORTENT LE PROGRAMME À MÊME LEURS PROPRES RESSOURCES.

P.59 **INDIQUER LES SOMMES PERÇUES SOUS FORME DE CONTRIBUTION PÉNALE OBLIGATOIRE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. VENTILER LES SOMMES TOTALES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 % DE L'AMENDE). PAR EXEMPLE, LE MONTANT TOTAL PERÇU SOUS LA FORME DE CONTRIBUTION DE 14 \$.**

POUR CHACUNE DES CATÉGORIES DE CONTRIBUTION (14 \$, 20 \$, 40 \$ OU 25 %), INDIQUER LEUR UTILISATION / RÉPARTITION CONFORMÉMENT AU DERNIER PARAGRAPHE DE L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. PAR EXEMPLE, INDIQUER LE MONTANT TOTAL DE LA PART DES CONTRIBUTIONS DE 20 \$ TRANSFÉRÉ AU CAVAC, AU FAJ, ETC.

MINISTÈRE

LES REVENUS DES CONTRIBUTIONS PÉNALES 2019-2020 TOTALISENT 60 059,5 K\$:

19 592,0 K\$ (10 \$) VERSÉS AU FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.

16 113,8 K\$ (8 \$) VERSÉS AU FONDS ACCÈS JUSTICE POUR SOUTENIR LES ACTIVITÉS DU FONDS.

24 353,7 K\$ VERSÉS AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU.

LES SOMMES SONT REÇUES SELON L'AFFECTATION PRÉVUE À L'ARTICLE 8.1 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE, TOUTEFOIS, CELA NE NOUS PERMET PAS DE VENTILER LES SOMMES EN FONCTION DU MONTANT DES CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES (14 \$, 20 \$, 40 \$, 25 %).

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

Le réseau des centres d’aide aux victimes d’actes criminels (CAVAC) offre des services dans plus de 184 points de services dont 46 desservant une population majoritairement autochtone :

TYPES DE POINTS DE SERVICE	EMPLACEMENTS
2 SIÈGES SOCIAUX EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	MISTISSINI KUUJJUAQ
2 POINTS DE SERVICES EN PALAIS DE JUSTICE EN TERRITOIRE AUTOCHTONE	KUUJJUAQ PUVIRNITUQ
19 POINTS DE SERVICES LIÉS À LA COUR ITINÉRANTE	AKULIVIK BLANC-SABLON EASTMAIN FERMONT HAVRE-SAINT-PIERRE KANGIQSUALUJJUAQ/GEORGES RIVER KANGIQSUJUAQ/WAKEHAM BAY KANGIRSUK LA ROMAINE NATASHQUAN NEMISCAU OUJÉ-BOUGOUMOU PORT-CARTIER QUAQTAQ SAINT-AUGUSTIN UMIUJAQ WASKAGANISH WASWANIPI WEMINDJI
1 POINT DE SERVICES BONIFIÉ LIÉ À LA COUR ITINÉRANTE	KAWAWACHIKAMACH/MATIMEKSOH
5 POINTS DE SERVICES PERMANENTS EN COMMUNAUTÉ	CHISASIBI EASTMAIN KUUJJUARAPIK INUKJUAQ SALLUIT
15 POINTS DE SERVICES ITINÉRANTS EN COMMUNAUTÉ (SUR DEMANDE OU SELON UN CALENDRIER)	GESGAPEGIAG KEBAOWEK KITCISAKIK KITIGAN ZIBI LAC SIMON LAC-BARRIÈRE LISTUGUJ MANAWAN MASHTEUIATSH OBEDJIWAN PIKOGAN TIMISKAMING WEMOTACI WENDAKE WINNEWAY
1 POINT DE SERVICES EN RÉFÉRENCE POLICIÈRE AUTOCHTONE	UASHAT-MAK MANI-UTENAM
1 POINT DE SERVICES DANS UN CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE (EN DÉVELOPPEMENT)	CHICOUTIMI

Le réseau des CAVAC est venu en aide à 65 975 personnes entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020. De ce nombre :

- 14 288 (22,1 %) étaient victimes d’infractions à caractère sexuel;
- 266 (0,4 %) étaient victimes de traite, proxénétisme ou exploitation sexuelle;
- 1 207 (1,8 %) personnes s’identifient comme autochtones.

Pour desservir la population autochtone, le réseau des CAVAC compte sur l’expertise de 30 intervenants dont 15 autochtones pour intervenir auprès de cette clientèle. En outre, le réseau possède 17 agents de liaison et d’intervention en violence sexuelle (ALIVS), dont deux en territoires Inuits et Cris. Ces intervenants ont pour tâche d’assurer, au sein des CAVAC, une intervention adaptée aux besoins des personnes victimes de violences sexuelles. Ces ALIVS doivent également intervenir auprès des personnes qui sont victimes d’exploitation sexuelle, en adaptant les pratiques des CAVAC aux réalités de leur clientèle. Les ALIVS se voient également confier la

RESPONSABILITÉ D’OFFRIR À LA PERSONNE VICTIME D’INCONDUITE SEXUELLE OU DE HARCÈLEMENT SEXUEL L’ÉCOUTE REQUISE, L’ÉVALUATION DE SES BESOINS ET L’ORIENTATION VERS DES SERVICES D’AIDE ADÉQUATS.

CAVAC	INTERVENANTS CLIENTÈLE AUTOCHTONE (ETC)	INVESTISSEMENTS FINANCIERS INTERVENANTS AUTOCHTONES
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4,0	233 885 \$
CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	0,0	0 \$
CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	0,0	0 \$
CAVAC CÔTE-NORD	3,0	151 777 \$
CAVAC CRI	4,0 (INCLUANT 1 ALIVS)	317 232 \$
CAVAC DE L'ESTRIE	0,0	0 \$
CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0,6	42 547 \$
CAVAC DE LANAUDIÈRE	0,8	55 895 \$
CAVAC DES LAURENTIDES	0,2	14 262 \$
CAVAC DE LAVAL	0,0	0 \$
CAVAC DE LA MAURICIE	0,4	28 525 \$
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	0,26	18 541 \$
CAVAC DE MONTRÉAL	1,0	38 589 \$
CAVAC DU NUNAVIK	7,0 (INCLUANT 1 ALIVS)	647 959 \$
CAVAC DE L'OUTAOUAIS	1,3	45 329 \$
CAVAC DE QUÉBEC	0,0	0 \$
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2,0	87 203 \$
TOTAL	24,56 INTERVENANTS	1 716 148 \$

INVESTISSEMENTS GLOBAUX DU RÉSEAU DES CAVAC EN MATIÈRE AUTOCHTONE (INCLUANT LES ETC ET LES AUTRES INVESTISSEMENTS)

MONTANT GLOBAL : 2 349 116 \$

CAVAC	INVESTISSEMENTS EN MATIÈRE AUTOCHTONE ¹	% DE LA CLIENTÈLE EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES S’IDENTIFIANT COMME AUTOCHTONES
CAVAC DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	252 271 \$	9,1 %
CAVAC DU BAS-SAINT-LAURENT	0 \$	0 %
CAVAC CENTRE-DU-QUÉBEC	0 \$	0,3 %
CAVAC CÔTE-NORD	363 177 \$	25,3 %
CAVAC CRI	515 491 \$	100 % ²
CAVAC DE L'ESTRIE	0 \$	0 %
CAVAC DE LA GASPÉSIE ET LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	84 458 \$	4,5 %
CAVAC DE LANAUDIÈRE	82 259 \$	4,5 %
CAVAC DES LAURENTIDES	14 639 \$	0,4 %
CAVAC DE LAVAL	0 \$	0,2 %
CAVAC DE LA MAURICIE	31 310 \$	2,2 %
CAVAC DE LA MONTÉRÉGIE	22 427 \$	0,3 %
CAVAC DE MONTRÉAL	0 \$	0,7 %
CAVAC DU NUNAVIK	843 867 \$	100 % ²
CAVAC DE L'OUTAOUAIS	48 829 \$	1,4 %
CAVAC DE QUÉBEC	0 \$	0,2 %
CAVAC SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	90 388 \$	2,3 %

1. LES SOMMES INVESTIES COMPRENNENT DES RESSOURCES HUMAINES AINSI QUE DES DÉPLACEMENTS, DE LA PUBLICITÉ ET DES OUTILS D’INFORMATION.
2. LES DONNÉES STATISTIQUES DES CAVAC CRI ET NUNAVIK NE SONT PAS DISPONIBLES ACTUELLEMENT PUISQU’ILS NOTENT CES DERNIÈRES À LA MAIN. ELLES SERONT DISPONIBLES DANS LES RAPPORTS ANNUELS 2019-2020. NORMALEMENT, LA CLIENTÈLE DE CES CAVAC EST 100 % AUTOCHTONE.

LE FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, GRÂCE À SON PROGRAMME DE SUBVENTION POUR FAVORISER LA RECHERCHE, L’INFORMATION, LA SENSIBILISATION ET LA FORMATION EN MATIÈRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS, FINANCE ANNUELLEMENT DIFFÉRENTS PROJETS. EN 2019-2020, LE BUREAU D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (BAVAC) A RECOMMANDÉ 4 PROJETS SUR LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE SUBIE PAR LES AUTOCHTONES (378 335 \$). DE CE NOMBRE 2 TOUCHERONT PLUS PARTICULIÈREMENT LES VIOLENCES SEXUELLES :

- PORTRAIT DES PERSONNES AUTOCHTONES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS EN MILIEU URBAIN (CENTRE D'AMITIÉ EENOU DE CHIBOUGAMAU) : 43 338 \$;
- KAHNAWAKE VICTIMS OF CRIME (KVOC) PROJECT PHASE 2 (MOHAWK COUNCIL OF KAHNAWAKE) : 80 000 \$.

EN ADDITION À CES INVESTISSEMENTS CAVAC, LE BAVAC S’EST ENGAGÉ DANS LE CADRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS DANS 2 MESURES VENANT EN AIDE NOTAMMENT AUX VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES AUTOCHTONES, SOIT :

MESURES	ÉTAT D’AVANCEMENT	INVESTISSEMENTS 2019-2020
MESURE 1.2.10 : FAVORISER L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES LORS DES RENCONTRES ENTRE LE PROCUREUR AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET LA PERSONNE VICTIME	POUR 2019-2020 : L’ENTENTE DE FINANCEMENT CONCERNANT L’ACHAT D’ÉQUIPEMENT DE VISIOCONFÉRENCE (ENTENTE QUÉBEC/CANADA) A ÉTÉ SIGNÉE. 6 SYSTÈMES ONT ÉTÉ ACQUIS ET SERONT INSTALLÉS DÈS SEPTEMBRE 2020 (RETARD DÙ À LA PANDÉMIE COVID-19). CEUX-CI DESSERVIRONT DIFFÉRENTS SECTEURS, DONT CERTAINS OFFRANTS DES SERVICES AUX AUTOCHTONES EN MILIEUX URBAINS : TROIS-RIVIÈRES, QUÉBEC, MONTRÉAL ET CHICOUTIMI. LES ANNÉES SUBSÉQUENTES VERRONT L’IMPLANTATION DE SYSTÈME AU SEIN DES COMMUNAUTÉS.	4 APPAREILS DESSERVANT DES CLIENTÈLES AUTOCHTONES (URBAINES OU PROVENANT DES COMMUNAUTÉS) INVESTISSEMENTS : 34 992 \$
MESURE 1.2.30 : SOUTENIR FINANCIÈREMENT ET ASSURER LE DÉVELOPPEMENT, EN MILIEU AUTOCHTONE, D’UNE INTERVENTION ADAPTÉE PAR LES CAVAC DANS LE BUT D’OFFRIR DES SERVICES CULTURELLEMENT PERTINENTS ET SÉCURISANTS AUX PERSONNES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS	POUR VENIR EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES, LE RÉSEAU DES CAVAC COMPTE SUR 46 POINTS DE SERVICES AINSI QUE SUR L’EXPERTISE DE PRÈS DE 25 INTERVENANTS PROVENANT DE DIFFÉRENTS HORIZONS, DONT 15 D’ORIGINE AUTOCHTONE. LEUR TÂCHE EST QUANT À ELLE EN PARTIE OU EN TOTALITÉ DÉDIÉE AUX SERVICES À CETTE CLIENTÈLE. EN 2019, LE CAVAC DU NUNAVIK A SIGNÉ UNE ENTENTE DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE AVEC LE CORPS DE POLICE DE KATIVIK AINSI QUE DÉVELOPPÉ UN POSTE D’AGENTE SPÉCIALISÉE EN VIOLENCES INTERPERSONNELLES (VIOLENCES SEXUELLES ET FAMILIALES). EN 2019-2020, LE CAVAC DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN A ENTREPRIS DES DISCUSSIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ DE MASHTHEUIATSH POUR LE DÉPLOIEMENT DE SERVICES ADAPTÉS ITINÉRANTS ET SUR DEMANDE. UN NOUVEAU POINT DE SERVICES EST PRÉSENTEMENT EN DÉVELOPPEMENT AU SEIN DU CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE CHICOUTIMI. UN NOUVEAU LOCAL ENTièrement DÉDIÉ AUX PERSONNES VICTIMES AUTOCHTONES DE VAL-D’OR EST PRÉSENTEMENT EN AMÉNAGEMENT AFIN DE FAVORISER L’ACCÈS AUX SERVICES POUR LES AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN AINSI QUE CEUX SE PRÉSENTANT À LA COUR. IL EST À NOTER QUE PLUSIEURS INTERVENANTS DU RÉSEAU SIÈGENT PRÉSENTEMENT SUR LES DIFFÉRENTES TABLES LOCALES D’ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES EN MILIEU URBAIN POUR LES AUTOCHTONES (VAL-D’OR, MANIWAKI, SEPT-ÎLES, LA TUQUE ET LES FUTURES TABLES DE ROBERVAL ET CHIBOUGAMAU) AFIN D’AMÉLIORER LEURS SERVICES.	INVESTISSEMENTS TOTAL POUR LES SERVICES AUX POPULATIONS AUTOCHTONES : 2 349 116\$ INVESTISSEMENT : 56 928 \$ POUR L’ALIVS AU CAVAC NUNAVIK LE CAVAC A REÇU UNE SUBVENTION DE 9 000 \$ AFIN DE DÉMARRER LE PROJET AVEC LA COMMUNAUTÉ DE MASTHEUIATSH. 0 \$ 25 000 \$ POUR DES TRAVAUX D’AMÉLIORATION. 0 \$

P.61 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, CONCERNANT LA LISTE ET L'ÉTAT DES PRINCIPALES CAUSES PENDANTES EN MATIÈRE CIVILE ET CONSTITUTIONNELLE DEVANT LA COUR D'APPEL DU QUÉBEC ET LA COUR SUPRÊME DE CANADA IMPLIQUANT LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.62 POUR 2019-2020, FOURNIR LA LISTE DES RECOURS EXERCÉS PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC EN VERTU DES ARTICLES 838 À 843 DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (CHAPITRE C-25) CONTRE UN MEMBRE DU CONSEIL, UN FONCTIONNAIRE OU UN EMPLOYÉ D'UNE MUNICIPALITÉ OU D'UN ORGANISME SUPRAMUNICIPAL QUI EST INHABILE À EXERCER SA FONCTION. INDiquer LES MOTIFS DES RECOURS ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N'OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.63 POUR 2019-2020, LISTE DES ACTIONS EN DÉCLARATION D’INHABILITÉ ET DES REQUÊTES EN QUO WARRANTO INTENTÉES PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL CONTRE UN ÉLU MUNICIPAL, UN ANCIEN ÉLU MUNICIPAL OU UN CANDIDAT À UN POSTE D’ÉLU MUNICIPAL. INDIQUER LES MOTIFS DES ACTIONS OU DES REQUÊTES, ET LES AUTRES MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT POUR QUE LES PERSONNES VISÉES PAR CES RECOURS N’OCCUPENT PLUS LEURS FONCTIONS D’ÉLU.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE D’ÉTUDE DES CRÉDITS.

**P.64 LISTE DES POURSUITES INTENTÉES PAR LE DPCP À LA SUITE DES VÉRIFICATIONS OU DES ENQUÊTES EFFECTUÉS PAR LE MAMOT
OU LA COMMISSION MUNICIPALE AUPRÈS DES MUNICIPALITÉS, D’ÉLUS OU DE FONCTIONNAIRES MUNICIPAUX.**

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUNE.

MINISTÈRE

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS

SOMMES INVESTIES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2019-2020
CENTRE POUR LES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL (RESPONSABILITÉ DES SERVICES DE LA LIGNE-RESSOURCE PROVINCIALE SANS FRAIS 24/7 POUR LES PERSONNES VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE)	692 600 \$
CENTRE D’EXPERTISE MARIE-VINCENT (FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT DE CET ORGANISME, LEQUEL OFFRE DE L’AIDE AUX ENFANTS DE 12 ANS ET MOINS VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE, À LEURS PARENTS ET À LEURS PROCHES)	420 700 \$
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC) (RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE COMPLÈTE DE CHACUN DES DIX-SEPT CAVAC, LAQUELLE COMPREND L’AJOUT, AU SEIN DE CHACUN DE CEUX-CI, D’UN AGENT D’INTERVENTION SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES)	5 256 294 \$ ¹
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM) (RESPONSABILITÉ PORTANT SUR LE FINANCEMENT DES LOCAUX ET D’UNE AGENTE D’INTERVENTION)	100 000 \$

NOTE 1 : CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE DU RÉSEAU DES CAVAC, SOIT 22,07 %, TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION À CARACTÈRE SEXUEL (14 288 PERSONNES) OU PAR DE L’EXPLOITATION SEXUELLE (266 PERSONNES) POUR LA PÉRIODE DU 1ER AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020. POUR L’ANNÉE FINANCIÈRE 2019-2020, LA SUBVENTION TOTALE VERSÉE AU RÉSEAU DES CAVAC EST DE 23 818 278 \$.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MJQ, A LANÇÉ LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES (STRATÉGIE). ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU’EN 2021, LA STRATÉGIE COMPREND 55 NOUVELLES ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D’APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU’ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L’EXPLOITATION SEXUELLE.

PLUS PRÉCISÉMENT, POUR LE MJQ, SON IMPLICATION EST LIÉE À LA RÉALISATION DE 10 MESURES VISANT LA BONIFICATION DES INTERVENTIONS EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES, LESQUELLES TOTALISENT LA SOMME DE 1 385 247 \$. LES MESURES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MJQ SONT LES SUIVANTES :

1. ANALYSER LA PERTINENCE D’ABOLIR LA LISTE DES CRIMES VISÉS DE LA LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS ET DE PRÉVOIR QUE LE RÉGIME D’INDEMNISATION SOIT DÉSORMAIS APPLICABLE À TOUTE PERSONNE VICTIME D’UNE INFRACTION CONTRE LA PERSONNE (DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉFORME DE LA *LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS*);
2. METTRE EN PLACE DES RÈGLES POUR L’OCTROI D’UNE AIDE FINANCIÈRE D’URGENCE AUX PERSONNES VICTIMES (EN COURS, NOTAMMENT DANS LE CADRE DU PROJET DE RÉFORME DE LA *LOI SUR L’INDEMNISATION DES VICTIMES D’ACTES CRIMINELS*);
3. FORMER LES INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CAVAC À L’INTERVENTION SPÉCIFIQUE AUPRÈS DES TÉMOINS MINEURS (TERMINÉE);
4. PARFAIRE LES PROGRAMMES D’INFORMATION DU MJQ DESTINÉS AUX PERSONNES VICTIMES (EN COURS);
5. PERMETTRE L’ACCESSIBILITÉ AU TÉLÉTÉMOIGNAGE PAR L’ACQUISITION DE SYSTÈMES MOBILES DE VISIOCONFÉRENCE (TERMINÉE);
6. SENSIBILISER LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE AUX MESURES VISANT À FACILITER LE TÉMOIGNAGE PAR LA PRODUCTION D’UN OUTIL D’INFORMATION (EN COURS);
7. DÉVELOPPER UN OUTIL DESTINÉ AUX INTERVENANTS OEUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES POUR SOUTENIR CELLES-CI DANS LEUR DÉMARCHE DE DÉNONCIATION (TERMINÉE);
8. METTRE EN PLACE UN PROJET PILOTE, SUR CINQ ANS, AFIN QU’UN AGENT D’INTERVENTION CAVAC SOIT PRÉSENT AU SEIN DU SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, PERMETTANT AINSI D’AMÉLIORER L’ACCESSIBILITÉ DES FEMMES VICTIMES D’EXPLOITATION SEXUELLE AUX SERVICES D’AIDE (EN COURS);
9. SOUTENIR DES PROJETS VISANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES POUVANT ÊTRE COMMISES ENVERS LES PERSONNES LESBIENNES, GAIES, BISEXUELLES, TRANSSEXUELLES ET EN QUESTIONNEMENT (LGBTQ+) (EN COURS);
10. DÉVELOPPER ET OFFRIR UNE FORMATION DESTINÉE AUX INTERVENANTES ET INTERVENANTS OEUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES LGBTQ+ VICTIMES D’AGRESSIONS SEXUELLES (EN COURS).

ENFIN, LE MJQ COLLABORE ÉGALEMENT, À TITRE DE PARTENAIRE, À LA RÉALISATION DE CERTAINES AUTRES MESURES CONTENUES DANS LA STRATÉGIE.

AUTRES ACTIONS :

1. BUDGET DU QUÉBEC 2019-2020

DANS LE BUDGET 2019-2020, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A ATTRIBUÉ AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE 50 M\$ SUR 5 ANS VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES.

2. COMITÉ-CONSEIL SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE SEXUELLE ET CONJUGALE

LE 14 JANVIER 2019, LA MINISTRE DE LA JUSTICE, MADAME SONIA LeBEL, ACCOMPAGNÉE DES DÉPUTÉES HÉLÈNE DAVID DU PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC, VÉRONIQUE HIVON DU PARTI QUÉBÉCOIS ET CHRISTINE LABRIE DE QUÉBEC SOLIDAIRE, A TENU UNE RÉUNION DE TRAVAIL NON PARTISANE POUR ÉCHANGER SUR LES ENJEUX ENTOURANT L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES, LES SERVICES D'AIDE QUI LEUR SONT OFFERTS AINSI QUE LEURS PARCOURS DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE. À LA SUITE DE CETTE RÉUNION, LA MINISTRE DE LA JUSTICE, AYANT DÉCIDÉ DE FORMALISER LE CADRE DANS LEQUEL CES RÉFLEXIONS SE POURSUIVRONT, A CONVENU AVEC LES TROIS DÉPUTÉES MENTIONNÉES PRÉCÉDEMMENT, DE CONFIER UN MANDAT À UN COMITÉ-CONSEIL CONSTITUÉ D'INTERVENANTS ŒUVRANT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES AU SEIN DES MILIEUX D'AIDE ET JUDICIAIRES.

LE 18 MARS 2019, LA CRÉATION DU COMITÉ-CONSEIL A ÉTÉ OFFICIAISÉE PAR UNE ANNONCE PUBLIQUE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE, LAQUELLE LUI A CONFIE UN MANDAT D'UNE DURÉE D'UNE ANNÉE PORTANT SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE. LE COMITÉ-CONSEIL A POUR MANDAT DE PROPOSER DES PISTES DE SOLUTIONS PERMETTANT D'ADAPTER OU DE DÉVELOPPER DES MESURES BÉNÉFICIAIRES AUX PERSONNES VICTIMES TOUT EN LEUR REDONNANT CONFIANCE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE QUÉBÉCOIS. POUR ATTEINDRE CES OBJECTIFS, EST NOTAMMENT ENVISAGÉE LA MISE EN PLACE D'UN ACCOMPAGNEMENT PLUS SOUTENU ET MIEUX ADAPTÉ À LEURS RÉALITÉS ET AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DE LEUR CHEMINEMENT DANS LE CADRE JUDICIAIRE OU À L'EXTÉRIEUR DE CELUI-CI.

LE COMITÉ-CONSEIL REGROUPE DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ, INCLUANT DES CHERCHEURS UNIVERSITAIRES, DES REPRÉSENTANTS DE GROUPES DE PERSONNES VICTIMES, DES ACTEURS COMMUNAUTAIRES AINSI QUE DES REPRÉSENTANTS DU MILIEU AUTOCHTONE, DE LA MAGISTRATURE, DES SERVICES DE POLICE ET DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES. UN SECOND VOLET AU COMITÉ-CONSEIL A ÉTÉ AJOUTÉ EN DÉCEMBRE 2019, PORTANT SPÉCIFIQUEMENT SUR LA VIOLENCE CONJUGALE.

3. PROJET-PILOTE DE CONSEILS JURIDIQUES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE

LE 9 DÉCEMBRE 2019, LA MINISTRE DE LA JUSTICE A ANNONCÉ L'OCTROI D'UNE SUBVENTION DE 2,6 M\$ À LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP AFIN D'OFFRIR DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEILS JURIDIQUES GRATUITS AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES, EN PRÉSENCE DES DÉPUTÉES MMES VÉRONIQUE HIVON, HÉLÈNE DAVID ET CHRISTINE LABRIE.

LE PROJET PILOTE SE DÉROULERA DU 1ER JANVIER 2020 AU 31 MARS 2021 ET SERA DÉPLOYÉ À TRAVERS LE QUÉBEC GRÂCE À UN RÉSEAU D'AVOCATS PARTENAIRES. CEUX-CI PROPOSERONT AUX PERSONNES VICTIMES UN ACCUEIL OUVERT ET COMPRÉHENSIF ET LEUR TRANSMETTRONT DES INFORMATIONS ET DES CONSEILS JUSTES ET COMPLETS, NOTAMMENT EN CE QUI CONCERNE LES IMPLICATIONS D'UN PROCESSUS DE PLAINTÉ FORMELLE.

L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE À LA CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP EST TIRÉE DU MONTANT DE 50 M\$ SUR 5 ANS VISANT À RENFORCER LA PROTECTION DES PERSONNES VULNÉRABLES, LEQUEL A ÉTÉ ANNONCÉ DANS LE CADRE DU BUDGET DU QUÉBEC 2019-2020.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

PRINCIPALES RÉALISATIONS DANS LE CADRE DE LA *STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021* :

LE 28 OCTOBRE 2016, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, EN COLLABORATION AVEC LE MJQ ET LES PARTENAIRES, A LANCÉ LA *STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021* (STRATÉGIE). ÉTANT EN VIGUEUR JUSQU'EN 2021, LA STRATÉGIE COMPREND 55 NOUVELLES ACTIONS DONT LE PRINCIPAL OBJECTIF EST D'APPORTER DES SOLUTIONS NOVATRICES AUX PROBLÉMATIQUES QU'ELLE CIBLE, SOIT LES AGRESSIONS SEXUELLES ET L'EXPLOITATION SEXUELLE.

LE DPCP S'EST VU ALLOUER DES SOMMES REPRÉSENTANT L'AJOUT DE 13 RESSOURCES (10 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, 2 TECHNICIENS EN DROIT ET 1 EMPLOYÉ DE SOUTIEN). CES RESSOURCES SERONT NÉCESSAIRES JUSQU'EN 2020-2021.

- BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2019-2020 EST DE 1 323 390 \$;
- DÉPENSES RÉELLES AU 31 MARS 2020 : 1 172 155 \$;
- BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2020-2021 EST DE 1 270 445 \$.

LE DPCP EST PARTENAIRE DANS LA MISE EN ŒUVRE DE CETTE STRATÉGIE DONT **CINQ ACTIONS SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ** ET PERMETTENT DE POURSUIVRE DIFFÉRENTS OBJECTIFS.

1. PROGRAMME DE RENCONTRES (ACTION 12) :

AFIN DE FACILITER LE PASSAGE DES VICTIMES DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE, LE DPCP S'EST ENGAGÉ À ADOPTER UN PROGRAMME DE RENCONTRE ENTRE LES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS) ET LES VICTIMES POUR QU'ELLES AIENT À LEUR DISPOSITION TOUTE L'INFORMATION PERTINENTE ET UTILE À LEUR PARTICIPATION.

À CETTE FIN, UN PROJET PILOTE EST EN COURS DANS 6 POINTS DE SERVICE DU DPCP À SAVOIR LES POINTS DE SERVICE DE QUÉBEC, DE LAVAL, DE SAINT-JÉRÔME (NOTAMMENT LA CLIENTÈLE JEUNESSE), DE SAGUENAY, DE SAINT-HYACINTHE ET LA COUR ITINÉRANTE DESSERVIE PAR LES PROCUREURS DE SEPT-ÎLES. LE CHOIX DE CES POINTS DE SERVICE EST JUSTIFIÉ À PARTIR DE PARAMÈTRES PARTICULIERS EU ÉGARD À LA CLIENTÈLE ET AUX TERRITOIRES DESSERVIS PAR CHACUN DE CEUX-CI. L'ENSEMBLE DE CES POINTS DE SERVICE BÉNÉFICIE DE L'AJOUT D'UN PROCUREUR AFIN D'EN ASSURER LA MISE EN ŒUVRE.

CE PROJET PERMET À LA VICTIME DE VIOLENCES SEXUELLES DE RENCONTRER, SUR UNE BASE VOLONTAIRE, LE PROCUREUR RESPONSABLE DE SON DOSSIER, ET CE, APRÈS L'AUTORISATION DU DOSSIER ET AVANT LE DÉBUT DU PROCÈS.

LORS DE CETTE RENCONTRE, PLUSIEURS SUJETS ESSENTIELS SONT ABORDÉS AVEC LA VICTIME NOTAMMENT :

- EXPLIQUER LE RÔLE ET LES RESPONSABILITÉS DU PROCUREUR;
- EXPLIQUER LE DÉROULEMENT DES PROCÉDURES AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR ASSURER LE RESPECT DES DROITS DE LA VICTIME PRÉVUS PAR LA LOI;
- PRÉVOIR LES POSSIBILITÉS DE COMMUNIQUER AVEC LE PROCUREUR;
- SIGNIFIER LES ATTENTES DU PROCUREUR QUANT À LA PARTICIPATION DE LA VICTIME;
- IDENTIFIER SES BESOINS : PRÉPARATION AU TÉMOIGNAGE, *HUIS CLOS*, PRÉSENCE D'UNE PERSONNE DE CONFIANCE LORS DE SON TÉMOIGNAGE, SÉCURITÉ, SANTÉ, HANDICAP, FRAIS DE DÉPLACEMENT, NÉCESSITÉ D'UN INTERPRÈTE, ACCOMPAGNEMENT PAR UN REPRÉSENTANT D'UN ORGANISME D'AIDE, ETC.;
- L'INFORMER DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES ET LA RÉFÉRER AU BESOIN.

PLUSIEURS AUTRES SUJETS PEUVENT ÉGALEMENT ÊTRE ABORDÉS DE PART ET D'AUTRE À L'OCCASION DE CETTE RENCONTRE ET VISENT À PERMETTRE À LA VICTIME D'ÊTRE MIEUX INFORMÉE SUR LE DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE, DES ÉTAPES À VENIR ET SUR SON RÔLE COMME TÉMOIN. LA VICTIME EST ÉGALEMENT INVITÉE À FAIRE PART DE SES CRAINTES, DE SES BESOINS QUANT À SA SÉCURITÉ ET DE SES ATTENTES QUANT À SA PARTICIPATION.

LA MISE À JOUR EN NOVEMBRE 2018 DES DIRECTIVES DE LA DIRECTRICE A PERMIS QUE SOIT DORÉNAVANT CONSACRÉE, DANS LES PRATIQUES DES PROCUREURS, LA TENUE DE CETTE RENCONTRE AVEC LES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES. RÉFÉRENCES AUX DIRECTIVES AGR-1, ENF-1 ET ACC-3 PARAGR. 42 (RENCONTRE LORS DE REFUS D'AUTORISER).

AINSI, IL EST DÉSORMAIS PRÉVU QUE LORSQU'UN PROCUREUR PREND LA DÉCISION DE REFUSER D'AUTORISER UNE POURSUITE, IL DOIT RENCONTRER LA PERSONNE PLAIGNANTE AFIN DE LUI EXPLIQUER LES MOTIFS AU SOUTIEN DE SA DÉCISION. IL DOIT ÉGALEMENT PRENDRE LES MESURES APPROPRIÉES POUR S'ASSURER QUE LA PERSONNE PLAIGNANTE COMPREND LES MOTIFS AU SOUTIEN DE SON REFUS D'AUTORISER.

2. CAPSULES D'INFORMATION (ACTION 15) :

POUR JOINDRE LES VICTIMES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, LE DPCP A PRODUIT ET DIFFUSÉ SUR SON SITE INTERNET DES CAPSULES D'INFORMATION SUR LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET LE RÔLE DES PROCUREURS EN MATIÈRE DE CRIMES DE VIOLENCES SEXUELLES, AFIN DE DÉMYSTIFIER ET VULGARISER CERTAINS ASPECTS DU PROCESSUS JUDICIAIRE. EN 2019- 2020, DIFFÉRENTES CAPSULES DE TYPE « LE SAVIEZ-VOUS? » ONT ÉTÉ PUBLIÉES AFIN D'INFORMER LES VICTIMES, NOTAMMENT SUR LES SUJETS SUIVANTS : LES MESURES D'AIDE AU TÉMOIGNAGE, LE CHIEN DE SOUTIEN, L'ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION ET LA MARCHÉ À SUIVRE POUR DÉNONCER UN CRIME. LA CAPSULE VIDÉO « LE SAVIEZ-VOUS? » AU SUJET DE LA LIGNE D'INFORMATION 1 877 547-DPCP(3727) EST UNE RESSOURCE POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES QUI ENVISAGENT DE PORTER PLAINTÉ. ELLE A ÉTÉ DIFFUSÉE UNE PREMIÈRE FOIS LE 8 NOVEMBRE 2018, PUIS REDIFFUSÉE LES 3 JUILLET ET 25 NOVEMBRE 2019.

3. FORMATION (ACTION 24) :

POUR MIEUX ENDIGUER LA CRIMINALITÉ LIÉE À L'EXPLOITATION SEXUELLE, LE DPCP OFFRE UNE FORMATION SPÉCIFIQUE À SES PROCUREURS QUANT AUX ASPECTS PROPRES À CE TYPE DE CRIMINALITÉ, ET CE, ANNUELLEMENT. EN 2017, LE PROXÉNÉTISME ET LA TRAITE DE PERSONNES ÉTAIENT AU PROGRAMME DE CETTE FORMATION, ALORS QU'EN 2018 L'ACCENT A ÉTÉ MIS SUR LES CRIMES SEXUELS COMMIS À L'ÉGARD DES ENFANTS VIA INTERNET, AFIN QUE LES PROCUREURS SOIENT MIEUX OUTILLÉS ET À LA FINE POINTE DES INFORMATIONS QUANT AU TRAITEMENT DE CE TYPE DE DOSSIER.

À L'ÉTÉ 2019, UNE FORMATION SPÉCIALISÉE A ÉTÉ OFFERTE AUX PROCUREURS. ELLE CONCERNAIT LES INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL ET UN VOLET PARTICULIER DE CETTE FORMATION PORTAIT SUR LA COMMUNICATION CLAIRE AVEC LES VICTIMES.

4. COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET (ACTION 28) :

POUR MIEUX CONTRER L'EXPLOITATION SEXUELLE DES JEUNES ET DES ENFANTS, LE DPCP S'EST ENGAGÉ À METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE DE COORDINATION DES POURSUITES RELIÉES AUX CRIMES D'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET. À CETTE FIN, UNE PROCUREURE A ÉTÉ DÉGAGÉE À TEMPS PLEIN POUR ASSURER LA COORDINATION DE CES DOSSIERS ET PRÉSIDE LES TRAVAUX D'UNE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR COMPOSÉE DE PROCUREURS DE TOUTES LES RÉGIONS DE LA PROVINCE, AFIN D'ASSURER LE PARTAGE SYSTÉMATIQUE D'INFORMATION ET D'EXPERTISE. CETTE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR PERMET L'ADOPTION DES MEILLEURES PRATIQUES POUR LUTTER CONTRE CETTE FORME DE CRIMINALITÉ. CERTAINS MEMBRES DU COMITÉ DE CONCERTATION EN MATIÈRE DE LUTTE À L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET ONT ASSISTÉ À DES FORMATIONS DE POINTE AFIN DE MAINTENIR LEUR NIVEAU DE CONNAISSANCES ET ILS ONT PARTAGÉ L'INFORMATION VIA UN RAPPORT DE MISSION DÉTAILLÉ QUI EST REMIS À TOUS LES MEMBRES. CES DERNIERS PEUVENT ENSUITE METTRE À PROFIT CES CONNAISSANCES, LORSQU'ILS SUPPORTENT LE RÉSEAU ET RÉPONDENT AUX QUESTIONS DES PROCUREURS DE LEUR RÉGION.

5. GUIDE DU POURSUIVANT EN VIOLENCES SEXUELLES (ACTION 35):

POUR PERMETTRE AUX PROCUREURS D'APPROFONDIR LEURS CONNAISSANCES QUANT AUX CRIMES FORMANT LE LARGE SPECTRE DES VIOLENCES SEXUELLES, UN GUIDE DU POURSUIVANT SERA DIFFUSÉ COMME OUTIL DE RÉFÉRENCES AUPRÈS DES PROCUREURS DÉDIÉS AU TRAITEMENT DES VIOLENCES SEXUELLES. UN COMITÉ FORMÉ DE PROCUREURS SPÉCIALISÉS DANS LES DIVERS DOMAINES DES VIOLENCES SEXUELLES TRAVAILLE À L'ÉLABORATION DE CE GUIDE.

ENFIN, LE DPCP COLLABORE ÉGALEMENT, À TITRE DE PARTENAIRE, À LA RÉALISATION DE CERTAINES AUTRES MESURES CONTENUES DANS LA STRATÉGIE.

D'AUTRES RÉALISATIONS DU DPCP CONTRIBUANT À PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES :

LIGNE TÉLÉPHONIQUE 1 877 547-DPCP(3727)

À CES MESURES, S'AJOUTE CELLE RENDUE PUBLIQUE PAR LE DPCP LE 9 AVRIL 2018 PAR UN COMMUNIQUÉ ANNONÇANT LA MISE EN SERVICE D'UNE LIGNE TÉLÉPHONIQUE 1 877 547-DPCP(3727) DESTINÉE À RENSEIGNER LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES ET LES ORGANISMES D'AIDE CONCERNÉS QUI DÉSIRENT OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LE TRAITEMENT D'UNE PLAINTÉ POLICIÈRE PAR LES PROCUREURS ET L'AUTORISATION D'UNE POURSUITE CRIMINELLE. LA CRÉATION DE CE SERVICE VIENT CONCRÉTISER UN ENGAGEMENT DU DPCP PRÉSENTÉ LORS DU FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS, QUI S'EST TENU À QUÉBEC LE 14 DÉCEMBRE 2017. LES UTILISATEURS DE CETTE LIGNE REÇOIVENT DES RENSEIGNEMENTS PAR UNE ÉQUIPE DE PROCUREURS EXPÉRIMENTÉS. CETTE NOUVELLE MESURE EXPRIME LA FERME VOLONTÉ DU DPCP D'ÊTRE ENCORE PLUS À L'ÉCOUTE DES PRÉOCCUPATIONS DES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES CONCERNANT LE SYSTÈME JUDICIAIRE ET SON PROCESSUS.

DE PLUS, LE 11 JUILLET 2019, LE DPCP A CONÇU UN OUTIL IMPRIMÉ, EN FORMAT CARTE PROFESSIONNELLE, DESTINÉ À FAIRE CONNAÎTRE CETTE LIGNE TÉLÉPHONIQUE. LA CARTE EST DISTRIBUÉE PAR LES PROCUREURS LORS DE LEUR PARTICIPATION À LA CARAVANE #MOI AUSSI ORGANISÉE PAR JURIPOP. ELLE EST ÉGALEMENT DISTRIBUÉE PAR LES PROCUREURS DANS LE CADRE DE LEUR PARTICIPATION À DES FORMATIONS OU DES ÉVÉNEMENTS LORS DESQUELS LE SUJET DES VIOLENCES SEXUELLES EST ABORDÉ.

EN 2019-2020, LE DPCP A PRÊTÉ SON CONCOURS PAR LA RÉVISION DE NOTIONS JURIDIQUES CONTENUES DANS LE GUIDE « ACCOMPAGNER LES VICTIMES D'AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ » ÉLABORÉ PAR L'ORGANISME ÉDUCALOI.

COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE :

LE 18 MARS 2019, LE COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE ÉTAIT MIS SUR PIED PAR LA MINISTRE DE LA JUSTICE ET TROIS DÉPUTÉES DE L'OPPOSITION. SON MANDAT EST D'ÉVALUER, À LA LUMIÈRE DU PARCOURS D'UNE PERSONNE VICTIME D'UNE AGRESSION SEXUELLE OU DE VIOLENCE CONJUGALE, LES MESURES ACTUELLES ET D'ÉTUDIER CELLES POUVANT ÊTRE DÉVELOPPÉES AFIN D'ASSURER UN ACCOMPAGNEMENT PLUS SOUTENU SUSCEPTIBLE DE BIEN RÉPONDRE AUX RÉALITÉS DES PERSONNES VICTIMES. LE DPCP Y EST REPRÉSENTÉ PAR M^{re} ÉLIANE BEAULIEU, PROCUREURE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, AU POINT DE SERVICE DE RIMOUSKI ET M^{re} ANNICK DUMONT, PROCUREURE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES ET COORDONNATRICE DU DOSSIER VIOLENCE CONJUGALE, AU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL. M^{es} BEAULIEU ET DUMONT POSSÈDENT UNE VASTE EXPÉRIENCE DANS LE TRAITEMENT DE CES DOSSIERS.

P.66 **POUR 2019-2020, INDiquer LES SOMMES INVESTIES POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LES SOMMES PRÉVUES POUR L’ANNÉE 2020-2021. ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DE SA MISE EN ŒUVRE.**

MINISTÈRE

EN 2019-2020, 2,5 M\$ ONT ÉTÉ INVESTIS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE.

P.67 NOMBRE DE RENCONTRES DU COMITÉS INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE EN 2019-2020. INDiquer LES DATES ET LES LIEUX. IDENTIFIER LES PERSONNES PRÉSENTES ET LES RÉSULTATS OBTENUS POUR CHAQUE RENCONTRE, AINSI QUE LES OBJECTIFS À POURSUIVRE. INDiquer LES RENCONTRES À L’AGENDA POUR 2020-2021.

MINISTÈRE

RÉUNIONS DU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE

ANNÉE	DATE	LIEU	PARTICIPANTS
2019	15 AVRIL	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC, 410, RUE DE BELLECHASSE EST (VISIOCONFÉRENCE)	M ^{ME} VICKY BABIN, SCF M ^{ME} MÉLANIE CANTIN, FAMILLE M ^{ME} LORRAINE FOURNIER, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. FRÉDÉRICK GAGNÉ, MSSS M ^{ME} JESSY GÉLINAS, MRIF M. MATHIEU J. LAINÉ, SAA M ^{ME} JOËLLE LAROCHE, MAMH M ^{ME} VERONIQUE MOREL, EN REMPLACEMENT DE M. JONATHAN BOISVERT, DEC M. ROGER NOËL, MJQ M. MIKE ROUSSEAU, MTESS M. OLIVIER ROY, MIDI
2019	11 NOVEMBRE	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC, 410, RUE DE BELLECHASSE EST (VISIOCONFÉRENCE)	M ^{ME} VICKY BABIN, SCF M ^{ME} MÉLANIE CANTIN, FAMILLE M. MATHIEU FRASER, SAJ M ^{ME} YOLANDE FRENETTE, MJQ M. FRÉDÉRICK GAGNÉ, MSSS M ^{ME} JESSY GÉLINAS, MRIF M. JOVAN GUÉNETTE, SA M. MATHIEU J. LAINÉ, SAA M. ROGER NOËL, MJQ M ^{ME} SARAH TANGUAY, MSP M. MAWUTO TOULAN, MSSS M. LOUIS-FILIP TREMBLAY, MJQ
2020	25 MARS (RÉUNION REPORTÉE À UNE DATE ULTÉRIEURE)	1200, ROUTE DE L’ÉGLISE, QUÉBEC, 410, RUE DE BELLECHASSE EST (VISIOCONFÉRENCE)	

P.68 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, IDENTIFIER ET VENTILER (FRAIS IMMOBILIERS, MASSE SALARIALE, ÉQUIPEMENTS, ETC.) LES SOMMES ACCORDÉES PAR LE MINISTÈRE ET PAR D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS OU PRIVÉS EN 2019-2020; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DES CJP POUR 2019-2020

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	LOYER	MASSE SALARIALE	AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
QUÉBEC	47 500 \$	359 075 \$	94 225 \$
BAS SAINT-LAURENT	31 374 \$	255 471 \$	38 150 \$
MONTRÉAL	71 355 \$	386 720 \$	33 775 \$
OUTAOUAIS	85 466 \$	273 114 \$	37 890 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	35 676 \$	251 916 \$	44 382 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	46 250 \$	251 916 \$	34 972 \$
MONTÉRÉGIE	87 854 \$	377 227 \$	40 075 \$
COTE-NORD	26 500 \$	253 916 \$	46 050 \$
MAURICIE	35 075 \$	254 736 \$	28 810 \$
NUNAVIK	50 753 \$	332 413 \$	134 700 \$
TOTAL	517 803 \$	2 996 504 \$	533 029 \$

LES DÉPENSES D'OPÉRATIONS SONT SUPÉRIEURES AUX SOMMES VERSÉES AUX CJP PUISQU'ELLES TIENNENT COMPTE DES SURPLUS RÉCUPÉRÉS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT.

P.69 POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDIQUER LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (PERMANENTS ET OCCASIONNELS) ET LE NOMBRE DE BÉNÉVOLES EN 2019-2020; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS	NOMBRE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS	NOMBRE DE BÉNÉVOLES
BAS SAINT-LAURENT	4	0	7
QUÉBEC	5	0	15
MONTRÉAL	6	0	14
OUTAOUAIS	5	0	21
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	4	0	7
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	4	0	15
MONTÉRÉGIE	6	0	15
COTE-NORD	4	0	18
MAURICIE	4	0	8
NUNAVIK	2	0	0
TOTAL	44	0	120

P.70 **POUR CHACUN DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ, INDiquer LE NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS DANS CHACUN DES CINQ TYPES DE SERVICES OFFERTS (INFORMATION JURIDIQUE, AVIS JURIDIQUE, SERVICES DE SOUTIEN ET D'ACCOMPAGNEMENT, AIDE CONCERNANT DES FORMULAIRES À REMPLIR, MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS) EN 2019-2020.**

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS ET DE SERVICES RENDUS EN 2019-2020

CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ	INFORMATION JURIDIQUE
BAS SAINT-LAURENT	2 838
GRAND-MONTRÉAL	5 508
QUÉBEC	4 156
OUTAOUAIS	2 650
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA MADELEINE	1 328
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	2 244
MONTÉRÉGIE	2 312
CÔTE-NORD	1 072
MAURICIE	2 414
NUNAVIK	160
TOTAL	24 682

MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

P.72 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE – VOLET AUTOCHTONE (SOUS-COMITÉ DE TRAVAIL RESPONSABLE DU SUIVI DU PLAN D’ACTION). FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILÉ PAR :

- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2019-2020;
 - B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2019-2020;
 - C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2019-2020;
 - D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
 - E. ACTIONS À VENIR EN 2020-2021;
 - F. BUDGET INVESTI JUSQU’À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION ET DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

- P.73 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, SUR L'IDENTIFICATION DES RECOMMANDATIONS QUANT AUX PRIORITÉS ET AUX STRATÉGIES EN MATIÈRE D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE AU NUNAVIK. FOURNIR TOUT RAPPORT OU DOCUMENT PRODUIT ET VENTILER PAR :**
- A. ACTIONS COMPLÉTÉES EN 2019-2020;
 - B. ACTIONS EN COURS ET DANS LES DÉLAIS EN 2019-2020;
 - C. ACTIONS EN COURS ET HORS DÉLAIS EN 2019-2020;
 - D. ACTIONS RÉÉVALUÉES / HORS DÉLAIS / IMPOSSIBLES À DÉTERMINER;
 - E. ACTIONS À VENIR EN 2020-2021;
 - F. BUDGET INVESTI JUSQU'À MAINTENANT POUR CHAQUE ACTION.

MINISTÈRE

RAPPORT DU PROTECTEUR DU CITOYEN

EN COLLABORATION AVEC LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, RESPONSABLE DU DOSSIER CONCERNANT LE RAPPORT SPÉCIAL DU PROTECTEUR DU CITOYEN SUR LES CONDITIONS DE DÉTENTION AU NUNAVIK, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POURSUIT LES TRAVAUX DU PLAN DE TRAVAIL QUI SONT SOUS SA RESPONSABILITÉ :

- **POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ À PUVIRNITUQ**
UN POSTE DE PRÉPOSÉ À LA CLIENTÈLE EST RÉSERVÉ À UN MEMBRE DE LA COMMUNAUTÉ DE PUVIRNITUQ POUR RÉPONDRE AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET ORIENTER LA CLIENTÈLE INUITE. UNE EMPLOYÉE INUITE A ÉTÉ EMBAUCHÉE LE 6 OCTOBRE 2019.
- **VISIOCOMPARUTION DEPUIS L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION LECLERC À LAVAL (EDLL)**
DEPUIS L'AUTOMNE 2017, AFIN D'ÉVITER LE TRANSFERT DE LAVAL VERS AMOS DE PERSONNES INCARCÉRÉES LORS DES ÉTAPES JUDICIAIRES PRÉALABLES AU PROCÈS, UN SYSTÈME DE VISIOCONFÉRENCE RESPECTANT LES NORMES EN VIGUEUR A ÉTÉ INSTALLÉ À L'EDLL. AVEC L'ACCORD DE LA MAGISTRATURE, CE PROJET PERMET AUX FEMMES PRÉVENUES À L'EDLL D'ÊTRE ENTENDUES PAR VISIOCONFÉRENCE.
- **MISE EN PLACE D'UNE STRUCTURE D'INFORMATION ET D'ACCOMPAGNEMENT POUR LES VICTIMES, LES CONTREVENANTS ET LEUR ENTOURAGE**
UN CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ A ÉTÉ OUVERT EN FÉVRIER 2019 AU NUNAVIK. EN COLLABORATION AVEC DES PARTENAIRES DU MILIEU, DONT LE BUREAU LOCAL DE L'AIDE JURIDIQUE, L'ÉQUIPE DE CE CENTRE EST APPELÉE À CIRCULER DE FAÇON ITINÉRANTE SUR LE TERRITOIRE DU NUNAVIK AFIN DE RENCONTRER LES JUSTICIABLES. LA RADIO COMMUNAUTAIRE ET LES MÉDIAS SOCIAUX SONT ÉGALEMENT UTILISÉS COMME CANAUX DE DIFFUSION D'INFORMATION.

FINANCEMENT RAPPORT GLADUE

SOUTIEN FINANCIER POUR LA PRODUCTION DE RAPPORTS GLADUE.

LE RAPPORT GLADUE CONSTITUE UNE VERSION ADAPTÉE DU RAPPORT PRÉSENTENTIEL. IL VISE À DÉTAILLER LES ÉLÉMENTS CONTEXTUELS SPÉCIFIQUES AU CONTREVENANT AUTOCHTONE (HÉRITAGE, ATTACHES, FACTEURS SYSTÉMIQUES OU HISTORIQUES DISTINCTS) ET À LES METTRE EN PERSPECTIVE AVEC L'ANALYSE DE LA SITUATION DÉLICTEUELLE. IL CONTIENT ÉGALEMENT DES INFORMATIONS SUR LA RÉINSERTION SOCIALE S'ADRESSANT SPÉCIFIQUEMENT AUX PERSONNES AUTOCHTONES.

AJOUT DE TERMES DE COUR ITINÉRANTE

23 TERMES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE ONT ÉTÉ AJOUTÉS, REPRÉSENTANT 63 JOURS D'AUDIENCES SUPPLÉMENTAIRES.

TERMES	2018 (ANNÉE CIVILE)		2019 (ANNÉE CIVILE)	
CRIMINEL	62 TERMES	303 JOURS	62 TERMES	307 JOURS
JEUNESSE	26 TERMES	104 JOURS	49 TERMES	167 JOURS

MISE EN PLACE D'UN GREFFE CIVIL À KUUJJUAQ

AFIN DE BONIFIER L'OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE CIVILE ET FAMILIALE DANS LE NORD-DU-QUÉBEC, UN GREFFE CIVIL A ÉTÉ MIS EN PLACE AU PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ AU PRINTEMPS 2018. CET AJOUT S'INSCRIT DANS LA VOLONTÉ MINISTÉRIELLE DE DÉPLOYER TOUTES LES INFRASTRUCTURES NÉCESSAIRES POUR RÉPONDRE ADÉQUATEMENT ET EN TEMPS OPPORTUN AUX BESOINS JUDICIAIRES DE LA POPULATION DU NORD-DU-QUÉBEC ET DE TRANSMETTRE UN MESSAGE CLAIR QUANT À L'IMPORTANCE D'AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE POUR LES COMMUNAUTÉS DE CETTE RÉGION.

UN PROCESSUS DE DOTATION EST EN COURS POUR PROCÉDER À L'EMBAUCHE D'UNE PERSONNE DE LA COMMUNAUTÉ AU PALAIS DE JUSTICE DE KUUJJUAQ.

AU COURS DE L'ANNÉE 2019, 53 DOSSIERS ONT ÉTÉ OUVERTS POUR LE GREFFE CIVIL DE KUUJJUAQ, SOIT 22 EN MATIÈRE FAMILIALE, 14 EN MATIÈRE DE GARDE EN ÉTABLISSEMENT ET ÉVALUATION PSYCHIATRIQUE À LA COUR DU QUÉBEC, 13 À LA CHAMBRE CIVILE DE LA COUR DU QUÉBEC, 3 EN MATIÈRE CIVILE À LA COUR SUPÉRIEURE ET 1 À LA COUR DU QUÉBEC, DIVISION DES PETITES CRÉANCES.

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS : ÉCOUTE, RÉCONCILIATION ET PROGRÈS

- **BONIFICATION DES SERVICES D'INTERPRÉTATION À LA COUR**

EN PARTENARIAT AVEC LE MILIEU AUTOCHTONE, UN SERVICE D'INTERPRÉTATION LORS DES PREMIÈRES COMPARUTIONS DANS LE NORD-DU-QUÉBEC A ÉTÉ MIS EN PLACE EN SEPTEMBRE 2019. CETTE MESURE VISE LA PARTICIPATION D'INTERPRÈTES INUITS ET CRIS LORS DES PREMIÈRES COMPARUTIONS DES PRÉVENUS AUTOCHTONES DEVANT LA CHAMBRE CRIMINELLE DE LA COUR DU QUÉBEC.

DE PLUS, DEPUIS NOVEMBRE 2019, UN SERVICE D'INTERPRÉTATION A ÉTÉ MIS EN PLACE POUR LES AUDITIONS À LA CENTRALISATION DES URGENCES. CETTE MESURE VISE LA PARTICIPATION D'INTERPRÈTES INUITS ET CRIS LORS DES AUDITIONS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ ET DES URGENCES EN MATIÈRE CIVILE ET EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

- **AFFICHAGE BILINGUE OU TRILINGUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS APPELÉS À DESSERVIR UNE FORTE POPULATION AUTOCHTONE**

L'AFFICHAGE DANS LES PALAIS DE JUSTICE DE PUVURNITUQ ET DE KUUJJUAQ COMPREND LA TRADUCTION EN INUKTITUT.

- **RENDRE DISPONIBLES EN LANGUE AUTOCHTONE LES FORMULAIRES GOUVERNEMENTAUX**

DEPUIS OCTOBRE 2017, LES PRINCIPAUX FORMULAIRES JUDICIAIRES EN MATIÈRE CRIMINELLE ONT ÉTÉ TRADUITS EN INUKTITUT. LA TRADUCTION D'AUTRES FORMULAIRES, DEMANDÉE EN 2018, EST EN COURS (NOTAMMENT EN INNU ET EN CRI). UNE COPIE DU FORMULAIRE TRADUIT ACCOMPAGNE DORÉNAVANT LES PROCÉDURES OFFICIELLES REMISES AUX JUSTICIAIBLES.

- **CORRESPONDANCE EN ANGLAIS OU EN LANGUE AUTOCHTONE**

LA DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DES RÉGIONS S'ASSURE, DANS SES ÉCHANGES AVEC LA COMMUNAUTÉ, DE TRANSMETTRE UNE TRADUCTION POUR L'ENSEMBLE DES CORRESPONDANCES.

- **ACCROÎTRE L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE LORS DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK**

LA PREMIÈRE PHASE DE RÉALISATION DES TRAVAUX CONCERNANT L'IMPLANTATION D'UN SERVICE DE VISIOCONFÉRENCE POUR LA TENUE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ AU NUNAVIK EST COMPLÉTÉE.

EN EFFET, L'INSTALLATION PERMANENTE DES ÉQUIPEMENTS NÉCESSAIRES À L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE DANS LE CADRE DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ A ÉTÉ COMPLÉTÉE EN OCTOBRE 2019 À KUUJJUAQ ET À PUVIRNITUQ.

L'UTILISATION DE LA VISIOCONFÉRENCE EST DEPUIS DISPONIBLE EN TOUT TEMPS, LORSQUE LA CAPACITÉ DE DÉTENTION LE PERMET. DEPUIS L'IMPLANTATION, 23,2 % DES ENQUÊTES SUR REMISE EN LIBERTÉ SONT EFFECTUÉES PAR VISIOCONFÉRENCE.

UNE ANALYSE EST EN COURS AFIN D'ÉVALUER LA PERTINENCE ET LA FAISABILITÉ D'ÉLARGIR CETTE MESURE DANS D'AUTRES LOCALITÉS DU NUNAVIK.

P.74 EN 2019-2020, IDENTIFIER LE NOMBRE, LE COÛT ET LA NATURE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES À DES GROUPES COMMUNAUTAIRES OU À D’AUTRES OBNL AYANT POUR BUT DE FAVORISER L’ACCÈS À LA JUSTICE. VENTILER PAR RÉGION ET PAR GROUPE OU OBNL.

MINISTÈRE

BUREAU DES AFFAIRES AUTOCHTONES
MONTANT TOTAL : 4 067 500 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2019-2020		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ
NORD-DU-QUÉBEC (NUNAVIK)	SOCIÉTÉ MAKIVIK	1 400 000 \$
MAURICIE	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	157 500 \$
MONTÉRÉGIE	MOHAWKS OF KAHNAWAKE	52 500 \$
MONTÉRÉGIE	MOHAWKS OF AKWESASNE	50 000 \$
CÔTE-NORD	NATION NASKAPI DE KAWAWACHIKAMACH	37 500 \$
GASPÉSIE – ÎLES-DE-LA-MADELEINE	LISTUGUJ MIGMAQ GOVERNMENT	35 000 \$
MAURICIE	BANDE DES ATIKAMEKW D’OPITCIWAN	51 000 \$
OUTAOUAIS	KITIGAN ZIBI ANISHINABEG	35 000 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DES PREMIERS PEUPLES DE MONTRÉAL	62 500 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D’OR	123 900 \$
NORD-DU-QUÉBEC (EYYOU ISHTEE)	GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE	25 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	60 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	REGROUPEMENT DES CENTRES D’AMITIÉ AUTOCHTONE DU QUÉBEC	105 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DES PREMIÈRES NATIONS DU QUÉBEC ET DU LABRADOR	274 000 \$
QUÉBEC – PROVINCE	SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC	1 431 600 \$
BASSE-CÔTE-NORD	REGROUPEMENT MAMIT INNUAT	70 000 \$
OUTAOUAIS	ALGONQUINS DU LAC BARRIÈRE	15 000 \$
CÔTE-NORD	BANDE DES INNUS DE MATIMEKOSH-LAC JOHN	17 000 \$
CÔTE-NORD	CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE KATAPAKAN GILLES-JOURDAIN	50 000 \$
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE D’AMITIÉ AUTOCHTONE DE CHIBOUGAMAU	15 000 \$

PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR L’INCLUSION ÉCONOMIQUE ET LA PARTICIPATION SOCIALE (PAGIEPS)
MONTANT TOTAL : 226 820 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2019-2020		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ
QUÉBEC	CHAIRE EN RÉINSERTION SOCIALE DE L’UNIVERSITÉ LAVAL	60 570 \$
QUÉBEC	ASSOCIATION CANADIENNE EN SANTÉ MENTALE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN	16 000 \$
QUÉBEC	OBSERVATOIRE JUSTICE ET SANTÉ MENTALE	125 000 \$
QUÉBEC	DROIT DE CITÉ	10 500 \$
QUÉBEC	POINT DE RUE	2 125 \$
QUÉBEC	CENTRE LE HAVRE	2 125 \$
QUÉBEC	CLINIQUE DROITS DEVANT	10 500 \$

FINANCEMENT À LA MISSION DE BASE DES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ ET DES AUTRES ORGANISMES
MONTANT TOTAL : 3 808 662 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES – 2019-2020		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ
BAS SAINT-LAURENT	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU BAS SAINT-LAURENT	323 077 \$
CAPITALE-NATIONALE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE QUÉBEC	500 800 \$
MONTRÉAL	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	491 850 \$
OUTAOUAIS	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L’OUTAOUAIS	395 280 \$
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ SAGUENAY –LAC-SAINT-JEAN	310 634 \$
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	294 232 \$
NORD-DU-QUÉBEC	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ NUNAVIK (SOCIÉTÉ MAKIVIK)	368 282 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES — 2019-2020		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ
CÔTE-NORD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA CÔTE-NORD	265 640 \$
MONTÉRÉGIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	511 919 \$
MAURICIE	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MAURICIE	296 948 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	50 000 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE
PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE
MONTANT TOTAL : 608 250 \$

SUBVENTIONS ACCORDÉES — 2019-2020		
RÉGION	BÉNÉFICIAIRES	MONTANT VERSÉ
MONTRÉAL	JUSTICE PRO BONO	28 000 \$
MONTRÉAL	7 À NOUS	17 500 \$
SAINT-DAMIEEN-DE-BUCKLAND	ACTION JEUNESSE CÔTE-SUD	14 000 \$
MONTRÉAL	ASSOCIATION DES LOCATAIRES DE VILLERAY INC.	21 000 \$
QUÉBEC	AUTONHOMMIE, CTRE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE [QC] INC.	28 000 \$
MONTRÉAL	BARREAU DE MONTRÉAL	18 626 \$
MONTRÉAL	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	28 000 \$
BROSSARD	CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE	31 424 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	17 500 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	28 000 \$
MONTRÉAL	CRÉATIONS COUP D'ÉCLATS	15 000 \$
MONTRÉAL	ÉDUCALOI	21 000 \$
MONTRÉAL	INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	17 500 \$
MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	17 500 \$
LISTUGUJ	LISTUGUJ MI'GMAQ DEVELOPMENT COUNCIL	35 000 \$
ST-LAURENT	MAKIVIK CORPORATION	33 950 \$
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL INC.	17 500 \$
SAINT-HYACINTHE	PETIT PONT, LE	17 500 \$
DRUMMONDVILLE	PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC., LA	14 000 \$
MONTRÉAL	REGROUPEMENT DES JEUNES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC	17 500 \$
ST-LUCIEN	RÉSEAU NOTARIAL PLUS (CMA)	21 000 \$
MONTRÉAL	7 À NOUS	7 500 \$
MONTRÉAL	ASS. COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DU CENTRE DE MONTRÉAL (ACEF)	11 925 \$
CHICOUTIMI	ASSOCIATION CANADIENNE POUR LA SANTÉ MENTALE SECTION SAGUENAY	6 250 \$
QUÉBEC	AUTONHOMMIE, CTRE RESSOURCES SUR LA CONDITION MASCULINE [QC] INC.	7 850 \$
MONTRÉAL	CARREFOUR ALIÉNATION PARENTALE QUÉBEC	12 500 \$
MONTRÉAL	CENTRE INTERLIGNE INC.	6 250 \$
SHAWINIGAN	CENTRE ROLAND-BERTRAND	10 000 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE JURIDIQUE DU MILE END	12 325 \$
MONTRÉAL	CLINIQUE NOVALEX	10 000 \$
MONTRÉAL	COMITÉ LOGEMENT DE LA PETITE PATRIE INC.	12 300 \$
MONTRÉAL	DÉCLIC INITIATIVES POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI DES JEUNES	6 250 \$
MONTRÉAL	INSTITUT PACIFIQUE	10 500 \$
MONTRÉAL	JURISTES À DOMICILE	6 125 \$
LAVAL	MESURES ALTERNATIVES JEUNESSE DE LAVAL INC.	11 800 \$
MONTRÉAL	MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE DE MONTRÉAL INC.	12 250 \$
DRUMMONDVILLE	PIAULE CENTRE-DU-QUÉBEC INC., LA	4 925 \$

P.75 NOMBRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS PRÉSENTÉES EN VERTU DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, INCLUANT LE RÉSULTAT DES DEMANDES ET LE MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2018-2019 ET EN 2019-2020, PAR RÉGION. POUR CHAQUE CATÉGORIE DE PRESTATIONS, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ POUR CHAQUE SOUS-CATÉGORIE EN FAISANT LES DISTINCTIONS ENTRE LES DIVERS TYPES DE BÉNÉFICIAIRES, LE CAS ÉCHÉANT. PAR EXEMPLE, POUR LA CATÉGORIE ALLOCATION SPÉCIALES, PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS SPÉCIALES DE 500 \$ VERSÉES AUX CONJOINTS OU AUX PERSONNES À CHARGE, ET PRÉCISER LE MONTANT AFFECTÉ AUX ALLOCATIONS DE 2 000 \$ VERSÉES AUX PARENTS D'UN ENFANT DÉCÉDÉ DES SUITES D'UN ACTE CRIMINEL. DE MÊME, POUR LA CATÉGORIE ASSISTANCE MÉDICALE, PRÉCISER NOTAMMENT LE MONTANT AFFECTÉ AUX FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE POUR LES VICTIMES ET CELUI POUR LES PROCHES DES VICTIMES.

MINISTÈRE

LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (IVAC)
LES DONNÉES RELATIVES À LA LOI SUR L'IVAC SONT DISPONIBLES EN ANNÉE CIVILE SEULEMENT

RÉPARTITION DES DÉCISIONS RENDUES EN 2019 PAR RÉGION						
RÉGION	ACCEPTÉE	REJETÉE	DÉSISTEMENT	DÉSINTÉ-RESSEMENT	TOTAL	%
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	131	29			160	1,8 %
BAS-SAINT-LAURENT	155	44			199	2,3 %
CHAUDIÈRE-APPALACHES	389	70			459	5,2 %
CÔTE-NORD	64	22			86	1,0 %
ESTRIE	499	142			641	7,3 %
GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE	51	8			59	0,7 %
LANAUDIÈRE	485	99			584	6,7 %
LAURENTIDES	612	94			706	8,1 %
LAVAL	248	28			276	3,1 %
LONGUEUIL	476	111			587	6,7 %
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	729	168			897	10,2 %
MONTRÉAL	1268	257			1 525	17,4 %
OUTAOUAIS	266	50			316	3,6 %
QUÉBEC	690	173			863	9,8 %
SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	235	47			282	3,2 %
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	249	76			325	3,7 %
VALLEYFIELD	194	28			222	2,5 %
YAMASKA	414	85			499	5,7 %
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	57	12			69	0,8 %
EXTÉRIEUR DU CANADA	11	2			13	0,1 %
TOTAL	7 223	1 545			8 768	100,0 %
POURCENTAGE	82,4 %	17,6 %			100,0 %	

NOMBRE DE DEMANDES REÇUES ET MONTANT DES PRESTATIONS VERSÉES EN 2019 PAR RÉGION

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2019	PRESTATIONS VERSÉES EN 2019
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	163	2 723 072,59 \$
BAS-SAINT-LAURENT	209	2 975 277,63 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	460	7 026 061,30 \$
CÔTE-NORD	70	1 138 625,50 \$
ESTRIE	687	7 602 048,00 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	53	1 491 218,54 \$
LANAUDIÈRE	569	11 254 980,69 \$
LAURENTIDES	690	12 089 015,46 \$
LAVAL	298	5 370 774,07 \$
LONGUEUIL	564	8 008 718,79 \$
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	880	10 207 865,75 \$
MONTRÉAL	1 596	25 515 270,07 \$
OUTAOUAIS	302	6 359 639,43 \$
QUÉBEC	927	14 279 286,20 \$
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	302	3 131 196,10 \$
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	295	4 580 806,60 \$
VALLEYFIELD	228	3 869 707,94 \$

RÉGION	NOMBRE DE DEMANDES REÇUES EN 2019	PRESTATIONS VERSÉES EN 2019
YAMASKA	485	5 454 551,14 \$
EXTÉRIEUR DU CANADA	12	746 802,99 \$
EXTÉRIEUR DU QUÉBEC AU CANADA	66	2 198 072,25 \$
TOTAL	8 856	136 022 991,04 \$

PRESTATIONS VERSÉES ET FRAIS D'ADMINISTRATION	
TYPES DE PRESTATIONS	2019
ASSISTANCE MÉDICALE	7 491 794 \$
RÉADAPTATION	17 923 426 \$
INCAPACITÉ TEMPORAIRE	66 172 537 \$
STABILISATION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE	1 984 685 \$
ALLOCATIONS SPÉCIALES	71 399 \$
FRAIS FUNÉRAIRES	188 867 \$
INCAPACITÉ PERMANENTE DES VICTIMES ET RENTES AUX PERSONNES À CHARGE	42 190 283 \$
TOTAL DES PRESTATIONS	136 022 991 \$
FRAIS D'ADMINISTRATION	18 854 288 \$
TOTAL	154 877 279 \$

DÉTAIL	2019
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE VICTIMES	1 273 031,75 \$
FRAIS DE PSYCHOTHÉRAPIE PROCHES	182 572,49 \$

VERSEMENT DES ALLOCATIONS SPÉCIALES ET INDEMNITÉS DE DÉCÈS POUR 2019

TYPE DE BÉNÉFICIAIRE	2019		
	NOMBRE DE DOSSIERS ALLOCATION SPÉCIALE	NOMBRE DE DOSSIERS INDEMNITÉS DE DÉCÈS	MONTANT TOTAL
ENFANT MINEUR	6	3	16 775,56 \$
ENFANT MAJEUR	0	0	0,00 \$
PARENTS ENFANT MINEUR	2	1	25 993,95 \$
MÈRE ENFANT MINEUR	3	1	20 459,00 \$
PÈRE ENFANT MINEUR	3	0	25 987,00 \$
VEUVE AVEC ENFANT	2	2	11 946,00 \$
VEUF SANS ENFANT	1	0	500,00 \$
VEUVE SANS ENFANT	1	1	5 973,00 \$
TOTAL	18	8	107 634,51 \$

NOTE : LA COLONNE « MONTANT TOTAL » COMPREND LES MONTANTS D’ALLOCATION SPÉCIALE, LES INDEMNITÉS DE DÉCÈS ET LES FRAIS FUNÉRAIRES.

P.76 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION TRANSMISES AU CABINET MINISTÉRIEL POUR APPROBATION.

MINISTÈRE

AUCUNE DEMANDE D'ACCÈS À L'INFORMATION N'A ÉTÉ ENVOYÉE AU CABINET POUR APPROBATION.

LE CABINET DE LA MINISTRE EST CONSULTÉ AVANT QUE LA DÉCISION SOIT RENDUE DANS LE CAS OÙ IL S'AGIT DE DOCUMENT VISÉ À L'ARTICLE 34 DE LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

LE CABINET EST INFORMÉ DE TOUTES LES DÉCISIONS D'ACCÈS RENDUES AINSI QUE DES DOCUMENTS TRANSMIS SAUF LORSQU'IL S'AGIT DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.

P.77 BILAN, AU 31 MARS 2019, DE L'IMPLANTATION DES CAVAC, INCLUANT LES BUDGETS ET L'EFFECTIF; FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2020-2021.

MINISTÈRE

LES BUDGETS ET LES EFFECTIFS 2019-2020

CAVAC	OUVERTURE	EFFECTIFS	BUDGET (\$)
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	JUIN 2002	17	1 263 476 \$
BAS-ST-LAURENT	FÉVRIER 1990	19	1 469 717 \$
CENTRE DU QUÉBEC	AVRIL 2003	15	1 005 108 \$
CÔTE-NORD	NOVEMBRE 2001	14	937 120 \$
CRI	JANVIER 2008	4	515 491 \$
ESTRIE	NOVEMBRE 1992	18,5	1 394 394 \$
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	FÉVRIER 2003	10	646 090 \$
LANAUDIÈRE	MARS 1998	19	1 461 577 \$
LAURENTIDES	DÉCEMBRE 1992	17	1 122 290 \$
LAVAL	MARS 1991	14	1 048 278 \$
MAURICIE	FÉVRIER 1990	21	1 586 728 \$
MONTÉRÉGIE	MARS 1990	26,5	2 156 480 \$
MONTRÉAL**	NOVEMBRE 1998	41,5	3 541 940 \$
NUNAVIK	OCTOBRE 2004	9	843 867 \$
OUTAOUAIS*	NOVEMBRE 1989	19	1 404 910 \$
QUÉBEC	JUIN 1988	26	1 839 234 \$
SAGUENAY	JANVIER 1989	20,5	1 581 577 \$

* INCLUANT UN MONTANT PROVENANT DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGES GÉNÉRAL (PMRG).

** LA SUBVENTION OCTROYÉE À CET ORGANISME INCLUT UN MONTANT PROVENANT DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE POUR LA RÉALISATION D'UN PROJET PILOTE EN LIEN AVEC LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021.

EFFECTIFS DES CAVAC ACCEPTÉS PAR LE BAVAC EN 2019-2020

CAVAC	DIRECTEURS	INTERVENANTS TEMPS PLEIN ET OCCASIONNELS	TOTAL
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	16	17
BAS-ST-LAURENT	1	18	19
CENTRE DU QUÉBEC	1	14	15
CÔTE-NORD	1	13	14
CRI	1	3	4
ESTRIE	1	17,5	18,5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	9	10
LANAUDIÈRE	1	18	19
LAURENTIDES	1	16	17
LAVAL	1	13	14
MAURICIE	1	20	21
MONTÉRÉGIE	1	25,5	26,5
MONTRÉAL	1	40,5	41,5
NUNAVIK	1	8	9
OUTAOUAIS	1	18	19
QUÉBEC	1	25	26
SAGUENAY	1	19,5	20,5
TOTAL	17	294	311

P.78 BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES GRÂCE AU FAVAC POUR DES PROJETS SPÉCIAUX OU DES SERVICES RÉCURRENTS À DES ORGANISMES AUTRES QUE LES CAVAC. VENTILER PAR RÉGION ET EN FONCTION DU TYPE D'OBJET (PROJETS SPÉCIAUX OU SERVICES RÉCURRENTS).

MINISTÈRE

DESCRIPTION	2019-2020
SERVICES RÉCURRENTS	
PROVINCE DE QUÉBEC	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	894 190 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (PAR LE SACAIS)	255 000 \$
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL	692 600 \$
QUÉBEC & MONTRÉAL	
ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD)	195 000 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE (CSJR)	83 000 \$
SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE (SIAM)	100 000 \$
ÉDUCALOI	50 000 \$
SERVICES RÉCURRENTS – TOTAL PARTIEL	2 690 490 \$
PROJETS SPÉCIAUX	
ALLIANCE GASPÉSIENNE DES MAISONS D'AIDE ET D'HÉBERGEMENT INC., L'	16 821 \$
ANONYME U.I.M., L'	82 821 \$
ASS. DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES, AFPAD	68 842 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	157 577 \$
BUREAU INTERNATIONAL DES DROITS DES ENFANTS	122 080 \$
C.A.L.A.C.S. LA CHRYSALIDE [CTRE AIDE & LUTTE AGRES. À CARAC.SEXUEL]	35 000 \$
CALACS DE L'OUEST DE L'ÎLE	14 837 \$
CENT. PRÉV. & INTERVENTION VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE [CPIVAS] INC.	10 655 \$
CENTRE AIDE & LUTTE AGRESSIONS CARACTÈRE SEXUEL [CALACS] ESPOIR DES ÎLES	12 859 \$
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS [CAVAC] CÔTE-NORD	171 790 \$
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS ABITIBI-TÉMISCAMINGUE [CAVAC-AT]	2 916 \$
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE L'OUTAOUAIS, LE	13 430 \$
CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS DE MONTRÉAL	13 560 \$
CENTRE D'AMITIÉ EENOU DE CHIBOUGAMAU INC.	30 337 \$
CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE	45 500 \$
CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	18 316 \$
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	9 900 \$
CLIPP	35 000 \$
CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L'EXPLOITATION SEXUELLE	35 000 \$
CONSEIL DE LA NATION ATKAMEKW	13 641 \$
CONSEIL DES MOHAWKS DE KAHNAWAKE	72 029 \$
ÉDUCALOI	49 980 \$
ENTRAIDE MAURICIE/CTRE Q. POUR HOM. AGRESSÉS SEX. ENF. [EMPHASE]	42 000 \$
ESCALE CENTRE-VILLE [SECTEUR ST-FÉLICIEN] INC.	5 000 \$
FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES DE L'ESTRIE	8 573 \$
L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC	159 698 \$
ORDRE PROFESSIONNEL DES SEXOLOGUES DU QUÉBEC	9 950 \$
REGROUPEMENT DES CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QUÉBEC	57 565 \$
REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE JUSTICE ALTERNATIVE DU QUÉBEC	35 000 \$
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	22 227 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	49 699 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES	79 750 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	84 134 \$
VIA L'ANSE	35 000 \$
PROJETS SPÉCIAUX – TOTAL PARTIEL	1 621 487 \$
PROJETS SPÉCIAUX – FÉDÉRAL	
SOS VIOLENCE CONJUGALE	62 082 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES	166 320 \$
PROJETS SPÉCIAUX FÉDÉRAL – TOTAL PARTIEL	228 402 \$
GRAND TOTAL	4 540 379 \$

MINISTÈRE

À LA SUITE DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (RLRQ, c. A-13.2) EN JUIN 1988, LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) A ÉTÉ MIS SUR PIED AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE. LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (FAVAC) A ÉTÉ INSTITUÉ POUR ASSURER LE PAIEMENT DE TOUTE DÉPENSE NÉCESSAIRE À LA RÉALISATION DES FONCTIONS QUE CETTE LOI CONFIE AU BAVAC. LE FAVAC PERMET ÉGALEMENT D'ACCORDER UNE AIDE FINANCIÈRE À TOUTE PERSONNE OU ORGANISME QUI REMPLIT LES CONDITIONS DÉTERMINÉES PAR RÈGLEMENT, POUR FAVORISER, D'UNE PART, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, NOTAMMENT POUR ASSURER L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC) ET, D'AUTRE PART, POUR FAVORISER LA RECHERCHE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES DE MÊME QUE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION. UN RÈGLEMENT SUR L'AIDE FINANCIÈRE A ÉTÉ ÉLABORÉ ET EST ENTRÉ EN VIGUEUR EN JANVIER 1989. CE RÈGLEMENT PRÉVOIT LES RENSEIGNEMENTS, LES DOCUMENTS QUE LES PERSONNES ET ORGANISMES DOIVENT FOURNIR POUR OBTENIR UNE AIDE FINANCIÈRE ET CERTAINES CONDITIONS QU'ILS DOIVENT RESPECTER.

LE FINANCEMENT DU FAVAC EST NOTAMMENT ASSURÉ PAR LES REVENUS PROVENANT DES SURAMENDES COMPENSATOIRES IMPOSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL, DES SOMMES PROVENANT DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ ET, DEPUIS LE 1ER JUILLET 2003, DE LA PERCEPTION D'UN MONTANT DE 10 \$ POUR CHAQUE CONTRAVENTION À UNE LOI DU QUÉBEC. LE FAVAC EST AFFECTÉ À L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT AUX CAVAC, À L'ASSOCIATION DES FAMILLES DE PERSONNES ASSASSINÉES OU DISPARUES (AFPAD), À L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIMES (AQPV), AU CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT, À SOS VIOLENCE CONJUGALE, AU CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE DE MONTRÉAL, AU CENTRE DE SERVICES DE JUSTICE RÉPARATRICE, AU CENTRE DE SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE, À ÉDUCALOI, AUX CAMPAGNES DE SENSIBILISATION POUR CONTRER LA VIOLENCE CONJUGALE ET LES AGRESSIONS SEXUELLES ET À PLUSIEURS PROJETS DE RECHERCHE, ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE SENSIBILISATION.

EFFECTIFS

POUR L'EXERCICE 2019-2020, LES EFFECTIFS AUTORISÉS DU BAVAC SONT 12 653 HEURES RÉMUNÉRÉES, SOIT L'ÉQUIVALENT DE 6,9 ETC.

MANDAT

LE BAVAC A POUR MANDAT, CONFORMÉMENT À LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, DE FAVORISER LA PROMOTION DES DROITS DES VICTIMES RECONNUS PAR LA LOI ET DE VEILLER AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AINSI QU'À LA CONCERTATION ET À LA COORDINATION DES ACTIONS DES PERSONNES, MINISTÈRES ET ORGANISMES QUI DISPENSENT DES SERVICES AUX VICTIMES. IL CONSEILLE ÉGALEMENT LA MINISTRE DE LA JUSTICE SUR TOUTE QUESTION RELATIVE À L'AIDE AUX VICTIMES ET FAVORISE L'IMPLANTATION ET LE MAINTIEN DES CAVAC SUR TOUT LE TERRITOIRE DU QUÉBEC, LE DÉVELOPPEMENT DE SERVICES SPÉCIALISÉS EN FOURNISSANT AUX ORGANISMES L'ASSISTANCE TECHNIQUE OU PROFESSIONNELLE REQUISE POUR LEUR ÉTABLISSEMENT ET LEUR FONCTIONNEMENT. LE BAVAC FAVORISE LA RÉALISATION ET LA DIFFUSION DE PROGRAMMES D'INFORMATION, DE SENSIBILISATION ET DE FORMATION CONCERNANT LES DROITS ET LES BESOINS DES VICTIMES AINSI QUE LES SERVICES QUI LEUR SONT ACCESSIBLES ET EXERCE TOUTE AUTRE FONCTION QUE LUI CONFIE LA MINISTRE DE LA JUSTICE EN VUE DE FAVORISER L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS. LE BAVAC ASSURE ÉGALEMENT L'ADMINISTRATION DU FAVAC.

LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC PARTICIPENT AUSSI À DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION, D'INFORMATION ET DE FORMATION PAR LE BIAIS DE CONFÉRENCES, D'ATELIERS ET DE SESSIONS DE TRAVAIL. ILS SIÈGENT ÉGALEMENT COMME MEMBRES À DIFFÉRENTS GROUPES DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONCERNANT LES VICTIMES, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE COORDINATION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE, FAMILIALE ET SEXUELLE, AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DU SECRÉTARIAT À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME ET AUX INITIATIVES SOCIALES (SACAIS), AU COMITÉ D'ÉLABORATION ET DE SUIVI DU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL POUR CONTRER LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES ÂÎNÉES ET LE COMITÉ INTERMINISTÉRIEL POUR LUTTER CONTRE L'INTIMIDATION.

DE PLUS, LES REPRÉSENTANTS DU BAVAC FOURNISSENT L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE REQUISE POUR L'ÉTABLISSEMENT DES CAVAC ET POUR LEUR BON FONCTIONNEMENT. AINSI, LE BAVAC PRODUIT LA DOCUMENTATION NÉCESSAIRE, ORGANISE DES RENCONTRES AUXQUELLES SONT CONVIÉS LES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DES CAVAC OU ENCORE DES REPRÉSENTANTS DE LEUR CONSEIL D'ADMINISTRATION, EN PLUS D'ÉLABORER DES PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS AUX BESOINS DES INTERVENANTS.

LES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

MANDAT

LES CAVAC SONT DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES À BUT NON LUCRATIF RECONNUS PAR LE MINISTRE DE LA JUSTICE POUR OFFRIR AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, À LEURS PROCHES AINSI QU'AUX TÉMOINS, DES SERVICES D'AIDE. L'AIDE DES CAVAC EST DISPONIBLE QUE L'AUTEUR DU CRIME SOIT OU NON IDENTIFIÉ, ARRÊTÉ, POURSUIVI OU RECONNU COUPABLE. LES CAVAC TRAVAILLENT EN COLLABORATION AVEC LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES. L'INTERVENTION DES CAVAC AUPRÈS DES VICTIMES SE FAIT DANS LE RESPECT DE LEURS BESOINS ET À LEUR RYTHME. ELLE S'APPUIE SUR LA CAPACITÉ QU'ONT LES VICTIMES DE GÉRER LEUR PROPRE VIE ET DE PRENDRE LES DÉCISIONS QUI LES CONCERNENT.

LES CAVAC OFFRE DES SERVICES D'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE ET « PSYCHOSOCIOJUDICIAIRE », QUI CONSISTENT À ÉVALUER LES BESOINS ET LES RESSOURCES DE LA PERSONNE VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL. À LA SUITE DE L'ÉVALUATION, UNE INTERVENTION EST OFFERTE DANS LE BUT DE RÉDUIRE LES CONSÉQUENCES DE LA VICTIMISATION ET DE PERMETTRE À LA PERSONNE

DE POURSUIVRE SON CHEMINEMENT. LE PERSONNEL DU CAVAC DISPENSE DE L'INFORMATION SUR LES DROITS ET LES RECOURS DE LA VICTIME D'UN ACTE CRIMINEL, AUSSI BIEN SUR LES GRANDES ÉTAPES DU PROCESSUS JUDICIAIRE, LE PROGRAMME D'INDEMNISATION DES VICTIMES, INFOVAC-PLUS, OU LES INDEMNITÉS AUXQUELLES ELLE PEUT AVOIR DROIT. LE PERSONNEL DU CAVAC OFFRE L'ASSISTANCE TECHNIQUE NÉCESSAIRE POUR QUE LA VICTIME PUISSE REMPLIR DIFFÉRENTS FORMULAIRES, ET POUR QU'ELLE SOIT EN MESURE DE RESPECTER LES FORMALITÉS INHÉRENTES À SA SITUATION. LE PERSONNEL DU CAVAC ACCOMPAGNE LA VICTIME DANS SES DÉMARCHES AUPRÈS DES RESSOURCES MÉDICALES ET COMMUNAUTAIRES, ET L'ACCOMPAGNE DANS L'APPAREIL JUDICIAIRE PENDANT TOUT LE CHEMINEMENT DU DOSSIER. LE PERSONNEL DU CAVAC ORIENTE LA VICTIME VERS DES SERVICES SPÉCIALISÉS TELS QUE LES RESSOURCES JURIDIQUES, MÉDICALES, SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES CAPABLES DE L'AIDER À RÉSOUDRE LES PROBLÈMES QU'ELLE DOIT AFFRONTER.

LES CAVAC SONT GÉRÉS PAR DES CONSEILS D'ADMINISTRATION COMPOSÉS DE REPRÉSENTANTS PROVENANT DE LA COMMUNAUTÉ ET DES RÉSEAUX PARTENAIRES. DANS CHACUN DES CAVAC, UNE DIRECTRICE OU UN DIRECTEUR ASSUME LE RECRUTEMENT, LA FORMATION ET L'ENCADREMENT DU PERSONNEL, DES STAGIAIRES ET DES BÉNÉVOLES SUR QUI REPOSE LA PRESTATION DES SERVICES. DEUX CAVAC SONT GÉRÉS RESPECTIVEMENT PAR UNE ADMINISTRATION RÉGIONALE ET UN GOUVERNEMENT, SOIT LE CAVAC DU NUNAVIK ET LE CAVAC CRI.

AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AUX CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

LE FINANCEMENT DES CAVAC EST ASSURÉ PRINCIPALEMENT PAR LE FAVAC, LEQUEL EST ADMINISTRÉ PAR LE BAVAC. LORSQUE LE MINISTRE DE LA JUSTICE RECONNAÎT L'ORGANISME COMME UN CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC), LE FINANCEMENT EST RENOUVELÉ DANS LA MESURE OÙ L'ORGANISME SE CONFORME AUX EXIGENCES STIPULÉES DANS LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE SIGNÉE ANNUELLEMENT PAR LES PARTIES.

DIX-SEPT CAVAC SONT EN OPÉRATION : BAS-SAINT-LAURENT, SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN, CAPITALE-NATIONALE/CHAUDIÈRE-APPALACHES, MAURICIE, ESTRIE, MONTRÉAL, OUTAOUAIS, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, CÔTE-NORD, NUNAVIK, CRI, GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE, LAVAL, LANAUDIÈRE, LAURENTIDES, MONTÉRÉGIE, CENTRE-DU-QUÉBEC.

LE RAPPORT ANNUEL ET LES ÉTATS FINANCIERS DES CAVAC SONT DISPONIBLES SUR LEUR SITE INTERNET À L'EXCEPTION DU CAVAC DU NUNAVIK ET DU CAVAC CRI.

DÉVELOPPEMENT DE SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES

DE PLUS, LE BAVAC TRAVAILLE AU DÉVELOPPEMENT DES SERVICES D'AIDE AUX VICTIMES, AU SEIN DU RÉSEAU DES CAVAC ET AILLEURS. EN VOICI QUELQUES EXEMPLES :

1. PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE

LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE DU RÉSEAU DES CAVAC S'INSCRIT DANS UNE VOLONTÉ DE JOINDRE D'AVANTAGE DE PERSONNES VICTIMES, ET CE, RAPIDEMENT APRÈS LA DÉNONCIATION D'UN ACTE CRIMINEL. CE PROGRAMME EST LE FRUIT DE PLUS DE 10 ANS DE PARTENARIAT ENTRE LES CAVAC ET LEURS PARTENAIRES POLICIERS.

LA RÉFÉRENCE POLICIÈRE JOUE UN RÔLE CLÉ POUR JOINDRE LES PERSONNES VICTIMES AFIN DE S'ASSURER QUE CES DERNIÈRES SOIENT INFORMÉES DE LEURS DROITS ET RECOURS AINSI QUE DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LES AIDER. LA RÉFÉRENCE POLICIÈRE PERMET DE JOINDRE LES PERSONNES VICTIMES DÈS LA DÉNONCIATION POLICIÈRE ET NE NÉCESSITE PAS DE DÉPÔT FORMEL D'ACCUSATIONS PAR LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP).

LE CAVAC CONTACTE LA PERSONNE VICTIME ET LUI DONNE DES RENSEIGNEMENTS NÉCESSAIRES POUR L'AIDER À CHEMINER DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE, TELS QUE LEURS DROITS, LEURS RECOURS ET LES RESSOURCES DISPONIBLES. AU BESOIN, LA PERSONNE VICTIME PEUT RECEVOIR DU SOUTIEN DU CAVAC ET ÊTRE RÉFÉRÉ VERS DES SERVICES COMPLÉMENTAIRES (EX. HÔPITAUX, ORGANISMES SPÉCIALISÉS, ETC.).

2. CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE DES CAVAC

LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE DES CAVAC EST NÉE EN 2016-2017, D'UNE COLLABORATION ENTRE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DU CANADA. ELLE EST COMPOSÉE DE 37 INTERVENANTS ET 4 DIRECTRICES DE CAVAC PROVENANT DE L'ENSEMBLE DU QUÉBEC, À L'EXCEPTION DU CAVAC CRI ET DU CAVAC NUNAVIK. ELLE EST DÉCLENCHÉE, AU BESOIN, PAR LE BUREAU D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (BAVAC) DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC.

LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE PEUT INTERVENIR LORS D'ÉVÈNEMENTS TERRORISTES, DE FUSILADES ET D'ÉVÈNEMENTS CRIMINELS FAISANT PLUSIEURS PERSONNES VICTIMES AINSI QUE LORS D'ÉVÈNEMENTS NON-CRIMINELS À PREMIÈRE VUE RÉSULTANT EN MULTIPLES PERSONNES TRAUMATISÉES, TELS QUE LES ÉVÈNEMENTS DE LAC-MÉGANTIC.

LA CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE EST CONSTITUÉE DE TELLE FAÇON QUE, LORS D'UNE CRISE, LES INTERVENANTS PEUVENT SE MOBILISER DANS UN COURT DÉLAI POUR VENIR EN AIDE AUX STRUCTURES EN PLACE, AFIN D'OFFRIR DE L'INTERVENTION POST-TRAUMATIQUE RAPIDEMENT AUX PERSONNES TOUCHÉES. ELLE TRAVAILLE EN COMPLÉMENTARITÉ DES SERVICES OFFERTS PAR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA SÉCURITÉ CIVILE.

3. AGENTS DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCES SEXUELLES

LORS DU *FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCELEMENT SEXUELS* LE 14 DÉCEMBRE 2017, L'AJOUT D'UN POSTE D'AGENT DE LIAISON ET D'INTERVENTION EN VIOLENCES SEXUELLES (ALIVS) DANS CHACUN DES CAVAC A ÉTÉ ANNONCÉ. CES AGENTS ONT LE MANDAT DE FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE INTERVENTION CAVAC RÉGIONALE SPÉCIALISÉE, ADAPTÉE, ET CONCERTÉE EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES EN TENANT COMPTE DES RÉALITÉS RÉGIONALES AINSI QUE DE L'ORGANISATION DES SERVICES ET DU TRAVAIL DANS CHACUN DES CAVAC. LEURS PRINCIPALES TÂCHES SONT NOTAMMENT :

- INTERVENIR LOCALEMENT AUPRÈS DES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES FEMMES, HOMMES ET ENFANTS DANS LE RESPECT DE LA MISSION DU CAVAC;
- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE SPÉCIALISÉE À L'INTÉRIEUR DU CAVAC EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES;

- AGIR À TITRE DE PERSONNE-RESSOURCE CAVAC POUR LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE DANS LE CADRE DE LA STRATÉGIE D'INTERVENTION POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES À CARACTÈRE SEXUEL EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR;
- ÉTABLIR ET CONSOLIDER DES PONTS AVEC LES DIFFÉRENTS ORGANISMES RÉGIONAUX VENANT EN AIDE AUX PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES NOTAMMENT SUR LES TABLES DE CONCERTATION;
- VEILLER À CE QUE LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES SOIENT SATISFAITES DE LEUR EXPÉRIENCE DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE ET FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN CE SENS.

EN 2019-2020, PLUS D'UNE TRENTAINE D'ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR À TRAVERS LA PROVINCE ONT ÉTÉ RENCONTRÉS. DE PLUS, DES PORTRAITS RÉGIONAUX DE L'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES EN VIOLENCES SEXUELLES SONT EN COURS DE CRÉATION. EN 2019-2020, AU MOINS 7 ORGANISMES POUR HOMMES, 25 ORGANISMES POUR FEMMES ET 11 ORGANISMES POUR ENFANTS ONT ÉTÉ APPROCHÉS.

4. PROJET AMÉLIORER LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES ET VEILLER AU RESPECT DES DROITS PRÉVUS À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET DES VICTIMES

CE PROJET SE DÉCLINE SUR DEUX VOLETS : LE PREMIER VOLET EST DE FAVORISER LA BONIFICATION DES OUTILS LIÉS AUX SERVICES POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCE CONJUGALE AINSI QUE LEUR MISE EN VALEUR. LA RÉALISATION DE CE VOLET EST ASSURÉE PAR SOS VIOLENCE CONJUGALE. LE DEUXIÈME VOLET EST D'ASSURER LE RESPECT DES DROITS DES PERSONNES VICTIMES DANS LE SYSTÈME JUDICIAIRE, LESQUELS SONT PRÉVUS DANS LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (CCDV). LA RÉALISATION DE CE VOLET EST ASSURÉE PAR L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE PLAIDOYER-VICTIME. FINALEMENT, POUR AMÉLIORER LA RECONNAISSANCE ET LA PARTICIPATION DES PERSONNES VICTIMES, ET PLUS PARTICULIÈREMENT LES PERSONNES DES RÉGIONS ÉLOIGNÉES, DES SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE MOBILE SERONT INSTALLÉS POUR RENFORCER LES LIENS ENTRE LES INTERVENANTS DU SYSTÈME JUDICIAIRE ET LES PERSONNES VICTIMES. LE PROJET SERVIRA ÉGALEMENT À INFORMER LES PERSONNES VICTIMES DE LEURS DROITS ET RECOURS LIÉS À LA CCDV, APPUYANT AINSI LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET. CE DERNIER VOLET EST ASSURÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC.

P.80 NOMBRE DE POURSUITES, PAR RÉGION, INTENTÉES EN 2019-2020 PAR LE DPCP RELATIVEMENT À DES INFRACTIONS À LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11), INCLUANT LE TABLEAU DES RÉSULTATS ET LA VENTILATION PAR ARTICLE.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

CHARTÉ DE LA LANGUE FRANÇAISE
VENTILATION PAR ARTICLE

ARTICLE	NOMBRE DE POURSUITES INTENTÉES (CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS)
52	3
58	2
TOTAL	5

ARTICLE 52 : PUBLICATION SUR UN SITE INTERNET RÉDIGÉE DANS UNE LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS.
ARTICLE 58 : AFFICHAGE PUBLIC OU PUBLICITÉ COMMERCIALE DANS UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS.

SUIVI DES CONSTATS D'INFRACTION DÉLIVRÉS	
RÉSULTAT	SOMME
COUPABLE	1
PROCÈS	1
EXPÉDIÉ	0
EN ATTENTE DE SIGNIFICATION	0
PRÊT À TRANSFÉRER	2
DÉLAI PLAIDOYER/PAIEMENT	1
TOTAL	5

P.81 EN 2019-2020, NOMBRE DE CONTESTATIONS JUDICIAIRES VISANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE (L.R.Q. CHAP. C.11.) QUI ONT REQUIS UNE INTERVENTION DU PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC. INDIQUER LA NATURE DE CES INTERVENTIONS, L'ÉTAPE OÙ EN EST CHACUNE DES CONTESTATIONS ET VENTILER CELLES-CI PAR ARTICLE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

P.82 MONTANT DES AMENDES RECUEILLIES EN VERTU DES DISPOSITIONS PÉNALES DE LA LOI R-20 AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET VENTILATION PAR TYPE INFRACTION.

MINISTÈRE

LA LOI R-20 EST LA LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

INFRACTIONS À LA LOI R-20

	ANNÉE 2019-2020
NOMBRE DE CONSTATS ÉMIS	3 682
AMENDES (1)	1 964 440 \$
FRAIS (2)	537 655 \$
TOTAL AMENDES ET FRAIS	2 502 095 \$
MONTANT PAYÉ (3)	858 234 \$
PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ	1482
% PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ	40 %

NOTES :

1. IL S'AGIT DE LA VALEUR DE L'AMENDE APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.
2. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES FRAIS APPARAISSANT AUX CONSTATS D'INFRACTION DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.
3. IL S'AGIT DE LA VALEUR DES AMENDES ET FRAIS QUI ONT ÉTÉ PAYÉS AU TERME DU DÉLAI DE 30 JOURS PRÉVU AU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE. CE MONTANT N'INCLUT PAS LES MONTANTS D'AMENDE ET DE FRAIS IMPOSÉS AU TERME D'UNE DÉCISION DU TRIBUNAL.

P.83 CONCERNANT LA LUTTE À LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE, FOURNIR :

- A. UNE VENTILATION DES BUDGETS ALLOUÉS POUR COMBATTRE LE PHÉNOMÈNE DE LA VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE EN 2019-2020; PRÉVISION POUR 2020-2021;
- B. LE BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION 2018-2023.

MINISTÈRE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

	2019-2020
RÉSEAU DES CENTRES D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC)	8 010 087 \$ ¹
SOS VIOLENCE CONJUGALE (MISSION GLOBALE)	894 190 \$ ²

¹ CE MONTANT EST BASÉ SUR LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE TOUCHÉE PAR UNE INFRACTION COMMISE DANS UN CONTEXTE CONJUGAL OU FAMILIAL, ET CE, POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2019 AU 31 MARS 2020.

² CE MONTANT INCLUT LES FRAIS DE LA LIGNE IN-WATT DE L’ORGANISME. CE MONTANT NE PEUT DÉPASSER ANNUELLEMENT 10 000 \$.

- LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE SONT RESPONSABLES DE LA COORDINATION DE L’ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE ET D’AGRESSION SEXUELLE.
- LE QUATRIÈME PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL RATTACHÉ À LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE D’INTERVENTION EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE A ÉTÉ RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.
- UNE DOUZAINNE DE MINISTÈRES ET ORGANISMES SONT RESPONSABLES DE LA MISE EN OEUVRE DES 56 ENGAGEMENTS INSCRITS DANS LE PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL 2018-2023 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE. LE NOUVEAU PLAN D’ACTION EST ORGANISÉ SELON 4 AXES, SOIT :
 - AXE 1 – PRÉVENTION, SENSIBILISATION ET INFORMATION
 - AXE 2 – DÉPISTAGE ET INTERVENTION PSYCHOSOCIALE
 - AXE 3 – INTERVENTION POLICIÈRE, JUDICIAIRE ET CORRECTIONNELLE
 - AXE 4 – PARTAGE DE L’EXPERTISE ET DÉVELOPPEMENT DES CONNAISSANCES
- PLUS PRÉCISÉMENT, AU MINISTÈRE DE LA JUSTICE, CE SONT 6 MESURES AUTOFINANCÉES QUI ONT ÉTÉ IDENTIFIÉES. COORDONNÉES PAR LA DIRECTION DE L’AIDE AUX VICTIMES ET DES MESURES D’ACCESSIBILITÉ (DAVMA), LEUR MISE EN OEUVRE A ÉTÉ ÉVALUÉE À 305 000 \$ SUR 5 ANS. LES MESURES SONT LES SUIVANTES :

MESURE	MISE EN ŒUVRE AU 31 MARS 2020
PRODUIRE ET DIFFUSER DU MATÉRIEL DE SENSIBILISATION ET D’INFORMATION SUR LA VIOLENCE CONJUGALE POSTSÉPARATION	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L’ANNÉE 2020-2021.
FAVORISER L’ACCÈS ET LA MISE EN ŒUVRE DES ORDONNANCES DE PROTECTION EN MATIÈRE CIVILE	L’INFORMATION NÉCESSAIRE AUX CITOYENS EST DISPONIBLE À L’ADRESSE SUIVANTE : WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/PROGRAMMES-ET-SERVICES/SERVICES/DEMANDER-UNE-ORDONNANCE-DE-PROTECTION-EN-MATIERE-CIVILE
SENSIBILISER LES ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE L’ÉCOLE DU BARREAU À LA PROBLÉMATIQUE DE LA VIOLENCE CONJUGALE	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L’ANNÉE 2021-2022.
ÉTUDIER LA POSSIBILITÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L’OBJET DE CONDITIONS À L’ÉGARD DE L’AUTRE PARTIE	LA MESURE EST RÉALISÉE. LA MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE (CHAPITRE 3, ARTICLE 16) EST EN VIGUEUR DEPUIS LE 13 JUIN 2019.
PRODUIRE ET DIFFUSER UNE TROUSSE D’INFORMATION PORTANT SUR LES DIVERS MÉCANISMES D’INTERVENTIONS CONCERTÉES VISANT À PRÉVENIR LES RISQUES D’HOMICIDES INTRAFAMILIAUX	LA RÉALISATION DE CETTE MESURE EST PRÉVUE POUR L’ANNÉE 2020-2021.
SOUTENIR DES ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION À LA VIOLENCE ENTRE PARTENAIRES INTIMES CHEZ LES PERSONNES LGBT +	UN APPEL DE PROJETS 2019-2020 DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE L’HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE A ÉTÉ LANCÉ ET AUCUN PROJET DÉPOSÉ N’A PORTÉ SPÉCIFIQUEMENT SUR CET ASPECT. DEUX PROJETS REÇUS RÉPONDAIENT EN PARTIE À CETTE PRIORITÉ, MAIS N’ONT PAS ÉTÉ RETENUS ÉTANT DONNÉ QU’ILS NE RÉPONDAIENT PAS AUX CRITÈRES DE SÉLECTION.

- PARMI LES MESURES STRUCTURANTES DE CE PLAN D’ACTION, SOULIGNONS LES ENGAGEMENTS DU MJQ EN MATIÈRE DE SENSIBILISATION ET D’INFORMATION, TANT POUR LES PERSONNES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES QUE POUR LES INTERVENANTS DU MILIEU JUDICIAIRE, DE MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC EN MATIÈRE FAMILIALE EN Y AJOUTANT UNE OBLIGATION LÉGALE DE DIVULGUER TOUTE SITUATION OÙ UNE PARTIE FAIT L’OBJET DE CONDITIONS À L’ÉGARD DE L’AUTRE PARTIE ET POUR FAVORISER LE RECOURS AUX ORDONNANCES CIVILES DE PROTECTION EN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE.

LE PLAN D'ACTION INCLUT DE NOMBREUX ENGAGEMENTS POUR LES GROUPES PLUS VULNÉRABLES DANS UN CONTEXTE DE VIOLENCE CONJUGALE : PERSONNES ÂGÉES, PERSONNES HANDICAPÉES, PERSONNES IMMIGRANTES OU ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, MINORITÉS SEXUELLES ET HOMMES VICTIMES.

ORGANISME

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'INTERVENTION DU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) DANS CE DOMAINE SE FAIT EN ÉTROITE COLLABORATION AVEC LES DIVERS PARTENAIRES IMPLIQUÉS DANS LE TRAITEMENT DE CETTE PROBLÉMATIQUE, COMME EN TÉMOIGNE LE DERNIER *PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE 2018-2023* (PLAN D'ACTION 2018-2023), RENDU PUBLIC LE 10 AOÛT 2018.

BUDGET

LES 3 MESURES DU PLAN D'ACTION 2018-2023 SOUS LA RESPONSABILITÉ DU DPCP REPRÉSENTENT UN COÛT DE 19,7 M\$ DONT 18,0 M\$ FINANCÉS EN CONTREPARTIE DE CRÉDITS ADDITIONNELS ANNONCÉS AU *PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC* DE MARS 2018.

LE DPCP S'EST VU ALLOUER DES SOMMES REPRÉSENTANT L'AJOUT DE 25 RESSOURCES (20 PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (PROCUREURS), 1 TECHNICIEN EN DROIT ET 4 EMPLOYÉS DE SOUTIEN). CES RESSOURCES SERONT NÉCESSAIRES JUSQU'EN 2022-2023. AINSI :

- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2019-2020 EST DE 3,6 M\$;
- LES DÉPENSES RÉELLES AU 31 MARS 2020 SONT DE 1 152,2 K\$
- LE BUDGET AUTORISÉ POUR L'EXERCICE 2020-2021 EST DE 3,6 M\$.

MESURES DU PLAN D'ACTION SOUS LA GOUVERNE DU DPCP

ACTION 32 : ADOPTER UN PROGRAMME DE RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR ET LA VICTIME

LA DIRECTIVE VIO-1 QUI ENCADRE LE TRAVAIL DU PROCUREUR A ÉTÉ REVUE ET PUBLIÉE EN NOVEMBRE 2018. ELLE PRÉVOIT LA MANIÈRE DONT LES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE DOIVENT ÊTRE TRAITÉS, EN APPLICATION DE LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE ET CONFORMÉMENT À L'ORIENTATION 16 DU MINISTRE DE LA JUSTICE, ET CE, AFIN D'ENCOURAGER LA DÉNONCIATION, FAVORISER LA PARTICIPATION DES VICTIMES AU PROCESSUS JUDICIAIRE ET PRÉSERVER LA CONFIANCE DU PUBLIC DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

LA DIRECTIVE VIO-1 PRÉVOIT DORÉNAVANT LA TENUE D'UNE RENCONTRE ENTRE LE PROCUREUR RESPONSABLE DU DOSSIER ET LA VICTIME, ET CE, DÈS QUE POSSIBLE APRÈS LE DÉPÔT DES ACCUSATIONS ET DANS TOUS LES CAS, AVANT LE JOUR DU TÉMOIGNAGE DE LA VICTIME. CETTE RENCONTRE VISE À CRÉER UN LIEN DE CONFIANCE AVEC LE PROCUREUR, À FAVORISER LA PARTICIPATION DE LA VICTIME AU PROCESSUS JUDICIAIRE, À ATTÉNUER SES CRAINTES ET ACCROÎTRE SA CONFIANCE DANS L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE.

ACTION 33 : METTRE EN PLACE UN MÉCANISME DE COORDINATION POUR FAVORISER L'UNIFORMISATION DES PRATIQUES DE TOUS LES PROCUREURS

- NOMINATION D'UNE COORDONNATRICE EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE AU SEIN DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL;
- MISE SUR PIED EN MARS 2018 D'UNE COMMUNAUTÉ DE SAVOIR AU SEIN DU DPCP REGROUPANT DES PROCUREURS EXPÉRIMENTÉS ISSUS DE PLUSIEURS DISTRICTS JUDICIAIRES. RENCONTRES TENUES EN MARS 2018, NOVEMBRE 2018 ET JANVIER 2020.

ACTION 34 : FAVORISER ET PRIORISER LE TRAITEMENT JUDICIAIRE DES DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE

- LA DIRECTIVE VIO-1 PRÉVOIT SPÉCIFIQUEMENT QUE LE PROCUREUR ACCORDE LA PRIORITÉ AUX DOSSIERS DE VIOLENCE CONJUGALE DANS LA FIXATION DE DATES DE PROCÈS ET FAIT VALOIR AUPRÈS DU TRIBUNAL LA NÉCESSITÉ DE PROCÉDER DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS, AFIN DE MAINTENIR LA PARTICIPATION DE LA VICTIME DANS LE PROCESSUS JUDICIAIRE;
- LE PROCUREUR DOIT S'OPPOSER À TOUTE DEMANDE DE REMISE QUI PARAÎT AVOIR POUR BUT DE RETARDER LES PROCÉDURES;
- LA PRIORISATION DE CES DOSSIERS VISE À ASSURER UN MEILLEUR SOUTIEN AUX VICTIMES, À FAVORISER LEUR MOBILISATION ET À MAINTENIR LES CONDITIONS DE PROTECTION À LEUR ÉGARD.

P.84 **LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D’ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE. INDIQUER LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ENTREPRISE QUI A OFFERT L’ACTIVITÉ.**

MINISTÈRE

LES INFORMATIONS SONT PRÉSENTÉES DANS LES PAGES SUIVANTES.

VEUILLEZ PRENDRE NOTE QUE LE COÛT TOTAL DE LA FORMATION INCLUT LE COÛT D’INSCRIPTION, LES FRAIS DE DÉPLACEMENT AINSI QUE LE SALAIRE DU PARTICIPANT.

**Liste des formations suivies par le personnel du Ministère de la Justice
entre le 1er avril 2019 et le 31 mars 2020**

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
16e Conférence annuelle Claire l'Heureux-Dubé : L'accès à la justice pour les membres de communautés linguistiques minoritaires	1 661,27	21
Université Laval	1 661,27	21
175e anniversaire de la naissance de Louis Riel et 150e anniversaire de la Rébellion de la Rivière Rouge	3 761,52	8
Barreau du Québec	3 761,52	8
17th National Symposium on Search and Seizure Law in Canada	6 450,68	4
Université York	6 450,68	4
19e Journée d'études sur les réclamations sur contrats	3 189,86	4
Université Laval	3 189,86	4
1er rendez-vous international : Rendez-vous international de la recherche sur les réformes du droit et de la justice	1 258,00	2
Université du Québec à Montréal (UQAM)	1 258,00	2
2019 National Restorative Justice Symposium	4 276,24	2
Alberta Restorative Justice Association	4 276,24	2
21e colloque annuel de l'ARGP «Agir pour transformer la gestion des plaintes»	845,67	3
Association des responsables de la gestion des plaintes du Gouvernement du Québec	845,67	3
22st Annual Constitutional Cases Conference	5 356,14	6
Université York	5 356,14	6
41e édition de la JIQ : L'événement affaires et TI	21 323,86	21
Réseau Action TI	21 323,86	21
5th Pan-American LES YMC event	2 551,98	6
Licensing Executives society	2 551,98	6
8e Conférence publique Chaire rédaction Louis-Philippe-Pigeon - Rédaction juridique et démocratie	187,83	2
Université Laval	187,83	2
A quelle date de sa sentence mon client peut-il espérer obtenir une libération conditionnelle?	150,42	1
Barreau de Richelieu	150,42	1
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	3 675,84	41
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 303,12	39
Wolters Kluwer Canada Limitée	372,72	2
Accompagnement à la tâche (ACOMBA)	596,51	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	596,51	2
Accompagnement saisie de salaire et gestion de créance	713,76	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	713,76	2
Accueil de stagiaires	2 550,80	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 550,80	4
Accueil du nouveau personnel à la transformation	393,15	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	393,15	3
Accueil employée / Retour absence longue durée	1 122,24	3
Bureau des infractions et des amendes (BIA)	1 122,24	3
Accueil employée / retour congé maternité	988,68	3
Bureau des infractions et des amendes (BIA)	988,68	3
Accueil, expédition, téléphone	852,76	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	852,76	1
Actions collectives en santé: État des lieux	697,52	6
Barreau du Québec	697,52	6
Activité de développement RRSPT 2019 - Milieu de travail en transformation: un leadership en évolution	8 571,82	11
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	8 571,82	11
Actualisation des compétences en recherche	24 040,57	146
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	24 040,57	146
Adjointe à la magistrature	1 102,50	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 102,50	1
Administration des examens écrits	1 661,70	12
Secrétariat du Conseil du trésor	1 661,70	12
Administration Windows 10 en entreprise	1 946,44	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 946,44	1
Administering System Center Configuration Manager (SCCM)	3 633,65	1
Versalys	3 633,65	1
Administrer le rôle du serveur Web (IIS) de Windows serveur	15 480,00	6
AFI Expertise	15 480,00	6
Affiner son sens politique pour agir stratégiquement et accroître l'impact de son influence	9 570,40	2
Alliance des cadres de l'Etat	9 570,40	2
AGA et colloque du GRAEP	1 297,45	6
GRAEP (Gr resp en analyse et évaluation de prog)	1 297,45	6
	318 730,97	536
Agent bureau-Archives, Civil/serv. popul.,Coordination,Criminel,Pénal,Pet.Créances,Jeunesse,Manutentionnaire		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	318 539,69	532
Ministère de la Justice du Canada	191,28	4

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Agile Tour Québec	13 011,13	27
Agile Québec	13 011,13	27
Agile Tour Montréal	902,42	2
Agile Québec	902,42	2
Algorithmes et Etat de droit	217,42	2
Université de Montréal	217,42	2
Analyse financière	1 052,94	3
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA Canada	1 052,94	3
Analyse impacts réglementaires (AIR)	130,30	5
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	130,30	5
Analyste d'affaires et contrôleur de projet	125,91	1
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	125,91	1
Angular	2 137,54	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 137,54	1
Animation d'un cours de codéveloppement	865,80	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	865,80	1
Appréciation des contributions	380,30	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	380,30	4
	140 600,03	668
Approche client : Développer vos habiletés de communication et d'influence		
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	140 600,03	668
Approche collaborative	11 300,24	17
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	11 300,24	17
Approches agiles en gestion de projet	434,98	3
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector)	434,98	3
Approfondir le travail de la juriste	1 321,78	18
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 321,78	18
Architecture d'entreprise : de la théorie à la pratique	638,12	1
Université Laval	638,12	1
Architecture orientée service (SOA)	9 415,12	1
École de technologie supérieure (ETS)	9 415,12	1
Arrestation, détention et intrusion étatique	1 073,57	1
École nationale de police du Québec (ENPQ)	1 073,57	1
Association de Sécurité de l'information du Montréal Métropolitain (ASIMM) - Colloque RSI 2019	336,77	1
Eventbrite	336,77	1
Assemblée générale annuelle des membres du Barreau de Richelieu	250,69	1
Barreau de Richelieu	250,69	1
Atelier - CAI	5 911,64	150
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 911,64	150
Atelier 1 - Actualité dans les marchés publics	127,50	3
Secrétariat du Conseil du trésor	127,50	3
Atelier 3 - Service-conseil en direct - Sujet AMP	127,50	3
Secrétariat du Conseil du trésor	127,50	3
Atelier 4 - Accords de libéralisation des marchés publics	127,50	3
Secrétariat du Conseil du trésor	127,50	3
Atelier 42 - Jeu questionnaire pour les SCS	127,50	3
Secrétariat du Conseil du trésor	127,50	3
Atelier 5 S	3 910,05	66
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 910,05	66
Atelier de bilan (PGAGL-N1-A6)	434,40	2
Ecole nationale de police du Québec (ENPQ)	434,40	2
Atelier de résolution des inquiétudes dans un contexte de changement	1 311,30	18
Direction générale des services de justice (DGSJ)	1 311,30	18
Atelier de sensibilisation sur les médias sociaux	563,84	10
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	563,84	10
Atelier Kaizen	3 910,05	66
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 910,05	66
Atelier sur la civilité au travail	15 235,70	266
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 235,70	266
Atelier sur les moyens d'évaluation oraux	1 800,33	6
Secrétariat du Conseil du trésor	1 800,33	6
Audiencière de la cour du Québec criminelle	452,48	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	452,48	1
Audit interne	1 837,08	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 837,08	2
Autoformation OPGR VEOTEK, SAGIR, initiation aux services judiciaires, réseau sociaux, pourriels	838,80	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	838,80	3
Automatiser l'administration Windows avec Microsoft PowerShell	5 415,00	2
AFI Expertise	5 415,00	2
Autoreprésentation devant les tribunaux	324,00	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	324,00	3
Autorisations judiciaires	15 715,00	193
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 715,00	193
Auxiliaire de bureau	2 799,95	33
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 799,95	33

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Baccalauréat en relations industrielles	3 121,76	42
Université Laval	3 121,76	42
BDJ - Tenue de temps	3 000,33	32
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 000,33	32
Bien communiquer ce n'est pas sorcier!	1 448,25	75
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 448,25	75
C-75	79 554,64	1 647
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	79 554,64	1 647
	433,23	3
Cadre légal et normatif - promotion à la suite de la réévaluation d'un emploi		
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	433,23	3
Caissier	14 368,49	210
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	14 368,49	210
Célébration de mariage et d'union civile	15 540,41	201
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 540,41	201
Cellule d'innovation en gestion de la preuve technologique	47 502,68	40
Noticia LLP	47 502,68	40
Centre de communication avec la clientèle	1 528,18	9
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 528,18	9
Cercle de gestion interministériel	347,90	2
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	347,90	2
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique (CJLAP)	14 283,10	7
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	14 283,10	7
Certificat en administration des services publics	36 332,97	9
Université de Montréal	26 384,40	3
Université du Québec à Montréal (UQAM)	9 948,57	6
Certificat en droit	6 764,85	3
Université Laval	6 764,85	3
Certificat en Gestion d'organisation	2 703,90	2
Université Laval	2 703,90	2
Certification Professional Scrum Master (PSM)	2 190,89	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 190,89	1
CheckPoint Firewall CCSA R80.10 Certification Training BCAMP	539,16	1
Udemy.com	539,16	1
Chef d'équipe : tout un art	416,92	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	416,92	2
Cisco - Mise en œuvre de réseaux à commutation de Cisco IP (SWITCH)	1 796,46	1
Global Knowledge	1 796,46	1
Climat de travail	1 874,60	8
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 874,60	8
Colloque - Comment la chaîne de blocs va transformer le droit ?	6 987,44	11
Université Laval	6 987,44	11
Colloque - Le formulaire dans tous ces états	1 864,74	4
Université Laval	1 864,74	4
Colloque Cybersécurité - protection des données QC 2020	3 024,00	8
Le Point en Santé et Services sociaux	3 024,00	8
Colloque du Lieutenant-gouverneur du Québec - Réalités autochtones au Québec	6 247,68	13
Barreau du Québec	6 247,68	13
Colloque en droit de la jeunesse	4 126,08	8
Barreau du Québec	4 126,08	8
Colloque national sur l'action collective 2020	2 948,50	2
Barreau du Québec	2 948,50	2
Colloque PMI - Gestion de projet	4 856,76	4
PMI Section de Lévis-Québec	4 856,76	4
Colloque Québec-Versailles : la violence conjugale	144,00	1
Barreau du Québec	144,00	1
Colloque sur la transformation numérique	3 564,72	5
Inst. des vérificateurs internes, Sect. Mtl (IVIM)	3 564,72	5
Colloque: Enquêtes internes et réglementaires	5 535,60	4
Barreau du Québec	5 535,60	4
Colloque: Familial 2019	5 529,38	6
Barreau du Québec	5 529,38	6
Comité de formation continue - Direction générale des affaires juridiques et de l'accès à la justice	256,32	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	256,32	3
Comité de travail intergouvernemental en droit d'auteur	228,78	2
Ministère de la Culture et des Communications	228,78	2
Comment lire et interpréter les états financiers	212,36	2
BDO Canada	212,36	2
Comment négocier autrement? Initiation aux approches de négociation sur positions et raisonnée	216,00	2
Barreau de Québec	216,00	2
Commission des troubles mentaux	1 717,65	1
Ecole nationale de police du Québec (ENPQ)	1 717,65	1
Communicateur d'impact	1 429,08	1
CFC-Conseil formation coaching	1 429,08	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Communication consciente: mode d'emploi	436.10	2
Université Laval	436,10	2
Communication efficace	18 052.38	233
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	18 052,38	233
	146,52	2
Communications entre l'avocat et son client: Y a-t-il quelqu'un qui écoute		
Barreau du Québec	146,52	2
Commvault	175.49	1
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	175,49	1
Compétences de gestion et développement de carrière	4 610,62	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	4 610,62	2
Comptabilité de base	597,02	2
Contrôleur des finances	597,02	2
Comptoir civil	2 307,90	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 307,90	3
Comptoir civil - présence à la cour	1 319,22	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 319,22	2
Comptoir criminel	1 495,55	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 495,55	2
Comptoir des petites créances	7 057,82	11
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	7 057,82	11
Comptoir greffe criminel	980,28	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	980,28	2
Concepts orientés-objet avancés appliqués au développement agile	1 576,56	1
Elapse technologies	1 576,56	1
Conférence AECG, PTPGP et ACEUM: Le Canada au carrefour des nouveaux accords d'intégration économique	459,40	4
Université Laval	459,40	4
Conférence des juristes de l'Etat	152 530,96	367
Barreau de Québec	152 530,96	367
Conférence DevOps : Intégrez l'assurance qualité, la sécurité et toutes les parties prenantes de votre développement TI	1 636,38	2
Événement les Affaires	1 636,38	2
Conférence Expérience Citoyen	856,76	1
Événement les Affaires	856,76	1
Conférence GoSec 2019	612,36	1
GoSecure	612,36	1
Conférence internationale «Souverainetés et autodéterminations autochtones: tiayorihoten'»	4 171,18	8
Université Laval	4 171,18	8
Configuration et gestion d'Office 365	3 335,30	1
AFI Expertise	3 335,30	1
Congrès des criminologues 2019 - 100 ans de justice pénale - Un siècle d'histoire à partager, un avenir à façonner	17 359,72	12
Société de criminologie du Québec	17 359,72	12
Congrès du JBQ - Technique de plaidoirie	1 625,84	2
Jeune Barreau de Québec	1 625,84	2
Congrès international sur les opportunités et les défis des technologies émergentes	4 310,88	4
ISACA section de Québec	4 310,88	4
Consolidation d'équipe - Ned Herrmann	26 801,07	137
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	18 746,76	130
CAMIQ inc.	8 054,31	7
Contech bâtiment Expos 2019	4 176,20	14
Contech Bâtiment	4 176,20	14
Contenu des conventions collectives	3 453,42	6
Secrétariat du Conseil du trésor	3 453,42	6
Contrats des organismes publics	2 862,00	6
Wolters Kluwer Canada Limitée	2 862,00	6
Contrats municipaux	15 430,89	85
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 430,89	85
Cour de pratique	2 824,80	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 824,80	3
Cour du Québec	2 408,40	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 408,40	3
Cours d'anglais	124 127,28	2 000
Ateliers de conversation anglaise (ACA)	10 765,22	108
Prolang	107 944,12	1 890
Académie du Savoir	5 417,94	2
Cours Scrum Master	638,12	1
Ecole de technologie supérieure (ETS)	638,12	1
Culture juridique des droits de la personne et justiciabilité des droits sociaux: nouvelles perspectives	5 557,44	12
Université Laval	5 557,44	12
Cybersécurité	837,96	2
ISACA section de Québec	837,96	2
Cybersecurity : Director and Officer Liability in the Digital Age	217,42	2
Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.	217,42	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Cycle budgétaire et budget de dépenses	2 198,40	8
Contrôleur des finances	2 198,40	8
DASA DevOps Fundamentals	957,18	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	957,18	1
Décisions récentes de la Cour d'appel du Québec et de la Cour suprême du Canada	49 812,64	284
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	49 812,64	284
Démystifier la Copropriété divise	425,37	7
Jeune Barreau de Montréal	425,37	7
Démystifier l'assurance qualité logicielle	811,00	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	811,00	1
Des auditeurs performants avec le Lean	1 618,90	4
Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	1 618,90	4
Design Thinking	797,50	1
Association québécoise de droit comparé (AQDC)	797,50	1
Détermination de la peine, logiciels de fixation de pension alimentaire	2 497,50	9
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	2 497,50	9
Développement durable	123,07	1
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	123,07	1
Développement récents en droit de l'environnement 2019	1 542,00	3
Barreau du Québec	1 542,00	3
Développements récents en droit de la propriété intellectuelle	2 943,94	4
Barreau du Québec	2 943,94	4
Développer des affaires aux États-Unis: conseils pratiques et sécurité corporative	445,90	2
Barreau de Québec	445,90	2
Développer des applications Web ASP.NET MVC (20486)	4 309,71	1
AFI Expertise	4 309,71	1
Développer des solutions pour Microsoft Azure	5 927,56	2
AFI Expertise	5 927,56	2
Dialogue sur l'exploration des systèmes de justice autochtone au Canada et dans le monde	1 289,40	2
Ministère de la Justice du Canada	1 289,40	2
Dîner-conférence sur la gestion des renseignements personnels	50,14	1
ISACA section de Québec	50,14	1
Diriger selon les profils de personnalité	1 646,45	1
Ecole de technologie supérieure (ETS)	1 646,45	1
Discussion avec Beverley McLachlin sur l'accès à la justice	276,00	6
LexisNexis Canada	276,00	6
Dotation en ligne	441,27	3
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	441,27	3
Droit criminel	5 654,91	76
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 654,91	76
Droit des obligations	1 828,60	1
Université de Montréal	1 828,60	1
Droit des technologies de l'information et des communications	7 662,08	4
Université Laval	7 662,08	4
Droit des technologies de l'information et du commerce électronique	226,52	2
Université de Montréal	226,52	2
Droit du travail 2019	2 487,21	3
Centre de formation patronale-syndicale	2 487,21	3
Droit pénal 2, droit judiciaire privé et contrat individuel de travail	5 133,12	2
Université de Montréal	5 133,12	2
Droit pénal statutaire 2019 - Ecole des poursuivants	13 639,66	16
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	13 639,66	16
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats	2 773,06	14
Barreau du Québec	2 773,06	14
Echange de renseignements confidentiels lorsque la sécurité d'une personne est menacée	2 894,34	19
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 894,34	19
Ecole des Poursuivants 2019 - cybercriminalité	12 658,16	10
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	12 658,16	10
Ecole d'été du Laboratoire de cyberjustice	7 997,50	16
Université de Montréal	7 997,50	16
Emplois de complexité supérieure	828,87	3
Secrétariat du Conseil du trésor	828,87	3
En tête : Des outils pour la vie	636,33	7
Barreau de Montréal	636,33	7
ENAP - Favoriser le mieux être dans son milieu de travail	69,24	1
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	69,24	1
ENAP - Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel	1 540,84	4
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	1 540,84	4
Enjeux éthiques et déontologiques	16 026,57	183
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	16 026,57	183
Entaînement à la tâche - Stagiaire Etudiante	690,24	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	690,24	6
Entraînement à la tâche - Adjointe à la direction	5 691,84	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 691,84	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Entraînement à la tâche - Comptoir du guichet unique	70,62	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	70,62	3
Entraînement à la tâche - Permis restreint	597,60	9
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	597,60	9
Ere numérique:enjeux et opportunités pour les CPA	136,74	3
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA Canada	136,74	3
Estimation des coûts de projets informatiques-trad. Et agiles (débutant)	698,87	4
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector	698,87	4
Etat des frais	62,13	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	62,13	3
Etre efficace tout en gardant l'équilibre	727,00	2
École nationale d'administration publique (ENAP)	727,00	2
Etre plus stratégique dans ses rédactions	2 832,13	5
Université Laval	2 832,13	5
Etudes Universitaires	2 653,42	1
Université Laval	2 653,42	1
Etudiant, stage et processus de qualification particulier	8 219,46	6
Secrétariat du Conseil du trésor	8 219,46	6
Evaluation ENAP	113,95	1
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	113,95	1
Evaluation multicritères des projets publics	991,58	6
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector	991,58	6
Examen des titres immobiliers : questions et obligations contemporaines pour l'examineur de ttires	14 581,86	32
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	13 252,20	20
Université de Montréal	1 329,66	12
Explication des tribunaux	199,59	9
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	199,59	9
Facteurs de réussite et d'échec des actions collectives en environnement	278,36	5
Jeune Barreau de Montréal	278,36	5
Faillite et insolvabilité	404,22	6
Barreau du Québec	404,22	6
Faire la justice autrement: est-ce possible?	10 224,00	24
Equijustice	10 224,00	24
Fédéralisme canadien et négociations internationales	2 877,07	4
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	2 877,07	4
Fédéralisme, démocratie multinationale et déficit fédératif	159,27	2
Secrétariat du Conseil du trésor	159,27	2
Fonctionnement de la visiocomparution dans les salles d'audience	639,84	42
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	639,84	42
Formation OARL	4 882,36	25
DGAJLAJ-Direction générale des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la jus	4 882,36	25
Formation	3 072,60	6
Contrôleur des finances	1 940,04	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 132,56	3
Formation - GPMO	322,68	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	322,68	2
Formation - Salle de pilotage	389,28	2
Université de Trois-Rivières	389,28	2
Formation - Team Foundation Server (TFS)	1 552,50	14
Direction des technologies de l'information (DTI) du MJQ	1 552,50	14
Formation : Divulgarion de la preuve	949,50	17
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	949,50	17
Formation 525	1 541,82	36
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 541,82	36
Formation ACI	918,54	1
Cisco Canada	918,54	1
Formation acoustique et insonorisation	1 339,35	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 339,35	4
Formation ADFS	918,54	1
Microsoft Canada inc.	918,54	1
Formation adjointe à la magistrature	12 684,37	36
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	12 684,37	36
Formation adjointe administrative	5 189,58	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 189,58	6
Formation Angular	4 870,16	2
TECHNOLOGIA Formation Conseil	4 870,16	2
Formation assiduité	237,92	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	237,92	1
Formation attaché judiciaire	2 172,24	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 172,24	6
Formation bureautique	798,66	10
En Vol Formation (Lynda Duchesne)	798,66	10
Formation cadre légal	1 506,75	6
Secrétariat du Conseil du trésor	1 506,75	6
Formation caissier	262,76	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	262,76	4

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Formation caissier services financiers	83,69	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	83,69	1
Formation Certified Scrum Master (SCM)	4 612,66	2
LeanAgile Training	4 612,66	2
Formation climat de travail	60 529,76	219
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	60 529,76	219
Formation comptoir criminel	589,40	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	589,40	1
Formation d'accueil	334,98	15
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	334,98	15
Formation de la DDCA pour les légistes	4 973,48	10
Secrétariat du Conseil du trésor	4 973,48	10
Formation des animateurs de codéveloppement	1 413,43	6
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 413,43	6
Formation des évaluateurs agréés du MTQ à Québec	7 967,77	18
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	7 967,77	18
Formation des formateurs	706,53	15
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	706,53	15
Formation en droit constitutionnel	17 628,92	94
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	17 628,92	94
Formation en français avancé	6 532,38	42
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	6 532,38	42
Formation en ligne - gestion des archives judiciaires	227,33	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	227,33	3
Formation Enterprise Architect	1 802,85	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 802,85	2
Formation estimation et planification budgétaire - principes de base	750,28	20
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	750,28	20
Formation Etudiant / BIA	28,76	4
Bureau des infractions et des amendes (BIA)	28,76	4
Formation Événement public NumériQC 2019	957,04	2
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	957,04	2
Formation Excel intermédiaire	3 576,58	9
Cégep Lévis-Lauzon	329,40	2
Institut de formaSion du Québec	3 247,18	7
Formation expropriation	148,56	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	148,56	3
Formation huissier audienier	857,22	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	857,22	6
Formation Leader-Coach	807,87	1
Alliance des cadres de l'Etat	807,87	1
Formation maître des rôles	414,54	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	414,54	3
Formation marche et processus au palais de justice de Québec	284,46	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	284,46	2
Formation mesures disciplinaires	259,98	3
Secrétariat du Conseil du trésor	259,98	3
Formation Moneris	2 115,45	54
Bureau des infractions et des amendes (BIA)	2 115,45	54
Formation multimédia	81,64	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	81,64	4
Formation PCI-DSS	616,56	2
AFI Expertise	616,56	2
Formation pension alimentaire	3 818,10	34
Ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	3 818,10	34
Formation pour les collaborateurs dans le cadre du projet de transformation	1 876,84	12
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	1 876,84	12
Formation Préposé aux renseignements / BIA	111 554,58	60
Bureau des infractions et des amendes (BIA)	72 667,20	45
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	38 887,38	15
Formation prise de notes	6 166,83	55
Collège de Valleyfield	6 166,83	55
Formation RDA	692,02	2
Association professionnelle des techniciennes et techniciens en documentation du Q	692,02	2
Formation relatif au pénal	3 836,28	26
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 836,28	26
Formation relatif aux procédures de la Cour supérieure	822,06	13
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	822,06	13
Formation RPAL	71,73	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	71,73	3
Formation saisie informatique	571,20	5
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	571,20	5
Formation SCOM 2012	639,92	1
La compagnie Alphorm	639,92	1
Formation SIGG	624,54	3
Ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité Sociale (MTESS)	624,54	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Formation soutien	8 572,20	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 572,20	12
Formation soutien à l'administration	248,87	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	248,87	6
Formation sur la Loi sur les contrats des organismes publics	713,16	2
Secrétariat du Conseil du trésor	713,16	2
Formation sur la visio mobile	11,45	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11,45	1
Formation sur les nouveaux PV	1 548,58	70
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 548,58	70
Formation sur les outils technologiques	73,34	1
Barreau du Québec	73,34	1
Formation sur les photocopieurs	629,82	18
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	629,82	18
Formation sur les règles d'utilisation du local sécurisé	137,76	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	137,76	3
Formation sur l'éthique	898,95	34
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	898,95	34
Formation sur l'évaluation des emplois de cadre	2 341,95	3
Secrétariat du Conseil du trésor	2 341,95	3
Formation sur l'habilitation sécuritaire à l'embauche	3 933,73	48
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 933,73	48
Formation Technicien en administration / BIA	178,44	4
Bureau des infractions et des amendes (BIA)	178,44	4
Formation WSUS 3.0 SP2	1 376,28	2
La compagnie Alphorm	1 376,28	2
Formations AMP - Version appliquée	938,58	12
Secrétariat du Conseil du trésor	938,58	12
Formulation de jugements-principes de base	11 384,58	95
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 384,58	95
Fortinet FortiGate Firewall 4 in 1 Training Bundle Courses	334,05	1
Udemy.com	334,05	1
Forum Adultes et santé mentale	1 368,92	2
Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS)	1 368,92	2
Forum Carte Affaires MasterCard	745,19	6
Banque Nationale	745,19	6
Forum des gestionnaires	1 166,97	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 166,97	3
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	11 075,12	28
Forum des jeunes	11 075,12	28
Forum national sur l'évolution de la Loi concernant ls soins de fin de vie	1 126,70	2
Ministère de la santé et des services sociaux (MSSS)	1 126,70	2
Forum SCS WEB - Printemps 2019	317,40	3
Secrétariat du Conseil du trésor	317,40	3
Gestion de projet Agile : les principes fondamentaux	896,06	1
Ecole de technologie supérieure (ETS)	896,06	1
Gestion de projets - GSO-6082	7 722,40	2
Université Laval	7 722,40	2
Gestion de projet Agile	1 679,25	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 679,25	1
Gestion de projets informatiques GE 101F	2 100,37	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 100,37	1
Gestion des créances	237,92	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	237,92	1
Gestion des opérations - Module 9 et 10	3 025,03	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	3 025,03	2
Gestion des ressources humaines - Les incontournables	5 192,91	20
Barreau de Montréal	4 528,59	13
Barreau du Québec	664,32	7
Gestion des risques	1 971,67	11
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector)	1 971,67	11
Gestion des stratégies de groupe (GPO) : préférences (GPP) et registres	701,82	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	701,82	1
Gestion documentaire avec Sharepoint	779,06	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	779,06	1
Gestion du temps, des activités et des priorités	3 703,03	5
Formations Qualitemps inc	491,03	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	3 212,00	4
Gestion informatisée de projets avec MS Project	2 281,92	2
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 281,92	2
Grand Rendez-vous CPA	1 815,81	3
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	1 815,81	3
Greffier	78 016,53	161
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	78 016,53	161
Grève et lock-out: plus de pression sur la négociation collective qu'auparavant?	106,18	2
Monette Barakett Avocats S.E.N.C.	106,18	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Groupe interministériel de codéveloppement en gestion	4 019,78	10
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	3 721,58	8
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	298,20	2
Habiletés politiques et Agilité et prise de décisions - Modules 5 et 6	2 986,17	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	2 986,17	2
IBM Spectrum Protect 8.1.4 Advanced Administration, Tuning and Troubleshooting	6 792,30	1
IBM, Les services de formation	6 792,30	1
Immigration: Bienvenue au Québec !	216,00	2
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	216,00	2
Immobilisation	1 173,87	6
Contrôleur des finances	1 173,87	6
Incidents de sécurité et protection des renseignements personnels	1 507,68	2
Thomson Reuters	1 507,68	2
Informations relatives aux apparentés	479,58	3
Contrôleur des finances	479,58	3
Initiation aux services judiciaires	3 860,22	81
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 860,22	81
Inscription des professionnels responsables d'une équipe	2 564,92	4
Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC du CSPQ)	2 564,92	4
Intelligence artificielle et données judiciaires	3 529,59	9
Université de Montréal	3 529,59	9
Interconnecting Cisco Networking Part 1 (ICND1) v3.0	1 905,75	1
Cisco Canada	1 905,75	1
Introduction à la gestion de projets	533,79	3
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector)	533,79	3
Introduction à l'étude du droit	1 181,25	1
Université de Montréal	1 181,25	1
Introduction à Microsoft Azure pour les professionnels	5 496,24	4
AFI Expertise	5 496,24	4
Introduction au langage M et Poweer Query	727,44	3
CFO Masqué	727,44	3
ITIL - Fondation ITIL avec examen	6 829,29	3
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 264,37	1
AFI Expertise	4 564,92	2
Journées professionnelles en AIPVP	7 313,54	8
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie priv	7 313,54	8
Journée d'actualisation des connaissances en itinérance	2 380,20	4
Ecole nationale de police du Québec (ENPQ)	2 380,20	4
Journée de la recherche de l'Ecole de comptabilité	451,08	2
Université Laval	451,08	2
Journée d'étude sur les litiges lors de délais en chantier de construction	1 906,88	2
Kamaï Evénements	1 906,88	2
Journée du Barreau du Québec 2019: L'intelligence artificielle: Avancer avec confiance	1 207,88	2
Barreau du Québec	1 207,88	2
Journée information et échange entre ministères et BANQ	260,82	1
BANQ-Groupe d'expertise en gestion des documents (GEDD)	260,82	1
Journée annuelle SAVIE-LGBTQ 2019	1 727,32	4
Université du Québec à Montréal (UQAM)	1 727,32	4
Journée scientifique - Les conflits sévères de séparation et la violence conjugale: quelques réflexions psychojudiciaires	2 666,31	6
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	2 666,31	6
Journée sur le climat de travail	908,36	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	908,36	3
Journée thématique du GEGD	260,82	1
BANQ-Groupe d'expertise en gestion des documents (GEDD)	260,82	1
JurisEvolution - Modèles	3 096,66	14
Juris Concept	3 096,66	14
Jurisprudence pertinente aux objections fréquemment soulevées en droit de la construction	436,00	2
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	436,00	2
La conférence de règlement à l'amiable : mode d'emploi	345,77	6
Barreau du Québec	345,77	6
La Cours supérieure présente un nouveau projet pilote portant sur la conciliation et l'audition sommaire d'un dossier	225,27	3
Barreau du Québec	225,27	3
La gestion des parties prenantes	1 852,80	8
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector)	1 852,80	8
La gestion de la performance TI	1 337,74	4
ISACA section de Québec	1 337,74	4
La gestion des bénéfices au coeur de la gestion de projet	1 931,15	11
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector)	1 931,15	11
La parole aux gens d'affaires II	433,41	4
Barreau de Montréal	433,41	4
La politique visant à prévenir et à combattre les violences	72,00	1
Barreau du Québec	72,00	1

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
La pratique du droit à l'aube d'une ère nouvelle	154,59	2
Jeune Barreau de Montréal	154,59	2
La preuve civile: les moyens de preuve, leur force probante et les modalités de l'administration de la preuve devant les tribunaux	38 200,81	229
DGAJLAJ-Direction générale des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la jus	38 200,81	229
La protection des personnes vulnérables 2020	743,26	2
Barreau du Québec	743,26	2
La Rentrée judiciaire 2019 - pour Montréal	10 516,38	24
Barreau de Montréal	10 516,38	24
La Rentrée judiciaire 2019 - pour Québec	10 691,10	24
Barreau de Québec	10 691,10	24
La synthèse à l'écrit, méthode et techniques	7 850,27	22
DGAJLAJ-Direction générale des affaires juridiques, législatives et de l'accès à la jus	7 850,27	22
La technologie des chaînes de bloc et les cryptomonnies	241,57	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	241,57	2
La victime en droit pénal	1 705,08	12
Association québécoise de droit comparé (AQDC)	1 705,08	12
L'accès à la justice en pratique: portrait et solutions	1 693,30	3
Université du Québec à Montréal (UQAM)	1 693,30	3
L'accès à la justice pour les membres de communautés linguistiques	125,22	2
Université Laval	125,22	2
L'affaire Coffin	1 051,01	15
Jeune Barreau de Montréal	1 051,01	15
L'affaire Gladu/Truchon et l'aide médicale à mourir	653,37	9
Jeune Barreau de Montréal	653,37	9
Lancement de CERPRO	200,56	2
Université Laval	200,56	2
Langage clair + Légal desing Transformer l'expérience client dans le milieu juridique	673,13	7
Cour d'appel du Québec	673,13	7
L'art de l'interrogatoire et du contre-interrogatoire	44,83	2
Jeune Barreau de Montréal	44,83	2
L'art de négocier 1	3 074,24	2
La grande école des affaires	3 074,24	2
L'audit en continu, êtes-vous prêt?	408,66	3
Institut des auditeurs internes Canada (L')-Section de Québec (IAIQ)	408,66	3
L'autorité des marchés publics - Version appliquée	305,64	2
Secrétariat du Conseil du trésor	305,64	2
Le Brexit vu du Québec	187,83	2
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	187,83	2
	690,81	1
Le contrôleur de projet (PCO) : pour assurer la santé et le succès des projets		
Formations Qualitemps inc	690,81	1
Le défi de l'avocat face aux personnes difficiles	1 225,86	6
Barreau du Québec	1 225,86	6
Le fonctionnement du système de conférence de règlement à l'amiable à la Cour d'appel	1 209,65	17
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 209,65	17
Le jugement - Qualité du français et rédaction	1 763,23	10
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 763,23	10
Le nouveau registre des particuliers ayant le contrôle important	830,30	2
Wilson et Lafleur Ltée	830,30	2
Le pouvoir en contrôle judiciaire (anciennement: La révision judiciaire)	1 146,24	4
Barreau du Québec	1 146,24	4
	275,14	6
Le pouvoir fédéral de dépenser: outil de centralisation et d'uniformisation		
Cercle québécois des affaires internationales (Le)	275,14	6
Le Québec, entre l'Etat et la nation	362,67	6
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	362,67	6
Leader collaboratif	701,96	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	701,96	2
Leader d'exception	621,04	2
Groupe MP-Plus	621,04	2
Leadership sans autorité formelle	794,67	1
CFC-Conseil formation coaching	794,67	1
Leadership, la mobilisation et le coaching	723,52	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	723,52	2
Lean	107 567,37	306
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	45 006,14	240
AFI Expertise	761,18	1
Université Laval	2 430,00	6
Mouvement québécois de la qualité	3 182,56	1
Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR)	56 187,49	58
L'enjeu de la norme de contrôle: les affaires Vavilov/Bell Canada et NFL	40 062,94	228
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	40 062,94	228
Les aléas d'une compétence accessoire	159,27	2
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	159,27	2

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Les colloques	543,69	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	543,69	3
Les contrats municipaux	5 751,19	32
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 606,93	18
Ministère des Affaires municipales et de l'habitation (MAMH)	2 144,26	14
Les développements récents en droit à la vie privée	7 924,78	8
Barreau de Québec	7 924,78	8
Les développements récents en droit de l'expropriation	9 769,08	11
Barreau du Québec	9 769,08	11
Les développements récents en droit des enquêtes internes et règles	720,96	2
Barreau du Québec	720,96	2
Les développements récents en droit familial 2019	1 126,28	2
Barreau du Québec	1 126,28	2
Les développements récents en droit municipal 2020	7 350,90	8
Barreau du Québec	7 350,90	8
Les échéanciers et les procédures d'appel	3 173,40	44
Lafortune Formation	3 173,40	44
	681,78	1
Les essentielles de la gestion de projets - une approche tangible et pratique		
Formations Qualitemps inc	681,78	1
Les fiducies d'utilité sociale agricoles - FUSA	140,73	2
Université Laval	140,73	2
Les interactions entre le droit de la famille et l'immigration	150,42	1
Barreau de Richelieu	150,42	1
Les meilleures pratiques au service de l'acceptabilité sociale des projets miniers	405,64	2
Université Laval	405,64	2
	547,64	2
Les nouvelles directives de la directrice des poursuites criminelles et pénales		
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)	547,64	2
Les nouvelles tendances du milieu juridique - Journée de formation annuelle de l'ABC-Québec et SOQUIJ	290,15	1
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	290,15	1
Les opportunités du droit du cannabis dans le monde des affaires	254,64	3
Jeune Barreau de Montréal	254,64	3
Les personnalités difficiles - Qui sont-elles?	410,00	2
Barreau du Québec	410,00	2
Les professions juridiques face à la justice plurielle (amiable, arbitrale, collective, numérique)	580,30	2
Université de Montréal	580,30	2
Les retrouvailles annuelles des participants au séminaire sur les techniques de plaidoirie	608,60	2
Barreau du Québec	608,60	2
Les troubles de la personnalité: particularités et enjeux de gestion	622,12	1
Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail (RRSPT)	622,12	1
L'Etat du Québec et son fonctionnement	1 070,11	1
Contrôleur des finances	1 070,11	1
	470,93	6
L'évolution de la place des méthodes alternatives de résolution de conflits		
Jeune Barreau de Montréal	470,93	6
L'exécution des jugements et le nouveau code de procédure civile	321,00	2
Barreau du Québec	321,00	2
L'humain au coeur du changement	281,89	2
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector)	281,89	2
	1 880,86	6
L'identité constitutionnelle - 10e Congrès québécois de Droit constitutionnel		
Université Laval	1 880,86	6
L'impact de l'intelligence artificielle et des médias sociaux sur les institutions juridiques	10 784,08	8
Institut canadien d'administration de la justice	10 784,08	8
L'indépendance judiciaire	3 744,69	91
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 744,69	91
Les développements récents en droit à la vie privée	864,00	2
Barreau du Québec	864,00	2
L'obligation de confidentialité imposée à l'avocat n'est pas limitée à l'application du principe du secret professionnel	3 992,57	19
Barreau du Québec	3 992,57	19
L'obligation de considérer les modes de prévention des règlements des différends (PRD): qu'en est-il?	432,00	2
Barreau du Québec	432,00	2
L'obligation d'information et le consentement aux soins: perspectives civile et déontologique	443,43	5
Université Laval	443,43	5
Loi + preuve dans 10, 20, 30 ans...	124,24	2
Université de Montréal	124,24	2
Loi sur la protection du consommateur	11 384,58	95
Office de la protection du consommateur (OPC)	11 384,58	95

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Lois et intervenants en matière de gestion financière	1 724,57	5
Contrôleur des finances	1 724,57	5
LPJ : Revue des modifications récentes	741,24	6
Barreau de la Mauricie	741,24	6
Maître des rôles	2 934,44	7
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	187,04	1
Prolang	2 747,40	6
Maîtrise en droit - droits fondamentaux	62 266,24	2
Université Laval	62 266,24	2
Maîtrise en gestion des organisations	1 362,48	3
Université Laval	1 362,48	3
Maîtrise en prévention et règlement de différends	4 973,08	2
Université de Sherbrooke	4 973,08	2
Mandat d'incarcération	1 087,74	17
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 087,74	17
MBA - gestion stratégique de projets	15 792,94	5
Université Laval	15 792,94	5
Mesures d'urgence	3 714,80	62
Société québécoise des infrastructures (SQI)	3 714,80	62
Mesures d'urgence au palais	272,04	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	272,04	12
Mesures internes de sécurité	1 057,54	17
Société québécoise des infrastructures (SQI)	1 057,54	17
Méthode de révision et de correction de textes	1 743,48	3
Accent Formation	1 743,48	3
Microprogramme en administration publique - Individus et groupes en milieu organisationnel	4 877,86	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	4 877,86	2
Microprogramme en légistique	63 152,10	30
Université Laval	63 152,10	30
Microsoft OneNote	342,50	1
AFI Expertise	342,50	1
Microsoft Project base	1 097,88	1
Collège de Maisonneuve	1 097,88	1
Mise à jour de dossiers en jur. 04 et 12	502,11	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	502,11	3
Mise à Niveau ASP-NET Core 1.0 et MVC 6	2 370,12	2
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 370,12	2
Mise à niveau du PGI	148,88	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	148,88	12
SAGIR	494,93	36
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	494,93	36
Modélisation des processus avec EA	957,18	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	957,18	1
Modes privés de prévention et de règlement des différends	6 673,12	2
Université Laval	6 673,12	2
Module 5 : Rédiger efficacement pour le WEB	251,51	1
Cégep de Lévis-Lauzon	251,51	1
Mon CAIJ en 10 questions	54,95	1
Barreau du Québec	54,95	1
Non-respect des délais: survie pratique pour limiter les risques	2 061,92	12
Barreau du Québec	2 061,92	12
Nouveau contrat statut 8	619,62	30
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	619,62	30
Nouveau PV	293,90	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	293,90	12
Nouveaux P.O. détentions illégales	286,80	7
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	286,80	7
Nouvelles orientations en planification stratégique	412,77	2
Forum des responsables de la vérification interne	412,77	2
Nouvelles règles et autres sujets d'intérêts pour les criminalistes	592,94	9
Barreau du Québec	592,94	9
Obligations 1	1 181,25	1
Université de Montréal	1 181,25	1
Observation - Jumelage	192,94	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	192,94	3
Officiers de justice	174,24	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	174,24	3
ORH1163 - Comportement organisationnel et ORH1600 - Introduction à la gestion des ressources humaines	4 617,36	2
Université du Québec à Montréal (UQAM)	4 617,36	2
Outil d'aide à la rédaction législative (OARL)	49 627,80	164
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	49 627,80	164
Outil de planification et de gestion des rencontres (OPGR)	133,38	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	133,38	6
Ouverture de dossiers en jur.14	251,06	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	251,06	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Paiement des factures	29,74	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	29,74	1
Programme d'apprentissage pour professionnel - adjointes et adjoints exécutifs (PAP)	9 160,54	18
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	9 160,54	18
PAQSF : programme d'assurance qualité des services financiers - Gestionnaires	5 053,02	51
Direction générale des services de justice (DGSJ)	5 053,02	51
PAQSF : programme d'assurance qualité des services financiers - dépôt volontaire	759,44	13
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	759,44	13
Partenariat	553,53	3
Contrôleur des finances	553,53	3
Parties non représentées et plaideurs quérulents : ne pas confondre!	1 117,23	16
Jeune Barreau de Québec	1 117,23	16
Passeport de formation 2019-2020	345,00	1
IGF - Québec	345,00	1
Passer d'utilisateur à superutilisateur Sharepoint Oneline et Office 365	1 117,18	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	1 117,18	1
Pénal	2 919,33	44
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 919,33	44
PER-734-Gestion de changement dans la réalisation d'un projet	3 409,82	2
Ecole de technologie supérieure (ETS)	3 409,82	2
Perfectionnement en notariat	2 973,80	2
Chambre des notaires du Québec	2 973,80	2
Performers dans l'exécution et la maîtrise de projets (MNG-6158)	6 271,90	2
Université Laval	6 271,90	2
Permis restreint / main levée de saisie	26 775,61	355
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	26 775,61	355
Petites créances	3 933,37	57
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	3 933,37	57
Plan des mesures d'urgence	731,74	13
Société québécoise des infrastructures (SQI)	731,74	13
PowerShell : introduction à l'administration et à la création d'outils	639,45	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	639,45	1
Pratique du juriste 1	1 181,25	1
Université de Montréal	1 181,25	1
Pratique litigieuse	1 181,25	1
Collège Ahuntsic	1 181,25	1
PRD 762 - Droit et pratiques des modes de PRD	1 603,14	6
Université de Sherbrooke	1 603,14	6
Préparation à la retraite	48 615,94	64
Cégep Marie-Victorin	17 818,18	31
Commission scolaire de la Capitale	24 589,74	21
Centre Louis-Joliette	6 208,02	12
Préparation de dossiers	396,48	19
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	396,48	19
Présentation du guide sur les décrets	707,47	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	707,47	4
Présentation du nouveau manuel de gestion des archives des tribunaux - Groupe 6	758,45	8
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	758,45	8
Présentation nouveau manuel de gestion des archives des tribnaux	5 999,32	61
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	5 999,32	61
Préserver sa santé mentale	144,00	2
Barreau du Québec	144,00	2
Preuve civile	186,39	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	186,39	3
Prévenir les conflits par une communication efficace	80 046,01	864
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	80 046,01	864
Principes et enjeux de l'administration publique	832,72	2
Ecole nationale d'administration publique (ENAP)	832,72	2
Procédure Cour supérieure	290,01	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	290,01	4
Procès mérite, expédition	435,68	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	435,68	1
Processus budgétaire	1 052,94	3
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA Canada	1 052,94	3
Programme d'intervention socio judiciaire en conflits sévères de séparation: une coparentalité à construire	216,00	2
Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)	216,00	2
Programmation C#.NET	2 543,96	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 543,96	1
Programmation SQL	2 324,24	1
TECHNOLOGIA Formation Conseil	2 324,24	1
Programmation VBA	5 001,54	3
AFI Expertise	5 001,54	3

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Programme d'assurance qualité des services financiers (PAQSF)	2 975,15	27
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 975,15	27
Programme de formation Accès gouvernance	438,27	2
Chambre de commerce et d'industrie de Québec	438,27	2
Programme de mesures de rechange général pour adultes (PMRG)	78,75	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	78,75	3
Projet de la C-24	45,10	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	45,10	2
Propriété intellectuelle pour tous: Les marques de commerce et le droit d'auteur	327,16	2
Barreau du Québec	327,16	2
Protéger votre entreprise contre la fraude	232,58	3
Barreau de Montréal	232,58	3
Publication dans la SEAO	464,81	9
Secrétariat du Conseil du trésor	464,81	9
Publication offre d'emploi en affectation ou en mutation	666,54	3
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	666,54	3
Quantification de la perte de profit: la vision de la Cour d'appel du Québec et celle du juricomptable	436,00	2
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	436,00	2
Quelles sont vos options pour éviter une brèche de sécurité ou en réduire les conséquences?	174,79	2
Langlois avocats	174,79	2
Radiations Légales	4 588,85	5
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 588,85	5
RDPRM - Juridique	2 613,42	5
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	2 613,42	5
Réalisation des AIR	250,44	2
Min. Economie, Innov., Export. Qc (MEIE)	250,44	2
Recherches sur le phénomène de la querulence	1 456,28	24
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 456,28	24
Rédaction administrative - Ecrire des textes structurés et ciblés	979,96	1
Accent Formation	979,96	1
Rédaction des ententes en matière de protection de la jeunesse et conf de facilitation dans le cadre de la LSJPA	1 914,03	12
Barreau du Saguenay-Lac Saint-Jean	1 914,03	12
Rédaction stratégique	2 373,31	9
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	2 373,31	9
	100,50	2
Regard changeant: le juridique à l'ère de l'univers numérique et des médias		
Barreau du Québec	100,50	2
Regard sur le rôle de l'avocat	316,50	2
Barreau du Québec	316,50	2
Régime de pension alimentaire	641,25	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	641,25	1
Règles en matières civiles et actions collectives dans les nouvelles directives du district de Montréal	306,00	2
Barreau de Montréal	306,00	2
Réinventer la justice pénale: Le Douzième Symposium national	2 484,16	2
Ministère de la Justice du Canada	2 484,16	2
Réinventer l'expérience candidat pour gagner en attraction et en vitesse de recrutement	779,18	3
Ordre des conseillers en ress. hum. agréés (ORHRI) (Affaires RH)	779,18	3
Relations Canada - UE à l'heure de l'administration Trump	147,34	2
Université Laval	147,34	2
Relations intergouvernementales canadiennes: défis actuels et à venir	165,96	2
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC)	165,96	2
Rencontre annuelle 2019 - Direction générale de l'expertise immobilière - MTQ	212,36	4
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Electrification des transports	212,36	4
Rencontre annuelle en expropriation	545,46	1
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Electrification des transports	545,46	1
Rencontre de la DSCSA	20 287,68	81
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	20 287,68	81
Rencontre des gestionnaires	1 166,97	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 166,97	3
Rencontre des professionnels	2 576,52	24
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 576,52	24
Répondants en sécurité physique	368,70	3
Ministère de la Sécurité publique du Québec	368,70	3
Résoudre les conflits	8 188,38	123
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 188,38	123
Réunion de formation et d'information	31 403,70	805
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	31 403,70	805
Revue annuelle en droit administratif	288,00	2
Association du Barreau canadien (L')	288,00	2
Revue de l'année 2019 en droit des marques de commerce	3 741,72	8
Association du Barreau Canadien-Division de Québec (ABC-Qc) (L')	3 741,72	8

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
RPAL	1 001,25	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 001,25	2
SADE	555,64	12
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	555,64	12
SAGESSE	10 443,52	56
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 443,52	56
Saisie viking	169,52	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	169,52	1
Salon connexion 2019 - transformation numérique	6 791,70	6
Événement les affaires	6 791,70	6
Santé et sécurité au travail	509,38	5
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	28,48	2
Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail, secteur Administration pr	480,90	3
Scrum master	2 135,12	1
Ecole de technologie supérieure (ETS)	2 135,12	1
Séance d'information SIGRI programmation et bilan en RI	182,32	1
Secrétariat du Conseil du trésor	182,32	1
Secourisme en milieu de travail	2 936,00	5
Formation Urgence Lanaudière	334,74	1
Opti-Soins Clinique médicale privée	797,44	2
Formation Prévention Secours Inc.	1 803,82	2
Secret professionnel des CPA	136,74	3
Comptables professionnels agréés du Canada - CPA Canada	136,74	3
Secrétaire de comités de sélection	787,32	6
Secrétariat du Conseil du trésor	787,32	6
Séminaire MJQ - Technique d'interrogatoire et de contre interrogatoire - Formationn de techniques de plaidoirie	74 606,06	38
Barreau du Québec	16 875,18	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	57 730,88	32
SéQCure 2019	1 183,35	4
Québec numérique	1 183,35	4
Service à la clientèle : Les meilleures pratiques au téléphone, par courriel et en personne	10 000,00	44
TECHNOLOGIA Formation Conseil	10 000,00	44
Service client comptoir criminel	1 443,40	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 443,40	2
Service des jugements	652,37	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	652,37	6
Services à la clientèle, rôle	435,68	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	435,68	1
Services financiers	23 543,43	50
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	23 543,43	50
Session d'accueil	15 816,75	130
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	15 816,75	130
Session de sensibilisation sur la gestion de projet	1 185,86	7
GP Québec-Le groupe d'intérêt en gestion de projets publics au Québec (PMI sector	1 185,86	7
Simulation EVE	4 405,13	333
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	4 405,13	333
	1 235,22	6
Solution de dotation en ligne demandes de personnel, repérage et nomination		
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	1 235,22	6
Soutien aux études	50 814,36	18
HEC Montréal (Ecole des hautes études commerciales)	13 537,80	3
Université Laval	37 276,56	15
Stagiaire - greffe criminel	471,52	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	471,52	1
Stagiaire - greffière-audicière	8 534,86	17
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	8 534,86	17
Suivi des cibles d'effectifs budgétaires	58 170,25	178
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	58 170,25	178
Suramende compensatoire	447,92	16
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	447,92	16
SUSE EXPERT DAYS	364,64	1
Suse Canada	364,64	1
Système Advitam	11 509,87	115
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 509,87	115
Système de suivi de dossiers des CAVAC (SCAVAC ou SSC)	1 477,52	14
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 477,52	14
Système gestion des infractions et perception des amendes (SGIPA)	31 627,66	125
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	31 627,66	125
Système informatique SPG-adolescents	346,14	10
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	346,14	10
Table de législation	458,36	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	458,36	2
Table d'échange - territoire et affaires immobilières	661,02	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	661,02	4
Table d'échange et de perfectionnement	968,14	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	968,14	6

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Table d'échange et de perfectionnement en accès à l'information et en protection des renseignements personnels	1 347,24	8
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 347,24	8
Table d'échange et de perfectionnement en droit autochtone	1 602,60	16
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 602,60	16
Table d'échange et de perfectionnement en matière de législation	779,74	4
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	779,74	4
Table d'échange et de perfectionnement sur les contrats	3 891,72	20
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 162,38	6
Ministère des Finances du Québec (MFQ)	2 729,34	14
Table ronde sur le texte anglais des lois québécoises	7 656,21	36
Université Laval	7 656,21	36
Tâches du comptoir criminel	435,68	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	435,68	1
Tarif criminel	14 567,37	223
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	14 567,37	223
Tarif en matière civile	11 479,88	174
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	11 479,88	174
Taxation des témoins	10 682,63	179
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	10 682,63	179
Technicienne au comptoir, rôle	724,92	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	724,92	1
Technicien en droit	106 225,33	152
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	106 225,33	152
Technicienne greffe criminel	724,92	1
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	724,92	1
Techniques d'interrogatoire et de contre interrogatoire	1 969,24	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 969,24	6
Techniques de plaidoirie	9 681,81	54
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	9 681,81	54
	1 055,20	6
Technologies de l'information : Comment protéger la propriété intellectuelle		
Association du Barreau canadien (L')	1 055,20	6
Télécom 2019	736,76	1
Info Télécom	736,76	1
Tendances en matière de gestion des conflits	363,78	3
Association des conseillers en gestion des ressources humaines (ACGRH)	363,78	3
Tireurs actifs	108,63	10
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	108,63	10
Tout est une question de données... Mais qui en est le propriétaire?	217,42	2
Blake, Cassels & Graydon S.E.N.C.R.L./s.r.l.	217,42	2
Transfert de connaissances	1 032,35	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 032,35	2
Transfert d'expertise en comptabilité	2 100,00	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	2 100,00	2
Transfert d'expertise pour le soutien aux enquêteurs du SCR	666,40	2
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	666,40	2
Transformation de la justice : prêts pour un procès sans papier	7 750,64	26
Barreau du Québec	5 218,91	8
Barreau de la Mauricie	617,70	6
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 914,03	12
Transmission de la reddition de comptes au 30 juin	315,86	6
Secrétariat du Conseil du trésor	315,86	6
Tribunal des professions	1 412,40	3
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 412,40	3
Utilisation du système de gestion de la DSJCNR	933,82	14
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	933,82	14
Vavilov: l'impact sur la rédaction législative	431,58	4
Institut canadien d'administration de la justice	431,58	4
Vers une justice accessible	1 239,12	18
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)	1 239,12	18
Vidéoformation: Antécédents judiciaires et refus d'embauche: discrimination ou non?	310,64	2
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	310,64	2
Visite du DPCP et du BIA au MFFP	612,36	3
Min. Forêts, Faune et Parcs Qc (MFFP)	612,36	3
Webinaire sur l'autorisation du dirigeant de l'organisme	1 065,90	15
Secrétariat du Conseil du trésor	1 065,90	15
Webinaire-Apprenez à cohabiter avec votre stress	100,23	3
Événement les affaires	100,23	3
Total général	3 512 823,89	17 222

**Liste des formations suivies par le personnel du Fonds Accès Justice
entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020**

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Session d'accueil	262,44	2
Ministère de la Justice du Québec	262,44	2
Total général	262,44	2

**Liste des formations suivies par le personnel du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels
entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020**

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Session d'accueil	136,74	1
Ministère de la Justice du Québec	136,74	1
Total général	136,74	1

**Liste des formations suivies par le personnel du Fonds des registres
entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020**

Titre de l'activité et nom du fournisseur	Coût total	Nombre de participants
Agir en leader-coach	1 242,05	1
Alliance des cadres de l'État	1 242,05	1
Analyse d'impact réglementaire (AIR)	453,74	1
Bureau de la gouvernance et de la coopération réglementaire	453,74	1
Architecture d'entreprise : définir les principes et la méthode	2 979,70	2
École de technologie supérieure (ÉTS)	2 979,70	2
Cercle des jeunes leaders de l'administration publique	5 479,23	4
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	5 479,23	4
Certification (RDPRM)	935,20	2
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	935,20	2
Conférence canadienne sur les sûretés	4 127,03	1
BC Registries and Online Services	4 127,03	1
CRM	204,63	4
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	204,63	4
Formation Lean six sigma de niveau ceinture blanche	4 327,72	39
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	4 327,72	39
GED	600,71	5
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	600,71	5
Mesures d'urgence	206,70	3
Société québécoise des infrastructures (SQI)	206,70	3
Milieu de travail en transformation	1 578,22	2
RRSPT-Regroupement de Réseaux en Santé des Personnes au Travail	1 578,22	2
MS Project 2013/2016 débutant	876,08	1
Versalys	876,08	1
Notification	637,28	7
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	637,28	7
Outlook - Intermédiaire	318,69	1
Versalys	318,69	1
PGAGL - Programme gouv. d'apprentissage du gestionnaire	1 907,88	3
École nationale d'administration publique (ÉNAP)	1 907,88	3
RADPLUS	438,90	1
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	438,90	1
RDPRM - Juridique	902,16	1
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	902,16	1
Registre de Lobbyistes - Juridique	149,59	1
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	149,59	1
Registre des lobbyistes - Technique	523,57	1
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	523,57	1
Registre des ventes	2 813,58	8
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	2 813,58	8
Revue des concepts fondamentaux en contrôle interne	502,87	1
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (CPA)	502,87	1
Salon sur les meilleures pratiques d'affaires (MPA 2019)	451,89	1
Mouvement québécois de la qualité	451,89	1
Technologie des chaînes de blocs et les cryptomonnaies	405,40	3
Éditions Yvon Blais (Thomas Reuters)	405,40	3
Transfert de connaissances GCC et ICPG	964,96	2
Direction des registres et de la certification (DRC) du MJQ	964,96	2
Total général	33 027,78	95

P.85 POUR 2019-2020, POUR CHACUNE DES MATIÈRES DES DIFFÉRENTES CHAMBRES DE LA COUR DU QUÉBEC, INDIQUER :

- A. LE DÉLAIS MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENTS DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;**
- B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.**

MINISTÈRE

A. LE DÉLAI MOYEN DE CHACUNE DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA RÉCEPTION DU DOSSIER À LA RÉDACTION DE LA DÉCISION;

POUR LES DOSSIERS EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE, LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA QUESTION P.41.

B. LA MOYENNE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR CHACUN DES JUGES.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE NE DISPOSE PAS DE L'INFORMATION PERMETTANT DE RÉPONDRE À CETTE QUESTION.

P.86 TABLEAU DÉTAILLÉ DE LA MISE EN ŒUVRE DE CHAQUE RECOMMANDATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU DEPUIS LE 24 NOVEMBRE 2015. VENTILER L'INFORMATION DE LA FAÇON SUIVANTE :

- A. NUMÉRO DE LA RECOMMANDATION;**
- B. MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RECOMMANDATION;**
- C. MESURES PRISES EN 2019-2020 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME (LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES, ADMINISTRATIVES, FINANCIÈRES, ETC.)**
- D. SOMMES INVESTIES EN 2019-2020 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.**

MINISTÈRE			
NUMÉRO	MINISTÈRE OU ORGANISME RESPONSABLE	MESURES PRISES	SOMME INVESTIES EN 2019-2020
28	OPQ (MJQ)	DANS LA MESURE OÙ LE CODE DES PROFESSIONS ENCADRE PRINCIPALEMENT L'ACTION DU PROFESSIONNEL ET NON L'ENTITÉ POUR LAQUELLE IL AGIT, L'OFFICE ET LA MINISTRE DE LA JUSTICE ONT CONVENU DE REPREDRE DES TRAVAUX D'ANALYSE EN 2020 EN VUE DE RÉPONDRE À CETTE RECOMMANDATION.	N/A

P.87 ÉTAT DE SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL POUR LUTTER CONTRE LA RADICALISATION ADOPTÉ EN JUIN 2015. INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES AUX ACTIONS ET INITIATIVES QUI DÉCOULENT DE CETTE MISE EN ŒUVRE.

POUR CHAQUE INITIATIVE, DÉCRIRE L’OBJECTIF RECHERCHÉ, INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES, LES BÉNÉFICIAIRES, LES MESURES DE SUIVI ET CONTRÔLE APPLICABLES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L’INTÉGRATION.

- P.88 ÉTAT DE SITUATION SUR LES ACTIVITÉS DU COMITÉ DE LIAISON AVEC LES COMMUNAUTÉ MUSULMANE ANNONCÉ VERS LE 18 NOVEMBRE 2014. INDIQUER :**
- A. LES SOMMES ALLOUÉES AU FONCTIONNEMENT DE CE COMITÉ ET AUX INITIATIVES QUI EN ONT DÉCOULÉES;
 - B. LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES DEPUIS SA CRÉATION, AVEC LES DATES;
 - C. LE NOM DES MEMBRES DU COMITÉ.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION.

P.89 ÉTAT DE SITUATION DES ACTIVITÉS DU CENTRE DE PRÉVENTION À LA RADICALISATION DEPUIS SA CRÉATION.

- A. **INDIQUER LES MEMBRES DE LA DIRECTION ET LES ADMINISTRATEURS, SI APPLICABLE;**
- B. **INDIQUER LES SOMMES ALLOUÉES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LES INITIATIVES DU CENTRE;**
- C. **FAIRE UN PORTRAIT DES RÉSULTATS DES INTERVENTIONS DU CENTRE, NOTAMMENT LE NOMBRE DE CAS TRAITÉS ET LEUR SUIVI PAR LE CENTRE.**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

P.90 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2019-2020 ET DE CELLES PRÉVUES EN 2020-2021 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, INCLUANT LE FINANCEMENT DES GROUPES.

MINISTÈRE

DESCRIPTION	2019-2020
FINANCEMENT DES CAVAC	
CLIENTÈLE FEMMES*	16 446 642 \$
CLIENTÈLE JEUNES DE MOINS DE 18 ANS*	1 930 606 \$
FINANCEMENT CENTRE D'EXPERTISE EN AGRESSION SEXUELLE MARIE-VINCENT	420 700 \$
FINANCEMENT SERVICES INTÉGRÉS EN ABUS ET MALTRAITANCE	100 000 \$
TOTAL CLIENTÈLE FEMMES	16 446 642 \$
TOTAL CLIENTÈLE DE MOINS DE 18 ANS	2 451 306 \$
TOTAL	18 897 948 \$

* LES MONTANTS FOURNIS CORRESPONDENT À LA PROPORTION DE SERVICES RÉELLEMENT CONSOMMÉS PAR LES CLIENTÈLES FEMMES (69,05%, 45 525 PERSONNES VICTIMES) ET JEUNES DE MOINS DE 18 ANS (8,11%, 5 344 PERSONNES VICTIMES) POUR L'EXERCICE FINANCIER 2019-2020, EN DATE DU 5 JUIN 2020.

P.91 POUR 2019-2020, NOMBRE D'INTERPRÈTES QUI ONT REÇU LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

PARMI LES 35 INTERPRÈTES QUI SONT SOUS CONTRAT AVEC LE MJQ, 12 INTERPRÈTES SONT QUALIFIÉS CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES SOIT 9 INUITS, 1 CRI ET 2 INNUS.

P.92 EN DATE DU 31 MARS 2020, NOMBRE D’INTERPRÈTES QUI DÉTIENNENT LEUR QUALIFICATION CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES, VENTILÉ PAR NATION AUTOCHTONE.

MINISTÈRE

NOMBRE D’INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT : **35**

- INUIT : 13
- CRIE : 10
- INNUE : 3
- ALGONQUIN : 2
- INNUE ET NASKAPIE : 1
- ATTIKAMEKW : 5
- CRIE, INUIT (MONTAGNAIS), INUKTITUT : 1

NOMBRE D’INTERPRÈTES AUTOCHTONES SOUS CONTRAT QUALIFIÉS : **12**

- INUIT : 9
- CRIE : 1
- INNUE : 2

P.93 POUR 2019-2020, NOMBRE DE SÉANCES D’EXAMENS ORGANISÉES POUR QUALIFIER DES INTERPRÈTES CONFORMÉMENT AU PROCESSUS DE QUALIFICATION DES INTERPRÈTES JUDICIAIRES EN LANGUES AUTOCHTONES.

MINISTÈRE

UNE SÉANCE D’EXAMEN POUR QUALIFIER LES INTERPRÈTES EN LANGUE NASKAPIE A EU LIEU LE 17 FÉVRIER 2020 DANS LA RÉGION DE LA CÔTE-NORD (SCHEFFERVILLE).

MINISTÈRE

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L'ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N'EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N'EST INCLUSE AU TABLEAU.

RÉGIONS	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
ABITIBI	206	207 854,48 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	546,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	202	204 895,48 \$
LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE-JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC (RLRQ, C. D-13.1)	2	2 413,00 \$
ALMA	59	48 531,00 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	178,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	58	48 353,00 \$
ARTHABASKA	33	27 543,50 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	33	27 543,50 \$
BAIE-COMEAU	83	81 277,60 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	500,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	81	80 777,60 \$
BEAUCE	96	94 046,82 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	96	94 046,82 \$
BEAUHARNOIS	62	34 480,00 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	32	10 557,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	30	23 923,00 \$
BEDFORD	111	93 810,62 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	3	796,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	108	93 014,62 \$
BONAVENTURE	59	49 543,28 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	59	49 543,28 \$
CHARLEVOIX	49	39 620,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	49	39 620,00 \$
CHICOUTIMI	116	110 898,32 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	116	110 898,32 \$
DRUMMOND	90	74 887,52 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	90	74 887,52 \$
FRONTENAC	57	50 318,55 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	57	50 318,55 \$
GASPÉ	97	65 583,24 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	3	500,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	94	65 083,24 \$
GATINEAU	116	91 876,55 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	10	8 583,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	106	83 293,55 \$
IBERVILLE	20	11 054,50 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	574,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	18	10 480,50 \$
JOLIETTE	226	147 369,82 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	16	6 708,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	210	140 661,82 \$
KAMOURASKA	77	67 950,79 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	77	67 950,79 \$
LABELLE	228	231 859,21 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	5	1 535,84 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	223	230 323,37 \$

RÉGIONS	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
LAVAL	15	16 120,00 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	314,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	14	15 806,00 \$
LONGUEUIL	12	9 365,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	12	9 365,00 \$
MÉGANTIC	61	69 891,75 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	61	69 891,75 \$
MINGAN	60	47 419,72 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	7	9 559,50 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	53	37 860,22 \$
MONTMAGNY	60	54 702,49 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	267,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	59	54 435,49 \$
MONTREAL	12	9 999,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	12	9 999,00 \$
PONTIAC	75	69 164,00 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	229,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	74	68 935,00 \$
QUÉBEC	142	111 210,90 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	2	423,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	140	110 787,90 \$
RICHELIEU	79	81 702,16 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	15	11 322,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	64	70 380,16 \$
RIMOUSKI	173	122 288,61 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	323,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	172	121 965,61 \$
ROBERVAL	135	99 030,11 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	5	1 515,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	130	97 515,11 \$
ROUYN-NORANDA	33	35 484,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	33	35 484,00 \$
SAINT-FRANÇOIS	204	243 094,64 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	417,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	203	242 677,64 \$
SAINT-HYACINTHE	20	17 245,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	20	17 245,00 \$
SAINT-MAURICE	188	183 677,16 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	1	442,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	187	183 235,16 \$
TÉMISCAMINGUE	73	55 996,19 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	3	1 013,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	70	54 983,19 \$
TERREBONNE	99	76 054,97 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	12	3 653,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	87	72 401,97 \$
TROIS-RIVIÈRES	51	45 762,13 \$
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	9	3 772,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, C. C-61.1)	42	41 990,13 \$
TOTAL GÉNÉRAL	3 277	2 876 713,63 \$

NOTE : LES MONTANTS INSCRITS REPRÉSENTENT LES SOMMES PERÇUES PAR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES EN 2019-2020 EN REGARD DES ARTICLES D'INFRACTION MENTIONNÉS.

MINISTÈRE

LA LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE NE COMPREND PAS DE DÉFINITION DE « BRACONNAGE ». EN L’ABSENCE DE PRÉCISION DANS LA QUESTION, LA DÉFINITION COURANTE A ÉTÉ UTILISÉE COMME RÉFÉRENCE POUR IDENTIFIER LES INFRACTIONS RELEVANT DE CETTE CATÉGORIE. AINSI, IL A ÉTÉ DÉTERMINÉ QUE LES INFRACTIONS APPARAISSANT AU TABLEAU JOINT ENTRENT DANS LA DÉFINITION DE « CHASSER OU PÊCHER EN VIOLATION DES LOIS ET RÈGLEMENTS ».

POUR LES INFRACTIONS EN VERTU DE LA LOI SUR LES PÊCHES, IL N’EST PAS POSSIBLE DE DÉTERMINER LES « REVENUS GÉNÉRÉS PAR LES AMENDES OCTROYÉES AUX BRACONNIERS ». LA PROCÉDURE DÉCOULE DU CODE CRIMINEL ET NOTRE SYSTÈME NE PERMET PAS DE FAIRE CETTE EXTRACTION. AUCUNE INFRACTION RELEVANT DE LA LOI SUR LES PÊCHES N’EST INCLUSE AU TABLEAU.

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
LOI DE 1994 SUR LA CONVENTION CONCERNANT LES OISEAUX MIGRATEURS (L.C. 1994, CH. 22)	131	49 444,00 \$
10(1)	4	3 855,00 \$
11(1)	2	646,00 \$
12(1)	7	3 234,00 \$
14(1)	36	11 321,00 \$
14(3)	2	646,00 \$
15(1)(D)	11	3 003,00 \$
15(2)	2	546,00 \$
15.1(1)(A)	3	820,00 \$
15.1(1)(B)	5	1 368,00 \$
17(B)	4	1 092,00 \$
4(6)(A)(I)	5	751,00 \$
5(1)	3	1 092,00 \$
5(3)	3	548,00 \$
5(4)	5	1 365,00 \$
5(A)	25	10 569,00 \$
6(B)	4	3 769,00 \$
7	8	4 273,00 \$
9	2	546,00 \$
LOI SUR LA CONSERVATION ET LA MISE EN VALEUR DE LA FAUNE (RLRQ, c. C-61.1)	2 363	2 102 487,93 \$
1	3	1 087,00 \$
1.4	11	3 993,00 \$
10	2	726,00 \$
10.2	2	734,00 \$
109	1	2 737,00 \$
11	2	653,00 \$
12	7	3 842,00 \$
128.6	8	7 198,00 \$
128.7	2	2 258,00 \$
12AL.1	4	1 515,00 \$
12AL.2	15	5 507,00 \$
12AL.4	2	728,00 \$
13.1	22	8 144,00 \$
13.2	1	363,00 \$
13.3	1	363,00 \$
13.5	128	46 131,00 \$
13.6	6	1 816,00 \$
13.9	3	1 089,00 \$
14	77	124 471,00 \$
15	18	6 552,00 \$

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
16	2	1 372,00 \$
17	34	35 317,00 \$
17.2	69	24 548,00 \$
171.4	188	65 150,00 \$
176	3	8 211,00 \$
18	23	58 260,00 \$
19	222	93 450,00 \$
19.1	1	363,00 \$
20AL.3	1	363,00 \$
21	70	58 991,00 \$
24	1	290,00 \$
25	6	2 616,30 \$
25.2	1	364,00 \$
25.3	21	6 751,00 \$
26	37	13 375,00 \$
26AL.1	7	2 399,00 \$
27	19	9 923,00 \$
29	1	363,00 \$
3	138	48 431,00 \$
3.1	4	1 453,00 \$
30	11	3 995,00 \$
30.1	10	26 458,00 \$
30.2	5	4 195,00 \$
30.3	8	5 484,00 \$
30.4	2	5 474,00 \$
31	1	363,00 \$
32	1	363,00 \$
33	1	363,00 \$
34	81	195 460,00 \$
35	4	1 452,00 \$
36	3	1 089,00 \$
37	2	726,00 \$
38	191	133 385,00 \$
39	15	5 409,00 \$
4	15	15 659,00 \$
40	1	363,00 \$
42	19	11 528,00 \$
43	1	363,00 \$
44	2	726,00 \$
45	5	1 815,00 \$
47	3	5 474,00 \$
49	1	714,00 \$
52	4	10 948,00 \$
55	4	2 752,00 \$
56AL.1	14	17 213,00 \$
57AL.1(1)	256	172 016,00 \$
57AL.1(2)	8	8 919,00 \$
57AL.1(3)	52	34 527,63 \$
59	3	2 227,00 \$
6	3	1 089,00 \$
61	6	2 187,00 \$
67	1	686,00 \$
68	28	11 046,00 \$

ARTICLES DE LOI	NOMBRE DE DOSSIERS	MONTANT AMENDES, FRAIS ET CONTRIBUTIONS
69	8	15 140,00 \$
7	26	9 395,00 \$
7.1	2	728,00 \$
70	16	48 370,00 \$
71	293	658 267,00 \$
78.5	1	363,00 \$
7AL.3	1	363,00 \$
8	1	363,00 \$
87	4	1 452,00 \$
88	1	363,00 \$
9	5	1 816,00 \$
9.1	13	4 669,00 \$
96	68	24 833,00 \$
LOI SUR LES DROITS DE CHASSE ET DE PÊCHE DANS LES TERRITOIRES DE LA BAIE-JAMES ET DU NOUVEAU-QUÉBEC (RLRQ, c. D-13.1)	1	98,00 \$
36AL.1	1	98,00 \$
TOTAL GÉNÉRAL	2 495	2 152 029,93 \$

NOTE : LE MONTANT TOTAL DES AMENDES, DES FRAIS JUDICIAIRES ET DE LA CONTRIBUTION PÉNALE APPARAÎSSANT SUR LES CONSTATS D'INFRACTION SIGNIFIÉS EN 2019-2020.

MINISTÈRE

LE 24 AVRIL 2018, LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE A FAIT L'OBJET D'UNE ANNONCE.

LE DÉPLOIEMENT DE SES MESURES EST AMORCÉ ET IL SE POURSUIVRA EN 2020-2021. LE PLAN POUR MODERNISER LE SYSTÈME DE JUSTICE PRÉVOIT TROIS AXES.

1. INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES : CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

- LE PROJET VISANT LA DIVULGATION DE LA PREUVE EN MATIÈRE PÉNALE A ÉTÉ MIS EN PLACE EN AVRIL 2019. AU 31 MARS 2020, 4 810 CHANGEMENTS DE PLAIDOYERS DE CULPABILITÉ ONT ÉTÉ REÇUS AU BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES (SUR 46 906 DIVULGATIONS DE PREUVES TRANSMISES), CE QUI CORRESPOND À 10,25% DE DOSSIERS EN MOINS À JUDICIARISER.
- LE DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME DE MESURES DE RECHANGE GÉNÉRAL VISANT LA DÉJUDICIARISATION DU TRAITEMENT DE CERTAINES INFRACTIONS. AU 31 MARS 2020, LE PROGRAMME ÉTAIT DISPONIBLE DANS 18 DES 36 DISTRICTS JUDICIAIRES.
- LE DÉPLOIEMENT DE LA VISIOCOMPARUTION ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE ET LES CENTRES DE DÉTENTION;
 - o L'IMPLANTATION DE LA VISIOCOMPARUTION EST COMPLÉTÉE :
 - MONTRÉAL : ENTRE LE PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL ET 3 ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION (MONTRÉAL, RIVIÈRE-DES-PRAIRIES ET LAVAL).
 - MONTÉRÉGIE-EST : ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE DE SOREL, ST-HYACINTHE, VALLEYFIELD, ST-JEAN-SUR-RICHELIEU ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL.
 - CENTRE-DU-QUÉBEC : ENTRE LE PALAIS DE JUSTICE DE DRUMMONDVILLE ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SOREL.
 - GATINEAU : ENTRE LE PALAIS DE JUSTICE DE GATINEAU, MANIWAKI ET CAMPBELL'S BAY ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE GATINEAU.
 - ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE D'AMOS, ROUYN-NORANDA ET VAL-D'OR ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION D'AMOS.
 - SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN : ENTRE LES PALAIS DE JUSTICE DE CHICOUTIMI, ALMA, CHIBOUGAMAU, ROBERVAL ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE ROBERVAL.
 - CÔTE-NORD : ENTRE LE PALAIS DE JUSTICE DE SEPT-ÎLES ET L'ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION DE SEPT-ÎLES.
- LA MISE EN OEUVRE DE LA PHASE 1 DU GUICHET UNIQUE D'INFORMATION JURIDIQUE MULTICANAL EST EN COURS.

2. METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

- LE PROGRAMME LEXIUS VISANT LA MISE EN PLACE DU DOSSIER JUDICIAIRE NUMÉRIQUE;
 - o LES TRAVAUX DE CONCEPTION SE SONT POURSUIVIS. LE MINISTÈRE A PROCÉDÉ À UN EXERCICE D'OPTIMISATION, DE NORMALISATION ET D'HARMONISATION DE SES PROCESSUS D'AFFAIRES. IL A ÉTÉ DÉCIDÉ DE LIVRER LEXIUS EN LE DÉCOUPANT EN PROJETS AFIN DE DONNER LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE DE LA VALEUR À LA CLIENTÈLE.
 - o DES RENCONTRES RÉGULIÈRES ET DES ATELIERS DE TRAVAIL ONT EU LIEU AVEC LES PARTENAIRES DE LA JUSTICE AFIN DE PRÉSENTER LA VISION D'AFFAIRES, VALIDER LES PROCESSUS CIBLES ET ASSURER LES ARRIMAGES REQUIS.

UN PROJET COMPLÉMENTAIRE AU PROGRAMME LEXIUS A ÉTÉ RÉALISÉ, SOIT LE GREFFE NUMÉRIQUE DE LA COUR D'APPEL QUI PRÉVOIT LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME EN LIGNE DE DÉPÔT DE PROCÉDURES D'APPELS ET DE PAIEMENTS DES TRANSACTIONS, REJOIGNANT AINSI TOUS LES CITOYENS PRÉSENTS SUR TOUT LE TERRITOIRE.

- LE PROGRAMME DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES;
 - o AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE, PLUSIEURS PROJETS D'INFRASTRUCTURES IMPORTANTS ONT ÉTÉ DÉMARRÉS OU SE SONT POURSUIVIS. DES PROJETS TELS QUE :
 - LA MISE À NIVEAU DU SYSTÈME D'EXPLOITATION DES POSTES QUI CONSISTE À PROCÉDER À LA MIGRATION DES SYSTÈMES D'EXPLOITATION VERS LA VERSION WINDOWS 10 ET TOUCHE L'ENSEMBLE DU MINISTÈRE EN TERMES D'UTILISATEURS ET DE POSTES INFORMATIQUES (PC FIXES, ORDINATEURS PORTABLES ET TABLETTES).
 - LA RELOCALISATION DU CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION (CTI) DE MONTRÉAL VERS LE CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ) À QUÉBEC, DANS LAQUELLE EST MAINTENANT TERMINÉE LA PHASE DE MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES PLUS RÉCENTES (EX. : RÉSEAUTIQUES, SERVEURS) NÉCESSAIRES AUX APPLICATIONS ET DOMAINES D'AFFAIRES DU MJQ ET DU DPCP.
 - L'ÉVOLUTION DE LA SOLUTION DE MESSAGERIE VERS OUTLOOK INFONUAGIQUE QUI PERMETTRA LE RETRAIT DE LA SOLUTION NOVELL GROUPWISE.

- LE REHAUSSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, MAINTENANT TERMINÉ, QUI A PERMIS DE CHANGER LES COMPOSANTES MAJEURES DU RÉSEAU, REHAUSSER LES LIENS DE TÉLÉCOMMUNICATION DES SITES ET DES PALAIS, TOUT EN ASSURANT LE DÉPLOIEMENT D'UN RÉSEAU WIFI (SANS FIL) CORPORATIF DANS L'ENSEMBLE DES SITES DU MJQ.

3. COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS DU SYSTÈME DE JUSTICE: CET AXE COMPREND NOTAMMENT :

- LE PROGRAMME DE GESTION ÉLECTRONIQUE DU DOSSIER DE POURSUITE (GESTE)
 - LE PROGRAMME GESTE AVANCE SELON LES PRÉVISIONS. CE PROGRAMME REGROUPE PLUSIEURS PROJETS.
 - LE DOSSIER D'AFFAIRES DU PROJET "RÉCEPTION ET ANALYSE DES DEMANDES D'INTENTER DES PROCÉDURES" A ÉTÉ APPROUVÉ EN JUILLET 2019. CE PROJET VISE LA MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES ET LE DÉVELOPPEMENT DES VERSIONS INITIALES DES SOLUTIONS INFORMATIQUES REQUISES.
 - LES TRAVAUX SE DÉROULENT SELON LA PLANIFICATION ÉTABLIE ET LA VERSION INITIALE DES SOLUTIONS DEVRAIT ÊTRE LIVRÉE EN 2020-2021.

RAPPELONS QUE LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE N’EST PAS QU’UN PROJET TECHNOLOGIQUE. ELLE EST D’ABORD UN CHANGEMENT DE CULTURE ET DES FAÇONS DE FAIRE. CES CHANGEMENTS SERONT APPUYÉS PAR DES PROJETS TECHNOLOGIQUES.

UTILISATION DES BUDGETS PAR AXES – EN M\$

	2017-2018	2018-2019	2019-2020	TOTAL
	DÉPENSES RÉELLES	DÉPENSES RÉELLES	DÉPENSES RÉELLES	
INSTAURER DES PRATIQUES INNOVANTES	0,0	8,4	20,7	29,1
METTRE LA JUSTICE À L'HEURE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	0,8	15,0	37,2	53,0
COMMUNIQUER EFFICACEMENT L'INFORMATION ENTRE LES PRINCIPAUX INTERVENANTS	0,0	3,1	8,2	11,3
TOTAL	0,8	26,5	66,1	93,4

LES MESURES DU PLAN QUI ÉTAIENT EN PHASE DE CONCEPTION AU COURS DE L'ANNÉE 2019-2020 IMPLIQUENT DES DÉPENSES MOINS IMPORTANTES QUE CELLES QUI SERONT REQUISES LORS DES PHASES DE RÉALISATION DES PROCHAINES ANNÉES.

P.97 SUIVI DONNÉ EN RÉPONSE AU RAPPORT DE LA PROTECTRICE DU CITOYEN SUR LES ACTIVITÉS DE LA DIVAC, PUBLIÉ LE 15 SEPTEMBRE 2016. INDIQUER LES MESURES MISES EN PLACE POUR RÉPONDRE AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT.

MINISTÈRE

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-1 BONIFIER LE CONTENU DU SITE INTERNET AFIN QUE TOUTE VICTIME AIT ACCÈS À L'ENSEMBLE DE L'INFORMATION PERTINENTE DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION	REFONTE COMPLÈTE DU SITE WEB DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	15 SEPTEMBRE 2017
	SONDAGE SUR LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE	AUTOMNE 2019
R-2 CORRIGER LES LACUNES DU FORMULAIRE DE DEMANDE DE PRESTATIONS ET DE SES ANNEXES, AINSI QUE DU FORMULAIRE DE RÉVISION, ET BONIFIER L'INFORMATION QU'ILS CONTIENNENT EN S'INSPIRANT NOTAMMENT DES BONNES PRATIQUES EN SEMBLABLES MATIÈRES	PRODUCTION DE TROIS NOUVEAUX FORMULAIRES DE DEMANDES DE PRESTATIONS	31 JUILLET 2017
	PRODUCTION DE FORMULAIRES POUR LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	JUIN 2017
R-3 CONCEVOIR UN GUIDE EXPLICATIF PERMETTANT AUX VICTIMES DE REMPLIR FACILEMENT LA DEMANDE DE PRESTATIONS ET SES ANNEXES	PRODUCTION D'UN GUIDE EXPLICATIF POUR CHAQUE TYPE DE FORMULAIRE DE DEMANDES DE PRESTATIONS	31 JUILLET 2017
R-4 CONCEVOIR UN FORMULAIRE DE RAPPORT MÉDICAL ADAPTÉ AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	PRODUCTION D'UN NOUVEAU FORMULAIRE DE RAPPORT MÉDICAL ADAPTÉ AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS	1 ^{ER} MARS 2019
	MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE COMMUNICATION POUR LANCER LES NOUVEAUX FORMULAIRES MÉDICAUX	15 JANVIER 2020
R-5 CESSER D'EXIGER DE LA VICTIME, AU REGARD DE LA SURVENANCE DE L'ACTE CRIMINEL, QU'ELLE DÉMONTRE LE MOBILE ET LES CIRCONSTANCES PRÉCISES DE L'ACTE CRIMINEL ALLÉGUÉ	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE-CADRE POUR L'ACCÈS AU RÉGIME	21 SEPTEMBRE 2017
	ÉLABORATION DE LA POLITIQUE SUR LA PREUVE DE SURVENANCE DE L'ACTE CRIMINEL	21 SEPTEMBRE 2017
R-6 DONNER PLEIN EFFET À L'ARTICLE 3A) DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, EN INCLUANT DANS LA NOTION DE VICTIME TOUTE PERSONNE QUI SUBIT UN PRÉJUDICE EN ARRIVANT SUR LES LIEUX D'UN CRIME VENANT JUSTE D'ÊTRE PERPÉTRÉ, ET QUI L'AFFECTE OU LA VISE DIRECTEMENT DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE	ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE DE LA NOTION DE VICTIME DANS LES CAS D'ASSASSINAT D'UN ENFANT PAR L'UN DES PARENTS SELON LA DIRECTIVE DE LA MINISTRE DE LA JUSTICE	24 NOVEMBRE 2016
	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE-CADRE POUR L'ACCÈS AU RÉGIME	21 SEPTEMBRE 2017
	POURSUITE DE L'ANALYSE DE LA NOTION DE VICTIME DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DE L'IVAC	EN COURS
R-7 S'ASSURER D'ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ D'ACCORDER LES MESURES TEMPORAIRES EN VERTU DE L'ARTICLE 16 DE LA LOI SUR L'INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, NOTAMMENT DANS LES CAS OÙ LA VICTIME DÉMONTRE DES DIFFICULTÉS D'ACCÈS À UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ	OCTROI DE MESURES TEMPORAIRES LORSQU'UNE PERSONNE VICTIME EN ATTENTE D'UNE DÉCISION D'ADMISSIBILITÉ A DES BESOINS URGENTS	28 FÉVRIER 2018
R-8 RETENIR COMME POINT DE DÉPART DU DÉLAI DE DEUX ANS LA PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ENTRE LA BLESSURE LIÉE À LA RÉCLAMATION ET L'ACTE CRIMINEL, ET CE, MÊME SI LA VICTIME N'A PAS DÉPOSÉ DE DEMANDE POUR UNE BLESSURE PHYSIQUE ANTÉRIEURE	ÉLABORATION DE LA POLITIQUE SUR LE DÉLAI DE PRODUCTION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS	23 JUIN 2017
R-9 ÉTABLIR DES BALISES CLAIRES POUR GUIDER LES AGENTS DANS L'APPRÉCIATION DE LA NOTION DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ENTRE LE PRÉJUDICE SUBI ET L'ACTE CRIMINEL, INCLUANT NOTAMMENT L'OBLIGATION DE PRENDRE CONTACT AVEC LE PROFESSIONNEL CONSULTÉ EN CAS DE REFUS DU MOMENT DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN ALLÉGUÉ PAR LA VICTIME DANS SA DEMANDE	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-10 PRÉVOIR DES BALISES SUPPLÉMENTAIRES POUR L'EXAMEN DE LA JUSTIFICATION DU RETARD DE LA VICTIME EN CAS DE DEMANDE HORS DÉLAI, INCLUANT L'IMPORTANCE DE CONSIDÉRER TOUT MOTIF VALABLE, MÊME EN CAS DE MENTION D'IGNORANCE DE LA LOI	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018
R-11 PRÉVOIR L'OBLIGATION DE RECUEILLIR LES MOTIFS DE LA VICTIME EN CAS DE DÉPLACEMENT DE LA DATE DE PRISE DE CONSCIENCE DU LIEN À UNE DATE ANTÉRIEURE À LA DATE DÉCLARÉE PAR LA VICTIME	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE TRAITANT DU DÉLAI DE PRÉSENTATION D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS POUR DES MOTIFS RAISONNABLES	19 JANVIER 2018
R-12 S'ASSURER QUE L'EXAMEN DE LA FAUTE LOURDE SOIT EFFECTUÉ AU CAS PAR CAS AU REGARD DE LA PRÉVISIBILITÉ DES CONSÉQUENCES ET DE LA DISPROPORTIONNALITÉ DE LA RIPOSTE AU COMPORTEMENT DE LA VICTIME, EN FONCTION DE LA PREUVE PRÉPONDÉRANTE AU DOSSIER ET SUR LA BASE DES ENSEIGNEMENTS DES TRIBUNAUX, ET QU'UNE DIRECTIVE À CET EFFET SOIT PRODUITE ET DIFFUSÉE AU PERSONNEL	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE TRAITANT DE LA NOTION DE FAUTE LOURDE AU SENS DE LA LOI	21 SEPTEMBRE 2017
R-13 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À RÉDUIRE LES DÉLAIS À L'ADMISSIBILITÉ STANDARD ET À L'ADMISSIBILITÉ PARTICULIÈRE	ÉTABLISSEMENT DE DÉLAIS CIBLES	1 ^{ER} JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE DE RÉDUCTION DU NOMBRE DE DOSSIERS EN INVENTAIRE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	MISE EN PLACE DE NOUVEAUX PROCESSUS AU SERVICE DE L'ACCÈS AU RÉGIME	8 JANVIER 2018
R-14 CONVENIR AVEC LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (MSSS) D'UNE PROCÉDURE ASSURANT LA TRANSMISSION DILIGENTE PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE TOUS LES DOCUMENTS REQUIS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC POUR LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS	ENTENTE ENTRE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, LE MJQ ET LE MSSS POUR METTRE EN ŒUVRE UN PLAN D'ACTION COMMUN PERMETTANT DE DIMINUER LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES DOSSIERS MÉDICAUX – INDICATEURS DE SUIVI DÉVELOPPÉS POUR ASSURER UN CONTRÔLE PÉRIODIQUE	23 JUIN 2017
R-15 ACTUALISER OU CONCLURE LES ENTENTES NÉCESSAIRES AVEC LES SERVICES DE POLICE AFIN D'ASSURER UNE TRANSMISSION DILIGENTE DE TOUS LES DOCUMENTS REQUIS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC POUR LE TRAITEMENT DES DEMANDES DE PRESTATIONS	ENTENTE ENTRE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, LE MJQ ET LE MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (MSP) SUR DIFFÉRENTES ACTIONS PERMETTANT DE DIMINUER LES DÉLAIS DE TRANSMISSION DES RAPPORTS DE POLICE ET AUTRES DOCUMENTS REQUIS POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS DES VICTIMES	13 JUIN 2017
	UTILISATION D'UN SUBPOENA POUR COMMANDER LES RAPPORTS DE POLICE	17 DÉCEMBRE 2018
R-16 COMMUNIQUER VERBALEMENT AVEC TOUTES LES VICTIMES ADMISES AU RÉGIME AFIN DE S'ASSURER D'ÉVALUER LEURS BESOINS POUR DÉTERMINER LES INDEMNITÉS, SERVICES OU SOINS AUXQUELS ELLES ONT LÉGALEMENT DROIT	ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PROCÉDURE DE PRIORISATION DES DOSSIERS POUR PERMETTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS URGENTS ET IMMÉDIATS DANS UN DÉLAI DE 7 JOURS, D'ICI 3 ANS	19 JANVIER 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI PRIORISE UNE COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE À L'ENSEMBLE DES VICTIMES ADMISES AU RÉGIME.	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-17 FIXER UNE CIBLE UNIQUE DE SEPT JOURS PERMETTANT D'ÉVALUER RAPIDEMENT LES BESOINS DE CHAQUE VICTIME ADMISE ET D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À ATTEINDRE CETTE CIBLE	ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE PROCÉDURE DE PRIORISATION DES DOSSIERS POUR PERMETTRE L'ÉVALUATION DES BESOINS URGENTS ET IMMÉDIATS DANS UN DÉLAI DE 7 JOURS, D'ICI 3 ANS	19 JANVIER 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI EST INSTAURÉE DANS LES 7 JOURS SUIVANT L'ASSIGNATION DU DOSSIER À UN INTERVENANT	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	ÉLABORATION D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	ESSAIS À PARTIR DE JANVIER 2019
R-18 MODIFIER L'ORIENTATION SUR LA DATE D'ÉVÉNEMENT À RETENIR AFIN QUE LA DATE D'ÉVÉNEMENT SERVANT À ÉVALUER LES INDEMNITÉS CORRESPONDE À LA DATE RÉELLE DE L'ACTE CRIMINEL SUBI OU AU DÉBUT DE LA PÉRIODE PENDANT LAQUELLE LES ACTES CRIMINELS ONT ÉTÉ SUBIS	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA DÉTERMINATION DE LA DATE DE L'ACTE CRIMINEL	5 SEPTEMBRE 2017
	MISE À JOUR DE LA POLITIQUE SUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE SALARIALE	19 JANVIER 2018
R-19 CLARIFIER LA POLITIQUE SUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC, AFIN D'EN SIMPLIFIER L'APPLICATION ET D'EN CONTRÔLER L'EFFICACITÉ UN AN SUIVANT SA MISE EN VIGUEUR	ÉLABORATION D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LE CALCUL DES INDEMNITÉS ET L'ÉTABLISSEMENT DE LA BASE SALARIALE	JUIN 2018
R-20 QU'UNE DÉCISION SUR LE DIAGNOSTIC LIÉ À L'ACTE CRIMINEL SOIT SYSTÉMATIQUEMENT RENDUE DANS TOUS LES DOSSIERS, LE PLUS RAPIDEMENT POSSIBLE SUIVANT LA DÉCISION D'ADMISSIBILITÉ	DÉCISION SUR LE DIAGNOSTIC LIÉ À L'ACTE CRIMINEL DÈS L'ACCÈS AU RÉGIME	17 DÉCEMBRE 2018
	MISE À JOUR DU GUIDE DES LÉSIONS ET ÉLABORATION DE FICHES DÉTAILLÉES POUR OUTILLER LES INTERVENANTS AFIN D'AUGMENTER LEUR AUTONOMIE POUR PRENDRE LES DÉCISIONS RELATIVES AUX DIAGNOSTICS	AOUT 2019
R-21 ÉLABORER UNE ORIENTATION STATUANT CLAIREMENT QUE LE FARDEAU DE LA VICTIME EST DE DÉMONTRER, DE FAÇON PRÉPONDÉRANTE, QUE L'ACTE CRIMINEL EST UNE CAUSE CONTRIBUTOIRE DE LA BLESSURE, ET NON QU'ELLE EST LA CAUSE PRÉDOMINANTE OU PRÉPONDÉRANTE, ET DIFFUSER CETTE ORIENTATION AUX AGENTS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LE LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	21 SEPTEMBRE 2017
	APPLICATION D'UNE DIRECTIVE CONCERNANT LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE	13 SEPTEMBRE 2018
	DÉVELOPPEMENT D'UNE INSTRUCTION DE TRAVAIL POUR FACILITER L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	15 FÉVRIER 2019
	FORMATION DES AGENTS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC À L'INSTRUCTION DE TRAVAIL POUR FACILITER L'APPLICATION DE LA THÉORIE DU CRANE FRAGILE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN ENTRE LA BLESSURE ET L'ACTE CRIMINEL	14 JUIN 2019

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-22 ÉLARGIR SA DÉFINITION DES ACTIVITÉS DE LA VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE EN SE GUIDANT SUR LES LISTES D'ACTIVITÉS RETENUES PAR LE TAQ, ET DE S'ASSURER D'INFORMER LES VICTIMES SANS EMPLOI QU'ELLES PEUVENT CONSULTER UN MÉDECIN POUR OBTENIR UN AVIS SUR LA QUESTION	ÉLABORATION D'UNE GRILLE D'ANALYSE POUR ÉVALUER LES ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE POUR LES PERSONNES VICTIMES AYANT UN STATUT DE SANS-EMPLOI AU MOMENT DE L'ACTE CRIMINEL	8 DÉCEMBRE 2017
	ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE POUR ACCOMPAGNER L'UTILISATION DE LA GRILLE D'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE VIE QUOTIDIENNE ET DOMESTIQUE	1 ^{ER} MARS 2018
R-23 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À RÉDUIRE À 30 JOURS LES DÉLAIS DE VERSEMENT D'INDEMNITÉS POUR INCAPACITÉ TOTALE TEMPORAIRE	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE DANS LES SERVICES D'INTERVENTION	À PARTIR DU 22 JUIN 2018
	LANCEMENT D'UN PROJET-PILOTE AVEC UN NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS QUI EST INSTAURÉE DANS LES 7 JOURS SUIVANT L'ASSIGNATION DU DOSSIER À UN INTERVENANT	ESSAIS À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	DÉPLOIEMENT DU DOSSIER ÉLECTRONIQUE POUR PERMETTRE UN MEILLEUR SUIVI DES INDICATEURS	4 NOVEMBRE 2019
	CONCEPTION D'UN INDICATEUR DE GESTION FAISANT ÉTAT DU DÉLAI DE VERSEMENT DES INDEMNITÉS POUR INCAPACITÉ TOTALE TEMPORAIRE	DÉCEMBRE 2019
R-24 RENDRE DES DÉCISIONS PORTANT SUR L'INDEMNITÉ POUR INCAPACITÉ PERMANENTE QUI DÉTAILLE LES POURCENTAGES AINSI QUE LA NATURE DES SÉQUELLES RECONNUES POUR CHACUN DES VOILETS PSYCHOLOGIQUE, PHYSIQUE ET ESTHÉTIQUE DU DÉFICIT ANATOMOPHYSIOLOGIQUE	RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE QUI MENTIONNE LES ASPECTS DU DÉFICIT ANATOMO-PHYSIOLOGIQUE QUI CONCERNENT LA PERSONNE VICTIME	29 JUIN 2017
	NOUVELLE RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE AFIN DE DÉTAILLER LES POURCENTAGES LIÉS À CHACUN DES ASPECTS DU DÉFICIT ANATOMO-PHYSIOLOGIQUE	11 JUIN 2018
R-25 INFORMER LA VICTIME DES CALCULS MENANT AU MONTANT CAPITALISÉ (A) ET D'ÉVALUER SYSTÉMATIQUEMENT, AVANT DE PROCÉDER À LA CAPITALISATION PRÉVUE À L'ARTICLE 38(3) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, S'IL N'EST PAS CONTRAIRE À L'INTÉRÊT DE LA VICTIME DE PROCÉDER AINSI (B)	PRODUCTION D'UN FORMULAIRE DE CHOIX DE RENTE QUI ACCOMPAGNE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE	20 FÉVRIER 2017
	ACCÈS DIRECT À L'ANNEXE E DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DE TRAVAIL CONCERNANT LE FACTEUR ACTUARIEL, À PARTIR DU SITE WEB DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	30 JUIN 2017
	RÉVISION DE LA LETTRE DE DÉCISION PORTANT SUR L'INCAPACITÉ PERMANENTE AFIN D'Y INCLURE LES INFORMATIONS DÉTAILLÉES PERMETTANT D'EXPLIQUER LE CALCUL D'UN CAPITAL EN FONCTION DE LA VARIABLE ÂGE ET DE LA VARIABLE ACTUARIELLE DE L'ANNEXE E DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL	12 JUIN 2018
R-26 S'ASSURER QUE LORSQU'UN PROFESSIONNEL DU BUREAU MÉDICAL DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC S'APPRÊTE À RENDRE UN AVIS CONTRAIRE À L'OPINION DU MÉDECIN DE LA VICTIME, IL COMMUNIQUE PRÉALABLEMENT AVEC CE DERNIER, ET AU BESOIN, DEMANDE UNE INFORMATION MÉDICALE COMPLÉMENTAIRE, OU RECOURT À UNE EXPERTISE MÉDICALE EXTERNE	ÉLABORATION D'UN GUIDE DE TRAVAIL DU BUREAU MÉDICAL	28 AVRIL 2016
	MISE EN PLACE DE DÉLAIS CIBLE POUR RENDRE UN AVIS MÉDICAL	23 JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UN PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ POUR LE BUREAU MÉDICAL	30 SEPTEMBRE 2017

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
R-27 FIXER UNE CIBLE DE 30 JOURS AU BUREAU MÉDICAL POUR RENDRE SES AVIS, ET D'ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION VISANT À L'ATTEINDRE.	ÉLABORATION D'UNE PROCÉDURE DE PRIORISATION POUR LE TRAITEMENT DES DOSSIERS AU BUREAU MÉDICAL	18 DÉCEMBRE 2017
	RÉVISION DES PROCESSUS, DES ACTIVITÉS ET DES TÂCHES DU BUREAU MÉDICAL	À PARTIR DE MARS 2018
	FORMATION SUR L'OPTIMISATION DU SUIVI MÉDICAL	FÉVRIER 2020
	MISE EN PLACE D'UN NOUVEL INDICATEUR DE GESTION POUR SUIVRE L'AVANCEMENT VERS L'ATTEINTE DE LA CIBLE	DÉCEMBRE 2019
R-28 S'ASSURER QUE LES DÉCISIONS ÉCRITES DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC FONT ÉTAT DE TOUS LES MOTIFS LES JUSTIFIANT, CEUX-CI ÉTANT NÉCESSAIRES À LA VICTIME POUR EN COMPRENDRE LES FONDEMENTS ET EXERCER ADÉQUATEMENT UN ÉVENTUEL RECOURS	RÉVISION DE TOUTES LES LETTRES DE DÉCISION ÉMISES ET DES MOTIFS INDiquÉS SUR LES LETTRES	À PARTIR DE JANVIER 2018, JUSQU'EN FÉVRIER 2020
R-29 ÉTABLIR UN PLAN D'ACTION PRÉVOYANT DES MESURES CONCRÈTES POUR RÉDUIRE LES DÉLAIS DU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE À RENDRE SES DÉCISIONS	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017
	COLLABORATION AVEC LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA CNESST POUR FORMER LES RÉVISEURS DU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC	À PARTIR D'AOÛT 2019
R-30 S'ASSURER QUE LES RÉVISEURS EXERCENT PLEINEMENT LEURS POUVOIRS, NOTAMMENT EN DEMANDANT TOUT DOCUMENT UTILE À LA PRISE DE DÉCISION ET TOUT EXAMEN À UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ LORSQU'ILS LE JUGENT REQUIS	PAIEMENT PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IVAC DES COÛTS LIÉS À TOUTE EXPERTISE QUE LA PERSONNE VICTIME SOUHAITE SOUMETTRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	14 JANVIER 2019
R-31 PERMETTRE LA RECONSIDÉRATION DE TOUTE DÉCISION RENDUE DANS LES MATIÈRES AUTRES QUE CELLES QUI SONT ÉNUMÉRÉES À L'ARTICLE 63(4) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL, POUR TOUTE CAUSE NON FRIVOLE OU ARBITRAIRE ET EN TOUT TEMPS	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA RECONSIDÉRATION	4 OCTOBRE 2017
	APPLICATION DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE POUR RÉVISER OU RECONSIDÉRER UNE DÉCISION	4 FÉVRIER 2019
	FORMATION DE TOUS LES INTERVENANTS SUR LE POUVOIR DE RECONSIDÉRATION	28 FÉVRIER 2019
R-32 PERMETTRE LA RECONSIDÉRATION D'UNE DÉCISION RENDUE DANS LES MATIÈRES DE 63(4) DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL POUR TOUTE ERREUR GRAVE DE NATURE À L'INVALIDER, NOTAMMENT AFIN D'ÉVITER UNE JUDICIARISATION INUTILE	ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE SUR LA RECONSIDÉRATION	4 OCTOBRE 2017
	APPLICATION DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE POUR RÉVISER OU RECONSIDÉRER UNE DÉCISION	4 FÉVRIER 2019
	FORMATION DE TOUS LES INTERVENANTS SUR LE POUVOIR DE RECONSIDÉRATION	28 FÉVRIER 2019
	ENTENTE CONVENUE AVEC LE MJQ POUR QUE LES RÉQUÉRANTS N'AIENT PLUS À SE DÉSISTER DE LEUR RECOURS DEVANT LE BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE OU LE TAQ EN CAS DE RECONSIDÉRATION	AOÛT 2019
R-33 ÉTABLIR DES DÉLAIS CIBLES POUR CHAQUE ÉTAPE DE TRAITEMENT D'UNE DEMANDE DE PRESTATIONS, AINSI QU'UN PLAN D'ACTION PRÉVOYANT DES MESURES CONCRÈTES POUR LES ATTEINDRE	ÉTABLISSEMENT DE DÉLAIS CIBLES DANS LA PLANIFICATION DÉTAILLÉE.	1 ^{ER} JUIN 2017
	DÉVELOPPEMENT D'UN TABLEAU DE BORD PERMETTANT D'EXERCER UN CONTRÔLE ET UN SUIVI DES DÉLAIS RELATIFS AUX DIFFÉRENTES ÉTAPES DU TRAITEMENT D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION, DANS UNE PERSPECTIVE D'AMÉLIORATION CONTINUE	30 NOVEMBRE 2017

RECOMMANDATION DU PROTECTEUR DU CITOYEN	MESURES MISES EN PLACE	DATE D'IMPLANTATION
	MISE EN ŒUVRE DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE À L'ACCÈS AU RÉGIME	À PARTIR DU 8 JANVIER 2018
	MISE EN PLACE D'UN PROJET PILOTE DANS LA SECTION CAS SANS RISQUE D'UN SERVICE D'INTERVENTION, PERMETTANT RAPIDEMENT LA PRISE EN CHARGE EN INDEMNISATION DES DOSSIERS (COMMUNICATION PAR TÉLÉPHONE AVEC LA PERSONNE VICTIME OU LE RÉCLAMANT ET AUTORISATION DES TRAITEMENTS)	À PARTIR DU 16 JUILLET 2018
	DÉPLOIEMENT PROGRESSIF DU NOUVEAU PROCESSUS DE PRISE EN CHARGE EN INDEMNISATION, DES DOSSIERS DANS LES ÉQUIPES D'INTERVENTION	À PARTIR DE NOVEMBRE 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU MÉDICAL	À PARTIR DE MARS 2018
	RÉVISION DES FAÇONS DE FAIRE AU BUREAU DE LA RÉVISION ADMINISTRATIVE	À PARTIR D'OCTOBRE 2017

P.98 **INDIQUER LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE CHEZ LES JURISTES SOUMIS AUX CONDITIONS DE LA LOI ASSURANT LA CONTINUITÉ DE LA PRESTATION DES SERVICES JURIDIQUES AU SEIN DU GOUVERNEMENT ET PERMETTANT LA POURSUITE DE LA NÉGOCIATION AINSI QUE LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DES SALARIÉS ASSURANT LA PRESTATION DE CES SERVICES JURIDIQUES, ET CE, DEPUIS LE 28 FÉVRIER 2017.**

MINISTÈRE

ONZE DÉPARTS À LA RETRAITE.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

P.99 ÉTAT DE SITUATION, AU 31 MARS 2020, DES TRAVAUX DU COMITÉ DE SUIVI INTERMINISTÉRIEL SUR LA SUPERVISION DES DROITS D'ACCÈS. INDIQUER LES ACTIONS PRÉVUES POUR 2020-2021.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

MINISTÈRE

LE 15 MARS 2019, LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A LANÇÉ UNE CONSULTATION PUBLIQUE POUR CONNAÎTRE L'OPINION DE LA POPULATION EN VUE DE MODERNISER LE DROIT DE LA FAMILLE. CETTE CONSULTATION VISAIT À ORIENTER LA RÉFLEXION GOUVERNEMENTALE SUR LES CHANGEMENTS À APPORTER POUR ADAPTER LE DROIT AUX NOUVELLES RÉALITÉS FAMILIALES.

LA CONSULTATION S'APPUYAIT SUR LES RECOMMANDATIONS PROPOSÉES PAR LE COMITÉ CONSULTATIF SUR LE DROIT DE LA FAMILLE. CELLES-CI ONT SERVI DE BASE À LA RÉFLEXION DU GOUVERNEMENT, QUI DÉCIDERAIT DES RÉFORMES À METTRE EN ŒUVRE. CETTE CONSULTATION A PORTÉ SPÉCIFIQUEMENT SUR TROIS THÈMES, SOIT LA PARENTALITÉ, LA CONJUGALITÉ ET LA RELATION AVEC LE BEAU-PARENT.

LA TOURNÉE DE CONSULTATION S'EST TENUE DU 29 AVRIL AU 3 JUIN 2019 DANS ONZE VILLES DU QUÉBEC (TROIS-RIVIÈRES, MONTRÉAL, LAVAL, RIMOUSKI, QUÉBEC, ROUYN-NORANDA, SEPT-ÎLES, GATINEAU, SAGUENAY, GASPÉ ET SHERBROOKE). AU TOTAL, 64 GROUPES ET 71 CITOYENS SE SONT PRÉSENTÉS À LA CONSULTATION. DE PLUS, LES GROUPES ET LES CITOYENS ÉTAIENT INVITÉS JUSQU'AU 28 JUIN 2019 À DÉPOSER UN MÉMOIRE. 100 MÉMOIRES ONT ÉTÉ TRANSMIS DONT 54 PROVENANT DE GROUPES ET DE CITOYENS QUI NE SE SONT PAS PRÉSENTÉS À LA CONSULTATION. 63 DES 100 MÉMOIRES SE RETROUVENT SUR LE SITE WEB DU MJQ AU LIEN SUIVANT :

[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/DOSSIERS/FAMILLE/MEMOIRES-RECUS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/dossiers/famille/memoires-recus/), LES 37 AUTRES MÉMOIRES NE SE RETROUVENT PAS SUR LE SITE WEB DU MJQ PUISQU'ILS PROVIENNENT DE CITOYENS ET CONTIENNENT DE L'INFORMATION PERSONNELLE SENSIBLE. ÉGALEMENT, UNE CONSULTATION WEB A EU LIEU DU 15 MARS AU 28 JUIN 2019. AU TOTAL, 6 495 RÉPONDANTS ONT REMPLI LE QUESTIONNAIRE.

UN PROCESSUS FAVORISANT DES ÉCHANGES AVEC LE MILIEU AUTOCHTONE RELATIVEMENT AUX ENJEUX TOUCHANT LES QUESTIONS LIÉES À LA RÉFORME DU DROIT DE LA FAMILLE A ÉGALEMENT ÉTÉ ENTREPRIS AUPRÈS DES CINQ GROUPES SUIVANT :

- ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR ET FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC;
- SOCIÉTÉ MAKIVIK ET L'ASSOCIATION DES FEMMES INUITES SATURVIIT;
- FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC
- GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE ET L'ASSOCIATION DES FEMMES CRIES EYYOU ISTCHEE;
- CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW.

AU 31 MARS 2020, FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC ET LE CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW AVAIENT TRANSMIS LEUR MÉMOIRE ET CELUI DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS QUÉBEC-LABRADOR EST ATTENDU.

P.101 STATISTIQUES SUR LE NOMBRE ET LES CATÉGORIES DE PLAINTES ACTUELLEMENT DEVANT LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. NOMBRE DE PLAINTES REÇUES, TRAITÉES ET ACCEPTÉES EN 2019-2020. POUR LES PLAINTES EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENTS RAISONNABLES, VENTILER PAR MOTIF (RELIGION, HANDICAP, SEXE, ETC.). NOMBRE DE PLAINTES DEVANT LE TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE. NOMBRE D’ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE TABLEAU QUI SUIT DONNE LE NOMBRE DE PLAINTES REÇUES À LA COMMISSION, SELON LE PRINCIPAL MOTIF DE DISCRIMINATION INVOQUÉ ET LE SECTEUR D’ACTIVITÉS OÙ SE SERAIENT DÉROULÉS LES ÉVÈNEMENTS AU SOUTIEN DE CES PLAINTES.

	TRAVAIL	LOGEMENT	ACTE JURIDIQUE /BIENS ET SERVICES	ACCÈS TRANSPORTS ET LIEUX PUBLICS	AUTRE	NP/NA*	TOTAL 2019-2020
ÂGE	30	8	4	0	1	0	43
ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES	56	0	0	0	0	0	56
CONDITIONS SOCIALES	2	8	3	3	0	0	16
CONVICTIONS POLITIQUES	3	0	1	0	1	0	5
ÉTAT CIVIL	4	1	1	0	0	0	6
EXPLOITATION	0	0	1	0	58	0	59
GROSSESSE	26	0	3	1	0	0	30
HANDICAP	99	7	68	46	13	0	233
IDENTITÉ OU EXPRESSIONS DU GENRE	2	0	2	3	0	0	7
LANGUE	4	0	4	0	0	0	8
ORIENTATION SEXUELLE	8	0	2	0	3	0	13
RACE / COULEUR / ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	58	12	34	14	76	0	194
RELIGION	9	2	2	4	2	0	19
SEXE	26	0	3	2	1	0	32
NON PRÉCISÉ OU NE S’APPLIQUE PAS*	0	0	0	0	0	11	11
TOTAL	327	38	128	73	155	11	732
% 2019-2020	45 %	5 %	17 %	10 %	21 %	2 %	100 %
% 2018-2019	47 %	9 %	15 %	9 %	18 %	2 %	100 %

*LE MOTIF ET LE SECTEUR N’ONT PAS ENCORE ÉTÉ SPÉCIFIÉS.

DEMANDE D’ENQUÊTE CHARTE

LE TABLEAU SUIVANT DONNE LE NOMBRE DE DEMANDES D’ENQUÊTE REÇUES, SELON LES RÉGIONS ADMINISTRATIVES.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2019-2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	16
BAS-SAINT-LAURENT	21
CAPITALE NATIONALE	149
CHAUDIÈRE-APPALACHES	36
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	48
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	6
LANAUDIÈRE	74
LAURENTIDES	106
LAVAL	87
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	72
MONTÉRÉGIE	251
MONTRÉAL	642
NORD-DU-QUÉBEC	6
OUTAOUAIS	64
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	25

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2019-2020
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	405
TOTAL DEMANDES D'ENQUÊTE CHARTE	2 018

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS OUVERTS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2019-2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	6
BAS-SAINT-LAURENT	12
CAPITALE NATIONALE	68
CHAUDIÈRE-APPALACHES	15
CÔTE-NORD	1
ESTRIE	20
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3
LANAUDIÈRE	43
LAURENTIDES	45
LAVAL	45
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	30
MONTÉRÉGIE	123
MONTRÉAL	257
NORD-DU-QUÉBEC	3
OUTAOUAIS	28
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	23
TOTAL DOSSIERS OUVERTS	732

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

DOSSIERS FERMÉS CHARTE

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	2019-2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	10
BAS-SAINT-LAURENT	7
CAPITALE NATIONALE	99
CHAUDIÈRE-APPALACHES	21
CÔTE-NORD	6
ESTRIE	28
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	3
LANAUDIÈRE	41
LAURENTIDES	40
LAVAL	56
MAURICIE ET CENTRE DU QUÉBEC	28
MONTÉRÉGIE	123
MONTRÉAL	303
NORD-DU-QUÉBEC	1
OUTAOUAIS	34
SAGUENAY-LAC SAINT-JEAN	19
NON PRÉCISÉ OU NE S'APPLIQUE PAS*	30
TOTAL DOSSIERS FERMÉS	849

*LA RÉGION N'EST PAS ENCORE SPÉCIFIÉE OU LE PLAIGNANT NE RÉSIDE PAS AU QUÉBEC.

NOMBRE D'ENQUÊTES INITIÉES PAR LA COMMISSION, SELON LE MOTIF

	2019-2020
EXPLOITATION DES PERSONNES ÂGÉES	53
EXPLOITATION DES PERSONNES HANDICAPÉES	6
TOTAL	59

NOMBRE DE DEMANDES DE SERVICE CONSEIL EN MATIÈRE D'ACCOMMODEMENT RAISONNABLE REÇUES PAR MOTIF

	2019-2020
ÂGE	0
ÉTAT CIVIL	2
SANS MOTIFS PARTICULIERS	5
CONDITION SOCIALE	2
GROSSESSE	1
HANDICAP	91
IDENTITÉ OU EXPRESSION DU GENRE	1
LANGUE	1
RACE/COULEUR/ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE	2
RELIGION	26
SEXE	2
TOTAL	133

P.102 LISTE DES RECOMMANDATIONS OU DES AVIS DE LA COMMISSION AUX MINISTÈRES ET AUX ORGANISMES EN 2019-2020 ET SUIVI APPORTÉ. PRÉCISER QUELS AVIS ET RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ DEMANDÉS ET LESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS PAR LA COMMISSION DE SA PROPRE INITIATIVE. PRÉCISER LES SOMMES DÉPENSÉES PAR LA COMMISSION POUR LE VOLET « RECOMMANDATIONS ET AVIS » DE SES ACTIVITÉS ET LE POURCENTAGE QUE CES SOMMES REPRÉSENTENT SUR L'ENSEMBLE DE SES DÉPENSES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- 1. SUIVI EN COURS**
- 2. RECOMMANDATION(S) SUIVIE(S) EN TOUT OU EN PARTIE**
- 3. RECOMMANDATION(S) NON SUIVIE(S)**

<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 21, LOI SUR LA LAÏCITÉ DE L'ÉTAT<ul style="list-style-type: none">• DEMANDEENVOI LE 7 MAI 2019 COMMISSION DES INSTITUTIONS AUDITION LE 7 MAI 2019 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	3
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT – PROJET DE LOI N° 17, LOI CONCERNANT LE TRANSPORT RÉMUNÉRÉ DE PERSONNES PAR AUTOMOBILE<ul style="list-style-type: none">• INITIATIVEENVOI LE 9 MAI 2019 COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT MINISTÈRE DES TRANSPORTS	2
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 16, LOI VISANT PRINCIPALEMENT L'ENCADREMENT DES INSPECTIONS EN BÂTIMENT ET DE LA COPROPRIÉTÉ DIVISE, LE REMPLACEMENT DE LA DÉNOMINATION DE LA RÉGIE DU LOGEMENT ET L'AMÉLIORATION DE SES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT ET MODIFIANT LA LOI SUR LA SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC ET DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LE DOMAINE MUNICIPAL<ul style="list-style-type: none">• INITIATIVEENVOI LE 27 MAI 2019 COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	2
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 5, LOI MODIFIANT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET D'AUTRES DISPOSITIONS À L'ÉGARD DES SERVICES DE L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE DESTINÉS AUX ÉLÈVES ÂGÉS DE 4 ANS<ul style="list-style-type: none">• INITIATIVEENVOI LE 4 JUIN 2019 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	3
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE CAHIER DE CONSULTATION SUR LA PLANIFICATION DE L'IMMIGRATION AU QUÉBEC POUR LA PÉRIODE 2020-2022<ul style="list-style-type: none">• INITIATIVEENVOI LE 10 JUILLET 2019 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	3
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE - PROJET DE LOI N° 18, LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL, LE CODE DE PROCÉDURE CIVILE, LA LOI SUR LE CURATEUR PUBLIC ET DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DES PERSONNES<ul style="list-style-type: none">• DEMANDEAUDITION LE 19 SEPTEMBRE 2019 COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS MINISTÈRE DE LA FAMILLE	1
<ul style="list-style-type: none">○ ÉTUDE – LES ACTES HAINEUX À CARACTÈRE XÉNOPHOBE, NOTAMMENT ISLAMOPHOBE : RÉSULTATS D'UNE RECHERCHE MENÉE À TRAVERS LE QUÉBEC<ul style="list-style-type: none">• DEMANDEMINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION SORTIE PUBLIQUE LE 24 SEPTEMBRE 2019	1
<ul style="list-style-type: none">○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 32, LOI VISANT PRINCIPALEMENT À FAVORISER L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE PÉNALE ET À ÉTABLIR LES MODALITÉS D'INTERVENTION DE LA COUR DU QUÉBEC DANS UN POURVOI EN APPEL<ul style="list-style-type: none">• INITIATIVEENVOI LE 12 NOVEMBRE 2019 COMMISSION DES INSTITUTIONS MINISTÈRE DE LA JUSTICE	1

<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION – PROJET DE LOI N° 40, LOI MODIFIANT PRINCIPALEMENT LA LOI SUR L'INSTRUCTION PUBLIQUE RELATIVEMENT À L'ORGANISATION ET À LA GOUVERNANCE SCOLAIRES <ul style="list-style-type: none"> • INITIATIVE ENVOI LE 2 DÉCEMBRE 2019 COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 	2
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À L'OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE RACISME ET LA DISCRIMINATION SYSTÉMIQUES <ul style="list-style-type: none"> • INITIATIVE PRÉSENTATION LE 4 DÉCEMBRE 2019 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ LETTRE – COMMENTAIRES CONCERNANT LE PROJET DE LOI N° 45, LOI CONCERNANT PRINCIPALEMENT LA NOMINATION ET LE MANDAT DES CORONERS ET DU CORONER EN CHEF <ul style="list-style-type: none"> • INITIATIVE ENVOI LE 31 JANVIER 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ CONFORMITÉ DES RÈGLEMENTS MODIFIANT LE PROGRAMME D'EXPÉRIENCE QUÉBÉCOISE AVEC LES DISPOSITIONS DE LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE <ul style="list-style-type: none"> • INITIATIVE ENVOI LE 4 FÉVRIER 2020 MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE AU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES ET DE VIOLENCE CONJUGALE <ul style="list-style-type: none"> • DEMANDE AUDITION LE 20 FÉVRIER 2020 MINISTÈRE DE LA JUSTICE 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE À LA COMMISSION DES INSTITUTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE – PROJET DE LOI N° 39, LOI ÉTABLISSANT UN NOUVEAU MODE DE SCRUTIN <ul style="list-style-type: none"> • INITIATIVE ENVOI LE 27 FÉVRIER 2020 COMMISSION DES INSTITUTIONS SECRÉTARIAT À L'ACCÈS À L'INFORMATION ET À LA RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES 	1
<ul style="list-style-type: none"> ○ MÉMOIRE – CONSULTATIONS SUR LE PROGRAMME D'ÉTUDES ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE <ul style="list-style-type: none"> • DEMANDE ENVOI LE 26 MARS 2020 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR 	1

ESTIMATION DES DÉPENSES RELIÉES AU VOLET RECOMMANDATIONS ET AVIS

	<div> <div>RÉMUNÉRATION</div> <div> <div>PROFESSIONNELS</div> <div>EMPLOIS TECHNIQUE ET BUREAU</div> </div> </div>	FONCTIONNEMENT	
NOMBRE ETC UTILISÉS	6	1	
ETC TOTAL DES EFFECTIFS RECHERCHE	8,70	2,91	
POURCENTAGE	69,0 %	34,4 %	
RÉMUNÉRATION RCH COMPLÈTE	1 129 455 \$	133 445 \$	*
RÉMUNÉRATION (SELON NOMBRE ETC...)	778 934 \$	45 857 \$	
RÉMUNÉRATION TOTALE CDPDJ	12 539 265 \$	12 539 265 \$	*
POURCENTAGE	6,2 %	0,4 %	
FRAIS DE DÉPLACEMENT		2 645 \$	
FRAIS DE DÉPLACEMENT CDPDJ		116 390 \$	
POURCENTAGE		2,3 %	
TOTAL DES DÉPENSES RCH (UTILISÉ)		827 437 \$	
TOTAL DES DÉPENSES CDPDJ		15 402 498 \$	
POURCENTAGE SUR BUDGET TOTAL CDPDJ		5,4 %	

* EXCLUANT CONTRIBUTION EMPLOYEUR

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, IL NOUS APPARAÎT IMPORTANT DE DONNER UNE VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS POUR BIEN COMPRENDRE LES RÉSULTATS EN TERMES DE DÉLAIS.

DEMANDES À L'ACCUEIL

	2019-2020
	TOTAL
SECTEUR DROITS DE LA PERSONNE	8 587
SECTEUR DROITS DE LA JEUNESSE	1 823
DEMANDES À PORTÉE GÉNÉRALE	1 378
TOTAL	11 788

1. LES PLAINTES EN CHARTE

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES CHARTE	2 018

2. DOSSIERS D'ENQUÊTES OUVERTS

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	732

3. DOSSIERS FERMÉS

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	849

4. DOSSIERS ACTIFS

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	1 069

5. LES DÉLAIS

SANS JUDICIARISATION	2019-2020
	TOTAL
DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT (EN JOURS)	651

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LISTE DES ENTREPRISES PRIVÉES
PROGRAMME D'OBLIGATION CONTRACTUELLE
AU 31 MARS 2020

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

GROUPE CÉDRICO INC.
PG SOLUTIONS INC.
RTD DISTRIBUTIONS LTÉE

TOTAL : 3

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

ALCAN INTERNATIONAL LIMITÉE CENTRE RECHERCHE DEV. ARVIDA
ÉQUIPEMENTS SIGMA INC.
NUTRINOR, COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE DU SAGUENAY LAC ST-JEAN

TOTAL : 3

RA03 : QUÉBEC

ABB BOMEM INC.
COSSETTE COMMUNICATION INC.
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE
ENGLOBE CORP.
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.
INDUSTRIELLE-ALLIANCE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE
INDUSTRIES MAIBEC INC.
INGÉNIERIE ÉLECTRO-OPTIQUE EXFO INC
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION
J.B. DESCHAMPS INC.
LEVIO CONSEILS INC.
MOMENTUM TECHNOLOGIES INC.
NORDA STELO INC.
NURUN INC.
R3D CONSEIL INC.
SERVICE ALIMENTAIRE GORDON LTÉE
SERVICES ÉNERGÉTIQUES ÉCOSYSTEM INC. (LES)
SSQ VIE
STADACONA S.E.C.
TECHNOCONSEIL (TC) INC
WSP CANADA INC.

TOTAL : 21

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

DUCHESNE & FILS LTÉE
MEUBLES CANADEL INC.
SÉCURITÉ DE FRANCHEVILLE INC.

TOTAL : 3

RA05 : ESTRIE

SIGNALISATION LAURENTIENNE INC., DIV. GROUPE SIGNALISATION

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

ADVANTECH TECHNIQUES DE POINTE POUR FAISCEAUX HERTZIENS INC.
AECOM CONSULTANTS INC.
ALIMENTS PARMALAT INC. (LES) / DIVISION PARMALAT CANADA
AUTODESK CANADA INC.
BEAUDOIN HURENS INC.
CANON CANADA INC. DIVISION SOLUTIONS D'AFFAIRES
CARTONS ST-LAURENT INC. (SMURFIT-STONE)
CMC ÉLECTRONIQUE INC.
DOMTAR INC.
DOUBLETEX
ÉQUIPEMENT SMS INC.
ERNST & YOUNG
ESI TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION INC.
ESIT CANADA SERVICES AUX ENTREPRISES CIE
GHD CONSULTANTS LTÉE
GROUPE CGI INC.
GROUPE CONSEIL FXINNOVATION INC.
GROUPE CONSEIL OSI INC.
GROUPE SNC-LAVALIN INC.
IBM CANADA LTÉE
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTRÉAL INC.

INDUSTRIES WAJAX LIMITÉE
KPMG
KRUGER INC.
LAFARGE CANADA INC. / USINE DE ST-CONSTANT
LE GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.
LES SERVICES EXP INC.
LINDE CANADA LIMITÉE
MICHAEL ROSSY LTÉE
MPB COMMUNICATIONS INC.
NCR CANADA LTÉE
NEPTUNE SECURITY SERVICES INC.
ORACLE CORPORATION CANADA INC.
PAGEAU MOREL & ASSOCIÉS INC.
PITNEY BOWES DU CANADA LTÉE
PRICEWATERHOUSECOOPERS
REXEL CANADA ÉLECTRIQUE INC./DIVISION NEDCO
SAMUEL & FILS & CIE (QUÉBEC) LTÉE
SERVICES FINANCIERS NCO INC.
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS INC
SOCIÉTÉ TRADER/TRADER CORPORATION
STELLA-JONES INC.
SUPREMEX INC.
SYSCO SERVICES ALIMENTAIRES DU CANADA INC.
TELAV INC.
TETRA TECH QI INC.
ULTRAMAR CANADA INC.
UNISOURCE CANADA INC. (DEVENUE VERITIV CANADA INC.)
VALACTA, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
VEOLIA ES CANADA SERVICES INDUSTRIELS INC.
WESCO DISTRIBUTION CANADA INC.
XEROX CANADA LTÉE

TOTAL : 52

RA07 : OUTAOUAIS

LA RELANCE OUTAOUAIS INC.
LAUZON - PLANCHERS DE BOIS EXCLUSIFS INC.

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

BEN DESHAIES INC.
IAMGOLD CORPORATION
MINES AGNICO EAGLE LIMITÉE
TEMBEC INC.

TOTAL : 4

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

SOCIÉTÉ CANADIENNE DE SEL - DIVISION MINES SELEINE

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

BERTRAND DISTRIBUTEUR EN ALIMENTATION INC.
BOULANGERIE SAINT-MÉTHODE INC.
G.A. BOULET INC.
CANAM BÂTIMENTS ET STRUCTURES INC.
IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.
IMPRIMERIE SOLISCO INC.
IPL INC.
LAINAGES VICTOR LTÉE
MAINTENANCE EUREKA LTÉE
MONTEL INC.
PRÉVOST - DIVISION DU GROUPE VOLVO CANADA INC.
ROUSSEAU MÉTAL INC.
TEKNION ROY & BRETON

TOTAL : 13

RA13 : LAVAL

CIMA - SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE
IDÉAL MÉTAL INC.
MICHELIN AMÉRIQUE DU NORD (CANADA) INC.
MULTI-MARQUES (DISTRIBUTION) INC.
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
SUPÉRIEUR PROPANE INC.
TRANSELEC/COMMON INC.
TRIMAX SÉCURITÉ INC.
UNIBOARD CANADA INC.

TOTAL : 9

- RA14 : LANAUDIÈRE**
BRIGESTONE/FIRESTONE CANADA INC.
TOTAL : 1
- RA15 : LAURENTIDES**
SAFRAN SYSTÈMES D'ATTERRISSAGE CANADA INC.
SONEPAR DISTRIBUTION INC.DIVISION LUMEN ET ROY MARCHAND
TEXTRON CANADA LTÉE DIVISION BELL HELICOPTER TEXTRON
TOTAL : 3
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
AGROPUR COOPÉRATIVE AGRO-ALIMENTAIRE
AIRBOSS PRODUITS D'INGÉNIERIE INC.
ALIMPLUS INC.
BOMBARDIER TRANSPORT CANADA INC.
BOULANGERIE GADOUA LTÉE
ENTREPRISES JULIEN INC.
GOODFELLOW INC.
GROUPE ABS INC.
GROUPE LACASSE INC.
LES COMPAGNIES DU GROUPE DATA
LES PRODUITS NEPTUNE INC.
MATÉRIEL INDUSTRIEL LTÉE
MOORE WALLACE CORPORATED
UNI-SELECT INC
TOTAL : 14
- RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**
P.H. VITRES D'AUTOS INC.
TOTAL : 1

GRAND TOTAL : 131

**LISTE DES ORGANISMES PUBLICS
ASSUJETTIS À LA LOI
AU 31 MARS 2020**

ÉDUCATION - CÉGEPS

- RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**
CÉGEP DE LA POCATIÈRE
CÉGEP DE MATANE
CÉGEP DE RIMOUSKI
CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 4
- RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**
CÉGEP DE CHICOUTIMI
CÉGEP DE JONQUIÈRE
CÉGEP DE SAINT-FÉLICIEN
COLLÈGE D'ALMA
TOTAL : 4
- RA03 : QUÉBEC**
CÉGEP DE LIMOILLOU
CÉGEP DE SAINTE-FOY
COLLÈGE FRANÇOIS-XAVIER-GARNEAU
TOTAL : 3
- RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**
CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES
COLLÈGE SHAWINIGAN
TOTAL : 2
- RA05 : ESTRIE**
CÉGEP DE SHERBROOKE
CHAMPLAIN RÉGIONAL COLLEGE
TOTAL : 2
- RA06 : MONTRÉAL**
CÉGEP ANDRÉ-LAURENDEAU
CÉGEP DE SAINT-LAURENT
CÉGEP DU VIEUX-MONTRÉAL
CÉGEP MARIE-VICTORIN
COLLÈGE AHUNTSIC
COLLÈGE DE BOIS-DE-BOULOGNE
COLLÈGE DE MAISONNEUVE
COLLÈGE DE ROSEMONT
COLLÈGE GÉRALD-GODIN
DAWSON COLLEGE

JOHN ABBOTT COLLEGE
VANIER COLLEGE

TOTAL : 12

RA07 : OUTAOUAIS

COLLÈGE DE L'OUTAOUAIS
HERITAGE COLLEGE

TOTAL : 2

RA08 : ABITIBI

CÉGEP DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD

CÉGEP DE BAIE-COMEAU
CÉGEP DE SEPT-ÎLES

TOTAL : 2

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CÉGEP DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES

TOTAL : 1

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CÉGEP BEAUCE-APPALACHES
CÉGEP DE LÉVIS-LAUZON
CÉGEP DE THETFORD

TOTAL : 3

RA13 : LAVAL

COLLÈGE MONTMORENCY

TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE

CÉGEP RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES

CÉGEP DE SAINT-JÉRÔME
COLLÈGE LIONEL-GROULX

TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CÉGEP DE GRANBY HAUTE-YAMASKA
CÉGEP DE SAINT-HYACINTHE
CÉGEP DE SOREL-TRACY
CÉGEP SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
COLLÈGE DE VALLEYFIELD
COLLÈGE ÉDOUARD-MONTPETIT

TOTAL : 6

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC

CÉGEP DE DRUMMONDVILLE
CÉGEP DE VICTORIAVILLE

TOTAL : 2

ÉDUCATION — COLLÈGES PRIVÉS

RA03 : QUÉBEC

CAMPUS NOTRE-DAME-DE-FOY
COLLÈGE MÉRICI

TOTAL : 2

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COLLÈGE LAFLÈCHE

TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET
COLLÈGE LASALLE
COLLÈGE MARIANOPOLIS
COLLÈGE SAINTE-ANNE

TOTAL : 4

ÉDUCATION — COMMISSIONS SCOLAIRES

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT

COMMISSION SCOLAIRE DE KAMOURASKA — RIVIÈRE-DU-LOUP
COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MARÉES
COMMISSION SCOLAIRE DES PHARES
COMMISSION SCOLAIRE DU FLEUVE-ET-DES-LACS

TOTAL : 4

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA JONQUIÈRE
COMMISSION SCOLAIRE DES RIVES-DU-SAGUENAY
COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

COMMISSION SCOLAIRE DU PAYS-DES-BLEUETS

TOTAL : 4

RA03 : QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLEVOIX

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CAPITALE

COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF

COMMISSION SCOLAIRE DES DÉCOUVREURS

COMMISSION SCOLAIRE DES PREMIÈRES-SEIGNEURIES

TOTAL : 6

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

COMMISSION SCOLAIRE DU CHEMIN-DU-ROY

TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

COMMISSION SCOLAIRE DE LA RÉGION-DE-SHERBROOKE

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-CANTONS

COMMISSION SCOLAIRE DES SOMMETS

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN TOWNSHIPS

TOTAL : 4

RA06 : MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE

COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE ENGLISH-MONTRÉAL

COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON

COMMISSION SCOLAIRE MARGUERITE-BOURGEOYS

TOTAL : 5

RA07 : OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES-VALLÉES

COMMISSION SCOLAIRE DES DRAVEURS

COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTS-BOIS-DE-L'OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE DES PORTAGES-DE-L'OUTAOUAIS

COMMISSION SCOLAIRE WESTERN QUÉBEC

TOTAL : 5

RA08 : ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS

COMMISSION SCOLAIRE DE ROUYN-NORANDA

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-ABITIBI

COMMISSION SCOLAIRE DU LAC-TÉMISCAMINGUE

COMMISSION SCOLAIRE HARRICANA

TOTAL : 5

RA09 : CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE-CÔTE-NORD

COMMISSION SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE

COMMISSION SCOLAIRE DU FER

COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL

TOTAL : 4

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES

TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE

COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs

COMMISSION SCOLAIRE DES ÎLES

COMMISSION SCOLAIRE EASTERN SHORES

COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE

TOTAL : 4

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEUCE-ETCHEMIN

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CÔTE-DU-SUD

COMMISSION SCOLAIRE DES APPALACHES

COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS

TOTAL : 4

RA13 : LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL

COMMISSION SCOLAIRE SIR-WILFRID-LAURIER

TOTAL : 2

RA14 : LANAUDIÈRE

COMMISSION SCOLAIRE DES AFFLUENTS

COMMISSION SCOLAIRE DES SAMARES

TOTAL : 2

- RA15 : LAURENTIDES**
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-DU-NORD
COMMISSION SCOLAIRE DE LA SEIGNEURIE-DES-MILLE-ÎLES
COMMISSION SCOLAIRE DES LAURENTIDES
COMMISSION SCOLAIRE PIERRE-NEVEU
TOTAL : 4
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
COMMISSION SCOLAIRE DE LA VALLÉE-DES-TISSERANDS
COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-HYACINTHE
COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY
COMMISSION SCOLAIRE DES GRANDES-SEIGNEURIES
COMMISSION SCOLAIRE DES HAUTES-RIVIÈRES
COMMISSION SCOLAIRE DES PATRIOTES
COMMISSION SCOLAIRE DES TROIS-LACS
COMMISSION SCOLAIRE DU VAL-DES-CERFS
COMMISSION SCOLAIRE MARIE-VICTORIN
COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS
COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE
TOTAL : 11
- RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC**
COMMISSION SCOLAIRE DE LA RIVERAINE
COMMISSION SCOLAIRE DES BOIS-FRANCS
COMMISSION SCOLAIRE DES CHÊNES
TOTAL : 3

ÉDUCATION - UNIVERSITÉS

- RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
TOTAL : 1
- RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI
TOTAL : 1
- RA03 : QUÉBEC**
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
TÉLÉ-UNIVERSITÉ
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC (SIÈGE SOCIAL)
UNIVERSITÉ LAVAL
TOTAL : 5
- RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 1
- RA05 : ESTRIE**
UNIVERSITÉ BISHOP'S
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
TOTAL : 2
- RA06 : MONTRÉAL**
ÉCOLE DE TECHNOLOGIE SUPÉRIEURE
ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES DE MONTRÉAL
ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ CONCORDIA
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
UNIVERSITÉ MCGILL
TOTAL : 7
- RA07 : OUTAOUAIS**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS
TOTAL : 1
- RA08 : ABITIBI**
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

ÉDUCATION — ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS PRIMAIRES-SECONDAIRES

- RA03 : QUÉBEC**
COLLÈGE JÉSUS-MARIE DE SILLERY
COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
SÉMINAIRE SAINT-FRANÇOIS
TOTAL : 3
- RA05 : ESTRIE**
SÉMINAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

- RA06 : MONTRÉAL**
ACADÉMIE SOLOMON SCHECHTER
COLLÈGE CHARLEMAGNE INC.
COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE
COLLÈGE JEAN-DE-BRÉBEUF
COLLÈGE MONT-SAINT-LOUIS
COLLÈGE NOTRE-DAME
COLLÈGE REGINA ASSUMPTA
COLLÈGE SAINTE-MARCELLINE
COLLÈGE STANISLAS
ÉCOLE MARIE-CLARAC
ÉCOLE PETER HALL INC.
ÉCOLE SELWYN HOUSE
ÉCOLE VANGUARD QUÉBEC LTÉE
LES ÉCOLES JUIVES POPULAIRES ET LES ÉCOLES PERETZ
LOWER CANADA COLLEGE
TALMUD TORAHS UNIS DE MONTRÉAL INC.
VILLA MARIA
TOTAL : 17
- RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES**
COLLÈGE DE LÉVIS
TOTAL : 1
- RA13 : LAVAL**
COLLÈGE LAVAL
TOTAL : 1
- RA14 : LANAUDIÈRE**
COLLÈGE DE L'ASSOMPTION
COLLÈGE SAINT-SACREMENT
TOTAL : 2
- RA15 : LAURENTIDES**
ACADÉMIE LAFONTAINE
ACADÉMIE SAINTE-THÉRÈSE
TOTAL : 2
- RA16 : MONTÉRÉGIE**
COLLÈGE BOURGET
COLLÈGE CHARLES-LEMOYNE
COLLÈGE DUROCHER SAINT-LAMBERT
COLLÈGE JEAN DE LA MENNAIS
TOTAL : 4

MUNICIPALITÉS

- RA01 : BAS-SAINT-LAURENT**
VILLE DE RIMOUSKI
VILLE DE RIVIÈRE-DU-LOUP
TOTAL : 2
- RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN**
VILLE D'ALMA
VILLE DE SAGUENAY
TOTAL : 2
- RA03 : QUÉBEC**
VILLE DE QUÉBEC
TOTAL : 1
- RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS**
VILLE DE SHAWINIGAN
VILLE DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2
- RA05 : ESTRIE**
VILLE DE MAGOG
VILLE DE SHERBROOKE
TOTAL : 2
- RA06 : MONTRÉAL**
VILLE DE BEACONSFIELD
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC
VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
VILLE DE DORVAL
VILLE DE KIRKLAND
VILLE DE MONTRÉAL
VILLE DE MONT-ROYAL
VILLE DE POINTE-CLAIRE
VILLE DE WESTMOUNT
TOTAL : 9

- RA07 : OUTAOUAIS**
VILLE DE GATINEAU
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
VILLE D'AMOS
VILLE DE ROUYN-NORANDA
VILLE DE VAL-D'OR
TOTAL : 3

RA09 : CÔTE-NORD
VILLE DE BAIE-COMEAU
VILLE DE SEPT-ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
VILLE DE LÉVIS
VILLE DE SAINT-GEORGES
VILLE DE THETFORD MINES
TOTAL : 3

RA13 : LAVAL
VILLE DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
VILLE DE JOLIETTE
VILLE DE MASCOUCHE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE TERREBONNE
TOTAL : 4

RA15 : LAURENTIDES
VILLE DE BLAINVILLE
VILLE DE BOISBRIAND
VILLE DE DEUX-MONTAGNES
VILLE DE MONT-LAURIER
VILLE DE SAINTE-THÉRÈSE
VILLE DE SAINT-EUSTACHE
VILLE DE SAINT-JÉRÔME
TOTAL : 7

RA16 : MONTÉRÉGIE
VILLE DE BOUCHERVILLE
VILLE DE BROSSARD
VILLE DE CHAMBLY
VILLE DE CHÂTEAUGUAY
VILLE DE GRANBY
VILLE DE LONGUEUIL
VILLE DE SAINT-BRUNO
VILLE DE SAINTE-JULIE
VILLE DE SAINT-HYACINTHE
VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
VILLE DE SAINT-LAMBERT
VILLE DE SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
VILLE DE SOREL-TRACY
VILLE DE VAUDREUIL-DORION
TOTAL : 14

RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC
VILLE DE DRUMMONDVILLE
VILLE DE VICTORIAVILLE
TOTAL : 2
- RÉGIES INTERMUNICIPALES DE POLICE
- RA15 : LAURENTIDES**
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE RICHELIEU SAINT-LAURENT
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE ROUSSILLON
TOTAL : 2
- SANTÉ — CENTRE DE SANTÉ
- RA06 : MONTRÉAL**
CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE-SAINT-CHARLES
TOTAL : 1
- 247

SANTÉ — CENTRES DE RÉADAPTATION

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.
VILLA MÉDICA INC.
TOTAL : 2

SANTÉ — CENTRES HOSPITALIERS

RA03 : QUÉBEC
CHU DE QUÉBEC
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE
CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL
HÔPITAL MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE (1995) INC.
HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL
INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL
TOTAL : 7

SANTÉ — CISSS

RA01 : BAS-SAINT-LAURENT
CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT
TOTAL : 1

RA07 : OUTAOUAIS
CISSS DE L'OUTAOUAIS
TOTAL : 1

RA08 : ABITIBI
CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE
TOTAL : 1

RA09 : CÔTE-NORD
CISSS DE LA CÔTE-NORD
TOTAL : 1

RA11 : GASPÉSIE—ÎLES-DE-LA-MADELEINE
CISSS DE LA GASPÉSIE
CISSS DES ÎLES
TOTAL : 2

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES
CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL
CISSS DE LAVAL
TOTAL : 1

RA14 : LANAUDIÈRE
CISSS DE LANAUDIÈRE
TOTAL : 1

RA15 : LAURENTIDES
CISSS DES LAURENTIDES
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE
CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST
TOTAL : 3

SANTÉ — CIUSSS

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN
CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-ST-JEAN
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC
CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE
TOTAL : 1

RA04 : MAURICIE—BOIS-FRANCS
CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC
TOTAL : 1

RA05 : ESTRIE
CIUSSS DE L'ESTRIE-CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE
TOTAL : 1

RA06 : MONTRÉAL

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL
TOTAL : 5

SANTÉ — - CLSC - CHSLD

RA03 : QUÉBEC

CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.
JARDINS DU HAUT SAINT-LAURENT (1992) INC.
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.
CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.
RÉSIDENTE LE CITADIN
CENTRE LE CARDINAL INC.
CHÂTEAU WESTMOUNT INC.
CHSLD BOURGET INC.
CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.
GROUPE CHAMPLAIN INC.
GROUPE ROY SANTÉ INC.
RÉSIDENTE ANGELICA
RÉSIDENTE BERTHIAUME-DU TREMBLAY
VIGI SANTÉ LTÉE
TOTAL : 12

RA12 : CHAUDIÈRE-APPALACHES

CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

CHSLD AGE3 INC.
MANOIR ST-PATRICE INC.
SANTÉ COURVILLE INC.
TOTAL : 3

RA14 : LANAUDIÈRE

CENTRE D'HÉBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DURÉE HEATHER INC.
CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.
TOTAL : 2

RA16 : MONTÉRÉGIE

CHSLD ARGYLE INC
TOTAL : 1

SANTÉ — CSSS

RA10 : NORD-DU-QUÉBEC

CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS DE TRANSPORT

RA02 : SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DU SAGUENAY
TOTAL : 1

RA03 : QUÉBEC

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LÉVIS
RÉSEAU DE TRANSPORT DE LA CAPITALE
TOTAL : 2

RA05 : ESTRIE

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE SHERBROOKE
SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE TROIS-RIVIÈRES
TOTAL : 2

RA06 : MONTRÉAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL
TOTAL : 1

RA13 : LAVAL

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LAVAL
TOTAL : 1

RA16 : MONTÉRÉGIE

RÉSEAU DE TRANSPORT DE LONGUEUIL
TOTAL : 1

SOCIÉTÉS D'ÉTAT	
RA03 : QUÉBEC	
	AGENCE DU REVENU DU QUÉBEC
	AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS
	CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
	CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC
	INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC
	MUSÉE DE LA CIVILISATION
	MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC
	SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC
	SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC
	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
	TOTAL : 10
RA06 : MONTRÉAL	
	AGENCE MÉTROPOLITAINE DE TRANSPORT
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC
	CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
	COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC
	CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ DE LA RÉGION MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN
	HÉMA-QUÉBEC
	HYDRO-QUÉBEC
	INVESTISSEMENT QUÉBEC
	RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES
	SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES (SODEC)
	SOCIÉTÉ DE LA PLACE DES ARTS DE MONTRÉAL
	SOCIÉTÉ DE TÉLÉDIFFUSION DU QUÉBEC
	SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC
	SOCIÉTÉ DES LOTERIES DU QUÉBEC
	SOCIÉTÉ DU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL
	SOQUIJ
	TOTAL : 16
RA17 : CENTRE-DU-QUÉBEC	
	ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
	TOTAL : 1
SÛRETÉ DU QUÉBEC	
RA06 : MONTRÉAL	
	QUARTIER GÉNÉRAL - SÛRETÉ DU QUÉBEC
	TOTAL : 1
GRAND TOTAL : 325	

LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

ÉTAT DÉTAILLÉ DE LA SITUATION

IL Y A **325** ORGANISMES PUBLICS VISÉS PAR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DANS DES ORGANISMES PUBLICS

AU 31 MARS 2020		TOTAL DES ORGANISMES		COMMISSIONS SCOLAIRES		ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVÉS		CÉGEPs		UNIVERSITÉS		SOCIÉTÉS D'ÉTAT		MUNICIPALITÉS		SOCIÉTÉS DE TRANSPORT		RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE		SÛRETÉ DU QUÉBEC		RSSS	
POUR LES CINQ GROUPES VISÉS	TOTAL	325		70		38		48		19		27		55		8		3		1		56	
	PHASES	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%	NBRE	%
	ANALYSE DES EFFECTIFS																						
	ÉVALUATION DE L'ANALYSE DES EFFECTIFS																						
	DÉTERMINATION DE LA SOUS-REPRÉSENTATION																						
	ÉLABORATION DU PROGRAMME																						
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'ÉLABORATION																						
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)	2	0,6%			2	5%																
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)	67	20,6%			2	5%					3	11%	1	2%	2	25%	3	100%			56	100%
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (1 ^{RE} PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
	MAINTIEN DE LA REPRÉSENTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
	IMPLANTATION DU PROGRAMME (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)	185	56,9%			34	89%	48	100%	19	100%	24	89%	54	98%	6	75%						
	ÉVALUATION DU RAPPORT D'IMPLANTATION (2 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)																						
IMPLANTATION DU PROGRAMME (3 ^E PÉRIODE DE TROIS ANS)	71	21,9%	70	100%															1	100%			

P.105 ACTIONS MISES EN ŒUVRE EN VUE DE SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES DE LOGEMENTS PRIVÉS AU PROBLÈME DE LA DISCRIMINATION RACIALE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE PROCESSUS DE TRAITEMENT DES PLAINTES DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE PRÉVOIT DES ACTIONS CONCRÈTES AFIN DE FAVORISER LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES QUI FONT UNE DÉMARCHE AUPRÈS D'ELLE EN MATIÈRE DE LOGEMENT.

AINSI, L'ÉTAPE DE L'ÉVALUATION ASSURE UN TRAITEMENT PARTICULIER AUX DOSSIERS EN MATIÈRE DE LOGEMENT. DÈS LA RÉCEPTION DU DOSSIER, LE CONSEILLER OU LA CONSEILLÈRE À L'ÉVALUATION COMMUNIQUE AVEC LA PERSONNE PLAIGNANTE POUR SAVOIR SI L'OBTENTION DU LOGEMENT REFUSÉ EST EN LITIGE. SI OUI, LE PROFESSIONNEL COMMUNIQUERA DÈS LORS AVEC LE PROPRIÉTAIRE POUR L'INFORMER DE LA PLAINTÉ, LUI EXPLIQUER CE QU'EST UN REFUS DISCRIMINATOIRE, ET VÉRIFIER SI LE LOGEMENT CONVOITÉ EST TOUJOURS DISPONIBLE.

SI TEL EST LE CAS, LE CONSEILLER À L'ÉVALUATION TENTERA PAR SES INTERVENTIONS D'AMENER UNE RÉOLUTION RAPIDE DU DOSSIER. LES PARTIES PEUVENT AUSSI ÊTRE RÉFÉRÉES AU SERVICE GRATUIT DE MÉDIATION DE LA COMMISSION POUR TENTER DE TROUVER UN TERRAIN D'ENTENTE ENTRE ELLES.

CES INTERVENTIONS SONT DE NATURE À SENSIBILISER LES PROPRIÉTAIRES AUX SITUATIONS DE DISCRIMINATION, PLUS PARTICULIÈREMENT LA DISCRIMINATION RACIALE OU ENCORE CELLE FONDÉE SUR LE HANDICAP, ET DE RAPPELER LEURS OBLIGATIONS QUANT À LA LOCATION D'UN LOGEMENT.

ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2019 ET LE 31 MARS 2020, 38 NOUVELLES PLAINTES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT ONT MENÉ À L'OUVERTURE D'UN DOSSIER D'ENQUÊTE, SOIT 5 % DE TOUTES LES NOUVELLES PLAINTES REÇUES. PARMI CE NOMBRE, 12 PLAINTES SONT BASÉES SUR LES MOTIFS DE DISCRIMINATION COMBINÉS DE LA RACE, COULEUR ET ORIGINE ETHNIQUE OU NATIONALE, SOIT 32 % DES PLAINTES REÇUES DANS LE SECTEUR DU LOGEMENT.

LE DÉPLIANT DE SENSIBILISATION À LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT EST TOUJOURS DISTRIBUÉ.

UNE CAPSULE VIDÉO D'INFORMATION A ÉTÉ DIFFUSÉE SUR NOS MÉDIAS SOCIAUX LE 24 AVRIL 2019 DANS LA SAISON DE LA RECHERCHE DE LOGEMENT.

DEUX FORMATIONS SUR LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT ONT ÉTÉ OFFERTES ENTRE LE 1^{ER} AVRIL 2019 ET LE 31 MARS 2020.

LA CONCEPTION ET LA RÉALISATION D'UNE CAMPAGNE DE PROMOTION SUR LA DISCRIMINATION DANS LE LOGEMENT INCLUANT UNE VIDÉO, UN AIDE-MÉMOIRE POUR LES LOCATAIRES ET UN GUIDE POUR LES PROPRIÉTAIRES ONT ÉTÉ ENTAMÉES EN DÉCEMBRE 2019 POUR UN LANCEMENT PRÉVU À LA FIN MARS 2020. LA PRODUCTION DE LA VIDÉO A DÛ ÊTRE REPORTÉE À L'ANNÉE 2020-2021 EN RAISON DE LA CRISE DE LA COVID-19. TOUJOURS EN RAISON DE LA PANDÉMIE, NOUS AVONS RETARDÉ LA DIFFUSION DE L'AIDE-MÉMOIRE ET DU GUIDE PRODUITS EN COLLABORATION AVEC LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION À LA FIN AVRIL.

P.106 PORTRAIT STATISTIQUE DES DOSSIERS D’ACCOMMODEMENTS RELIGIEUX TRAITÉS PAR LA CDPDJ POUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES. POUR CHAQUE ANNÉE, INDIQUER LA LISTE DES DOSSIERS, INCLUANT UN RÉSUMÉ DES MOTIFS ALLÉGUÉS DANS LA DEMANDE, LA DÉCISION PRISE ET LES JUSTIFICATIONS. INCLURE LES DATES DES ÉTAPES DE TRAITEMENT DE LA DEMANDE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LE SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE DE LA COMMISSION NE PREND PAS DE DÉCISIONS EN REGARD DES DEMANDES SOUMISES. LA MISSION DU SERVICE-CONSEIL EST D’ACCOMPAGNER LES DÉCIDEURS — EMPLOYEURS, GESTIONNAIRES ET FOURNISSEURS DE SERVICE — VERS UNE PRISE EN COMPTE ÉCLAIRÉE DES BESOINS SPÉCIFIQUES DE CERTAINS DE LEURS EMPLOYÉS OU ENCORE DES MEMBRES DE LEUR CLIENTÈLE AFIN DE RESPECTER LEUR OBLIGATION D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE. LA CONSEILLÈRE INFORME LE DEMANDEUR DE SES OBLIGATIONS ET PEUT ÉMETTRE DES RECOMMANDATIONS EN PHASE AVEC L’ÉTAT DE LA JURISPRUDENCE, LA CHARTE QUÉBÉCOISE ET LES BESOINS DE L’ORGANISATION. LE DEMANDEUR PEUT DÉCIDER DE SUIVRE OU NON CES RECOMMANDATIONS. LE PROCESSUS EST CONFIDENTIEL ET LES INFORMATIONS TRANSMISES PAR LE DEMANDEUR NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉES DANS LE CADRE D’UNE ENQUÊTE DE LA COMMISSION.

DEMANDES AU SERVICE-CONSEIL EN MATIÈRE D’ACCOMMODEMENT RAISONNABLE POUR MOTIF RELIGION

ANNÉE	NOMBRE DE DEMANDES POUR MOTIF RELIGION	DÉLAI MOYEN DE TRAITEMENT
2019-2020	26	16

RÉPARTITION DES DEMANDES SELON LA RELIGION

RELIGION	2019-2020
BOUDDHISTE	1
CATHOLIQUE	2
JUIVE	4
CHRÉTIEN AUTRE	1
MUSULMANE	9
PROTESTANTE ADVENTISTE	1
SIKH	1
TÉMOINS DE JÉHOVAH	1
NON PRÉCISÉ	6
TOTAL GÉNÉRAL	26

LA LISTE DES DEMANDES POUR 2019-2020, INCLUANT LES MOTIFS ET LES DATES D’OUVERTURE ET DE FERMETURE DE LA DEMANDE, EST PRÉSENTÉE AU TABLEAU SUIVANT.

CONTRAIREMENT AUX DOSSIERS DE PLAINTES POUR DISCRIMINATION, IL N’Y A PAS D’ÉTAPES DE TRAITEMENT DANS LES DOSSIERS DU SERVICE-CONSEIL. CHAQUE DEMANDE EST RÉPONDUE AU CAS PAR CAS ET COMME IL S’AGIT D’UN ACCOMPAGNEMENT ET DE CONSEILS, LE TOUT SE FAIT UNIQUEMENT PAR ÉCHANGES COURRIELS ET APPELS TÉLÉPHONIQUES.

STATUT	DESCRIPTEUR	MOTIF DE FERMETURE 1	MOTIF DE FERMETURE 2	DATE DE RÉCEPTION DE LA DEMANDE	DATE DE FERMETURE
FERMÉ	RELIGION; CATHOLIQUE; RITES RELIGIEUX; RESPECT DU DIMANCHE	AUCUN	AUCUN	01/04/2019	08/04/2019
FERMÉ	RELIGION; MUSULMANE; RITES RELIGIEUX; PRIÈRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN	01/04/2019	16/04/2019
FERMÉ	RELIGION; CATHOLIQUE; RITES RELIGIEUX; FÊTES RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	01/05/2019	06/05/2019
FERMÉ	RELIGION; MUSULMANE; RITES RELIGIEUX; RAMADAN	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	06/05/2019	15/05/2019
FERMÉ	RELIGION; MUSULMANE; RITES RELIGIEUX; RAMADAN	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	07/05/2019	24/05/2019
FERMÉ	RELIGION; MUSULMANE; RITES RELIGIEUX; PRIÈRE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	16/05/2019	29/05/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; MUSULMANE; RITES RELIGIEUX	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN	28/08/2019	20/09/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; CHRÉTIEN AUTRE; CONVICTIONS RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN	07/10/2019	21/10/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; BOUDDHISTE; CONVICTIONS RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	08/10/2019	21/10/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; JUIVE; RITES RELIGIEUX	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	17/10/2019	07/11/2019
FERMÉ	RELIGION; JUIVE; RITES RELIGIEUX; RESPECT DU SABBAT	AUCUN	AUCUN	17/10/2019	
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; JUIVE; RITES RELIGIEUX	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	13/11/2019	25/11/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; MUSULMANE; RITES RELIGIEUX	DOSSIER RÉGLÉ PAR L'ORGANISATION, ENTENTE D'ACCOMMODEMENT	AUCUN	13/11/2019	25/11/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; TÉMOINS DE JÉHOVAH; CONVICTIONS RELIGIEUSES	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	13/11/2019	11/12/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; JUIVE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	25/11/2019	02/12/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; PROTESTANTE ADVENTISTE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN	11/12/2019	20/12/2019
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	07/01/2020	29/01/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	08/01/2020	13/01/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	AUCUN	09/01/2020	22/01/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	28/01/2020	27/02/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	04/02/2020	28/02/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	19/02/2020	19/03/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; MUSULMANE; SYMBOLES RELIGIEUX	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	27/02/2020	05/03/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; SIKH	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	27/02/2020	23/03/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION; MUSULMANE	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	19/03/2020	06/04/2020
FERMÉ	DISCRIMINATION; RELIGION	INFORMATION SUFFISANTE SUR LES ACCOMMODEMENTS	ACCEPTATION DES RECOMMANDATIONS	26/03/2020	21/04/2020

P.107 DÉPENSES ASSUMÉES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DU RECOURS DE LA PRÉSIDENTE CONTRE LE PROTECTEUR DU CITOYEN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE SOMME N’A ÉTÉ ENGAGÉE PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEMANDES D’INTERVENTION EN JEUNESSE

MOTIFS D’INSATISFACTION	2019-2020
COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	95
DÉCISION PRISE DANS L’INTÉRÊT DE L’ENFANT	56
DPJ	2
ENTENT PROVISOIRE	1
ÊTRE ENTENDU, INFORMÉ ET ACCOMPAGNÉ	16
ÉVALUATION ET ORIENTATION	32
EXCLUSIVITÉ DES RESPONSABILITÉS	5
LSJPA COMMUNICATIONS CONFIDENTIELLES	0
LSJPA SERVICES SOCIAUX	0
MESURES DISCIPLINAIRES EN CENTRE DE RÉADAPTATION	4
MILIEU SUBSTITUT	16
ORDONNANCE	5
SERVICES SOCIAUX*	70
SIGNALEMENT	49
STABILITÉ DES LIENS ET DES CONDITIONS DE VIE	8
NON PRÉCISÉ	1
TOTAL	360

* INCLUANT LES SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES D’ÉDUCATION

DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE

RÉGION ADMINISTRATIVE	2019-2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7
BAS-SAINT-LAURENT	13
CAPITALE-NATIONALE	20
CHAUDIÈRE-APPALACHES	13
CÔTE-NORD	10
ESTRIE	34
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	24
LAURENTIDES	45
LAVAL	9
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	65
MONTÉRÉGIE	40
MONTRÉAL	92
NORD-DU-QUÉBEC	7
OUTAOUAIS	15
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	17
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	7
TOTAL DEMANDES D’ENQUÊTE JEUNESSE	427

Dossiers ouverts Jeunesse

Région administrative	2019-2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	7
BAS-SAINT-LAURENT	11
CAPITALE-NATIONALE	18
CHAUDIÈRE-APPALACHES	8
CÔTE-NORD	7
ESTRIE	33
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	9
LANAUDIÈRE	22
LAURENTIDES	39
LAVAL	7
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	55
MONTÉRÉGIE	28
MONTRÉAL	77
NORD-DU-QUÉBEC	6
OUTAOUAIS	14
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	14
NON PRÉCISÉ, DEMANDES EN TRAITEMENT	5
TOTAL DOSSIERS OUVERTS JEUNESSE	360

Dossiers fermés Jeunesse

Région administrative	2019-2020
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11
BAS-SAINT-LAURENT	11
CAPITALE-NATIONALE	15
CHAUDIÈRE-APPALACHES	9
CÔTE-NORD	3
ESTRIE	19
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	14
LANAUDIÈRE	13
LAURENTIDES	35
LAVAL	6
MAURICIE-ET-CENTRE-DU-QUÉBEC	52
MONTÉRÉGIE	30
MONTRÉAL	58
NORD-DU-QUÉBEC	4
OUTAOUAIS	11
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	10
NON PRÉCISÉ	5
TOTAL DOSSIERS FERMÉS JEUNESSE	306

P.109 NOMBRE DE SIGNALEMENTS REÇUS EN 2018-2019 ET EN 2019-2020, PAR RÉGION DU QUÉBEC, CONCERNANT DES CAS D’INTIMIDATION OU DE RISQUE SUICIDAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L’ÉDUCATION ET DE L’ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

P.110 NOMBRE D’ENFANTS PLACÉS SUR UNE LISTE D’ATTENTE PAR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

P.111 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D’ACTIVITÉS AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DE LA DIRECTION DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DES CENTRES JEUNESSE. INDiquer LE LIEU, LE COÛT, LE NOMBRE DE PARTICIPANTS ET LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L’ENTREPRISE QUI A OFFERT L’ACTIVITÉ.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DOSSIER #1

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

LE 22 AOÛT 2017, LA COMMISSION ÉTAIT D’AVIS QUE L’ENQUÊTE CONCERNANT LES ENFANTS SIGNALÉS À LA DPJ DU CIUSSS DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN AVAIT MIS EN LUMIÈRE DES LACUNES ET DES MANQUEMENTS MAJEURS QUANT AUX PROCESSUS D’INTERVENTION ET DE PRISE DE DÉCISIONS, DE L’ENCADREMENT ET DE LA FORMATION DES INTERVENANTS, AINSI QUE DES OUTILS CLINIQUES DONT ILS DISPOSENT AFIN DE PARTICIPER À LA RÉALISATION DU MANDAT DE LA DPJ.

AU TERME DE SON ENQUÊTE, LA COMMISSION AVAIT ÉMIS VINGT-TROIS (23) RECOMMANDATIONS DONT SIX (6) ADRESSÉES À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA RÉADAPTATION, À LA PROTECTION DE LA JEUNESSE, À LA SANTÉ PUBLIQUE ET SAINES HABITUDES VIE DE L’ÉPOQUE :

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

MALGRÉ L’ENGAGEMENT DU MSSS À METTRE EN ŒUVRE CES RECOMMANDATIONS, TROIS D’ENTRE ELLES SONT TOUJOURS EN SUIVI PAR LA COMMISSION, N’AYANT PAS ÉTÉ COMPLÈTEMENT RÉALISÉES DEPUIS AOÛT 2017. VOICI LE RÉSUMÉ DES SUIVIS DES TROIS RECOMMANDATIONS.

RECOMMANDATION NO 1

DÉCISION DU 22 AOÛT 2017,
CONSIDÉRANT QUE :

DES NORMES DOIVENT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE DU QUÉBEC RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS. CELLES-CI SE RETROUVENT NOTAMMENT DANS LES DOCUMENTS SUIVANTS :

1. LES PROTOCOLES : RÉCEPTION ET TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ÉVALUATION ET ORIENTATION : SUITE AU RAPPORT SUR L’ANALYSE DES ACTIVITÉS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, ET D’ÉVALUATION ET D’ORIENTATION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE (RAPPORT HARVEY), ÉLABORÉS EN 1988;
2. LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D’ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D’EFFICACITÉ ET D’EFFICIENCE, PRÉVUES DANS L’OFFRE DE SERVICE 2007-2012 DU PROGRAMME SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ;
3. LE MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE RÉVISÉ EN 2010;
4. LES INDICATEURS DE GESTION EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX INCLUS DANS LE PLAN STRATÉGIQUE DU MSSS 2015-2020.

DES ÉCARTS EXISTENT ENTRE LES NORMES PROPOSÉES ET L’ÉVOLUTION DES STANDARDS, PRATIQUES, ET LE RESPECT DE LA LOI EN MATIÈRE DE PROTECTION DE LA JEUNESSE;

LA COMMISSION SOUHAITE QUE LE MSSS STATUE ET L’INFORME, AU PLUS TARD LE 1^{ER} NOVEMBRE 2017, DES NORMES DEVANT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU’AU COURS DE L’ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L’ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION DATÉE DU 8 NOVEMBRE 2017, LA MINISTRE DÉLÉGUÉE RÉPONDAIT À CETTE RECOMMANDATION EN PRENANT L’ENGAGEMENT SUIVANT :

« AINSI, VOUS TROUVEREZ CI-JOINT LES NORMES, COMME DÉFINIES DANS LES *ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D’ACCÈS DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D’EFFICACITÉ ET D’EFFICIENCE, PROGRAMME-SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ, OFFRE DE SERVICE 2007-2012*, PROLONGÉES JUSQU’EN 2018, CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QUE CELLES CONCERNANT LES ÉVALUATIONS ET LES ORIENTATIONS.

DE PLUS, DANS LE SOUCI CONSTANT D’ASSURER UNE RÉPONSE ADAPTÉE AUX BESOINS DES JEUNES ET DES FAMILLES ET DE TENIR COMPTE DE L’ÉVOLUTION DES PRATIQUES ET DES CONNAISSANCES, JE TIENS À VOUS PRÉCISER QUE CES NORMES FERONT L’OBJET DE TRAVAUX AU COURS DES PROCHAINS MOIS.

CES TRAVAUX PORTERONT SUR LES SERVICES DE RÉCEPTION ET DE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, D’ÉVALUATION ET D’ORIENTATION, AINSI QUE SUR CEUX LIÉS À L’APPLICATION DES MESURES DANS LES CAS OÙ LA SITUATION DE L’ENFANT EST PRISE EN CHARGE PAR LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE. AUSSI, SOYEZ ASSURÉ QUE LE MSSS VOUS TIENDRA INFORMÉ DES RÉSULTATS DE CES TRAVAUX. »

LE 1^{ER} MARS 2018, EN SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION, LA COMMISSION DEMANDE QU’UNE VERSION RÉVISÉE DES *ORIENTATIONS RELATIVES AUX STANDARDS D’ACCÈS, DE CONTINUITÉ, DE QUALITÉ, D’EFFICACITÉ ET D’EFFICIENCE* SOIT TRANSMISE À LA COMMISSION D’ICI LE 17 SEPTEMBRE 2018.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION LE 26 SEPTEMBRE 2018, IL EST RÉITÉRÉ QUE LE MINISTÈRE ENTEND DONNER SUITE À LA RECOMMANDATION DE REVOIR SES ORIENTATIONS. CONTRAIREMENT À L’ENGAGEMENT PRIS PAR LE MSSS LE 8 NOVEMBRE 2017 DE RÉVISER CES ORIENTATIONS EN 2018, ON N’INDIQUE NI QUAND CES TRAVAUX DOIVENT S’AMORCER, NI MÊME QUAND LE COMITÉ DE TRAVAIL SERA MIS SUR PIED.

SUIVI DU 18 OCTOBRE 2018,
CONSIDÉRANT QUE :

- LA RECOMMANDATION N'EST PAS SUIVIE;
- LES ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES ÉMISES EN 2007 DOIVENT ÊTRE REVUES SANS DÉLAI, LES DÉFIS ACTUELS DES DIRECTEURS ET DIRECTRICES DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ÉTANT BIEN DIFFÉRENTS DE CE QU'ILS ÉTAIENT, LES ENFANTS VULNÉRABLES DEVANT ÊTRE ÉVALUÉS ET PRIS EN CHARGE ÉTANT BEAUCOUP PLUS NOMBREUX, LEURS PROBLÉMATIQUES BEAUCOUP PLUS LOURDES ET COMPLEXES.

LA COMMISSION RÉITÈRE, AUPRÈS CETTE FOIS, DU NOUVEAU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX, LE SOUHAIT QUE LE MSSS STATUE ET L'INFORME, AU PLUS TARD DANS LES 3 MOIS DE LA RÉCEPTION DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION (6 JUIN 2019), DES NORMES DEVANT ÊTRE SUIVIES PAR LES INTERVENANTS RELATIVEMENT À LA RÉTENTION ET LE TRAITEMENT DES SIGNALEMENTS, AINSI QU'AU COURS DE L'ÉVALUATION DES SITUATIONS ET DE L'ORIENTATION DES ENFANTS CONCERNÉS.

LE 18 JUILLET 2019, MME LYNE JOBIN, SOUS-MINISTRE ADJOINTE À LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES SOCIAUX DU MSSS TRANSMET À LA COMMISSION UNE RÉPONSE EN REGARD DU SUIVI DES RECOMMANDATIONS ÉMISES EN FAISANT PART DE L'ÉVOLUTION DES TRAVAUX EN COURS.

SUIVI DU 15 AOÛT 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- SELON LE MINISTÈRE, LES TRAVAUX D'UN GROUPE D'INTERVENTION TACTIQUE (GIT) MIS EN PLACE PAR LE MSSS SONT EN COURS DE RÉALISATION;
- LE MINISTÈRE AFFIRME QUE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DU GIT, LA RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE A ÉTÉ INSCRITE COMME ACTION PRIORITAIRE AU PLAN D'ACTION *AGIR SUR LES CONDITIONS D'ACCÈS, DE QUALITÉ ET DE CONTINUITÉ DES SERVICES EN PROTECTION DE LA JEUNESSE* PUIS INSCRITE À UN GRAND CHANTIER MINISTÉRIEL;
- LES TRAVAUX EN COURS SÉRAIENT À LEUR SECONDE PHASE, SOIT LA COLLECTE ET SYNTHÈSE DES DONNÉES ET QUE DES GROUPES DE TRAVAIL SERONT FORMÉS AFIN DE DOCUMENTER L'ENSEMBLE DES CHANGEMENTS AYANT UN IMPACT SUR L'INTERVENTION EN PROTECTION DE LA JEUNESSE.

LA COMMISSION RECONDUIT LE SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION ET DEMANDE AU MSSS DE DÉPOSER AUPRÈS DE LA COMMISSION UN ÉCHÉANCIER DÉTAILLÉ IDENTIFIANT NOTAMMENT LES NOMS DES EXPERTS, CHERCHEURS, GESTIONNAIRES ET CLINICIENS QUI FORMERONT LES GROUPES DE TRAVAIL ET COMPRENANT UN CALENDRIER PRÉCIS ET COMPLET DRESSANT LA LISTE DES ACTIVITÉS À RÉALISER, LES DATES CHARNIÈRES ET LES FINALITÉS (LIVRABLES) DANS UN DÉLAI D'UN MOIS DE LA RÉCEPTION DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

SUIVI DU 19 DÉCEMBRE 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- LE MSSS A TRANSMIS À LA COMMISSION, EN OCTOBRE 2019, UN DOCUMENT INTITULÉ *PLAN DE TRAVAIL – RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE*;
- L'ÉCHÉANCIER VISÉ, POUR LA FIN DES TRAVAUX DE RÉVISION DES STANDARDS DE PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE EST AVRIL 2021.

LA COMMISSION RECONDUIT LE SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION ET DEMANDE AU MSSS DE LUI FAIRE RAPPORT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX AU PLUS TARD LE 30 AVRIL 2020.

RECOMMANDATION NO 5

DÉCISION DU 22 AOÛT 2017,
CONSIDÉRANT QUE :

- LE SYSTÈME DE SOUTIEN À LA PRATIQUE (SSP) EST UN OUTIL CLINIQUE INFORMATISÉ ET NORMATIF APPLIQUÉ À L'ÉCHELLE PROVINCIALE QUE TOUS LES INTERVENANTS RTS, AINSI QU'À L'ÉVALUATION ONT L'OBLIGATION DE COMPLÉTER;
- L'ENQUÊTE RÉVÈLE QU'IL EST MAL UTILISÉ PAR LES INTERVENANTS À L'ÉTAPE DE LA RTS ET À L'ÉVALUATION. DE PLUS, IL EST À PARFAIRE AFIN DE PERMETTRE AUX INTERVENANTS RTS PARTICULIÈREMENT D'OBTENIR UNE ANALYSE PLUS GLOBALE DE LA SITUATION DE L'ENFANT. LA COMMISSION NOTE QU'AUSSI IMPARFAIT QUE SOIT CET OUTIL, LES CONCLUSIONS OBTENUES LORS DE SON UTILISATION NE DOIVENT PAS SE SUBSTITUER AU JUGEMENT PROFESSIONNEL DES INTERVENANTS DE LA DPJ EN MATIÈRE DE RTS ET D'É/O;
- LE SSP A ÉTÉ CRÉÉ EN 2001 ET SA DERNIÈRE MISE À JOUR DATE DU 2 SEPTEMBRE 2013;
- L'ENQUÊTE A PERMIS D'IDENTIFIER CERTAINES DIFFICULTÉS DÉCOULANT DU SYSTÈME, NOTAMMENT EN NE PERMETTANT PAS DE METTRE EN CORRÉLATION DIFFÉRENTS FAITS DANS LE CADRE DE L'ANALYSE DE LA SITUATION D'UN ENFANT.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE DE PROCÉDER À LA RÉVISION DE L'OUTIL SSP, AFIN QUE CELUI-CI SOIT CONFORME AUX PRINCIPES RECONNUS DANS LA LPJ ET ADAPTÉ À LA NOUVELLE RÉALITÉ DE LA PRATIQUE EN PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018, DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION ET DE LUI TRANSMETTRE UNE COPIE DE L'OUTIL SSP RÉVISÉ.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION LE 26 SEPTEMBRE 2018, IL EST PRÉCISÉ QUE L'OUTIL SSP A ÉTÉ MIS À JOUR ET QU'ON A MANDATÉ LE CISSS LANAUDIÈRE POUR ANALYSER LE SSP EN LIEN AVEC LES ÉTAPES RTS ET ÉVALUATION DE LA PRATIQUE. UNE FOIS CETTE ANALYSE RÉALISÉE, LE MSSS DISCUTERA AVEC L'ENSEMBLE DES CIUSSS. OR, AUCUN DÉLAI POUR CE FAIRE N'EST INDiqué.

SUIVI DU 18 OCTOBRE 2018,
CONSIDÉRANT QUE :

- LE MSSS INFORMA LA COMMISSION QUE L'OUTIL SSP A ÉTÉ MIS À JOUR LORS DE L'ADOPTION DES DERNIÈRES MODIFICATIONS À LA *LPJ* ET QUE LE CISSS LANAUDIÈRE A ÉTÉ MANDATÉ POUR ANALYSER LE SSP EN LIEN AVEC LES ÉTAPES RTS ET ÉVALUATION DE LA PRATIQUE;
- LE MSSS DISCUTERA AVEC L'ENSEMBLE DES CIUSSS UNE FOIS CETTE ANALYSE RÉALISÉE;
- LA RECOMMANDATION N'EST PAS SUIVIE.

LA COMMISSION MAINTIENT LE DOSSIER OUVERT ET RAPPELLE LES OBJECTIFS DE LA RECOMMANDATION ET LES ERREURS MANIFESTES DU SYSTÈME RÉVÉLÉES PAR L'ENQUÊTE.

LA COMMISSION DEMANDE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE FAIRE PART À LA COMMISSION DE L'ANALYSE RÉALISÉE PAR LE CISSS LANAUDIÈRE AINSI QUE DES DATES OÙ TELLE ANALYSE SERA SOUMISE AUX CISSS ET AUX CIUSSS DANS LES TROIS MOIS DE LA RÉCEPTION (6 JUIN 2019) DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

SUIVI DU 15 AOÛT 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- SELON LE MINISTÈRE, LE *CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LANAUDIÈRE* A TERMINÉ SON MANDAT DE DOCUMENTER L'ENSEMBLE DES CORRECTIONS À APPORTER À L'OUTIL ET QU'UNE LISTE EXHAUSTIVE DE CONSTATS A ÉTÉ TRANSMISE AU MSSS;
- MALGRÉ LES CORRECTIFS APPORTÉS À L'OUTIL SSP, DES ENJEUX D'EFFICACITÉ, D'EFFICIENCE ET DE PERTINENCE DEMEURENT, REMETTANT EN QUESTION SON UTILISATION;
- UN COMITÉ DE TRAVAIL COMPOSÉ DE DIRECTEURS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE S'EST RÉUNI AFIN DE RÉFLÉCHIR ET CONVENIR DES PROCHAINES ÉTAPES.

LA COMMISSION PREND ACTE QU'UN COMITÉ DE TRAVAIL COMPOSÉ DE DIRECTEURS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE S'EST RÉUNI AFIN DE RÉFLÉCHIR ET CONVENIR DES PROCHAINES ÉTAPES;

ET,

RECONDUIT LE SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION ET DEMANDE AU MSSS DE DÉPOSER AUPRÈS DE LA COMMISSION UN CALENDRIER DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DE CE COMITÉ DE TRAVAIL, IDENTIFIANT NOTAMMENT LES PROCHAINES ÉTAPES, LES DATES CHARNIÈRES ET LES FINALITÉS (LIVRABLES) DANS UN DÉLAI D'UN MOIS DE LA RÉCEPTION DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

SUIVI DU 19 DÉCEMBRE 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- LE MSSS A TRANSMIS À LA COMMISSION, EN OCTOBRE 2019, UN DOCUMENT INTITULÉ *PLAN DE TRAVAIL PROVISOIRE – RÉVISION DU SYSTÈME DE SOUTIEN À LA PRATIQUE (SSP)*;
- DES TRAVAUX SONT EN COURS DE RÉALISATION QUANT À LA RÉVISION DE L'OUTIL SSP;
- AUCUN ÉCHÉANCIER N'EST PRÉCISÉ PAR LE MSSS;
- LE MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX ET RESPONSABLE DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*, M. LIONEL CARMANT, A AFFIRMÉ LE 15 NOVEMBRE 2019 QUE LEDIT LOGICIEL SERAIT RÉVISÉ D'ICI L'AUTOMNE 2020.

LA COMMISSION RECONDUIT LE SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION ET DEMANDE AU MSSS DE LUI FAIRE RAPPORT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX AU PLUS TARD LE 30 AVRIL 2020.

RECOMMANDATION NO 6

DÉCISION DU 22 AOÛT 2017,
CONSIDÉRANT QUE :

- UN DES OBJECTIFS DE LA MODIFICATION DE L'ORGANISATION ET LA GOUVERNANCE DU RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX EN 2014 VISE À FAVORISER ET À SIMPLIFIER L'ACCÈS AUX SERVICES POUR LA POPULATION;
- L'INTÉGRATION RÉGIONALE DES SERVICES DANS LES CISSS ET LES CIUSSS N'EST PAS ENCORE FINALISÉE;
- CETTE ENQUÊTE, AINSI QUE D'AUTRES, EFFECTUÉES PAR LA COMMISSION, ONT PERMIS DE CONSTATER LE BESOIN D'ÉCHANGE D'EXPERTISES ENTRE PROFESSIONNELS.

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DÉLÉGUÉE LA MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME NÉCESSAIRE AU SEIN DES CISSS ET DES CIUSSS À TRAVERS LE QUÉBEC, VISANT LA CONCERTATION D'EXPERTS EN MALTRAITANCE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, EN LIEN AVEC LES SERVICES DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE EN MALTRAITANCE, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, EN LIEN AVEC LES SERVICES DE LA PROTECTION DE JEUNESSE.

DE FAIRE RAPPORT AUPRÈS DE LA COMMISSION, AU PLUS TARD LE 17 SEPTEMBRE 2018 DES MESURES MISES EN PLACE POUR DONNER SUITE À CETTE RECOMMANDATION.

DANS UNE LETTRE ADRESSÉE À LA COMMISSION LE 26 SEPTEMBRE 2018, LE MINISTÈRE INFORME QUE DES TRAVAUX VISANT À METTRE SUR PIED UN MÉCANISME DE CONCERTATION D'EXPERTS EN MALTRAITANCE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ EN LIEN AVEC LES SERVICES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE AURONT LIEU À L'AUTOMNE 2018.

SUIVI DU 18 OCTOBRE 2018,
CONSIDÉRANT QUE :

LA COMMISSION MAINTIENT LE DOSSIER OUVERT;

LA COMMISSION RECOMMANDE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ DE L'INFORMER DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ET DE LA FIN DES TRAVAUX, DU MÉCANISME DE CONCERTATION RETENU ET DES MODALITÉS DE SA MISE EN PLACE DANS LES TROIS MOIS DE LA RÉCEPTION (6 JUIN 2019) DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION.

SUIVI DU 19 DÉCEMBRE 2019,
CONSIDÉRANT LA RÉPONSE DU MSSS EN DATE DU 22 OCTOBRE 2019 ET QUE :

- LE CALENDRIER DRESSANT LA LISTE DE TOUTES LES ACTIONS QUI SERONT ENTREPRISES POUR METTRE EN ŒUVRE CETTE RECOMMANDATION, LES DATES CHARNIÈRES ET LES LIVRABLES N'EST PAS COMPLÉTÉ;

LA COMMISSION PREND ACTE QUE LA COMPOSITION DU COMITÉ D'EXPERTS EN MALTRAITANCE PROVENANT DES SECTEURS DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE DEVRAIT ÊTRE FINALISÉE LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2019;

LA COMMISSION PREND ACTE QUE LE NOM DU MÉDECIN RÉPONDANT DEVRA ÊTRE SOUMIS AU MSSS AU PLUS TARD LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2019;

LA COMMISSION PREND ACTE QUE LES DPJ SONT INVITÉS LE 7 NOVEMBRE 2019 LORS DE LA PROCHAINE TABLE DES DPJ-DP À DÉSIGNER UN RÉPONDANT AU SEIN DE LEUR ORGANISATION AFIN DE FORMER UN TANDEM AVEC LE MÉDECIN;

LA COMMISSION RECONDUIT LE SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION ET DEMANDE AU MSSS DE LUI FAIRE RAPPORT DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX AU PLUS TARD LE 30 AVRIL 2020.

DOSSIER #2

ENQUÊTE SYSTÉMIQUE SUR LES SERVICES DISPENSÉS AUX ENFANTS PLACÉS EN FAMILLE D'ACCUEIL DE LA RÉGION DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC

LE 23 MAI 2019, LA COMMISSION ÉTAIT D'AVIS QUE CETTE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE A MIS EN LUMIÈRE DES LACUNES MAJEURES QUANT AUX SERVICES OFFERTS AUX ENFANTS HÉBERGÉS EN FAMILLE D'ACCUEIL PAR LE CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC ET, POUR LES ENFANTS AUTOCHTONES, PAR LE CONSEIL ATIKAMEKW D'OPITCIWAN. CES SERVICES NE RESPECTENT PAS LES CRITÈRES MINIMAUX REQUIS POUR RÉPONDRE AU CARACTÈRE ADÉQUAT DU SERVICE PRÉVU À LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE* ET NE SONT PAS TOUJOURS DISPENSÉS DANS LE MEILLEUR INTÉRÊT DES ENFANTS.

AU TERME DE CETTE ENQUÊTE, LA COMMISSION AVAIT ÉMIS SOIXANTE-QUATRE (64) RECOMMANDATIONS DONT UNE (1) ADRESSÉE À LA MINISTRE DE LA JUSTICE POUR LE MJQ ET TROIS (3) ADRESSÉES AU MINISTRE DÉLÉGUÉ DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX POUR LE MSSS.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

CONSIDÉRANT LE NOMBRE IMPORTANT DE RECOMMANDATIONS ÉMISES, SUITE À CETTE ENQUÊTE SYSTÉMIQUE, LA COMMISSION ASSURERA LE SUIVI DE SES RECOMMANDATIONS LORS DE SON COMITÉ DES ENQUÊTES DE MARS 2020. PLUSIEURS RÉPONSES AUX RECOMMANDATIONS ONT ÉTÉ ACHÉMINÉES À LA COMMISSION QUI EN FAIT PRÉSENTEMENT L'ANALYSE.

CONCERNANT PLUS PARTICULIÈREMENT LES RECOMMANDATIONS ÉMISES AU MSSS ET AU MJQ, LA COMMISSION N'AYANT PAS REÇU DE RÉPONSE QUANT À LEUR INTENTION DE METTRE EN ŒUVRE LES RECOMMANDATIONS, UN RAPPEL LEUR A ÉTÉ ACHÉMINÉ LE 5 DÉCEMBRE DERNIER.

RECOMMANDATION AU MJQ

DÉCISION DU 23 MAI 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- LES DÉLAIS POUR OBTENIR UNE DATE D'AUDIENCE À LA CHAMBRE DE LA JEUNESSE DE LA COUR DU QUÉBEC DANS CERTAINS POINTS DE SERVICE (VICTORIAVILLE ENTRE AUTRES) DÉPASSENT LARGEMENT CEUX PRÉVUS À L'ARTICLE 76.1 DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE*;

LA COMMISSION RECOMMANDE À LA MINISTRE DE LA JUSTICE D'ÉVALUER LE NOMBRE DE JOURS D'AUDIENCE NÉCESSAIRE AU PALAIS DE JUSTICE DE VICTORIAVILLE AFIN QUE LES DÉLAIS DE L'ARTICLE 76.1 DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE* SOIENT RESPECTÉS;

ET D'INFORMER LA COMMISSION DE SA DÉCISION.

RECOMMANDATION AU MSSS

RECOMMANDATION NO 1

DÉCISION DU 23 MAI 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- DES PROBLÈMES DE SUPERVISION EXISTENT DANS CERTAINS POINTS DE SERVICE, LA SUPERVISION ÉTANT PLUTÔT QUANTITATIVE ET ADMINISTRATIVE;
- LES INTERVENANTS À L'ÉVALUATION/ORIENTATION PRIVILÉGIENT L'ORIENTATION VERS UNE ENTENTE SUR DES MESURES VOLONTAIRES MÊME SI TOUS LES CRITÈRES NE SONT PAS REMPLIS, ET CE, AFIN DE RÉPONDRE AUX STANDARDS QUANTITATIFS DEMANDÉS PAR L'EMPLOYEUR ET RECOMMANDÉS PAR LE MSSS ET AINSI ÉVITER LES DÉLAIS QU'IMPLIQUE LA JUDICIARISATION;
- DANS LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE SYSTÉMIQUE AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (2017), LA COMMISSION RECOMMANDAIT AU MSSS DE REVOIR SES STANDARDS DE PRATIQUE, DONT CELUI DU NOMBRE D'ÉVALUATION/ORIENTATION ANNÉE.

LA COMMISSION RAPPELLE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX EN VERTU DE L'ARTICLE 23 AL.1 E) DE LA *LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE* QUE LA SITUATION DÉCRITE AU SAGUENAY ÉTANT PRÉSENTE DANS LA RÉGION DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC, IL EST URGENT QUE LE MSSS DONNE SUITE À LA RECOMMANDATION TELLE QU'ÉMISE DANS SAGUENAY, SOIT DE METTRE À JOUR SES ORIENTATIONS POUR LE *PROGRAMME-SERVICES JEUNES EN DIFFICULTÉ*, NOTAMMENT LE NOMBRE D'ÉVALUATION/ORIENTATION ATTENDU PAR INTERVENANT PAR ANNÉE.

RECOMMANDATION NO 2

DÉCISION DU 23 MAI 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- LES FAMILLES D'ACCUEIL N'ONT PAS D'OBLIGATION DE FORMATION CONTINUE EN VERTU DE LA *LOI SUR LA REPRÉSENTATION DES RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET DE TYPE FAMILIAL ET SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION D'UNE ENTENTE COLLECTIVE LES CONCERNANT*.

LA COMMISSION RECOMMANDE AU MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX DE PRENDRE L'ENGAGEMENT DE DEMANDER LA MODIFICATION DE LA *LOI SUR LA REPRÉSENTATION DES RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET DE TYPE FAMILIAL ET SUR LE RÉGIME DE NÉGOCIATION D'UNE ENTENTE COLLECTIVE LES CONCERNANT* AFIN D'Y INCLURE UNE OBLIGATION DE FORMATION POUR LES RESSOURCES HÉBERGEANT DES ENFANTS DONT LA SITUATION EST PRISE EN CHARGE PAR LE DIRECTEUR DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE.

RECOMMANDATION NO 3

DÉCISION DU 23 MAI 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- LA DÉFINITION DE LA NÉGLIGENCE TELLE QUE PRÉVUE À LA LPJ ET AU MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA LPJ EST INTERPRÉTÉE DE MANIÈRE DIFFÉRENTE PAR LES INTERVENANTS DU CONSEIL DES ATIKAMEKW D'OPITICIWAN (CAO). PAR CONSÉQUENT, PLUSIEURS SITUATIONS RAPPORTÉES LORS DE L'ENQUÊTE N'ONT PAS FAIT L'OBJET DE SIGNALEMENTS, ET CE, EN CONTRAVENTION DE L'OBLIGATION LÉGALE PRÉVUE À L'ARTICLE 39 DE LA LPJ.

LA COMMISSION RECOMMANDE QUE LE MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX S'ASSURE DE LA MODIFICATION DU MANUEL DE RÉFÉRENCE, AFIN QUE LA DÉFINITION DU MOTIF DE NÉGLIGENCE TIENNE COMPTE DES RÉALITÉS AUTOCHTONES. CETTE MODIFICATION DEVRA PAR LA SUITE ÊTRE TRANSMISE À L'ENSEMBLE DES DIRECTEURS DE LA PROTECTION SOCIALE (DPS) ET DES DIRECTEURS DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE (DPJ) DU QUÉBEC.

EN CE QUI A TRAIT À CETTE DERNIÈRE RECOMMANDATION, LA COMMISSION SOUHAITE ÊTRE INFORMÉE DANS LES TROIS (3) MOIS DE LA RÉCEPTION DE LA PRÉSENTE RECOMMANDATION DES MODIFICATIONS EFFECTUÉES À LA DÉFINITION DE NÉGLIGENCE DANS LE MANUEL DE RÉFÉRENCE SUR LA LPJ ET DES MOYENS DE TRANSMISSION UTILISÉS POUR INFORMER LES DPS ET DPJ DU QUÉBEC.

DOSSIER #3

ENQUÊTE INDIVIDUELLE

LE 13 JUIN 2019, UNE ENQUÊTE INDIVIDUELLE FAIT SUITE À UNE SÉRIE D'ENQUÊTES MENÉES PAR LA COMMISSION AU SUJET DU SYSTÈME DE PROTECTION DU CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES (CCSSBJ) ENTRE LES ANNÉES 2007 ET 2013. UN PLAN D'ACTION AVAIT ÉTÉ ÉLABORÉ PAR LA DPJ EN 2013, AVEC L'AIDE D'UN CONSULTANT, AFIN DE REDRESSER LES LACUNES AU NIVEAU DU SYSTÈME DE PROTECTION DE LA JEUNESSE, IDENTIFIÉES PAR LA COMMISSION. LE PLAN D'ACTION INCLUAIT LA PRÉSENCE D'UN CONSULTANT EXTERNE AFIN DE SOUTENIR LE DPJ DANS SA MISE EN ŒUVRE. LE PLAN D'ACTION COUVRAIT LES VOILETS SUIVANTS : 1) ORGANISATION DES SERVICES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE; 2) RESSOURCES HUMAINES; 3) DÉVELOPPEMENT DE LA COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES CLÉS EN PROTECTION DES ENFANTS ET 4) MISE EN ŒUVRE D'OUTILS DE TRAVAIL.

SUIVI DE LA RECOMMANDATION

DÉCISION DU 24 SEPTEMBRE 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- LE MSSS S'ÉTAIT ALORS ENGAGÉ À FAIRE LE SUIVI DU PLAN D'ACTION 2013;
- LE PRÉSENT DOSSIER RÉVÈLE QUE PLUSIEURS LACUNES IDENTIFIÉES PAR LA COMMISSION ET ADRESSÉES PAR LE PLAN D'ACTION DE 2013 SUBSISTENT ENCORE AUJOURD'HUI.

LA COMMISSION RECOMMANDE AU MSSS DE LUI FAIRE UN COMPTE RENDU DU SUIVI ENTREPRIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION 2013, DANS UN DÉLAI DE TROIS (3) MOIS, DU SUIVI ENTREPRIS LORS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE 2013.

LE 4 FÉVRIER 2020, LA COMMISSION N'AYANT PAS REÇU DE RÉPONSE À SA RECOMMANDATION A FAIT UN RAPPEL AU MSSS.

LE 12 FÉVRIER 2020, LE MSSS ACHEMINE SA RÉPONSE À LA COMMISSION QUI EN FERA L'ANALYSE.

DOSSIER #4 **ENQUÊTE INDIVIDUELLE**

LE 14 MAI 2019, UNE ENQUÊTE INDIVIDUELLE MET EN LUMIÈRE DES PROBLÈMES DE COLLABORATION ET DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS ENTRE UNE DPJ ET UNE MAISON D'HÉBERGEMENT POUR FEMME VICTIME DE VIOLENCE CONJUGALE, EMPÊCHANT AINSI LA MISE EN PLACE D'UN FILET DE SÉCURITÉ NÉCESSAIRE À LA PROTECTION DE L'ENFANT ACCOMPAGNANT SA MÈRE.

SUIVI DE LA RECOMMANDATION

DÉCISION DU 14 MAI 2019,
CONSIDÉRANT QUE :

- L'ENQUÊTE DÉMONTRE QU'UNE INCOMPRÉHENSION DU RÔLE, DU MANDAT ET DES ATTENTES OCCASIONNE DES PROBLÈMES DE COLLABORATION ET DE TRANSMISSION D'INFORMATIONS ENTRE LES DPJ ET LES MAISONS D'HÉBERGEMENT;
- CETTE COLLABORATION EST ESSENTIELLE POUR ASSURER LA PROTECTION DES ENFANTS DONT LA SÉCURITÉ OU LE DÉVELOPPEMENT PEUT ÊTRE COMPROMIS.

LA COMMISSION RECOMMANDE QUE LE MSSS VOIT À LA MISE SUR PIED DE MÉCANISMES DE CONCERTATION AUXQUELS PARTICIPENT LA DPJ ET LES MAISONS D'HÉBERGEMENT AYANT COMME OBJECTIF, NOTAMMENT, DE DÉMYSTIFIER LE TRAVAIL DE LA DPJ ET DE MIEUX DÉFINIR LES RÔLES ET BESOINS DE CHACUN, ET CE, DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC.

LE 20 JUIN 2019, LA COMMISSION A REÇU UNE RÉPONSE FAVORABLE À LA MISE EN PLACE DE MÉCANISMES DE CONCERTATION DANS TOUTES LES RÉGIONS DU QUÉBEC. LE MSSS ASSURE UN SUIVI AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS QUI DOIVENT FAIRE ÉTAT DE MÉCANISMES EXISTANTS ET DE L'ÉCHÉANCIER DE MISE EN PLACE DES NOUVEAUX MÉCANISMES. CHAQUE DPJ DOIT AVOIR MIS EN PLACE AU MOINS UN MÉCANISME DE CONCERTATION AVANT OCTOBRE 2019. LA COMMISSION A MIS FIN AU SUIVI DE CETTE RECOMMANDATION.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES PLAINTES EN JEUNESSE

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE PLAINTES JEUNESSE	427

DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE OUVERTS	360

DOSSIERS FERMÉS

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE FERMÉS	306

DOSSIERS ACTIFS

	2019-2020
	TOTAL
NOMBRE DE DOSSIERS D'ENQUÊTE ACTIFS	143

LES DÉLAIS

	2019-2020
	TOTAL
DÉLAI DE TRAITEMENT DES DOSSIERS D'ENQUÊTE (EN JOURS)	110

A. LES DÉLAIS PAR ÉTAPE

	2019-2020		
	DÉLAI MOYEN ATTENDU	DÉLAI MOYEN OBTENU	NB DE DOSSIERS
RECEVABILITÉ	15	21	69
ENQUÊTE 1ERE ÉTAPE	50	85	280
ENQUÊTE 2E ÉTAPE	180	387	26

B. LE DÉLAI MOYEN SELON LE TYPE DE MOTIF DE FERMETURE PAR LE COMITÉ DES ENQUÊTES

	2019-2020
	DÉLAI MOYEN EN JOURS
SITUATION CORRIGÉE AVEC OU SANS ENTENTE	598
ABSENCE DE PREUVE DE LÉSION DE DROIT	---
DÉLAIS MOYEN DES DOSSIERS TRAITÉS ET FERMÉS PAR LE COMITÉ D'ENQUÊTES	598

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIFS PERMANENTS 2019-2020	EFFECTIFS EN PLACE AU 31 MARS 2020 (POSTES OCCUPÉS)
PERSONNEL D'ENCADREMENT		
CONSEILLÈRE CADRE STRATÉGIQUE	1	1
DIRECTEUR	7	7
DIRECTEUR ADJOINT	3	3
TOTAL	11	11
PERSONNEL PROFESSIONNEL		
ADJOINT À LA PRÉSIDENTE	1	1
AGENT D'INFORMATION	4	4
AGENT ÉDUCATION-COOPÉRATION	6	9
ANALYSTE DE LA GESTION DES PROCÉDÉS ADMINISTRATIFS	5	5
ANALYSTE EN INFORMATIQUE	4	4
CHERCHEUR	5	5
CONSEILLER À L'ÉVALUATION	6	7
CONSEILLER EN ACCÈS À L'ÉGALITÉ	9	9
CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	2	2
CONSEILLER JURIDIQUE	20	23
COORDONNATEUR	8	8
ENQUÊTEUR	21	25
MÉDIATEUR	5	5
TOTAL	96	107
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS		
AGENT DE BUREAU, CLASSE NOMINALE	1	2
AGENT DE BUREAU, CLASSE PRINCIPALE	7	8
BIBLIOTHECHNIEN	1	1
SECRÉTAIRE	1	2
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION	10	12
TECHNICIEN À L'ACCUEIL ET À L'ÉVALUATION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION	12	13
TECHNICIEN EN ADMINISTRATION PRINCIPAL	5	5
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION	3	3
TECHNICIEN EN INFORMATIQUE DE GESTION PRINCIPAL	1	1
TECHNICIEN EN RECHERCHE	1	1
TECHNICIEN PRINCIPAL EN PERSONNEL	1	1
TOTAL	44	50
GRAND TOTAL	151	168

P.147 ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET DE LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

P.148 SOMMES DÉVOLUES AU SUIVI DU RAPPORT DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR L’OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L’INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION ET À LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L’EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.

P.149 TOUT RAPPORT, DOCUMENT OU ÉTUDE CONCERNANT LA MISE EN PLACE DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE.